

est interdit à un juge
nationaliste corse

Le Parti républicain réclame un remaniement du gouvernement

L'HYPOTHÈSE d'un nouveau remaniement du gouvernement d'Alain Juppé, après celui de novembre 1995, agite la majorité. Le député socialiste de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, a déclaré, sur France-Inter, qu'il ne voyait pas « l'intérêt d'un remaniement ».

Mardi après-midi, François Bayrou devait défendre sa méthode de réforme de l'enseignement supérieur devant l'Assemblée nationale. Pour M. Bourgeois, cette méthode est « bonne », mais « il y a des moments où il faut savoir aller à petits pas [et d'autres] où il faut savoir trancher ».

Lire pages 6 et 10

L'embargo contre l'Irak sera partiellement levé

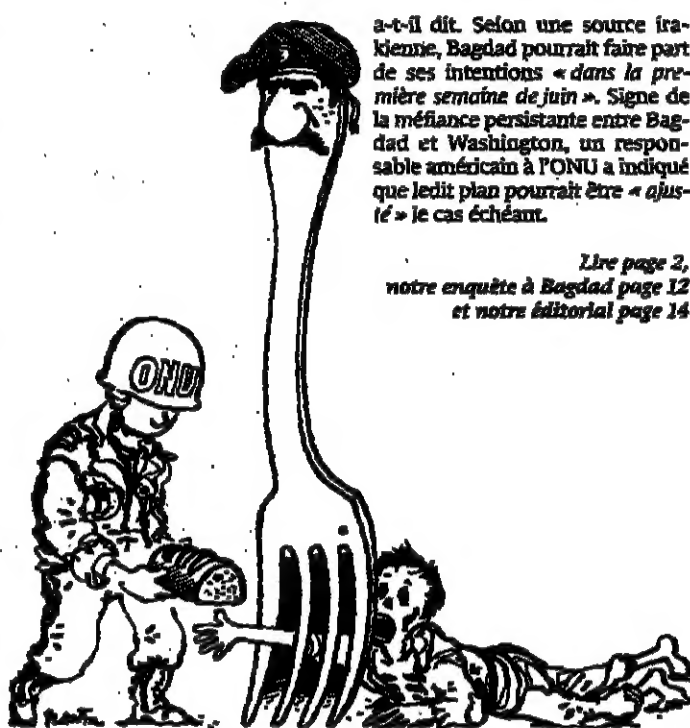
Les Nations unies contrôleront l'accord « pétrole contre nourriture »

LA MISE EN ŒUVRE de l'accord conclu lundi 20 mai entre l'Irak et l'ONU sur la formule « pétrole contre nourriture » risque d'être semée d'embûches. Cet arrangement, valable pour une période de six mois (éventuellement renouvelable), devrait permettre à l'Irak d'exporter du brut pour 2 milliards de dollars (environ 10 milliards de francs) pour acheter des vivres et des médicaments à sa population.

Le processus est placé sous la stricte supervision des Nations unies. Le négociateur en chef, Hans Corell, a cherché à relativiser la portée de la décision quelques heures après l'annonce de la signature du document, soulignant notamment que la « procédure » d'application en était « complexe ». Il a rappelé qu'il appartenait à l'Irak de mettre au point un « plan de distribution » équitable des vivres, qui devrait ensuite être approuvé par le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali. « Sans ce plan, la résolution ne peut être appliquée »,

a-t-il dit. Selon une source irakienne, Bagdad pourrait faire part de ses intentions « dans la première semaine de juin ». Signe de la méfiance persistante entre Bagdad et Washington, un responsable américain à l'ONU a indiqué que ledit plan pourrait être « ajusté » le cas échéant.

Lire page 2,
notre enquête à Bagdad page 12
et notre éditorial page 14



« Vache folle » : Londres envisage des représailles

L'Union européenne n'a pas assoupli son dispositif

LA DÉCISION du Comité vétérinaire européen de recommander, lundi 20 mai, le maintien de l'embargo sur les produits dérivés du bœuf britannique a provoqué une vive déception à Londres. « Cela va avoir des retombées sur nos relations avec l'Union européenne dans d'autres domaines », a déclaré mardi, au début du conseil agricole européen, le porte-parole du ministre britannique Douglas Hogg.

La Commission de Bruxelles avait proposé un assouplissement, à certaines conditions, de l'embargo imposé il y a près de deux mois à la Grande-Bretagne en raison de la maladie de la « vache folle ». Le président de la République, Jacques Chirac, avait d'autre part approuvé cette proposition de la Commission et assuré John Major de la « compréhension » de la France.

Le vote intervenu lundi soir au sein du Comité vétérinaire a fait cependant apparaître que sept pays, constituant une minorité de blocage, restaient hostiles à

tout assouplissement de l'embargo. Ces pays estiment que les garanties sur les produits dérivés britanniques ne sont pas suffisantes, ou que le programme d'abattage mis en œuvre en Grande-Bretagne est trop succinct ; certains redoutent enfin que toute mesure d'assouplissement vis-à-vis de la Grande-Bretagne ne soit dénoncée vivement chez eux, par les organisations de consommateurs notamment.

Les ministres de l'agriculture devaient à nouveau discuter de ce dossier mardi à Bruxelles, mais sans prendre de décision. La Commission doit rédiger de nouvelles propositions après l'avis négatif du Comité vétérinaire.

Selon l'Office national interprofessionnel des viandes de l'élevage et de l'aviculture (Oliv), la consommation de bœuf commence à peine à « amorcer une légère remontée ».

Lire page 4 et le point de vue de Jacques Benveniste page 13

La victoire de l'humour et de la tendresse



BRENDA BLETHYN

CANNES 96. Le film de Mike Leigh, *Secrets et mensonges*, s'est révélé comme le grand triomphateur du 49^e Festival de Cannes. En plus de la Palme d'or, ce tableau réaliste d'une société anglaise dévouée a valu à Brenda Blethyn le prix d'interprétation féminine. L'actrice connaît ainsi, dès son troisième film, la consécration internationale, après avoir notamment remporté le Prix de la meilleure actrice comique aux British Comedy Awards de 1994. Membre du Royal National Theatre depuis 1975, elle avait déjà été dirigée par Mike Leigh, mais à la télévision, dans *Grown Ups* (1974).

Le jury a habilement réparti les récompenses, attribuant son Grand Prix à l'un des autres favoris - le Danois Lars von Trier -, distinguant - par le prix d'interprétation masculine - Daniel Auteuil et Pascal Duquenne, l'éprouvée couple du huitième jour. Le Prix de la mise en scène revient à *Fargo*, de Joel Coen, celui du meilleur scénario à Jacques Audiard pour *Un héros très discret*, tandis que le Prix spécial du jury va au très controversé *Crash*, du Canadien David Cronenberg, « pour son audace et son innovation ».

Lire page 24 et la chronique d'Agathe Legrand page 29

Allemagne, 3 DM ; Angleterre, 9 F ; Autriche, 25 S ; Belgique, 45 F ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 14 DKK ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 350 Dr ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 270 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 6 F ; Portugal, 200 Esc ; République tchèque, 100 Kč ; Espagne, 166 Ptas ; Suède, 6 F ; Suisse, 2,20 F ; Tunisie, 1 Din ; USA, 1,25 \$; USA (Hawaï), 2,20 \$.

M 0147-0522 - 7.00 F



L'Autorité palestinienne bâillonne ses opposants

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Pour la deuxième fois en quelques mois, le docteur Iyad Sarraj a été arrêté, samedi 18 mai à Gaza, par la police « autonome » de Yasser Arafat. Pour la deuxième fois, un des neuf services de police en activité dans les territoires palestiniens autonomes tente d'interdire un des plus courageux défenseurs des droits de l'homme en Terre sainte. Iyad Sarraj, psychiatre, fondateur du seul et unique programme de santé mentale à Gaza et directeur élu de la Commission indépendante pour les droits civiques des citoyens palestiniens, croulait à nouveau dans une geôle.

Selon son avocat, il n'y est pas torturé. Il risque « seulement » trois ans d'emprisonnement. Pour avoir osé, lors d'un entretien publié par le *New York Times*, crier tout haut ce que tant de Palestiniens des territoires autonomes n'osent pas dire : « Le régime [de Yasser Arafat] est corrompu, dictatorial, oppressif (...). Le sentiment qui domine chez nous, c'est la peur (...). Je dis cela avec tristesse, mais durant l'oc-

cupation israélienne [à Gaza] j'étais cent fois plus libre de m'exprimer ».

Ce triste constat, les journalistes qui circulent dans les enclaves autonomes l'ont entendu cent fois. Toujours ou presque, celui qui le dresse supplie que son nom ne soit pas imprimé. Financés quasi intégralement par l'Europe, et pour une bonne part par la France, les policiers de Yasser Arafat ont l'oreille fine. Seulement, le docteur Sarraj, créateur, en pleine infirmité, du premier programme d'aide psychologique aux enfants palestiniens brutalisés par l'occupation israélienne, n'est pas du genre à dissimuler ses opinions.

La paix avec Israël ? Il est, il était « pour, bien avant Arafat ». Mais le processus en cours, ponctué de bouclements à répétition, d'interdictions de circuler librement et autres punitions collectives infligées à deux millions et demi d'hommes et de femmes, « a transformé Gaza et la Cisjordanie en une sorte de grande prison (...). Les gens se sentent aliénés, déprimés, sans espoir (...). Sous l'occupation, nous avions la force brutale (...), aujourd'hui nous sommes opprimés par notre

propre Autorité [autonome]. » Comme au temps de la domination israélienne, le bon docteur ne mâche pas ses mots. Le « procureur général » de Yasser Arafat a donc ordonné l'interpellation immédiate de l'inconsolant qui dénonçait justement, outre la « torture systématique » des détenus, les « très nombreuses arrestations arbitraires, sans procès et sans raison » qui, sous la pulsante pression conjuguée d'Israël et des États-Unis, se multiplient depuis des mois.

Ainsi, plus de 1 500 hommes et femmes palestiniens sont-ils aujourd'hui détenus sans procès, et donc sans appel, en Israël. Ainsi, un millier d'autres vivent-ils la même injustice en « Palestine autonome ». Bien sûr, tous ou presque sont présumés islamistes, ou sympathisants, ou alors sympathisants de sympathisants... « Mais il s'agit de protéger le processus de paix contre le terrorisme ! », s'entendent régulièrement répondre, à Gaza comme à Jérusalem, ceux qui tentent encore de défendre les droits les plus élémentaires de l'homme présumé libre.

Patrice Claude

L'Afrique entre élections et démocratie

L'AFRIQUE, au fil des ans, apitroise la démocratie. Avec une lenteur qui souvent désespère. Et d'une manière qui parfois déconcerte. Mais sans trop perdre le cap. Le génocide rwandais, la hantise d'un scénario similaire au Burundi voisin, l'anarchie sanglante au Liberia, l'éternelle guerre des clans en Somalie ou la rébellion convulsive du sud du Soudan, si terribles ou inquiétants qu'ils soient, ne doivent pas masquer l'essentiel : un nombre accru d'Africains vivent en paix et, pour certains, prennent goût aux fruits naguère défendus de la démocratie.

Mais, sauf à passer pour un « afro-béat », il faut aussi être assombrir le tableau. Premier constat : le multipartisme africain n'est ni une panacée ni une fin en soi. Et la tenue d'élections autorise la démocratie mais, faute de morale publique, ne la garantit pas, démentant, sur le continent noir, le vieux angélisme d'un Lamartine (« Le suffrage universel est donc la démocratie elle-même »).

Aux dirigeants les moins scrupuleux, tous les moyens sont bons pour stériliser le terrain de la démocratie ou parodier ses rites. Avant le scrutin, ils inti-

mident leurs opposants, les neutralisent ou les écartent grâce à des lois taillées sur mesure, trament les listes ou « charment » les circonscriptions, menacent discrètement les juges ou les journalistes. Le jour venu, ils bourrent les urnes et maquillent les résultats. L'exercice peut tourner à la farce, comme en Guinée-Equatoriale, petit pays qui n'a connu, en vingt-huit ans d'indépendance, que deux présidents - oncle et neveu -, le second s'étant fait élire en février avec 99 % des voix dans un régime en théorie pluraliste.

Les plus habiles ont vite appris à « faire démocratie », surfant en douceur sur le multipartisme, respectant certaines de ses exigences tout en conservant le pouvoir. Le rusé président gabonais Omar Bongo conseillait, dès 1991, à ses homologues africains de se convertir « à temps » à la démocratie. « Plus vite ils commenceront, ajoutait-il, plus vite ils verront comme c'est bien ».

Jean-Pierre Langellier

Lire la suite page 14
et nos informations sur la crise en Centrafrique page 3

Ligne LILAS,
en pierres dures et
pièces fines
à partir de 9000 F

Van Cleef & Arpels
"Il est des signatures auxquelles on tient."

Ouvert de 10h à 18h30 du lundi au samedi.
22, place Vendôme, 75001 PARIS Tél. 42 61 58 58

Trente-huit zones franches

Le conseil des ministres devait approuver, mercredi 22 mai, la création de trente-huit zones franches dans des quartiers en difficulté. p. 9

Écoutes téléphoniques

De nouveaux éléments dans l'affaire des « écoutes téléphoniques de l'Élysée » confortent l'hypothèse de la responsabilité de l'ancienne cellule antiterroriste. Michel Delebarre, à l'époque directeur du cabinet du premier ministre, aurait autorisé certaines de ces opérations. p. 10

Drogues : 465 morts en 1995

Le nombre de décès provoqués par l'administration de stupéfiants a diminué de 17,5 % en 1995. p. 30

Une victoire pour les homosexuels

La Cour suprême des États-Unis a rendu, lundi 20 mai, une décision qui interdit toute discrimination à l'encontre des homosexuels. p. 5

Privatisation des AGF

La privatisation de l'assureur a commencé mardi 21 mai, au prix de 128 francs l'action. p. 15

Homard à la Roscoff

La chronique « Goûts » de Jean-Pierre Quélén est consacrée cette semaine à l'art et à la manière de faire passer le homard de vie à trépas. p. 21

International	2	Agenda	23
France	6	Alimentation	23
Société	9	Météorologie	23
Horizons	12	Mots croisés	23
Entreprises	15	Culture	24
Finances/marchés	17	Guide culturel	27
Cartes	19	Communication	28
Aujourd'hui	20	Radio-Télévision	29

PROCHE-ORIENT L'Irak et les Nations unies ont conclu, lundi 20 mai, un mémorandum d'accord sur l'application de la résolution 986 adoptée par le Conseil de sécurité de

l'ONU en avril 1995. Ce document, en vertu duquel Bagdad pourra vendre des quantités de pétrole pour un montant d'un milliard de dollars par trimestre et pour une période initiale

de 180 jours, ouvre pour la première fois une fenêtre dans l'embargo imposé à l'Irak par le Conseil de sécurité de l'ONU en août 1990. ● LES IRAKIENS ont manifesté bruyamment

leur joie à l'annonce de la conclusion de l'accord, qui risque toutefois d'avoir pour principale conséquence la réhabilitation du régime. ● LES RÉACTIONS ont varié sur les marchés

pétroliers, en hausse aux États-Unis, en baisse en Europe. La question est posée de savoir si l'OPEP aura la capacité de réintégrer le brut irakien (lire notre éditorial page 14).

La population irakienne accueille dans la joie l'accord entre Bagdad et l'ONU

Aux termes du mémorandum conclu lundi 20 mai à New York après de longs mois de négociations, l'Irak est autorisé à vendre des quantités limitées de pétrole pour acquérir des vivres et des médicaments.

NEW YORK (Nations unies) de notre correspondante L'attitude de Washington envers la résolution 986 a toujours été ambivalente. La vente sous surveillance du pétrole irakien pour alléger la souffrance de la population civile présente l'avantage d'annuler « l'argument humanitaire » avancé en faveur de la levée des sanctions économiques imposées depuis l'invasion du Koweït et qui résument, depuis six ans, la politique américaine à l'égard de l'Irak. En revanche, à quelques mois de l'élection présidentielle, le retour très médiatisé de Bagdad sur le marché pétrolier risque d'être utilisé contre le président Bill Clinton par son rival républicain.

En intervenant ouvertement dans les négociations entre Bagdad et les Nations unies, en avril, et en imposant des amendements de dernière minute au texte en discussion, le gouvernement américain escomptait une réaction coutumière au président irakien : claquer la porte. La décision de Bagdad de revenir sagement à la table des négociations, au début de mai, l'a déconcerté. La stratégie américaine a alors consisté à préparer l'opinion publique à un éventuel accord, d'autant que les États-Unis avaient obtenu satis-

faction sur la quasi-totalité des conditions qu'ils avaient posées. Une heure à peine après l'annonce de l'accord, à 10 h 45, lundi 20 mai, à New York, la crainte du gouvernement a été vérifiée. Bob Doole a aussitôt fait de l'Irak un enjeu électoral en estimant qu'« avec l'encouragement de l'administration Clinton, l'ONU a donné à Saddam Hussein une source de revenus qui va réduire le mécontentement irakien contre son régime de terreur ».

« AVANTAGES INVISIBLES » M. Clinton « n'a toujours pas appris à dire non à Boutros-Ghali », a-t-il ajouté avant de conclure que « l'administration Clinton envoie un message aux despotes et aux terroristes de par le monde : votre infidélité sera récompensée par des concessions américaines ».

Pourtant, à New York, c'est la flexibilité inattendue du président irakien qui a suscité des commentaires. Lors d'un entretien avec *Le Monde* lundi 20 mai, M. El Ambari a admis ne pas avoir su « jusqu'à la dernière minute » si l'accord pourrait aboutir. Évitant de critiquer les interventions américaines avec qui Bagdad « souhaite établir des relations amicales », M. El Ambari a préféré parler des « avantages invisibles ».



PANCHO

pour l'Irak, du compromis, notamment son « intégration (...) dans les marchés pour l'achat des biens humanitaires ». « Le montant [des ventes autorisées] est négligeable, a-t-il ajouté, mais nous espérons que, dans quatre-vingt-dix jours, le secrétaire général pourra recommander de le doubler, car nous allons coopérer pleinement. » Les négociations sont maintenant terminées, mais il reste beaucoup à faire avant que les exporta-

tions de pétrole de l'Irak reprennent. Dans un premier temps, Bagdad doit remettre un plan de distribution des vivres au secrétaire général, qui doit l'approuver ; d'autre part, le comité chargé des sanctions contre l'Irak doit mettre au point les modalités « d'application accélérée » prévues par la résolution.

Basé sur la résolution 986 du 14 avril 1995, le mémorandum d'accord constitue, comme l'a

souligné l'ambassadeur américain, Madeleine Albright, « une exception aux sanctions » en place contre Bagdad. Il fixe les modalités pratiques de mise en œuvre de la formule « pétrole contre nourriture ».

CONCESSIONS ET SOUVERAINETÉ

Inspirée par Washington, cette formule permettrait à Bagdad d'exporter, pour la première fois depuis 1990, 2 milliards de dollars de brut tous les six mois à des fins strictement humanitaires. Sur chaque milliard de dollars de pétrole vendu, 300 millions seront alloués aux victimes de la guerre du Golfe, 20 millions à 30 millions couvriront les coûts du désarmement de l'Irak et 130 millions à 150 millions serviront à aider les populations kurdes du nord de l'Irak.

Le mémorandum souligne la décision de l'Irak de « garantir » la distribution équitable des vivres à la population civile. Le secrétaire général a la responsabilité d'ouvrir un compte séquestre à partir duquel toutes les transactions seront opérées. Chaque vente de pétrole devra être approuvée par le comité des sanctions et surveillée par des experts. Quant à la fourniture des vivres, il est prévu que Bagdad prenne directement contact avec

les fournisseurs de son choix. Des inspecteurs nommés par l'ONU seront chargés de vérifier la quantité et la qualité des produits importés.

La distribution des vivres dans les provinces kurdes du nord de l'Irak sera placée sous la responsabilité du programme inter-agences des Nations unies - dirigé par le diplomate japonais Yasushi Akashi -, qui en déterminera les besoins. La distribution de la nourriture dans le reste du pays sera elle aussi supervisée par le personnel des agences des Nations unies, mais sous la responsabilité du gouvernement de Bagdad.

Malgré les concessions de Bagdad à Washington, notamment pour la distribution des vivres au Kurdistan, ainsi que sur la liberté de mouvement des agences de l'ONU en Irak, une lecture prudente du texte montre que Bagdad a tout de même réussi à éviter la création de deux systèmes séparés de distribution en Irak - un pour les Kurdes et l'autre pour le reste du pays - initialement exigée par les États-Unis. Bagdad a aussi réussi à préserver sa sacro-sainte « souveraineté » en obtenant le droit d'acheter elle-même les provisions nécessaires.

Afsané Bassir Pour

Manifestations de liesse en Irak

AMMAN de notre correspondante du Proche-Orient

Pour la première fois depuis le début de l'embargo, en 1990, les Irakiens ont exprimé une véritable joie, lundi 20 mai, à l'annonce de l'accord entre Bagdad et l'ONU. Par milliers, les gens sont descendus dans les rues et des tirs de joie ont résonné dans la capitale. Portant de grandes photos du président Saddam Hussein, des jeunes gens ont sillonné en voiture, Klaxon hurlant, les rues de Bagdad, tandis que beaucoup dansaient ou pleuraient d'émotion, en faisant le « V » de la victoire. Les radios et télévisions avaient auparavant interrompu leurs programmes pour annoncer la nouvelle, attendue avec un immense espoir par une population dont les souffrances, après six ans d'embargo, ont atteint l'indignable.

En dépit de toutes les conditions imposées à l'Irak, cet accord représente la première brèche dans un embargo sans précédent et ouvre une fenêtre d'espoir pour les Irakiens. Pour la quasi-totalité de la population, réduite à la misère, c'est le premier signe d'un allègement de l'embargo et la garantie d'un approvisionnement en nourriture et en médicaments, qui se faisait de plus en plus parcimonieux.

LE CERCLE INFERNAL

Cet accord va, dans un premier temps, donner un nouveau souffle au gouvernement aux yeux d'une population dont la seule préoccupation est de survivre. Le pouvoir va être considéré comme le vainqueur d'un duel inégal avec les Nations unies, et surtout avec les États-Unis. Depuis l'ouverture des négociations avec l'ONU sur l'application de cette résolution - que l'Irak aurait pu accepter, il y a plus d'un an -, la population vivait dans l'espoir de voir enfin briser le cercle infernal de l'embargo, et le dîner irakien ne cessait de fluctuer à chaque heure d'optimisme ou de pessimisme. Lundi, à Amman, seule « porte de sortie » de l'Irak, celui-ci était tombé de 750 pour un dollar le matin à 400 après l'annonce de l'accord.

Les attentes de la population sont si grandes que le risque existe toutefois d'une énorme déception, tant cet accord ne concerne qu'une infime partie des besoins financiers de l'Irak. Au milieu, et compte tenu des sommes retenues par l'ONU pour payer ses opérations, des compensations de la guerre et des besoins des populations des trois districts du Kurdistan, il ne restera à Bagdad, sur un an, qu'entre 1,5 milliard et 1,75 milliard de dollars pour acheter des vivres et des médicaments. Avant l'embargo, l'Irak - dont les revenus, essentiellement pétroliers, avoisinaient les 16 milliards de dollars - importait annuellement environ 3,5 milliards de dollars de nourriture et 500 millions de dollars de médicaments.

RÉHABILITATION

Le prix politique de cet accord, l'intervention massive de l'ONU dans les affaires intérieures de l'Irak, est toutefois élevé pour le régime, qui a, comme d'habitude, dû accepter ce qu'il refusait il y a un an, accusant l'ONU de vouloir attenter à sa souveraineté. Mais, en même temps, cette porte entrouverte va encourager les contacts entre Bagdad et ses anciens clients, redonnant ainsi à l'Irak une place sur le marché pétrolier.

En ce sens, cet accord marque le tout début d'une certaine réhabilitation du régime, avec lequel il a bien fallu traiter. Et même si l'ONU souligne qu'il s'agit d'une « mesure temporaire et exceptionnelle », on voit mal comment la communauté internationale pourrait revenir un jour en arrière, alors que tous les rapports indépendants, y compris ceux des agences des Nations unies, soulignent le coût humain extrêmement élevé payé par la population à cause de l'embargo.

Françoise Chipaux

■ Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a quitté Bagdad, lundi 20 mai ; à l'issue d'une visite qui lui a donné l'occasion de rencontrer le président Saddam Hussein et au cours de laquelle il avait plaidé pour la levée de l'embargo. - (AFR)

L'OPEP va tenter d'éviter une chute des cours de l'or noir

L'ANNONCE, lundi 20 mai, d'un mémorandum d'accord entre l'Irak et l'ONU sur la vente limitée et provisoire de pétrole irakien, a provoqué des réactions différentes sur les marchés : hausse aux États-Unis, baisse en Europe. A New York, le brut de référence, light sweet crude, échoua jeudi, à 22,48 dollars (121 francs environ), après avoir perdu 69 cents à 19,95 dollars à l'ouverture. La raison de ce redressement serait avant tout technique, les investisseurs ayant déjà anticipé dans les cours ce retour, dès vendredi. A Londres, le Brent, qualité de référence de la mer du Nord, perdait 70 cents à 17,80 dollars.

Depuis le début des négociations entre l'Irak et l'ONU, les cours ont fluctué au gré des débats, s'appréciant lorsque les discussions s'enflaient et reflétant lorsqu'un accord se profilait. La perspective d'une arrivée de 700 000 barils/jour supplémentaires est à l'origine de ces variations. Ces ventes représentent plus de 1 % de la production mondiale (68 millions de barils/jour) et risquent de déséquilibrer un marché où offre et demande sont sur une longue période en équilibre.

Les investisseurs s'interrogent sur la capacité de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP) à pouvoir ou à vouloir réintégrer dans ses rangs Bagdad,

qui, avant la guerre du Golfe, était le deuxième exportateur du cartel, avec plus de 3 millions de barils/jour, derrière l'Arabie saoudite. Leur réunion à Vienne, prévue le 5 juin, sera à cet égard importante, car, de ses conclusions dépendra en partie l'évolution des cours pétroliers. Si le cartel, qui représente moins de 40 % de la production mondiale, ne réussit pas à trouver d'accord, il provoquera une baisse des prix et altérera son image de pôle d'influence. Toutefois, il disposera d'un peu de temps, car les premières ventes irakiennes ne devraient pas avoir lieu avant deux ou trois mois.

DIFFICULTÉS ET RÉSERVES

Les douze membres de l'Organisation redoutent, depuis près de six ans, tout assouplissement des sanctions contre Bagdad. Le retour doit se faire « en douceur », prévient, dimanche, le président en exercice de l'OPEP, le ministre algérien de l'énergie, Amar Mahbouli. Comme tous les producteurs, les membres de l'OPEP ont profité de la rigueur de l'hiver dans les pays de l'OCDE et de la faiblesse des stocks américains. Les cours du pétrole ont nettement culminé, le 11 avril, en séance, à 24,3 dollars, son plus haut niveau depuis 1991.

Profitant de cette recrudescence de la demande, certains pays,

comme le Venezuela, le Nigeria, l'Iran ou l'Arabie saoudite, ont dépassé leur quota de production. Le cartel, qui s'est engagé à limiter son extraction d'environ 24,52 millions de barils/jour, a nettement franchi ce plafond depuis le 1^{er} janvier, produisant en moyenne quotidiennement 26 millions de barils. Dans la perspective d'une réintégration de l'Irak et pour ne pas faire chuter les prix, un retour de chaque pays à son niveau de production semble indispensable. La tâche ne s'annonce pas aisée, puisque des membres influents, comme le Venezuela, contestent les informations concernant ces dépassements. Se resserrer pour laisser de la place à l'Irak, semble une opération encore plus délicate, les seuls pays pouvant restreindre leur production, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, étant parmi les plus hostiles au régime de Bagdad.

En outre, tous les producteurs traversent des crises financières importantes et redoutent une diminution de leurs rentrées de devises. A l'extérieur de l'OPEP, les autres producteurs, notamment en mer du Nord, n'ont pas d'états d'âme, et s'adaptent à la demande. Ils ont jusqu'à maintenant toujours décliné les propositions de discussions avec l'OPEP.

Dominique Gallois

Les Nations unies contrôleront strictement la vente de pétrole et l'achat de produits de base

LE MÉMORANDUM d'accord conclu, lundi 20 mai, entre l'Irak et l'ONU est relatif aux modalités d'application de la résolution 986, adoptée, en avril 1995, par le

Conseil de sécurité, qui autorisait Bagdad à exporter des quantités de pétrole pour un montant d'un milliard de dollars par trimestre, pour une période initiale de cent quatre-vingts jours. Bien qu'il souligne en plusieurs endroits la nécessité respect de « la souveraineté et (de) l'intégrité territoriale » de l'Irak, le mémorandum confirme la mise de

ce pays sous tutelle internationale totale.

Le texte dispose que : « Le plan de distribution (des produits achetés par Bagdad grâce aux ventes de pétrole et de produits pétroliers) sera soumis pour approbation au secrétaire général des Nations unies (...), (lequel), (en) transmettra une copie (...) au comité établi par la résolution 661 (1990) (c'est-à-dire le comité des sanctions). (...) Le secrétaire général, après consultations avec le gouvernement d'Irak, sélectionnera une grande banque internationale pour ouvrir un compte séquestre (...), le « compte de l'Irak » (placé sous le contrôle) de commissaires aux comptes (...)

indépendants (et sur lequel seront prélevés les 130 à 150 millions de dollars destinés, en vertu de la résolution 986 à couvrir les besoins des trois provinces du Kurdistan qui échappent au contrôle de Bagdad).

LE SORT DU KURDISTAN

(...) Le comité 661 supervisera les exportations (par l'Irak de pétrole et de produits pétroliers) pour s'assurer qu'elles sont conformes à la résolution (986). (...) Chaque exportation (...) devra être approuvée par le comité 661. (...) Les fournisseurs devront soumettre au comité 661 tous les documents nécessaires, y compris les contrats. (...) L'arrivée en Irak des marchandises (...) sera confirmée par des inspecteurs indé-

pendants désignés par le secrétaire général (auquel ils) rapporteront toutes les irrégularités (...).

La distribution des subsides humanitaires sera assurée par le gouvernement d'Irak (...), qui tiendra les personnels d'observation des Nations unies informés. (...) La distribution des subsides humanitaires dans les trois gouvernorats d'Erbil, Dohouk et Souleimaniyé (partie du Kurdistan qui échappe au contrôle de Bagdad) sera assurée par le Programme humanitaire des Nations unies. (...) Les activités d'observation des Nations unies seront coordonnées par le département des affaires humanitaires du siège des Nations unies à New York. L'observation se fera par les personnels des Nations unies, (lesquels) dispo-

ront, dans l'exercice de leurs fonctions, d'une liberté illimitée de mouvement ».

Relative aux trois gouvernorats du Kurdistan sus-mentionnés, l'annexe I du mémorandum dispose que, « dans un délai d'une semaine après l'approbation du plan (...) par le secrétaire général (de l'ONU), le Programme (humanitaire des Nations unies) et le gouvernement de l'Irak (discuteront des moyens d'assurer) les subsides humanitaires à ces trois gouvernorats de la manière la plus efficace. (...) L'achat en gros par le gouvernement de l'Irak des produits alimentaires standards et des médicaments peut être la façon la moins chère de procéder. D'autres produits requis pour les besoins essen-

tiels, spécifiquement requis par les trois gouvernorats du Nord, pourraient être plus adéquatement acquis par le biais du système des Nations unies. (...) Le Programme sera responsable du stockage, du transport et de la distribution de vivres et médicaments (...).

Le négociateur irakien Abdel Amir El Ambari a joint au mémorandum, en vue d'éventuelles discussions ultérieures, une lettre adressée à son vis-à-vis de l'ONU, Hans Corell, relative aux coûts de production et de transport du pétrole à l'intérieur de l'Irak, estimé, écrit-il, à 2 dollars par baril, et que Bagdad souhaiterait voir soustrait du prix de vente ou recouvré par l'exportation de quantités supplémentaires de produits pétroliers.

VERBATIM

par trimestre, pour une période initiale de cent quatre-vingts jours. Bien qu'il souligne en plusieurs endroits la nécessité respect de « la souveraineté et (de) l'intégrité territoriale » de l'Irak, le mémorandum confirme la mise de

Mutinerie au Bangladesh après le limogeage du chef d'état-major de l'armée de terre

NEW DELHI
de notre correspondant
en Asie du Sud

Le limogeage du chef d'état-major de l'armée de terre par le président Abdur Rahman Biswas a provoqué, lundi 20 mai, un début de mutinerie dans les rangs des soldats loyaux au général Mohammed Nasim. Certains rumeurs indiquent que des heurts entre factions rivales auraient éclaté dans les faubourgs de Dacca, mais personne ne pouvait encore, mardi, en fin de matinée, confirmer ces informations. La veille, des troupes loyalistes avaient fait mouvement autour du palais présidentiel, désormais protégé par des tanks, et pris le contrôle des bâtiments de la radio et de la télévision.

Alors que le Bangladesh s'apprête à retourner aux urnes en juin, ces rumeurs de putsch font craindre que ce pays, paralysé pendant deux ans par des grèves générales à répétition, ne plonge de nouveau dans l'instabilité. La possibilité d'un nouveau putsch dans cette nation du « coup d'Etat permanent » - plus d'une vingtaine de tentatives dont cinq réussies, depuis l'indépendance, en 1971 - semble cependant improbable. Même si le Bangladesh a été dirigé pendant quinze ans par des militaires.

« La situation est sous contrôle, le général Nasim ayant été neutralisé. Aucun autre combat entre militaires n'est signalé », indiquait-on, mardi, à l'ambassade du Bangladesh à New Delhi, sans confirmer l'arrestation du général « réson », qui serait assigné à résidence. D'autres rumeurs avaient indiqué, la veille, que des « milliers de soldats faisaient mouvement vers la ville », sans que l'on sache si ceux-ci appartenaient à la capitale pour protéger le gouvernement ou faire allégeance au général Nasim. L'agence de presse chinoise rapporte cependant que des mouvements de troupes rebelles continueraient autour de Dacca.

ELECTIONS EN AFIN

Tout avait commencé par une mise à la retraite anticipée de deux officiers supérieurs, accusés par le président d'« être en relation » avec « un parti politique », ce qui est contraire à la déontologie de l'armée. Le chef d'état-major avait immédiatement fait savoir au chef de l'Etat que sa décision ne manquerait pas de provoquer des troubles au sein de l'armée, les deux officiers étant d'anciens combattants respectés de la guerre d'indépendance contre le Pakistan. Dans une allocution télévisée, le président avait alors annoncé le limogeage du général Nasim pour « conduite insolente et tentative de révolte ». Le Bangladesh sort à peine de deux ans de crise, les partis de l'opposition ayant boycotté le Parlement jusqu'au scrutin de février.

Ces derniers voulaient forcer à la démission le premier ministre, Khaleda Zia, dont la formation a gagné les dernières élections, boudées par ses adversaires. M^{me} Zia a finalement été contrainte de démissionner, à la fin mars, et de laisser la place à un gouvernement de transition chargé de superviser l'organisation du prochain scrutin, le 12 juin. Le Bangladesh a beau être une démocratie parlementaire, le président dispose en ce moment des pleins pouvoirs.

Le début de mutinerie a cependant pris un tour très politique, M^{me} Sheikh Hassina, chef de la Ligue Awami, ayant vivement critiqué la décision du président, qu'elle a accusé d'avoir pris « une mesure arbitraire » contre les deux officiers supérieurs mis à la retraite. Des centaines de partisans de la Ligue Awami ont défilé dans Dacca, lundi, conspuant le chef de l'Etat par intérim et accusant la begun Khaleda Zia d'essayer de saboter le processus électoral. Le chef de l'Etat est en effet un membre de sa formation, le Bangladesh National Party.

Bruno Philip

La révolte de plusieurs centaines de soldats centrafricains s'accompagne de scènes de pillages

Les négociations entre représentants du gouvernement et militaires rebelles tardent à s'engager

La situation semblait relativement calme, mardi 21 mai, à Bangui, où plusieurs centaines de soldats s'étaient mutinés, samedi.

L'armée française qui s'est déployée, lundi, à l'aube, dans la capitale centrafricaine, a déjà procédé au regroupement, sur place, de plusieurs centaines d'expatriés. Au cours de ces opérations, deux militaires français ont été blessés. Des scènes de pillages ont accom-

agné cette révolte tandis que les pourparlers entre représentants du gouvernement et militaires rebelles tardent à s'engager.

LA NUIT du lundi 20 au mardi 21 mai a été relativement calme à Bangui où l'armée française est déployée avec des auto-mitrailleuses légères pour assurer la sécurité des ressortissants étrangers, mais les négociations entre les mutins et une délégation gouvernementale n'ont pas commencé comme prévu, à 7 h 00 locales (06 h 00 GMT), a indiqué le médiateur, M^{re} Nicolas Tiangaye, président de la Ligue centrafricaine des droits de l'Homme. Il a indiqué à l'AFP que des problèmes matériels retardent le début des pourparlers.

Un cessez le feu de facto a été respecté, depuis lundi, dans la soirée, en dépit de quelques tirs sporadiques. Les mutins ont conservé plusieurs positions dans le centre de la capitale. Une des inquié-

tudes manifestée par les deux camps concerne l'existence d'éléments incontrôlés qui continuent de tirer et de se livrer à des pillages.

Deux soldats français avaient été blessés par balles, lundi, à Bangui, « au cours des opérations d'extraction de [nos] ressortissants », a indiqué le ministre de la défense. Il a précisé, dans un communiqué, que les jours des deux militaires « n'étaient pas en danger ».

REGROUPEMENT DES EXPATRIES

L'armée française s'était déployée, le jour même, à l'aube, dans les rues de la capitale, en proie à une vague de pillages et de troubles qui ont déjà fait six morts et une quarantaine de blessés, à la suite d'une mutinerie déclenchée,

samedi, par une partie de l'armée qui réclame notamment le paiement de ses arriérés de soldes.

Le ministère de la défense a ajouté que les forces françaises « appuyées par des blindés ont été déployées dans plusieurs quartiers de Bangui afin d'assurer la sécurité des ressortissants français et étrangers ».

Il a, d'autre part, indiqué que les soldats français « ont déjà procédé au regroupement de plus de 800 expatriés sur les bases militaires de stationnement des forces françaises », et qu'« aucune victime n'est à déplorer parmi les quelque 1 800 Français résidant à Bangui ».

De leur côté, les Etats-Unis cherchent à assurer la sécurité de leurs 280 ressortissants, a indiqué, lundi, le département d'Etat. Celui-ci a souligné que l'ambassa-

deur américain à Bangui, Mosina Jordan, avait demandé au président Ange-Félix Patasse de tout faire pour résoudre le conflit avec l'armée de manière pacifique. Les troupes françaises ont aidé des Américains à rejoindre leur ambassade.

JEUNES DES QUARTIERS

Les affrontements entre les quelque 200 mutins et les unités loyalistes sont restés limités. Cependant, au cours des dernières 24 heures, les pillages qui ont gagné plusieurs quartiers de la capitale, ont fait craindre une dégradation de la situation, qui aurait mis en cause la sécurité de la communauté étrangère.

Ceux qu'on appelle ici « les jeunes des quartiers », le plus souvent désemparés, ont profité de

l'absence. « Même des badauds se sont joints au pillage », a commenté un responsable local. Selon des témoins, des magasins, deux pharmacies, mais aussi une usine de cigarettes et une autre de boissons ont ainsi été saccagés.

Les pourparlers entre les mutins et une délégation désignée par le chef de l'Etat, sous la médiation de M^{re} Tiangaye, ont été repoussés, lundi, à plusieurs reprises. Les soldats en rébellion réclament notamment le vote d'une loi d'amnistie pour les auteurs et les participants de la précédente mutinerie, celle du 18 avril qui avait duré quatre jours. « Nous avons des indices que la mutinerie d'une partie de l'armée s'est éteinte en province », a assuré une source diplomatique sur place. (AFP)

Un soutien militaire de la France éminemment politique

LA FRANCE a dépêché quelque 500 hommes en renfort du détachement de 1 400 militaires qu'elle déploie en République centrafricaine au titre de l'accord de défense et de coopération militaire conclus avec ce pays en 1960 et en 1966. Ces renforts sont venus du Tchad, du Gabon, où des unités françaises sont stationnées en permanence, et de France même. Ils sont chargés officiellement - ce qui est prévu par ces textes - d'assurer la protection des ressortissants français et étrangers qui le demandent.

En règle générale, les accords de défense, conclus avec huit Etats africains, comme les accords de coopération ou d'assistance militaire, signés avec une vingtaine, n'autorisent pas la participation des forces françaises à des actions de maintien de l'ordre. Sauf accord secret - ce qui ne semble pas être le cas de la République centrafricaine - qui porterait ex-

pressément sur ce genre de participation, ces textes ne prévoient les concours opérationnels des unités françaises dans ces Etats que dans le cadre d'une agression extérieure avérée contre eux et à condition que les autorités légales aient formellement requis cette aide de la France.

SITUATION AMBIGUE

Mais la situation sur le terrain est souvent plus ambiguë, et elle est traitée en réalité au cas par cas, comme le démontrent maints exemples dans le passé - au Tchad notamment, depuis les années 70 - quand des Etats africains, soumis à une « fragilisation » interne de leurs institutions, ont sollicité, puis obtenu une contribution militaire française.

On a une idée de ces difficultés pratiques avec la République centrafricaine. Le ministre délégué à la coopération, Jacques Godfrain,

indiquait, dans *Le Monde* du 16 mai, après une première mutinerie de l'armée centrafricaine, que « la France apporte son secours à un pouvoir démocratiquement élu et respectueux des droits de l'homme, qui serait en danger », pour expliquer que le contingent français sur place a, dans ce contexte, répondu à « un appel des autorités légales ». Le président centrafricain, Ange-Félix Patasse, lui emboîte le pas quand il a précisé, lundi 20 mai sur RFI, qu'il a demandé que l'armée française agisse « pour sauver les institutions de la République, issues d'élections libres et démocratiques ». Mais M. Godfrain a toutefois reconnu, sur Europe 1, que l'intervention française, engagée à la fin de la semaine dernière, n'aurait pas dans le cadre des accords de défense et que la France ne voulait pas jouer le rôle de « gendarme de l'Afrique ».

Les accords de défense ne font pas de véritable distinction entre la stabilité du pays et

celle du régime en place. Cette nuance résulterait plutôt d'une appréciation conjoncturelle - et donc éminemment politique - du gouvernement français, surtout dans la perspective d'un soutien, qui se veut durable, puis le début des années 90, à des régimes censés faire des efforts vers davantage de démocratisation de leurs institutions. Dans la majeure partie des cas, la France semble considérer qu'il lui revient aussi d'aider à contenir le débordement de soldats mutins - elle forme l'encadrement des armées régulières et elle les équipe en vertu des accords - pour éviter que le désordre ne s'installe. En effet, le risque existe que des bandes armées incontrôlées n'en viennent à malmenier des ressortissants français ou étrangers et à s'en prendre à leurs biens.

Jacques Isnard

La Chine a lancé une vaste campagne contre la criminalité

PÉKIN
de notre correspondant

C'est par milliers que se comptent les affaires criminelles que la police chinoise se targue d'avoir traitées, ces dernières semaines. Dans la seule province du Shanxi, située dans le nord du pays, plus de mille bandes de voleurs, d'assassins, de trafiquants de drogue et d'autres délinquants ont été démantelés.

A Pékin, 3 000 enquêtes ont abouti à des arrestations, en un seul mois. Il ne se passe pratiquement pas de jour où la télévision ne montre le procès, généralement suivi d'exécutions - non filmées, elles - de délinquants violents.

Quant aux provinces sensibles, situées aux marches de l'empire du Milieu, elles ont tendance à vouloir afficher des résultats plus impressionnants encore : s'il semble y avoir bien eu récemment au Xinjiang un incident causé par des éléments séparatistes ou jugés tels - sur lequel rien de précis n'est connu - le chiffre annoncé officiellement de 1 700 arrestations donne à penser que les autorités locales ont profité de l'occasion pour se faire bien voir.

Le phénomène a existé de tout temps en Chine, et cela bien avant l'avènement du Parti communiste. Le zèle actuel répond, il est vrai, à celui de la pègre, qui, souvent, ne fait pas dans le détail. A Puzhou, trois lascar s'étaient rendus coupables de pas moins de quatre-vingt-dix cambriolages depuis juin 1995.

Au Zhejiang, deux familles ont été arrêtées pour avoir mis sur le marché plus de la moitié des sept cent mille copies de disques laser de contrefaçon qu'elles avaient produites. Au Guizhou, deux coupables ont répondu de vingt-huit cambriolages assortis de harcèlement sexuel sur des étudiantes qui vivaient hors d'un campus universitaire.

A contrario, cette fureur campagne conduit à s'interroger sur ce que peut bien faire la police quand elle n'est pas incitée à combattre la criminalité. En avril, elle a « découvert » au moins cinq fabriques d'armes « clandestines ». La plupart des hold-up de banques ont lieu en présence de gardes paramilitaires

armés qui ne brouchent pas. Un officier a été condamné à huit ans de prison pour avoir falsifié un rapport afin de faire croire qu'il n'avait pas assisté à un meurtre à l'arme à feu. Le garde du corps qui a assassiné un vice-président de l'Assemblée nationale, Li Peiyao, a été exécuté, le 2 mai, peine capitale cruellement aggravée d'une « privation permanente de ses droits politiques ».

Une condamnation du « système Deng Xiaoping » qui a substitué à la violence d'Etat maoïste la violence criminelle néo-capitaliste

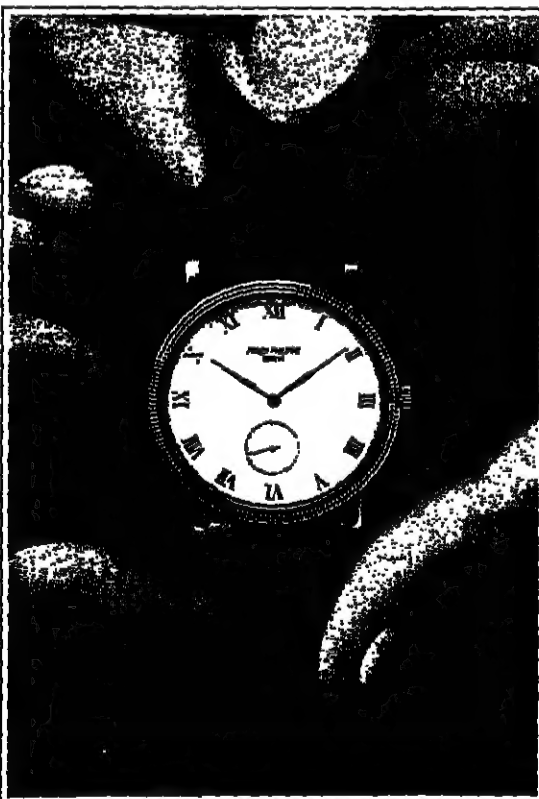
Le caractère spectaculaire de cette campagne incite aussi à se demander si elle n'est pas montée pour des motifs politiques. Comment ne pas lire, en effet, dans ces bilans, une condamnation implicite des perversions du « système Deng Xiaoping » qui a substitué à la violence d'Etat maoïste la violence criminelle néo-capitaliste ?

D'autres informations sont plus inquiétantes : selon des bruits qui circulent à Hongkong, non confirmés officiellement, pas moins de quatre-vingts officiers de l'armée et de la police auraient été condamnés à mort - et trente-neuf exécutés - au début de mars, pour avoir constitué un véritable arsenal clandestin et un parc de véhicules et de blindés.

La « conspiration », qui a été jugée de nature « contre-révolutionnaire », c'est-à-dire séditeuse, portait aussi sur d'autres chefs d'accusation : vol et recel d'objets d'art, vols et incitations au désordre social.

Francis Deron

Voici plus d'un siècle et demi que les montres Patek Philippe sont reconnues comme les meilleures du monde. La raison en est simple. Elles sont fabriquées différemment. Avec des techniques et toute l'habileté que d'autres ont perdues ou oubliées. En s'attachant au moindre détail que peu sauraient remarquer. Nous les réalisons, il faut l'avouer, sans nous soucier du temps. Et si un mouvement particulier de Patek Philippe nécessite quatre années de travail pour atteindre la perfection absolue, nous prendrons les quatre ans.



Calatrava Homme - Réf 3919

Le résultat : des montres pas comme les autres. Dont la qualité apparaît au premier coup d'œil et au premier toucher. Des montres uniques, portées de génération en génération, aimées et collectionnées par ceux dont les exigences sont difficiles à satisfaire. Ceux qui n'adoptent que le meilleur. Parce que le jour où vous recevrez votre Patek Philippe, vous aurez en main ce qui se fait de mieux. Votre montre, véritable chef-d'œuvre, sera le reflet de vos propres valeurs. Une montre destinée à être conservée précieusement.



PATEK PHILIPPE
GENEVE

Magasin Patek Philippe, 10 place Vendôme, 75001 Paris, Tél. (1) 42 44 17 77.

Le comité vétérinaire européen maintient l'embargo sur les produits dérivés du bœuf britannique

La France, en soutenant la Grande-Bretagne, a tenté en vain d'éviter le blocage

Le comité vétérinaire de l'Union européenne a rejeté lundi 20 mai la proposition de la Commission de Bruxelles d'assouplir l'embar-

go sur le bœuf britannique imposé il y a près de deux mois à la suite de la crise de la « vache folle ». Cette proposition, qui ne por-

taît que sur certains produits dérivés, a certes été adoptée par huit pays, dont la France, mais repoussée par les sept autres

pays membres, qui, en vertu du système de pondération des voix, constituaient une minorité de blocage.

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant
Les Britanniques ont subi une nouvelle et sévère déception. Le comité vétérinaire permanent (CVP) de l'Union européenne a en effet rejeté, lundi 20 mai, la proposition de la Commission d'autoriser, à certaines conditions, la reprise de leurs exportations de produits dérivés du bœuf : la gélatine, le suif, et celles de sperme.

Sept pays ont voté contre la proposition de la Commission : l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, le Portugal, qui constituent le noyau dur du front du refus, et, avec moins de détermination, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas. Les autres pays membres, dont la France, ont voté en faveur du texte présenté par Franz Fischler, le commissaire européen.

Les ministres de l'agriculture, qui siègent de façon parallèle, mais sans débattre directement de cette affaire de la « vache folle »

(ils étaient supposés attendre le résultat des délibérations du CVP), ont été en fait étroitement mêlés, tout au long de la journée, aux tractations engagées par M. Fischler pour essayer de parvenir à une solution positive et d'éloigner ainsi le risque d'une crise de nature politique. Le vote du CVP n'a eu lieu que tard dans la soirée.

Les ministres de l'agriculture devaient à nouveau ouvrir le dossier mardi, mais avec une capacité d'intervention limitée. Après l'avis négatif des vétérinaires, la

Commission doit ajuster sa stratégie et rédiger de nouvelles propositions. Soucieuse de se donner le temps de la réflexion et de prendre la mesure des réactions au blocage du CVP, elle attendra selon toute probabilité sa réunion hebdomadaire de mercredi avant de revoir sa position.

En outre, compte tenu du fait que les ministres ont été étroitement associés au déroulement des travaux au sein du CVP, on ne voit pas pourquoi le rapport de forces se modifierait au sein du Conseil : au moins quatre pays ne changeraient pas d'avis.

yeux trop succinct du plan d'abattage des troupeaux à risque qui venait de leur être soumis par Londres et qui portait sur 80 000 bêtes, le double de ce que prévoyait la mouture précédente.

PLAN INSUFFISANT

« Le plan présenté par les Britanniques n'est pas suffisant. Il faut avoir la certitude que les consommateurs seront protégés de façon adéquate. Ce n'est pas tant une question de nombre de bêtes à abattre, mais de méthode, de critères, de structures », a ainsi déclaré

dans chacun des troupeaux à risque, les animaux les plus suspects, c'est-à-dire en fait les plus âgés.

Les Allemands et les Autrichiens, guettés par leurs organisations de consommateurs et par les associations écologiques, campent sur une ligne plus dure, persuadés que tout assouplissement de l'embargo susciterait chez eux la tempête, avec le risque que certains Länder refusent une décision dans ce sens et ferment leurs frontières. Pour éviter une crise en Grande-Bretagne, on fe-

La grève en Allemagne fait écho au mouvement français de 1995

BONN

de notre correspondant

Plus de cent mille personnes se sont mises en grève, lundi 20 mai, pour protester contre les projets de rigueur budgétaire du gouvernement allemand. Ecoles fermées, bus et tramways bloqués, lettres entassées, poubelles non ramassées... A Cologne, Bonn, dans les villes de la Ruhr, à Stuttgart, mais aussi à Berlin et dans plusieurs villes des nouveaux Länder, les employés des services publics, à l'appel de leurs syndicats (OTV et DAG), ont arrêté le travail afin d'obtenir des augmentations de salaire de +4,5 % cette année.

Du côté des employeurs - en l'occurrence l'Etat fédéral, les Länder et les communes -, le ton est à l'intransigeance. « Je ne me laisse pas impressionner », dit le chancelier Kohl. Son ministre de l'Intérieur Manfred Kanther (CDU) entend imposer cette année un gel des augmentations de salaire aux 2 millions de fonctionnaires, mais surtout aux 3,2 millions d'employés des services publics (qui sont des salariés et ont, eux, le droit de grève). L'Etat veut obtenir en outre une réduction des indemnités salariales versées en cas de maladie et une réduction de certaines primes extrasalariales. Les grèves « d'aveuglement » de lundi ont lieu à l'approche d'un nouveau round de négociations avec les syndicats qui doit avoir lieu mercredi 22 mai à Stuttgart.

ENQUÊTES

L'Etat sera d'autant moins disposé à lâcher du lest que l'état des finances publiques du pays suscite de plus en plus d'inquiétudes. Les chiffres publiés par le ministère des finances la semaine dernière laissent apparaître que les rentrées fiscales de l'Etat fédéral et des Länder pour 1996 et 1997 seront beaucoup moins importantes que prévu (Le Monde du 17 mai). Le ministre des finances, Theo Waigel, n'a pas exclu, lundi 20 mai, de recourir à un surcroît d'endettement pour faire face à cette nouvelle situation. L'Etat fédéral ne pourra sans doute pas s'en tenir au déficit de 60 milliards de marks qui avait été prévu pour 1996.

Dans le contexte des échéances prévues par le traité de Maastricht, l'Allemagne va devoir réussir un tour de force pour assainir ses finances à temps en vue de la monnaie unique. Tel est l'un des enjeux des manifestations qui grondent dans tout le pays.

S'approche-t-on d'un scénario « à la française » ? Les manifestations de décembre 1995 contre le plan Juppé sont dans toutes les mémoires outre-Rhin. Des manifestants brandissent régulièrement des drapeaux français au milieu de leurs banderoles. Mais il est encore trop tôt pour établir un parallèle entre les deux scénarios. D'abord parce que les employés des services publics allemands n'ont pas encore véritablement entraîné dans leur sillage les salariés de l'industrie, et notamment ceux de la métallurgie, fer de lance de tout mouvement social important en Allemagne.

Il faudra attendre la fin de cette semaine pour savoir si la fédération des syndicats allemands DGB, qui regroupe l'ensemble des branches de l'économie (9 millions de membres), a réussi à mobiliser ses troupes dans le cadre de la « semaine d'action » qu'elle a décidé d'organiser. On est encore loin de la dernière grande grève des services publics du printemps de 1992, qui avait paralysé l'Allemagne pendant onze jours.

Plusieurs responsables gouvernementaux rappellent à l'envi : la loi allemande interdit de faire grève contre les décisions du gouvernement. Celui-ci étant démocratiquement élu, il ne peut accepter de se voir critiqué par un regroupement d'intérêts catégoriels divers. Les dirigeants syndicaux n'entendent pas, eux non plus, provoquer une « grève générale » pour déstabiliser le pays. Le consensus à l'allemande n'a pas dit son dernier mot.

Michel Bôle-Richard

Lucas Delattre

L'OMS redoute une « crise mondiale » due aux maladies infectieuses

A GENEVE, l'ouverture de la 49^e assemblée mondiale de la santé de l'OMS a été marquée, lundi 20 mai, par la publication d'un rapport consacré aux derniers développements épidémiologiques des maladies infectieuses. « Nous sommes au bord d'une crise mondiale due aux maladies infectieuses. Aucun pays n'est vraiment en sécurité et aucun ne peut donc plus ignorer cette menace, a notamment déclaré le directeur général de l'OMS, Dr Hiroshi Nakajima, directeur général de l'OMS. Ces maladies nous attaquent sur de nombreux fronts. Globalement, elles sont la principale cause de décès prématurés dans le monde. Elles ont tué en 1995 au moins 17 millions de personnes, dont 9 millions de jeunes enfants, qui ont succombé à des affections évitables. »

Elles ont tué en 1995 au moins 17 millions de personnes

Le rapport « sur la santé dans le monde » dresse un tableau à bien des égards catastrophique de la situation épidémiologique. Outre les chapitres habituels concernant le paludisme, les affections respiratoires et diarrhéiques, l'OMS consacre de nouveaux développements aux maladies nouvelles, dites « émergentes ». Il s'agit, outre le sida, des fièvres hémorragiques (comme celle du virus Ebola), des affections dues à des virus jusqu'à présent inconnus ou peu répandus (les hantavirus notamment) ou encore à des nouvelles souches de bactéries résistantes (*Escherichia coli*).

On estime que près de trente nouvelles maladies humaines sont apparues en différents points du globe ces vingt dernières années. Il faut ajouter à ce phénomène celui de la résistance croissante des microorganismes aux médicaments destinés à les combattre et la propagation rapide des agents pathogènes via les transports aériens internationaux. Le rapport de l'OMS reprend à son compte les prévisions faites par le Français Charles Nicolle : « Il ne fait aucun doute, souligne-t-il, que des maladies encore inconnues mais capables de devenir les sida de demain sont tapies dans l'ombre. »

Une « défaite écrasante » pour Londres

« Défaite écrasante », « rebuffade humiliante », « fiasco », tels sont les termes utilisés par la presse conservatrice, mardi 21 mai, pour qualifier la décision des vétérinaires européens de maintenir l'embargo sur les produits bovins dérivés, nous rapporte notre correspondant à Londres. Cette décision ne peut qu'encourager, si elle est maintenue, l'aile eurosceptique au sein du gouvernement et du parti conservateur, où certains sont partisans de mesures de rétorsion contre leurs partenaires européens. Ainsi, le député Graham Riddick a déclaré que « jouer le jeu en gentlemen a échoué. Le moment est venu de retirer nos gants », et Sir Teddy Taylor a parlé d'une « insulte à la Grande-Bretagne ». Le premier ministre, John Major, qui comptait sur une victoire, même minime, pour calmer les critiques venues de toutes parts contre sa gestion de la crise de la vache folle, risque de durcir sa position face à Bruxelles.

COLÈRE DES « EUROSCÉPTIQUES »

Cette nouvelle rebuffade, intervenant après que John Major eut prononcé un assouplissement de l'embargo, a toutes les chances de déclencher la colère des « eurosceptiques » du Parti conservateur. Cependant, à la sortie du comité vétérinaire, certains fonctionnaires britanniques se félicitaient des progrès accomplis, constatant que six semaines plutôt la Grande-Bretagne se trouvait complètement isolée, mais que, cette fois, sept Etats membres s'étaient rangés de son côté en se ralliant à la proposition de la Commission.

Cependant, plusieurs pays membres, sans vouloir pour autant prendre des risques sur le plan sanitaire, ont cherché à aider les Anglais. Philippe Vasseur, le ministre français, a rappelé que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) venait d'indiquer qu'elle considérait excessif le maintien de l'embargo sur les gélatines et les suifs.

Certains de ceux qui ont émis un vote négatif ne semblaient pas fermés à une levée partielle de l'embargo sur les gélatines mais mécontents du caractère à leurs

Le niveau de consommation toujours bas

Deux mois après le début de la crise de la « vache folle », la consommation de bœuf commence à peine à « amorcer une légère remontée », indique l'OFIVAL (Office national interprofessionnel des viandes de l'élevage et de l'abattage). Du 20 mars à la fin avril, les achats de viande de bœuf ont diminué en moyenne de 12 % par rapport à la même période de 1994, précise l'OFIVAL. L'impact de la crise a été plus faible pour le veau (-5 à -10 %) mais dramatique pour les abats, dont les achats ont chuté de moitié.

Les consommateurs semblent s'être prioritairement reportés sur la viande de cheval et surtout sur le poulet labellisé, dont la consommation a augmenté de 50 % début avril pour se stabiliser aujourd'hui presque 10 % au-dessus de son niveau habituel. En Grande-Bretagne, près de 40 % des parents ont cessé de donner du bœuf à leurs enfants, selon un sondage effectué à la mi-avril par l'Institut d'opinion publique NOP, publié lundi 20 mai.

ré Loyola de Palacio, le nouveau ministre espagnol.

Les Portugais sont sur cette même ligne. On comprend que, si les Anglais présentent une stratégie d'assainissement des troupeaux à risque crédible, autrement dit de nature à effectivement provoquer un recul de l'incidence de l'EEB (encéphalopathie spongiforme bovine), le blocage actuel pourrait disparaître. Comment expliquer cette défaillance ? Apparemment, il leur manque les éléments de répréage qui leur permettraient d'identifier,

rait surgir alors une crise en Allemagne !

Autre source de mécontentement pour les Anglais, l'extrême apatrité du débat sur l'opportunité de reprendre les exportations de produits dérivés leur fait clairement comprendre que la levée de l'embargo sur les animaux vivants et les viandes - l'essentiel bien sûr - n'est pas pour demain. C'est sur une période qui se compte en mois, voire en années, qu'il faudra gérer cette crise.

Philippe Lemaître

Un des principaux chefs de la Mafia a été arrêté en Sicile

Giovanni Brusca est accusé de l'assassinat du juge Falcone

ROME

de notre correspondant

Le nouveau gouvernement, à peine formé, de Romano Prodi fait des débuts spectaculaires : lundi soir 20 mai, Giovanni Brusca, l'un des plus importants chefs mafieux recherchés, a été arrêté dans une villa de Canicattì, près d'Agrigente en Sicile, où, après avoir failli être capturé déjà plusieurs fois, il avait trouvé refuge avec sa famille.

Pour la nouvelle équipe en place, la prise est doublement de taille. D'abord parce que Romano Prodi n'avait rien eu de plus pressé, samedi 18 mai, que d'affirmer que la lutte contre la Mafia serait sa « première priorité », tandis que deux de ses ministres, le garde des sceaux Giovanni Maria Flick et le ministre de l'Intérieur Giorgio Napolitano, s'étaient immédiatement rendus à Palerme pour un grand colloque sur le crime organisé ; ensuite parce

que l'arrestation d'un chef du calibre de Giovanni Brusca, accusé de l'assassinat du juge Giovanni Falcone, vient s'ajouter à la liste des grands succès anti-Mafia. Après la capture du « parrain des parrains », Totò Riina, en janvier 1993, et celle de son dauphin présumé, Leoluca Bagarella, en juin dernier, Giovanni Brusca, à trente-six ans à peine, passait pour l'un des trois « héritiers » des familles mafieuses dominantes, avec le Palermitain Pietro Aglieri et le Corleonnais Bernardo Provenzano.

PARTICULIÈREMENT SANGUINAIRE

Particulièrement sanguinaire, Giovanni Brusca, fils lui-même d'un grand mafieux de San Giuseppe Jato, près de Corleone, a déjà été condamné par contumace à la prison à vie. Détail particulièrement atroce, c'est lui qui, il y a quelques mois, avait étranglé de ses mains, avant de faire disparaître son corps

dans l'acidité, un enfant de onze ans. Ce dernier n'avait eu que le tort d'être le fils d'un « repenti » célèbre de la Mafia. Santo Di Matteo, dont les révélations à la police avaient dûment porté atteinte à « Cosa Nostra », Giovanni Brusca est également accusé d'avoir appuyé personnellement sur le détenteur du violon explosif qui avait causé, près de l'aéroport de Palerme, la mort du plus célèbre des juges anti-Mafia, Giovanni Falcone, ainsi que celle de sa femme et de ses quatre garçons.

C'était le 23 mai 1992 : en arrêtant le tueur, quatre ans après presque jour pour jour, le nouveau gouvernement a fait à la Sicile, qui s'inquiétait ces derniers temps d'un certain désarroi dans la lutte contre la Mafia, un beau cadeau d'anniversaire.

Marie-Claude Decamps

Madrid envisage de rapprocher les détenus de l'ETA du Pays basque

MADRID

de notre correspondant

Le gouvernement de José María Aznar va-t-il modifier la politique pénitentiaire et procéder à un « rapprochement » des plus de cinq cents prisonniers de l'ETA actuellement dispersés à travers le pays ? Le président du gouvernement a confirmé, vendredi 17 mai, qu'une nouvelle politique était à l'étude, sans fournir aucune précision, alors que les services du ministère de l'Intérieur se sont empressés de démentir « la possibilité de procéder à un rapprochement sélectif de certains détenus de l'ETA au Pays basque ».

La question est en tout cas de plus en plus à l'ordre du jour, surtout depuis l'enlèvement, le 17 janvier, d'un fonctionnaire de prison, José Antonio Ortega, toujours séquestré par le mouvement indépendantiste. Henri Batasua (HB), bras politique de l'ETA, a clairement fait savoir que la situation de ce père de famille - qui provoque d'importantes manifestations de protestation dans le pays tout entier - était directement liée à l'amélioration des conditions de vie des prisonniers et en premier

lien à leur regroupement au Pays basque, à proximité de leurs familles. « Tout le monde sait que la séquestration ne prendra pas fin si rien n'est fait pour les détenus », a précisé Kamelo Landa, dirigeant de HB.

Il est évidemment difficile pour le gouvernement de donner l'impression de céder au chantage d'une organisation qui soutient ouvertement les actions terroristes. Mais au Pays basque même des personnalités politiques de plus en plus nombreuses sont désormais en faveur de la suppression de la politique de dispersion qui avait été mise en place en 1989 afin de soustraire les acti-

vistes incarcérés à la pression du groupe et des « commissaires politiques » et de favoriser ainsi leur réinsertion.

Juan María Atutxa, ministre de l'Intérieur basque, tout comme Kasper Aizaluz, président du Parti nationaliste basque (PNV), se sont clairement prononcés en faveur de ce rapprochement dans un rayon maximum de 300 kilomètres qui faciliterait les visites. Jaime Mayor Oreja, ministre de l'Intérieur, avait déclaré au quotidien *El País*, le 12 mai : « Il faut répondre à un problème qui touche 511 prisonniers et 511 familles... Il faut faire des poli-

tiques distinctes qui ne soient pas identiques pour les 511. Je ne veux pas donner la sensation que l'on joue avec les prisonniers. » En conséquence, le ministre réclame de la prudence, d'autant que l'attentat commis lundi 20 mai à Corleone (le premier depuis la constitution du nouveau gouvernement), au cours duquel un sergent a perdu la vie, réduit la marge de manœuvre des autorités.

Une sélection des éléments les moins durs pourrait être effectuée afin de procéder aux premières expériences de retour dans les prisons basques. Il est évident que l'éparpillement dans soixante-deux établissements pénitentiaires, s'il a permis de favoriser certains renoncements à la lutte armée, n'est plus tellement efficace aujourd'hui comme argument de réinsertion, ainsi que presque tout le monde le reconnaît. En décembre dernier, le Parlement basque avait d'ailleurs voté en faveur du rapprochement, pour des raisons humanitaires. Il reste à concrétiser ce vote sans donner l'impression de céder au terrorisme.

Deux incarcérations dans le cadre de l'affaire des GAL

Le juge Javier Gomez de Llano a procédé, lundi 20 mai, à l'incarcération de deux anciens gardes civils, Enrique Dorado et Felipe Bayo, soupçonnés d'avoir participé à l'enlèvement, puis à la torture et enfin au meurtre de deux militants présumés de l'ETA, José Ignacio Lasa et José Antonio Zabala, séquestrés le 16 octobre 1983 à Bayonne, dont les squelettes, découverts un an plus tard, ne furent identifiés que l'an dernier. Ce qui provoqua la réouverture du dossier. Le rebondissement s'était produit au milieu du scandale des GAL (groupes antiterroristes de libération) et avait suscité une énorme émotion. Trois généraux ont été inculpés le 7 mai dans cette affaire.

embargo
nique

La grève
en Allemagne
fait écho
au mouvement
français de 1995

L'OCDE révisé en baisse ses prévisions de croissance

PARIS. Réunis, mardi 21 et mercredi 22 mai au château de la Muette, à Paris, les ministres des 27 pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) examineront des prévisions de croissance révisées à la baisse par l'Organisation par rapport à celles de décembre 1995. L'Europe est créditée d'un taux de croissance de 1,6 % cette année, soit un point de moins qu'il y a cinq mois. L'activité s'accroîtrait par la suite, le produit intérieur brut de la zone croissant de 2,7 % en 1997. L'Allemagne, créditée d'un taux de croissance de seulement 0,5 % cette année contre 2,4 % prévus en décembre, subit la plus forte révision. L'année prochaine, la croissance s'accroîtrait outre-Rhin et atteindrait 2,4 %. Freinage aussi pour la France dont le taux de croissance est ramené de 2,2 % à 1 % pour 1996 et 2,4 % en 1997. Le Japon au contraire redémarrerait un peu plus vite que prévu avec un taux de 2,2 %.

Les Etats-Unis condamnés en appel par l'Organisation mondiale du commerce

GENÈVE. Pour son premier arrêt, l'instance d'appel de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), chargée de faire respecter les règles du commerce international, a condamné les Etats-Unis pour leur politique d'importation d'essence, sur une plainte déposée par le Venezuela et le Brésil en avril 1995. Les Américains ont, en effet, adopté des normes plus exigeantes pour l'essence importée - notamment s'agissant de la teneur en métaux lourds - que pour celle produite aux Etats-Unis, dont ils estiment plus facile de vérifier la qualité. Déjà condamnés en première instance, les Etats-Unis doivent faire connaître leurs intentions dans les trente jours et ont quinze mois pour modifier leur législation, sous peine de mesures de rétorsion des pays intéressés. - (AFP)

AMÉRIQUES

■ **ÉTATS-UNIS** : le journaliste cubain en exil Yndamiro Restano Diaz a reçu, lundi 20 mai, à Washington, la Plume d'or de la liberté de la Fédération internationale des éditeurs de journaux (FIEJ). Directeur du bureau des journalistes indépendants de Cuba, Restano Diaz avait été condamné en décembre 1991 à dix ans de prison par les autorités cubaines. Libéré en juin 1995, il vit actuellement au Venezuela. - (AFP)

■ **ÉQUATEUR** : les Indigènes seront représentés au Parlement à partir du 1^{er} août pour la première fois dans l'histoire du pays, d'après des résultats non officiels des élections législatives de dimanche 19 mai. Le mouvement indigène aurait obtenu un siège de député national et quatre sièges de députés provinciaux. - (AFP)

EUROPE

■ **VATICAN** : le pape a reçu le dalaï-lama, lundi 20 mai, à l'occasion d'une visite en Italie du leader spirituel des Tibétains. Ce fut « une rencontre spirituelle et d'échange sur des thèmes religieux », a commenté un porte-parole du Vatican. La précédente rencontre entre les deux responsables religieux remontait à 1982. - (AFP)

MAGHREB

■ **ALGÉRIE** : une majorité d'Algériens se déclarent « peu » (42,8 %) ou « pas » (38,9 %) satisfaits de « la politique menée depuis l'élection » du président Liamine Zéroual, révèle un sondage réalisé et publié lundi 20 mai par le quotidien privé El Watan. 78,8 % des sondés ont l'intention de participer aux prochaines élections législatives, tandis que 60,7 % estiment que « le dialogue national est une nécessité absolue ». - (AFP)

■ Le dernier numéro de l'hebdomadaire « Mismar » a été empêché de paraître, a indiqué, lundi 20 mai, la direction du journal, dont plusieurs collaborateurs ont été récemment inculpés d'« outrage à une institution publique et diffamation à l'encontre des symboles de l'Etat » à la suite de la publication de textes satiriques et de caricatures du président Liamine Zéroual et de ministres. - (AFP)

■ **MAROC** : plus d'un millier de jeunes, diplômés de l'enseignement supérieur, ont entamé, lundi 20 mai, à Rabat, une grève de la faim et un sit-in d'une semaine pour protester contre « les promesses non tenues des autorités ». Selon le Centre marocain de conjoncture (organisme indépendant), le nombre de diplômés au chômage dépassait les 300 000 personnes en 1995. - (AFP)

■ A la suite de la mort d'un adolescent dans une prison de Tanger, plusieurs associations, s'appuyant sur l'avis d'une commission de médecins légistes, ont conclu que ce décès était survenu à la suite de « coups et blessures ayant entraîné une hémorragie cérébrale ». Selon elles, la responsabilité de la mort du jeune homme incombe aux « responsables de son incarcération et de la torture qu'il a subie ». - (AFP)

■ **TUNISIE** : le journaliste tunisien Salah Béchir, résidant régulièrement en France depuis seize ans, s'est vu refuser le renouvellement de son passeport, document indispensable à la délivrance de son permis de séjour dans l'Hexagone, a-t-on appris, lundi 20 mai, à Paris. Le consulat général de Tunisie n'a pas fourni d'explication à ce refus.

ASIE

■ **AFGHANISTAN** : selon Radio-Kaboul, dix personnes auraient été tuées par des tirs de roquettes des talibans (organisations des « étudiants en islam »), lundi 20 mai. Par ailleurs, le chef de la faction intégriste Hezb-i-Islami Gulbuddin Hekmatyar et le président afgan Burhanuddin Rabbani se sont rencontrés pour la première fois, lundi, depuis leur alliance survenue à la mi-mai. - (AFP, Reuters)

■ **NOUVELLE-ZÉLANDE** : le premier ministre Jim Bolger a annoncé mardi 21 mai que les élections législatives anticipées auront lieu le 12 octobre. - (Reuters)

AFRIQUE

■ **NIGER** : l'interdiction des partis politiques a été levée, a-t-on indiqué officiellement, lundi 20 mai, à Niamey. En revanche, l'état d'urgence, imposé lors du coup d'état du général Ibrahim Baré Maïnassara, en janvier, reste en vigueur, afin de « préserver la quiétude des populations ». - (AFP)

■ **SOMALIE** : les trois membres d'une organisation humanitaire allemande, enlevés au Somaliland (nord), ont été libérés, lundi 20 mai, après avoir été retenus, pendant onze jours, dans un village isolé. - (AFP)

ÉCONOMIE

■ **CHINE** : les Etats-Unis ont annoncé, lundi 20 mai, le renouvellement pour un an au profit de la Chine de la clause commerciale dite de « la nation la plus favorisée » (MFN). « C'est une bonne nouvelle », a commenté le vice-premier ministre Li Langqing avant de préciser que la révision annuelle de la clause de la MFN reste un obstacle durable au développement des relations commerciales bilatérales. - (AFP)

■ **GRANDE-BRETAGNE** : Gordon Brown, chancelier de l'Echiquier du cabinet fantôme travailliste, a réaffirmé, lundi 20 mai à Paris, devant les membres du CNPR, l'attachement de son parti au « principe » de la monnaie unique européenne, mais a indiqué qu'il ne recommandait pas « à ce stade » un retour de la Grande-Bretagne au sein du mécanisme de change européen. « L'avenir de la Grande-Bretagne est au sein de l'Europe », a-t-il ajouté devant les journalistes. - (AFP)

La Cour suprême des Etats-Unis interdit toute discrimination à l'encontre des homosexuels

Les mouvements de défense des gays et des lesbiennes saluent une « victoire morale »

En rejetant une disposition « anti-gay » adoptée en 1992 à l'occasion d'un référendum par la population de l'Etat du Colorado, la Cour suprême

des Etats-Unis a rendu, lundi 20 mai, une décision qualifiée d'historique. Par six voix contre trois, les juges affirment le droit de la commu-

nauté homosexuelle à être protégée en tant que minorité et interdisent toute discrimination à son encontre en matière d'emploi et de logement.

WASHINGTON

de notre correspondant

Les homosexuels étant des citoyens comme les autres, ils doivent pouvoir bénéficier de lois qui protègent leurs droits, fassent-ils ceux d'une minorité. Ainsi en a-t-il été décidé, lundi 20 mai, la Cour suprême des Etats-Unis, dans un arrêt qui représente une victoire majeure pour les mouvements des gays et des lesbiennes. Par six voix contre trois, les juges constitutionnels ont donné raison à la plus haute juridiction de l'Etat du Colorado, laquelle avait sanctionné les résultats d'un référendum refusant aux homosexuels le droit d'obtenir une protection légale contre les discriminations, qui s'exercent notamment en matière d'emploi et de logement.

Cet amendement, adopté en 1992 par 53,4 % des électeurs du Colorado, était devenu un symbole : son application aurait eu pour effet d'annuler plusieurs arrêtés municipaux et lois locales protégeant les homosexuels, ce qui revenait à affirmer que ceux-ci sont des « citoyens de seconde zone », privés des avantages

légaux auxquels peuvent prétendre d'autres minorités. Un Etat, a souligné le juge Anthony Kennedy, ne peut décider qu'une « classe d'individus » sera privée du bénéfice de ses propres lois. Une telle législation semble motivée par une « animosité » à l'égard d'une communauté

s'agissant de s'opposer à une « dégradation de la morale et des mœurs sexuelles traditionnelles ». Les réactions à la décision de la Cour suprême ont été à la mesure des passions soulevées par la question homosexuelle aux Etats-Unis. Cette « victoire morale exceptionnelle », sa-

La Maison Blanche, de son côté, s'est discrètement félicitée d'un jugement « opportun » : Bill Clinton s'est longtemps battu en faveur d'un tel principe. La loi fédérale prévoit qu'il est illégal de licencier quiconque ou de refuser un emploi, sur la base de l'âge, du sexe, de la race, de la religion, du pays ou de l'origine, mais elle est muette s'agissant de la « préférence sexuelle ». En 1994, le sénateur démocrate Edward Kennedy avait déposé un projet de loi tendant à remédier à cette lacune. Le chef de la Maison Blanche avait apporté son soutien à cette initiative, mais il avait dû battre en retraite devant l'hostilité des républicains.

Traditionnellement, les homosexuels votent démocrate. Bill Clinton est soucieux d'entretenir cette « clientèle » électorale en prévision du scrutin présidentiel, mais il se pose surtout en champion des valeurs morales et familiales. Bref, il s'efforce de suivre une ligne qui tient beaucoup de l'équilibre politique.

Laurent Zecchini

Offensive du Congrès

Depuis quelques mois, le débat sur les droits des homosexuels s'est déplacé au Congrès, où les élus républicains de 1994 déploient un zèle législatif sans précédent. Vendredi 17 mai, la Chambre des représentants a adopté, dans son projet de budget de la défense pour 1997, une mesure excluant les GI homosexuels de l'armée. D'ici quelques semaines, soutenu par un Bill Clinton en campagne, empruntant certains thèmes à ses adversaires, le Congrès devrait se prononcer sur un texte interdisant les mariages entre homosexuels.

particulière, en l'espèce les gays, et serait donc contraire aux « traditions constitutionnelles » des Etats-Unis.

En se faisant l'avocat de la « majorité », des habitants de cet Etat des Rocheuses, face à une « minorité politiquement puissante », le juge Anthony Scalia a soutenu - en vain - qu'il

lué par les associations de défense des gays, a été qualifiée de « jour sombre pour les libertés du peuple américain », par Gary Bauer, président du très conservateur Conseil pour la recherche familiale, ainsi que par les organisations proches du Parti républicain.

MATIGNON Le retour à la pratique des déjeuners de la majorité, autour du premier ministre, consacre Alain Juppé dans son rôle de chef de la coalition gouverne-

mentale. Les principaux dirigeants de la droite doivent se retrouver, mercredi 22 mai, à l'hôtel Matignon. Seul Edouard Balladur, parmi les invités, a fait savoir qu'il serait empê-

ché de s'y rendre. ● **LE REMANIEMENT** du gouvernement que dirige Alain Juppé, afin d'y faire entrer des partisans d'Edouard Balladur lors de l'élection présidentielle de 1995,

n'est pas à l'ordre du jour : ni François Léotard, qui entend se consacrer à la direction de l'UDF, ni Charles Pasqua, qui estime que le moment n'est pas propice, ne sont candidats

à un portefeuille ministériel. ● **LES DEUX FAMILLES** de la droite se préparent à un bras de fer prolongé sur la désignation des candidats aux élections législatives de 1998.

Alain Juppé conforte son rôle de chef de la majorité gouvernementale

Décrit comme en sursis au début de l'année, le premier ministre apparaît aujourd'hui, en dépit des sondages négatifs, comme l'incontournable pivot de la coalition de droite, cela sans avoir besoin de donner des gages par un nouveau remaniement ministériel

ELLE COURT, elle court, la rumeur. L'objet, cette fois, est un hypothétique remaniement gouvernemental. Pourtant, cet exercice est, avec la dévaluation, celui qui est entouré du plus grand secret. Deux hommes - le président de la République et son premier ministre - en sont les maîtres d'œuvre. Autant dire que cette hypothèse est une pure spéculation, qui peut trouver sa raison d'être politique, mais que chacun s'attache, dans le cas précis, à faire démentir, en s'appliquant à marquer un étonnement réel ou feint.

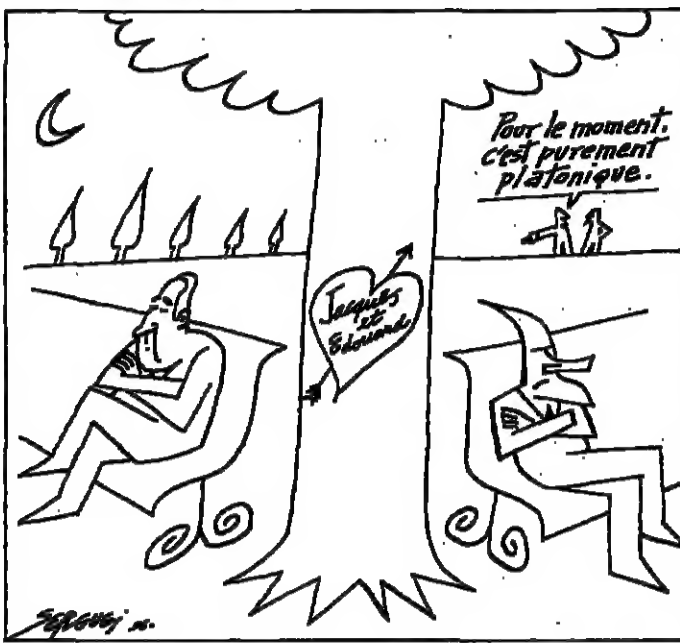
« On ne voit aucun indice qui, ici, à l'Élysée, pourrait donner une consistance », insiste-t-on du côté du palais présidentiel. « Il n'y a pas de réflexions menées sur une telle éventualité », renchérit l'hôtel Matignon. Au cours d'une réunion avec ses collaborateurs, lundi 20 mai, Maurice Gourdault-Montagne, directeur du cabinet du premier ministre, a tenu à préciser que, les informations publiées à ce sujet n'ayant « aucun fondement », elles doivent être considérées comme nulles et non avenues. Malgré ces démentis, la rumeur croît et embellit : le remaniement serait imminent.

Chacun trouve des indices qui en accablent l'idée. Le chef du gouvernement a passé le cap de la première année, qu'il vient de fêter le 17 mai : autant il était inconcevable, avant, d'envisager une nouvelle équipe, autant elle se justifierait maintenant qu'Alain Juppé aborde l'an II. Autre indice : la reprise, en avril, des déjeuners de la majorité, supprimés à l'instigation de Jacques Chirac à l'Élysée l'année dernière, a été rétablie. Pendant un an, les séquelles de l'élection présidentielle avaient contrarié ces

agapes censées, au fil du temps, renouer les liens entre balladuriers et chiraquiens. Le deuxième déjeuner est fixé au 22 mai : Philippe Séguin y participera, ce qu'il n'avait pu faire le 24 avril, mais M. Balladur est de nouveau empêché.

LE CHOIX DES HOMMES

Un indice encore : le discours prononcé par M. Juppé devant les cadres et les élus RPR, réunis le 5 mai pour célébrer l'anniversaire de la victoire de M. Chirac. La cérémonie était destinée, aussi, à donner le coup d'envoi de la préparation des élections législatives de 1998. L'unité était à l'ordre du jour. « C'est une union de son bilan, qui sera celui de son gouvernement », a-t-il déclaré. « C'est une union de son projet [...], une union de son choix des hommes [...], que la majorité ira à la bataille », avait déclaré le pré-



Jean-François Probst, faiseur d'images

OH ! BIEN SÛR, il aurait préféré que Dax l'emportât sur Toulouse. Las !, les rugbymen de la Ville rose ont coupé la route de la finale du championnat de France aux Landais, samedi 18 mai, à Bordeaux.

C'est toujours la même chose avec Jean-François Probst : la conversation roule sur la politique et, tout à coup, le ballon ovale sort de la mêlée, et le chargé de mission du premier ministre, préposé à l'image et aux menus conseils, retrouve son accent chantant. M. Probst, à deux passions connues, la politique et le rugby. La tête et les jambes, la finesse et la force, le verbe et le ruse. Au service d'Alain Juppé à l'hôtel Matignon depuis une certaine de jours - son arrivée avait été annoncée dans la première quin-

zaine de février et confirmée au *Journal officiel* à la fin du mois -, ancien secrétaire général du groupe RPR du Sénat et ancien conseiller politique de Michèle Alliot-Marie au ministère des Jeunesse et des Sports sous la deuxième cohabitation, M. Probst avait été « remercié » par Charles Pasqua, puis par Edouard Balladur. Si la cause de la première rupture est mystérieuse, celle de la seconde est publique : chiraquisme avoué. Son arrivée aux côtés du premier ministre a coïncidé avec la volonté de modifier la composition du cabinet à Matignon et de dessiner l'image de M. Juppé. En trois mois, le cabinet a retrouvé une configuration classique en perdant ses deux directeurs adjoints, et l'hôte de Matignon a vu s'améliorer

sa « cote » dans l'opinion. Certes, la popularité de sa politique reste médiocre, mais son image personnelle (tenace, courageux, dynamique) s'est redressée, même si certaines expressions malheureuses sur la fonction publique peuvent contrarier cette tendance.

M. Juppé et son épouse aux sports d'hiver, c'est M. Probst. Le même à la terrasse d'un café de province, c'est encore lui. Le premier ministre sur une pirogue en Guyane, c'est toujours lui. Le chargé de mission s'occupe de la communication, mais de politique, insensible aux sarcasmes, mais ouvert aux critiques, il se contente d'affirmer : « Juppé nous dirige bien. »

O. B.

François Léotard consacre tous ses soins à l'UDF

ENFIN CHEZ SOI ! Sept semaines après son élection à la présidence de l'UDF, François Léotard s'approprie à inaugurer en grande pompe, mercredi 22 mai, le nouveau siège de la confédération, près du Champ-de-Mars, à Paris.

Ce déménagement symbolise la volonté de M. Léotard de marquer de son empreinte une UDF si longtemps convoitée. Il entend le faire sans retard, afin de s'exonérer du prix dont il a dû payer la conquête de l'UDF : l'affaiblissement de sa famille politique, le Parti républicain, déchiré entre son rival Alain Madelin et lui-même ; le renforcement de François Bayrou, dont l'appui était une condition sine qua non de sa victoire et vis-à-vis duquel il va chercher à avoir les coudées plus franches.

Installé aux commandes de l'UDF, l'ancien ministre de la défense affirme qu'il entend se consacrer à cette seule tâche jusqu'en 1998 : assurer à la confédération une place de « partenaire » - et non plus de simple « allié » - du RPR dans le dispositif majoritaire, en faire une force de proposition loyale, mais déterminée, vis-à-vis du gouvernement ; la conduire à la bataille des élections législatives. S'il continue de prôner l'ouverture du gouvernement à un plus grand nombre d'anciens balladuriers - il est « indispensable

que le socle de la majorité s'élargisse », a répété, mardi sur RMC, Ladislav Poniatowski, porte-parole du PR -, il choisit lui-même de rester en dehors de l'exécution.

Sauf « circonstances exceptionnelles », affirme M. Léotard, je n'ai pas l'intention d'aller au gouvernement avant 1998. Cette position « à cheval », calcule-t-il, lui permettra plus aisément, au moins dans les prochains mois, de faire entendre la voix de l'UDF face à un RPR soupçonné d'être de nouveau tenté par ses réflexes de « moines-soldats » à l'approche des élections de 1998. M. Léotard et M. Bayrou, président délégué de l'UDF, n'ont ainsi guère pris le RPR au mot de célébrer seul la première année du septennat de Jacques Chirac. Le retour de Patrick Stefanini, expert de la carte électorale, rue de Lille est également le signal sans équivoque que la bataille des investitures est sur le point de commencer dans la majorité.

NOUVEAUX STATUTS

Faire entendre la voix de l'UDF suppose que la confédération ait quelque chose à dire, ce qui n'était plus le cas depuis longtemps. La reconstruction d'un corps de propositions figure donc en bonne place dans les priorités de la nouvelle équipe. L'Europe bien sûr, la réforme fiscale toujours, celle de l'État et la poursuite de la décentralisation également, mais aussi le réajustement des institutions, dont il estime qu'elles continuent de dériver vers une présidentialisation toujours plus marquée, figurent au menu de M. Léotard. Une « université d'été » en septembre et une convention avant la fin de l'année devront scander cette réflexion.

Dans l'immédiat, la remise en route de l'appareil UDF passe par l'élaboration de nouveaux statuts, promis pendant la campagne pour la présidence de l'UDF. Un premier projet de réforme, élaboré par Pierre-André Wiltzer, premier vice-président et porte-parole de

l'UDF, devait être discuté mardi soir par les principaux dirigeants de la confédération, avant d'être soumis mercredi au bureau politique. Pour être validé, le projet doit recueillir l'assentiment des trois quarts du bureau avant d'être adopté définitivement par le conseil national le 22 juin.

Pour « chinoise » qu'elle soit, cette réforme sera un premier test de l'équilibre qui va s'instaurer entre les différentes forces en présence au sein de l'UDF. L'objectif annoncé consiste à renforcer les pouvoirs de la confédération au détriment de ceux des composantes. Dans quelle mesure M. Bayrou, qui continue de miser sur le développement de ses propres troupes de Force démocrate, est-il prêt à concéder des prérogatives à l'instance UDF ? De quelle manière les proches de M. Madelin tenteront-ils d'amorcer un rapprochement avec M. Léotard, afin d'enfoncer un coin dans son alliance avec le ministre de l'Éducation nationale et de peser davantage dans la confédération ?

Pour l'heure, en attendant de retrouver une plus grande marge d'action à l'approche des élections législatives, M. Madelin s'emploie à mieux structurer ses troupes. Du côté de l'UDF, il continue de réunir régulièrement ceux qui, de Charles Millon à Jean-Pierre Raffarin, en passant par Philippe Vasseur, avaient soutenu sa candidature contre celle de M. Léotard.

Le mardi, au Palais-Bourbon, il rassemble les députés qui le souhaitent autour de quelques débats de fond. Le choix des thèmes est rarement innocent : le 21 mai, il organisait un séminaire sur « la réforme ».

Celle de la fiscalité et celle de l'État, naturellement, mais aussi celle de l'éducation nationale, au moment même où M. Bayrou devait faire le point, devant l'Assemblée nationale, sur les états généraux de l'Université.

Cécile Chambrault

Le RPR s'emploie à réunir les siens

LA FERMETÉ aurait-elle payé ?

Sanctionné au mois de mars pour avoir critiqué la politique du gouvernement, le rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Philippe Auberger, s'est fait tout miel, le 14 mai, pour se féliciter de l'organisation du premier débat d'orientation budgétaire.

Un autre balladurien connu pour sa liberté de parole, Patrick Devedjian, se déclare désormais « totalement satisfait » depuis le tournant opéré le 26 octobre 1995. « Nous soutiendrons, quoi qu'il arrive, dans tous les cas de figure, même quand elle fera les mauvais choix, la majorité. C'est notre camp, nous y sommes, nous y resterons jusqu'à la mort », affirmait le député des Hauts-de-Seine, le 18 mai sur France 3. Dans un autre registre, à l'occasion du premier anniversaire de l'élection de Jacques Chirac, le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, a réaffirmé son soutien au gouvernement, qui agit « avec beaucoup de courage et de détermination ».

Il n'y a plus guère qu'en privé que les principaux animateurs du mouvement néogaulliste continuent de se montrer toujours aussi réservés vis-à-vis d'Alain Juppé, de son caractère et de ses méthodes. Davantage que son autorité, la volonté du premier ministre d'entendre, à intervalles réguliers, tous les responsables de la majorité, les signes envoyés par ses soins aux balladuriers et le souci des députés « de base » de ne pas afficher les divisions ont contribué à apaiser le climat au sein du RPR. Chacun peut y aller de son initiative, sans que cela provoque de crise.

Peu avant un nouveau déplacement en province, le 31 mai, dans le Gers, Charles Pasqua s'appuie ainsi à lancer le premier numéro de la Lettre de Demain la France, l'association qu'il anime avec M. Séguin. Il y suggère, notamment, le recours à un grand em-

prunt pour favoriser la relance de l'investissement. De son côté, Edouard Balladur organise, le 29 mai, un colloque sur la croissance, avec des représentants de la CGT et du CNPF, mais aussi François Léotard, Pierre Méhaignerie, Jean Arthuis et Nicolas Sarkozy. Mieux encore, M. Séguin pourra y croiser Alain Minc, qui personifie, à ses yeux, la « pensée unique »...

M. MANCEL « RENFORCÉ »

Reste la « machine » RPR elle-même. La direction nationale a été renforcée avec la nomination, comme secrétaire général adjoint, d'un des principaux cadres du cabinet du premier ministre, Patrick Stefanini (Le Monde du 7 mai). Au siège du mouvement, rue de Lille, cette arrivée a été perçue par certains comme une manière de désaveu pour l'équipe rassemblée, depuis un an, autour de Jean-François Mancel.

M. Mancel tient à relativiser la portée du remaniement. « Patrick Stefanini revient, mais il n'était jamais vraiment sorti de l'équipe », affirme le secrétaire général du RPR. Officiellement, l'ancien directeur de la campagne de M. Chirac est chargé de préparer celle des élections législatives. En liaison avec Matignon, où il demeure conseiller, il aura la haute main sur les investitures. La règle en est connue - priorité aux députés sortants -, mais il pourrait y avoir une vingtaine d'exceptions.

Parallèlement, le RPR attend avec impatience la fin de la reorganisation interne de l'UDF pour élaborer, dès l'automne ou, au plus tard, au début de 1997, un projet commun pour la prochaine législature. La préférence va à un mode d'élaboration « au plus près des gens », du type des états généraux de l'opposition, qui avaient précédé les élections de 1993.

Jean-Louis Saux

nécessaire à M. Léotard pour remettre de l'ordre à l'UDF, et il autoriserait, le cas échéant, M. Chirac à se tourner vers M. Pasqua (qui ne saurait rester sourd à cet appel) pour lui demander de « pacifier » les viles mises en ébullition par la dissolution de soixante-dix régiments. Reste que ni l'un ni l'autre, officiellement, n'est demandeur d'une telle promotion.

« Patron » de la seconde composition de la majorité, M. Léotard ne serait-il pas ligoté par une participation gouvernementale ? Opposant au traité de Maastricht - dont l'application se fait de plus en plus pressante -, l'ancien ministre de l'Industrie a-t-il vraiment intérêt à se lier à l'action d'un gouvernement dirigé par M. Juppé ? Il n'est pas réaliste de penser que l'écritif sera conduit à faire le point à l'automne. Cela d'autant plus que la situation économique, contrairement aux prévisions - Jean Arthuis, en février, avait « bon espoir que la croissance rebondisse au deuxième trimestre, au pire au début du second semestre » -, est atone et sans grandes perspectives. Il sera temps alors, suggère-t-on chez les partisans de « l'autre politique », d'avoir une ambition plus grande que celle d'un simple remaniement gouvernemental.

Olivier Biffaud

Plus d'informations complètes sur les cours d'anglais ou d'allemand, contactez :
21, rue Théophraste Renaudot, 75015 Paris
Tél : 1 44 19 66 66
Boulevard 56 55 22 12 13 20 40 28 38
Lyon 78 24 60 74
Head Office
Blanc Lane, Oxford OX2 0EX, England
OLIS
INTENSIVE LANGUAGE SCHOOLS

حكايا من الدول

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 22 MAI 1996 / 7

M. Mallet (FO) souhaite rester à la tête de la Caisse nationale d'assurance-maladie

Les dépenses médicales continuent d'augmenter plus vite que ne le souhaite le gouvernement. 2,2 milliards de francs d'économies sont possibles sur les médicaments, indique la CNAMTS

JEAN-CLAUDE MALLET, secrétaire confédéral de Force ouvrière et président de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), se livre depuis quelques semaines à un jeu subtil. Il en a donné une illustration, lundi 20 mai, en présentant à la presse un premier bilan de la politique de maîtrise des dépenses de santé menée en 1995. A dix jours de la réunion des représentants des trois régimes d'assurance-maladie (salariés, agriculteurs, indépendants) et des professions de santé, prévue le 31 mai, il a plaidé pour une relance de la convention médicale signée en octobre 1993 par les caisses et les praticiens libéraux.

Partisan d'un maintien de son organisation - et de lui-même - à la tête de la principale caisse du régime général (salariés du privé), M. Mallet doit donner à la fois des assurances au gouvernement comme au CNPF sur sa volonté de mieux réguler le système de soins, et des gages aux syndicats médicaux les plus conservateurs (CSMF, FMF, SML) sur son souci

de poursuivre l'application de la convention qu'il a signée avec eux en octobre 1993. Tout en continuant à dénoncer les ordonnances réformant la Sécurité sociale dans *FO Hebdo*, organe officiel de la confédération, il a précisé qu'il avait, « comme tout républicain, un côté légaliste, et que la loi s'applique à tout le monde ».

PRESCRIRE MOINS CHER

S'il n'est pas question pour lui de négocier une nouvelle convention, comme le syndicat de généralistes MG-France, seule organisation médicale à avoir approuvé le « plan Juppé », le réclame, il se dit prêt à signer des avenants pour adapter ce texte, qui régit les relations entre les médecins et les caisses, aux ordonnances. « Avec la convention, nous pouvons réussir » à maîtriser les dépenses, a-t-il assuré, ajoutant que les ordonnances lui donnaient des « outils juridiques » que la CNAMTS réclamait depuis longtemps.

Les dépenses de médecine de ville ont continué de dégrader au cours du premier trimestre, ren-

dant très difficile le respect de l'objectif d'évolution fixé par le gouvernement pour 1996 (+2,1 %). Le président de la CNAMTS et son directeur, Gérard Rameix, veulent « renforcer l'ensemble des contrôles réglementaires ». En 1995, 450 millions de francs d'économies ont pu être réalisées (dépenses évitées, rétrocessions d'indus perçus par les professionnels), ce qui ne représente que 0,1 % de l'ensemble des prestations.

Une étude de la CNAMTS indique qu'au moins 2,2 milliards de francs d'économies sont possibles sur les médicaments, « tout en préservant la qualité des soins », à condition que les médecins prescrivent les produits les moins chers. Les praticiens ne sont pas seuls en cause. L'industrie pharmaceutique porte une lourde responsabilité, selon la caisse, en renouvelant « trop souvent d'anciens produits sous d'autres formes ou d'autres dosages plus coûteux » et en assurant « vigoureusement leur promotion ».

Jean-Michel Bezat

Le CNPF vante à M. Chirac les accords de branche sur le temps de travail

M. Gandois estime qu'il ne faut pas « faire de mauvais procès trop tôt »

Poursuivant ses rencontres avec les partenaires sociaux, Jacques Chirac, qui avait déjà reçu les dirigeants des cinq confédérations syndicales, s'est entretenu,

lundi 20 mai, avec Jean Gandois. Le président du CNPF a vanté les accords de branche déjà conclus sur l'aménagement du temps de travail.

JEAN GANDOIS, président du CNPF, s'est déclaré satisfait, lundi 20 mai, de son entretien avec le président de la République. Lors de cette rencontre, à laquelle participaient trois vice-présidents du CNPF, Martine Clément, Arnaud Leenhardt et Denis Kessler, M. Gandois a assuré à Jacques Chirac que « beaucoup de travail se fait, dans le dialogue social, au sein des entreprises » en matière d'aménagement et de réduction du temps de travail.

Le CNPF redoute par-dessus tout que, sous la pression des syndicats et notamment de la CFDT, le gouvernement n'en vienne à légitimer dans ce domaine, tant M. Chirac est partisan de la poursuite de la diminution de la durée du travail pour obtenir des créations d'emplois.

Les représentants du CNPF ont vanté les quelques accords de branche déjà signés. A ceux qui estiment avec Jacques Barrot, ministre du travail, que le patronat est trop frileux et que l'accord signé dans la métallurgie est un accord « à minima », M. Gandois a

répliqué qu'« il ne fallait pas faire de mauvais procès trop tôt » et que le dossier avançait « vite aux yeux de ceux qui se trouvent près du terrain ». Peu inquiet au sujet du climat social dans les entreprises privées, il s'attend à une situation « plus difficile dans le secteur public ».

« OPTIMISTE » À TERME

Le « patron des patrons » a estimé que « certaines aides à l'emploi sont bonnes et doivent être maintenues », notamment les aides à l'apprentissage et à la formation en alternance ou encore les réductions de charges sur les bas salaires. En revanche, il a rappelé qu'il existait « trop d'aides » et que, « dans certains domaines, elles peuvent être réduites ». L'avenir du contrat initiative-emploi (CIE) n'a pas été abordé, mais M. Gandois a jugé qu'il s'agissait d'une « arme utile contre le chômage » qui pouvait être améliorée à condition d'être « ciblée davantage ».

La délégation patronale a aussi évoqué avec M. Chirac l'état de la

conjoncture. « Nous avons dit au président que nous étions relativement optimistes dans une conjoncture hésitante et qu'il fallait tout faire pour retrouver la croissance », a déclaré M. Gandois. Nous pensons qu'il faut poursuivre sans hésitation et sans état d'âme la réduction des dépenses publiques. C'est de l'intérêt de tous, des ménages comme des entreprises. [...] afin d'avoir moins de cotisations sociales et moins d'impôts à payer. » Le président du CNPF s'est dit « optimiste » pour la dernière partie de l'année.

La délégation du CNPF a noté la révolution copernicienne de M. Chirac en matière de comptes publics. Il y a un an, celui-ci tançait les entreprises, qu'il accusait d'être responsables de la mauvaise santé des comptes de l'Etat.

Le 20 mai, il a confirmé sa volonté de réduire drastiquement la dette et les déficits publics, à la grande satisfaction de ses interlocuteurs, qui lui réclament cette rigueur depuis son installation à l'Elysée.

A. L. R.

Le PS dénonce la politique du gouvernement en Corse

FRANÇOIS HOLLANDE, porte-parole du PS, a déclaré, lundi 20 mai, que la situation en Corse, « extrêmement grave, ne peut plus durer », demandant au gouvernement de s'expliquer « sur la disparition de l'état de droit » dans l'île. Evoquant la « multiplication des actes terroristes » et « l'attitude du gouvernement qui consiste à dessaisir les magistrats qui travaillent en Corse de tous les dossiers qui concernent des nationalistes », M. Hollande a estimé que, « dans ces conditions, l'état de droit est flou ».

D'autre part, un attentat à l'explosif a endommagé la recette des impôts à Bastia, dans la nuit de lundi à mardi, mais les dégâts sont de faible importance. C'est la même nuit en une semaine que des bâtiments publics ont subi des attentats en Corse.

DÉPÊCHES

■ **RADICAL** : André Saint-Jon, député européen et vice-président de Radical, a déclaré, lundi 20 mai, à l'agence France-Presse, qu'il ne voyait pas « ce qui pourrait gêner la gauche radicale d'être dans un gouvernement avec des socialistes et des communistes, dès l'instant où un accord politique clair est défini en commun », contredisant ainsi les déclarations de la veille de Jean-Michel Baylet, président de Radical (Le Monde du 21 mai).

■ **FONCTIONNAIRES** : Dominique Perben, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, a déclaré, lundi 20 mai, à Bapaume (Pas-de-Calais) que « le premier ministre sera amené à rendre des arbitrages d'ici juillet » sur l'hypothèse d'une réduction des effectifs des fonctionnaires.

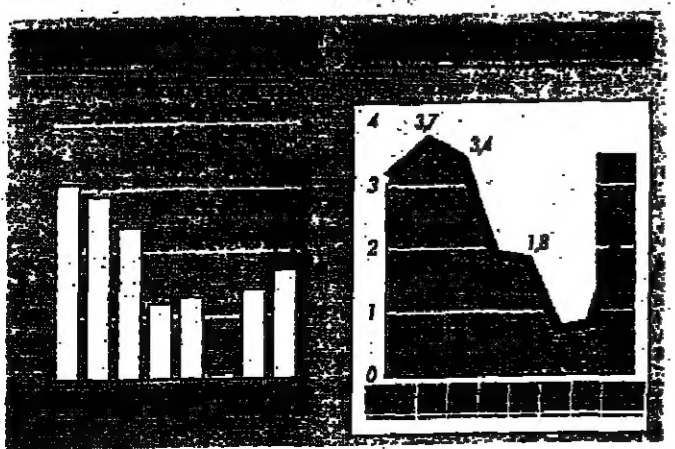
■ **AÉROPORT** : Bernard Pons, ministre des transports, a décidé de ne pas retirer de site dans l'Eure pour l'implantation du troisième aéroport du Bassin parisien, a annoncé lundi 20 mai, Henri Collard (UDF-rad), président du Conseil général de l'Eure.

■ **TOUR ENFER** : une grève du personnel a entraîné la fermeture au public de ce monument lundi 20 mai. Le conflit entre la direction et les délégués FO et CGT, qui ont bloqué les ascenseurs, porte sur l'attribution de places de parking pour les employés de nuit.

■ **COMMERÇANTS** : le président départemental de la Confédération de défense des commerçants et artisans de Savoie (CDCA), Serge Favre, a été placé en garde à vue, après les déprédations commises par des militants du CDCA, lundi 20 mai, au siège des Mutuelles savoyardes, près de Chambéry. Le CDCA incite ses membres à ne pas payer leurs cotisations de retraite et d'assurance-maladie.

La consommation des ménages a progressé de 1,7 % en 1995

LA CONSOMMATION DES MÉNAGES a enregistré une hausse de 1,7 % en volume en 1995, selon une étude publiée, mardi 21 mai, par l'Insee. Ce résultat est un peu supérieur à celui de 1994 (1,4 %), mais reste très en retrait sur les hausses de près de 3 % constatées à la fin des années 80. La part de marché des grandes surfaces continue de s'accroître et représente désormais plus de 40 % des ventes du commerce de détail. La consommation alimentaire a légèrement reculé (1,5 %), mais la hausse la plus spectaculaire revient aux dépenses de santé (2,4 %) et, en particulier, celles de médicaments (6,1 %). En revanche, les achats d'habillement reculent de manière spectaculaire : de 2,5 % en 1995, ce qui porte la baisse cumulée à 10 % depuis 1990.



CALAIS . DOUVRES DOUVRES . CALAIS



Certains pensent que nous avons refait nos boutiques uniquement pour le plaisir. Ils ont raison. Avec SeaFrance, le bon goût voyage mieux sur la Manche. Nous n'avons pas voulu abandonner l'attrait de nos boutiques au seul intérêt des produits hors-usages. Nous avons retravaillé leur design, leurs éclairages, revu leur agencement. Et tout cela uniquement pour le plaisir, votre plaisir. Même si vous n'achetez rien, vous emportez un beau souvenir.

donner l'attrait de nos boutiques au seul intérêt des produits hors-usages. Nous avons retravaillé leur design, leurs éclairages, revu leur agencement. Et tout cela uniquement pour le plaisir, votre plaisir. Même si vous n'achetez rien, vous emportez un beau souvenir.

agencement. Et tout cela uniquement pour le plaisir, votre plaisir. Même si vous n'achetez rien, vous emportez un beau souvenir.

■ **L'intelligence en plus.** Vous êtes tout d'abord séduit par un espace harmonieux, chaleureux qui facilite votre circulation. Vous cherchez un alcool précieux, un tabac particulier ? Ils sont facilement repérables et accessibles.

■ **Le choix en plus.** La Sélection des vins fins SeaFrance, l'espace réservé aux spécialités anglaises, le rayon des produits frais, il ne suffit pas de vous donner le choix, il faut savoir l'organiser.

■ **Sans un franc de plus.** Avec 14 aller-retours par jour, vous pouvez profiter

sans attendre de ce nouvel art de vivre en mer sans que cela ne vous coûte plus qu'un simple ferry. C'est notre engagement. Renseignez-vous dans votre agence de voyages ou dans les agences SeaFrance.

engagement. Renseignez-vous dans votre agence de voyages ou dans les agences SeaFrance.

engagement. Renseignez-vous dans votre agence de voyages ou dans les agences SeaFrance.

engagement. Renseignez-vous dans votre agence de voyages ou dans les agences SeaFrance.

SeaFrance. Le moins qu'on puisse faire c'est d'en faire plus.

SEAFRANCE
SEALINK

3 Jours
1 voiture + 2 passagers
240 F
- 1 pers supplémentaire 30 Frs
- 2 enfants = 1 adulte

N°Azur 36 63 63 01
Pour le coût d'une communication locale

Licence 07990247 RCS PARIS B 377 934 119 Capital par le Collège du Nord

Nouvelle-Calédonie : les négociations vont prendre plusieurs mois de retard

Le président du FLNKS est confirmé dans ses fonctions jusqu'en juillet

Après le désaveu infligé par l'Union calédonienne (UC) à son équipe dirigeante, jugée trop conciliante avec les anti-indépendantistes du RPCR, le bureau élargi du FLNKS, dont est membre l'UC, n'a pas sanctionné, mardi 21 mai, son président. Il a toutefois confirmé sa revendication de l'indépendance dès 1998.

LE GOUVERNEMENT s'est abstenu de réagir après l'annonce, lundi 20 mai, du raidissement survenu au sein de l'Union calédonienne, principale composante du Front de libération nationale kanak socialiste (Le Monde du 21 mai). Le ministre délégué à l'outre-mer, Jean-Jacques de Peretti, a seulement pris « acte de la volonté de l'Union calédonienne de réengager le dialogue ». Officiellement, ce silence s'explique par l'attente des décisions que devait arrêter, mardi à Nouméa, le bureau politique élargi du FLNKS.

Celui-ci a, en effet, apporté un correctif à la position de l'Union calédonienne (UC) : Roch Wanytan, président du FLNKS, a été confirmé dans ses fonctions jusqu'au prochain congrès, prévu pour le mois de juillet prochain. Lors d'une conférence de presse, M. Wanytan a même jugé que la désignation par l'UC de trois nouveaux négociateurs, considérés comme plus radicaux, ne consti-

tuait qu'une « péripétie ». En revanche, le FLNKS a réaffirmé que sa volonté est d'aboutir à l'indépendance négociée de la Nouvelle-Calédonie, dès 1998, dans le cadre institutionnel d'un Etat associé.

A CAUSE D'UNE FURTE

A Paris, on considère que les négociations tripartites entre l'Etat, les indépendantistes du Front et les « loyalistes » du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) risquent d'être retardées par la position de l'Union calédonienne. En examinant minutieusement le texte du communiqué publié après la réunion du comité directeur de l'Union calédonienne, les représentants de l'Etat ont acquis la conviction que ce ne sont pas les propositions du premier ministre, le 18 avril à Paris, qui ont poussé la délégation du FLNKS à suspendre les négociations. Selon ces mêmes sources, le « couac » est venu d'une fuite organisée par le président du RPCR, Jacques La-

fleur, député RPR, et de la publication, dans Le Figaro, d'un document jugé compromettant pour les principaux dirigeants indépendantistes.

Le choix de trois nouveaux négociateurs ne paraît pas de nature à faciliter les négociations. Le plus connu d'entre eux, Charles Pidjot, avait été à l'origine de la suspension des négociations, en avril. Il est aussi le frère du directeur général de la Société minière du Sud Pacifique (SMSP), qui exploite les gisements de nickel dans la province nord. Sa présence fait craindre que l'enjeu, considérable, du nickel rende plus difficile le dialogue sur l'avenir institutionnel du « Calou ». Or, si un échec des négociations devait conduire à un référendum d'auto-détermination, qu'en l'état actuel du corps électoral, les indépendantistes devraient perdre, la Nouvelle-Calédonie se retrouverait dans la situation antérieure aux accords de Matignon de 1988.

Plus optimistes, certains observateurs veulent croire, à Nouméa, que le désaveu infligé au président de l'UC, François Burck, et à la fraction la plus modérée de son mouvement, n'est qu'une opération interne destinée à récupérer le terrain perdu au profit des composantes les plus radicales du FLNKS.

Frédéric Maderoff et Jean-Louis Saux

M. Hue veut promouvoir une « nouvelle génération » au sein du PCF

Le « dan Marchais », les « refondateurs », les nostalgiques et les européens ont donné le ton des débats du comité national consacré à la préparation du 29^e Congrès

LA MÉTHODE, toujours la méthode ! Quand on n'est pas d'accord, au Parti communiste, on ne conteste pas « la ligne », mais « la méthode ». C'est ainsi que Georges Marchais, en fin connaisseur, avait lancé l'offensive contre le secrétaire national, Robert Hue, lors des deux derniers « bureaux » qui se tiennent, chaque mercredi, place du Colonel-Fabien. C'est sur ce même angle de la méthode qu'ont été lancées, lundi 20 mai, lors du comité national consacré à la préparation du 29^e Congrès du PCF (Le Monde du 21 mai), les attaques des membres du « dan Marchais », comme Georges Valbon et Maxime Gremetz.

Lundi matin, M. Hue avait choisi de ne pas remettre « l'ouverture », recommandant d'abord « la promotion dans les collectifs de direction d'une nouvelle génération d'hommes et de femmes communistes ». « Au cœur de la mutation », lors d'un bureau national, le 17 mai, M. Gremetz s'était déjà élevé contre cette ambition, en demandant en substance au secrétaire national à quel avait servi les hommes que le parti avait fait monter dans les années 70. Mieux vaut, comme le répètent souvent Georges Marchais et Alain Bockuet, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, « discuter librement ». Obéissants, MM. Gremetz et Valbon discutent donc de la base ouvrière à retrou-

ver. Ce n'est pas la méthode de Rémy Auché, ancien secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais. Signataire d'un appel de communistes nostalgiques contre le « réformisme » de M. Hue (Le Monde du 17 avril), dont il rappelle, devant le comité national, que l'humanité n'a pas rendu compte, M. Auché ne s'interroge pas : il est contre ceux « qui n'affirment pas une identité communiste » et se situent « dans la mouvance d'une gauche molle ». Jean-Claude Danglot, son successeur, avait donné le pouls de sa « fétide », le 17 mai, lors d'une fête de l'hebdomadaire des communistes du Pas-de-Calais qui avait réuni 10 000 personnes. « Le débat engagé lors du dernier congrès du PCF autour de l'abandon du centralisme démocratique et de la question de la remise en cause du capitalisme se poursuit », confiait-il à l'humanité.

Sur ce point, le député européen Philippe Herzog est d'accord avec les refondateurs : « Je n'oublie pas que sur l'Europe, par exemple, une position différente et divergente de celle de la direction n'a pas vraiment pu s'exprimer ». « Ce n'est pas en admettant le Parti socialiste que l'on résoudra le problème des conditions d'une réussite », a encore dit M. Herzog, qui rêve d'une participation de ministres communistes à un gouvernement socialiste.

Pour M. Martelli, en revanche, la mutation engagée par M. Hue « est limitée par le fait que nous nous situons dans une continuité qui est celle du type de formation communiste issue de 1917 ». Pourtant, le refondateur est satisfait. Pour la première fois, le secrétaire national a évoqué, dans son rapport, un rassemblement qui dépasserait le PCF, et qui a baptisé « force communiste », en évoquant « ceux qui ont été membres du parti ». Ce n'est pas la « maison commune à tous les communistes » dont parlent les refondateurs. Mais, incontestablement, ça y ressemble.

Ariane Chemin

PREFECTURE DE SEINE MARITIME ENQUETE PUBLIQUE AVIS

OBJET : AUTOROUTE A 150 ROUEN-YVETOT (SECTION BARENTIN-CROIX-MARE)

Il est porté à la connaissance du public qu'aux termes de l'arrêté préfectoral, en date du 03/05/96, il sera procédé pendant 31 jours, du MERCREDI 12 JUIN AU VENDREDI 12 JUILLET, à une enquête publique préalable :

— A la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de l'autoroute A 150 (Section Barentin-Croix-Mare) sur le territoire des communes de :

BARENTIN, BOUVILLE, CROIX-MARE, ECALLES-ALIX, ECTOT-LES-BAONS, FLAMANVILLE, MESNIL-PANNEVILLE, MOTTEVILLE, PAVILLY, ROUMARE, VILLERS-ECALLES.

— A la modification du décret du 16 Janvier 1991, ayant déclaré d'utilité publique les travaux de construction de la section Le Havre-A 28 de l'autoroute A 29 et notamment ceux de la bretelle de raccordement entre l'autoroute A 29 et la RN 15.

— A la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de BARENTIN, ROUMARE, VILLERS-ECALLES.

La commission d'enquête sera présidée par M. LOZACHEL. Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier sera tenu à la disposition du public, dans les mairies des communes susvisées, aux jours et heures d'ouverture habituels (à l'exception des jours fériés) :

Le public pourra prendre connaissance du dossier et consulter par écrit ses observations sur les registres d'enquête ouverts à cet effet.

Des observations pourront également être adressées par écrit à la DDE de Seine Maritime 76632 ROUEN CEDEX, à l'attention de M. LOZACHEL, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION D'ENQUETE A 150 BARENTIN-CROIX-MARE, pendant toute la durée de l'enquête.

La commission d'enquête s'ouvrira pour recevoir les observations du public :

— A la mairie de BARENTIN, le 14 juin de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h
— A la mairie de BOUVILLE, le 22 juin de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h
— A la mairie de MOTTEVILLE, le 25 juin de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h.
Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête pourront être consultés pendant un an dans tous les lieux de dépôt du dossier d'enquête.



VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01

75 Vente sur licitation au Palais de Justice de PARIS le Lundi 3 Juin 1996 à 14h - En un lot.

IMMEUBLE à PARIS 15^{ème}
162, rue de Vaugirard
consistant en deux bâtiments principaux sur rue et sur cour + autres bâtiments pour une contenance de 3 a 25 ca.

MISE A PRIX : 5.000.000 de Frs

S'adr. pr rends. à Me M. BERTIN, Avocat, 2, bd de Courcelles Paris 17^{ème}
Tél : 42.67.31.41 - Au Greffe du Tribunal de Grande Instance de Paris
3616 AVOCAT VENTES - Et sur les lieux pour visiter le 24 mai 1996 de 10h à 14h.

Cabinet de Maître Bernard BENSIA, Avocat au Barreau de Nice
13, rue Masséna, 06000 NICE. Tél. : 93 16 24 28 - Fax : 93 16 16 72

Cabinet de Maître Marc GUÉRON, Avocat au Barreau de Marseille
77, Cours Pierre-Puget, 13006 MARSEILLE. Tél. : 91 37 79 61 - Fax : 91 37 63 13

VENTE SUR SAISIE - AUX ENCHÈRES PUBLIQUES
AU PALAIS DE JUSTICE DE NICE
LE JEUDI 30 MAI 1996 À 9 H

UN NAVIRE « dénommé « Regent Spirit », de 150 m de long, immatriculé aux Bahamas sous le n° 720 755, amarré au Port de Nîmes, quai du Commerce

MISE À PRIX : 17 500 000 F

La surenchère n'est pas admise.
Visite : 23 mai 1996 de 14 h à 16 h

Renseignements : Cabinets des avocats ou au greffe du T.G.J. de Nîmes où le cahier des charges a été déposé

M. Sueur réclame la transparence du marché des pompes funèbres

Le maire d'Orléans veut que sa ville serve d'exemple

ORLÉANS

de notre correspondant
Orléans innove en matière de commerce de la mort. La cité de Jeanne d'Arc avait été la première en 1990 à supprimer le monopole de fait qu'exerçaient les Pompes funèbres générales, alors filiale de la Lyonnaise des eaux. Elle va plus loin aujourd'hui avec l'adoption récente par le conseil municipal, à l'unanimité moins une abstention, d'un règlement municipal qui oblige chaque entreprise de pompes funèbres à déposer à la mairie, au début de chaque année, trois « devis types » destinés aux familles, permettant de comparer les prix pour des prestations identiques.

Depuis le 8 janvier 1993, une loi a mis fin au monopole de l'organisation des funérailles par les communes et a redonné le service public. L'artisan de cette loi n'est autre que le maire d'Orléans, Jean-Pierre Sueur (PS), ancien secrétaire d'Etat aux collectivités locales de mai 1991 à mars 1993. Avant cette date, depuis 1904, héritant d'une tâche remplie jusque-

là par l'Eglise, des communes avaient la charge de l'organisation des funérailles. Soit elles l'exerçaient elles-mêmes par le biais d'une régie, soit elles en concédaient la gestion à des sociétés privées, soit elles laissaient jouer le marché, rue des Carmes, près de la cathédrale, parmi les villes de plus de 100 000 habitants, douze (dont Paris, Lyon et Marseille) utilisaient la régie, seize autres la concession.

« Le régime de la concession cumule les inconvénients d'un faux monopole et d'une concurrence faussée », avait expliqué Jean-Pierre Sueur en 1993 en présentant « sa » loi. Dans sa ville, depuis 1990, trois entreprises se partagent le marché, rue des Carmes, près de l'hôpital. Une seule, exploitée par Michel Leclerc, affiche en vitrine quatre tarifs d'obsèques. « Les prix n'ont pas augmenté », reconnaît aujourd'hui le maire d'Orléans, mais il revient aux pouvoirs publics de veiller à la qualité du service. Comment inciter, par exemple, les entreprises à fournir des devis, pour des prestations comparables,

distinguant ce qui est facultatif de ce qui ne l'est pas ? Un rapport de 1989 signalait des écarts de prix de un à cinq pour le même type de prestation. La nouvelle loi n'avait pas retenu l'obligation de devis types, bien que la commission mixte paritaire chargée de rédiger le texte définitif de la loi, après examen par l'Assemblée et le Sénat, ait spécifié dans son rapport que des règlements municipaux pourraient toujours le prévoir.

L'ESPRIT DE LA LOI

La ville d'Orléans est donc la première à adopter un règlement municipal, avec obligation désormais pour les entreprises de déposer chaque année trois devis types. Le maire socialiste d'Orléans a le sentiment, néanmoins, que l'esprit de sa loi n'est plus tout à fait respecté. En effet, une circulaire de la direction générale des collectivités locales (DGCL) du ministère de l'Intérieur aux préfets, en date du 27 octobre 1995, s'élève contre l'obligation de ces devis types, et même « le simple dépôt » de ceux-

ci en réalité. « En tendant les devis illégaux, cette circulaire est un exemple flagrant de la manière dont on peut vider une loi de sa substance », s'indigne Jean-Pierre Sueur, qui espère bien, au cas où la délibération de son conseil municipal serait poursuivie, faire jurisprudence.

« Je défends ma loi, qui est complètement protectrice. Il n'y a qu'un lobby qui m'intéresse, c'est celui des familles. A cet instant où elles se trouvent épuées, elles sont vulnérables. Le corollaire de la liberté du marché est l'information et la transparence totale des prix. La mort n'est pas un marché comme un autre », insiste M. Sueur. Ce marché représenterait aujourd'hui 13 milliards de francs, dont 8,2 pour la seule organisation des funérailles. Et les mentalités évoluent. Aujourd'hui, on meurt de moins en moins chez soi, mais dans 70 % des cas à l'hôpital, et le lien entre la communauté et le défunt s'est distendu.

Régis Guyotat

La lutte désespérée de Saint-Thois (Finistère) contre le fumier de poule

BREST

de notre correspondant
Confronté à la montée des nitrates dans l'eau, le Finistère doit trouver une solution pour ses déchets agricoles. Depuis octobre 1995, les extensions d'élevages étaient bloquées sur décision du ministre de l'environnement. Corinne Lepage, dans les zones dites en « excédent structurel », c'est-à-dire là où le sol et les plantes ne peuvent plus absorber l'azote provenant des déjections animales, soit vingt-deux cantons. Aujourd'hui, agriculteurs et administration ont élaboré un plan de réduction des pollutions agricoles dans le département, adopté lundi 20 mai par la chambre d'agriculture du Finistère et qui sera présenté le 12 juin à l'Agence de l'eau.

L'élimination industrielle est l'une des solutions. Mais une pollution qu'on cherche à régler peut en cacher une autre. L'exemple de Saint-Thois est éloquent. Une usine de fertilisants à partir du fumier de poule est en construction dans cette commune de six cent habitants du canton de Châteauneuf-du-Faou. Bulldozers et bétonnières tourment aujourd'hui, sous la surveillance de vigiles et de chiens de garde. Quand les engins sont ap-

parus, début mars, pour commencer les terrassements, des hommes et des femmes ont barré le passage. Gendarmes, pneus enflammés, il y avait un petit air de Plogoff dans l'air. Quelques jours plus tard, des aviculteurs sont arrivés pour clore le chantier, mais les « anti-usine » ont entrepris de riposter.

A la différence, toutefois, des habitants de Plogoff, qui avaient mobilisé en février 1976 des milliers de personnes contre le projet de centrale nucléaire à la pointe du Raz, les opposants de Saint-Thois n'ont plus qu'à se résigner. Les travaux devraient être terminés dans quelques mois. « Le plus fort », dit Jean-Yves Lévénez, dirigeant du comité de défense, c'est que nous n'avons pas un seul aviculteur dans la commune.

UN TERRAIN IDÉAL

Mais, au cœur de cette région dominée par le groupe Doux, leader européen du poulet, un terrain idéal était à vendre à Saint-Thois, et les éleveurs finistériens, qui se sont associés pour la création de cette entreprise, ont sauté sur l'occasion. Une précédente promesse de vente, ailleurs, n'avait pas eu de suite : on ne se bouscule pas pour accueillir de telles installations. La municipalité aurait pu mettre un verrou au projet, mais le maire choisissait d'accorder le permis de construire, le 28 janvier 1994, avant de donner sa démission quel-

ques heures plus tard devant l'hostilité de son conseil, qui avait pourtant décidé un mois avant de ne pas se prononcer. Puis la préfecture donnait son feu vert, après avoir reçu les garanties du constructeur. Les opposants ont fait entendre leur voix lors de l'enquête publique, mais l'avis du commissaire-enquêteur a été favorable.

Depuis, les soixante-dix aviculteurs actionnaires ont versé 30 000 francs chacun : « Il faut une solution, autrement on disparaîtra petit à petit », plaide Yves Théot, un de leurs porte-parole. Un partenaire industriel, la firme australienne WRS, spécialisée dans les amendements agricoles, doit mettre de son côté 5 millions de francs dans l'affaire. Entre-temps, la situation s'est dégradée à Saint-Thois.

« Le contrat, c'est qu'il n'y ait pas de pollution », assure le préfet, Christian Fremont, en ajoutant que l'impact de l'usine sera très limité. Les promoteurs du projet se montrent eux aussi rassurants, ce qui n'empêche pas nombre de familles à Saint-Thois de vivre dans la hantise des odeurs de fumier de poule, impuissantes devant la nécessité pour les producteurs de continuer à produire, pour les abatteurs d'abattre et pour les marchands d'engrais de vendre.

Gabriel Simon

BANLIEUES Le conseil des ministres doit adopter, mercredi 22 mai, le projet de loi d'intégration urbaine incluant la création de trente-huit « zones franches »,

où commerces et entreprises bénéficieront d'une exonération d'impôts et de charges pendant cinq ans. Des négociations vont se poursuivre entre l'Etat et les municipa-

lités qui font pression pour élargir leur périmètre. ● LES ETATS-UNIS mettent en place une politique fédérale qui mêle avantages fiscaux et intervention sociale dans les

ghettos urbains. Spécialiste des banlieues américaines, Sophie Body-Gendrot défend l'intervention de l'Etat, tout en prônant une plus grande implication des associa-

tions. ● CHICAGO est l'une des six villes américaines à avoir créé une « empowerment zone ». Cette politique se heurte à une profonde situation de pauvreté.

Le gouvernement crée 38 zones franches dans des quartiers difficiles

La définition de ces sites vise à amplifier la politique de « discrimination positive » en faveur de leurs habitants. Il s'agit de la principale disposition du projet de loi sur l'« intégration urbaine » qui doit être adopté, mercredi 22 mai, en conseil des ministres

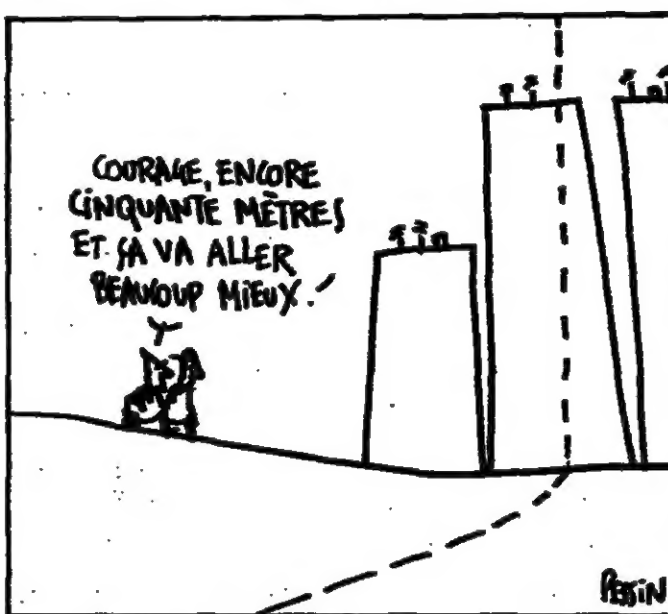
L'INSTAURATION de « zones franches » dans les quartiers en difficulté devrait franchir une étape décisive, mercredi 22 mai, avec l'adoption par le conseil des ministres du projet de loi d'« intégration urbaine », première concrétisation substantielle des nouvelles orientations gouvernementales en matière de politique de la ville. Ce texte réduit l'étendue des zones bénéficiant des aides spécifiques de l'Etat, tout en instituant de nouveaux avantages fiscaux pour les entreprises qui y sont déjà implantées ou consentent à s'y installer (Le Monde du 7 mai). Le projet marque ainsi la volonté d'adopter une politique qui donnait, depuis 1991, la priorité aux interventions sociales et à la réhabilitation des bâtiments.

Le nouveau texte devrait comporter en annexe une liste de trente-huit « zones franches urbaines » concernant quarante-six communes de France métropolitaine, auxquelles devraient s'ajouter cinq sites dans les départements d'outre-mer. Une

exonération fiscale totale y sera consentie aux entreprises pendant une durée de cinq ans. Le gouvernement a renoncé à opérer une sélection parmi les trente-huit candidatures qui lui ont été soumises par les municipalités. Il a considéré comme politiquement insoutenable de rompre le consensus inattendu qui a accueilli son initiative des « zones franches ».

DÉSACCORDS SUR LES PÉRIMÈTRES

Choisis par l'Etat en fonction de la gravité de la situation économique et sociale dans certains de leurs quartiers, des communes avaient été invitées à déposer des projets définissant les sites candidats et porteurs d'emplois susceptibles de s'y développer. Après quelques hésitations à gauche, les élus, de toutes sensibilités, ont finalement joué le jeu. Les prétentions des maires ne seront pourtant pas entièrement honorées et d'après batailles s'annoncent pour la définition précise, sur le terrain, des périmètres bénéficiant des exonérations fiscales. Dans leur dossier de candidature, beaucoup de communes ont en effet élargi



les propositions de la délégation interministérielle à la ville (DIV) afin d'y inclure soit de nouveaux quartiers d'habitation — dont les résidents bénéficieront en priorité des emplois attendus —, soit des

zones ou des friches industrielles. Dans le premier cas, le plafond de 1 % de la population française (soit environ 580 000 habitants) fixé par l'Union européenne risquerait d'être dépassé, l'ensemble

des dossiers déposés regroupant quelque 750 000 habitants. Quant à l'adjonction de zones industrielles en activité, elle a fait hurler l'administration des finances, soucieuse de limiter les exonérations fiscales et déjà alarmée par l'étude de la DIV évaluant à 1,2 milliard de francs le coût de la première année des « zones franches » pour la création de seulement un millier d'emplois (Le Monde du 9 mai).

ADOPTION A L'AUTOMNE

Certains élus veulent profiter de l'automne pour donner un coup de booster à leurs zones d'emplois, confie-t-on au ministre chargé de la ville. Mais le financement public ne doit pas servir à autre chose qu'au traitement des questions de développement urbain. Plusieurs villes ont donc été invitées à revoir leur copie. Il en est ainsi de Saint-Etienne, qui avait inclus une zone industrielle en activité dans sa demande. A Roubaix-Tourcoing, le site devra être réduit pour respecter le plafond national de population. A Creil, l'ajout du site de l'ex-usine Chausson, qui vient de fermer, traduit la volonté de réparer

un « drame industriel », reconnu-on au ministère, mais il est contesté. Les négociations qui vont s'engager entre les municipalités et l'Etat s'annoncent donc serrées.

Pour éviter les « débordements », le gouvernement inclura la liste des quartiers concernés dans l'annexe du projet de loi et des conventions seront signées avec les maires. Mais les périmètres précis des zones n'apparaîtront que dans le décret d'application de la loi, qui ne pourra pas être voté définitivement avant l'automne. Si les discussions locales ne font que commencer, le principe des « zones franches » semble ne plus faire débat. Appelé à donner son avis, le Conseil d'Etat a avalisé cette forme de « discrimination positive » à la française. Enthousiastes ou sceptiques, les élus n'ont pu faire la fine bouche devant l'offre gouvernementale. Cinq d'entre eux viennent d'annoncer la création d'une « association nationale des villes-zones franches », premier lobby du genre.

Ph. B.

Colère et scepticisme dans l'« empowerment zone » du quartier Martin Luther King, à Chicago

CHICAGO

D'un geste théâtral, le Révérend Herbert Martin désigne l'étendue de sa paroisse : « Regardez, c'est un camp de concentration. Ils ont même mis des grilles. Il paraît que c'est pour protéger les habitants ! » Le pasteur a garé son confortable minibus dans un paysage qui tient de Sarcelles et de Berlin-Est. A perte de vue, des barres de seize étages s'alignent sur 6 kilomètres, bordées d'un côté par l'immense State Street et de l'autre par une monstrueuse autoroute doublée d'une voie ferrée. Pas un commerce, pas un jeu d'enfant. Quelques Noirs engoncés dans des anoraks font la manche, battant la semelle entre les voitures dégingolées.

Le Robert Taylor Homes, cité HLM modèle de l'urbanisme triomphant des années 60, figurent aujourd'hui parmi les plus grandes concentrations de pauvreté aux Etats-Unis. Le grand ensemble a surgi dans le South Side de Chicago, sur les décombres de la vénérable « Black Metropolis » aussi fièrement dénommée « Bronzeville ». Avant guerre, le ghetto noir de la ville, berceau du blues, mêlait bidonvilles et maisonnettes, commerces et ateliers, miséreux et vedettes de jazz. Avec la conquête des droits civiques, la nouvelle classe moyenne noire a déserté, tandis que disparaissaient les industries

de main-d'œuvre (aciéries, abattoirs). Seuls les exclus parmi les exclus sont restés.

Au-delà des HLM, le quartier de Grand Boulevard, rebaptisé Martin Luther King, évoque aujourd'hui une ville bombardée, alternance d'immeubles ruinés, de terrains vagues ponctués de liquor stores, boutiques spécialisées d'articles de vente d'alcool vingt-quatre heures sur vingt-quatre et l'épicerie payable en bons alimentaires. Les records de collectionne ce vaste quartier du sud de Chicago relèguent nos banlieues européennes au rang d'aimables bancs d'essai de la fracture sociale : 84 % des 13 000 résidents des Robert Taylor Homes vivent en dessous du seuil de pauvreté, 3 % ont un travail et 99,1 % sont noirs. La moitié des enfants naissent sans père. Certains foyers vivent d'allocations depuis trois générations. Des études établissent que les performances scolaires des enfants sont inversement proportionnelles à la durée de leur séjour à l'école. Les armes, les gangs, les violences domestiques atteignent aussi des paroxysmes.

Croix dorée sur veste de cuir noir, Herbert Martin promène son charisme souriant dans cet univers déprimé. Son église est l'une des rares institutions du quartier à tourner rond, à la fois centre social et lieu de réunion, refuge et école

bibliotèque. Le dimanche, à l'heure du sermon, devant une église comble et enflammée par les gospels, il mêle Jésus Christ à des couplets d'instruction civique sur le rôle des pères, la nécessité de la réussite scolaire, la fierté du travailleur et l'universalité des droits de l'homme. Au pied des cités, cet admirateur chrétien du leader noir musulman Louis Farrakhan se fait plus radical : « Les Blancs ne réalisent pas combien nous sommes en colère. Chaque jour, je me demande comment utiliser de façon créative la hargne des gens. On accuse les pauvres de colporter à la collectivité afin de justifier les coupes dans les budgets sociaux. Mais c'est aux grosses entreprises qu'on consent des exonérations d'impôt », tonne-t-il.

VIOLX CONTENTIEUX RACIAUX

Cible privilégiée du moment : la gestion de l'« empowerment zone » (EZ, équivalent américain d'une « zone franche ») de Chicago, dont les Robert Taylor Homes sont l'un des pôles. Censée passer les plaies les plus denses de la fracture urbaine avec le concours actif des habitants, l'EZ a réveillé dans ce secteur de vieux contentieux raciaux. Sur le papier, le projet fédéral est admirable : reposant sur les initiatives des associations locales, il mêle des aides à des politiques sociales globales (logement, infrastructures, écoles, formation

professionnelle) et des exonérations de charge pour les entreprises consentant à employer des résidents de la zone.

« C'est le premier plan contre la pauvreté qui dépend de ce que les gens veulent et non d'une stratégie gouvernementale », explique Patricia Dowell-Cerasoli, responsable d'une association qui se bat pour la renaissance du quartier. Aujourd'hui, les gens pensent que les élus n'ont pas la réponse à leurs problèmes, ni même la volonté de les traiter. C'est à eux de prendre leurs responsabilités. Le gouvernement peut suivre mais pas construire. » Création d'un « incubateur d'entreprises », d'un centre de congrès, lotissements, réhabilitations architecturales, valorisation touristique du patrimoine noir : les projets ont fusé. Pourtant, un an après le lancement de l'EZ, les professionnels des associations déchantent. Trois sites ont été choisis à Chicago pour bénéficier des aides, mais le comité de coordination, où les représentants des habitants siègent en majorité, s'est vu retirer tout pouvoir décisionnel par le conseil municipal.

Pour les cités comme Robert Taylor Homes, l'affaire se complique du fait qu'elles ont été englobées dans une zone qui comprend un quartier latino et une vaste zone industrielle dont les emplois sont de facto interdits aux Noirs. Cette géographie prioritaire va permettre aux entreprises de bénéficier des exonéra-

tions en continuant d'embaucher des salariés hispaniques et d'ignorer la ville noire, qui végète au-delà de l'autoroute. Les Noirs, déjà enclins à accuser les immigrés latinos de leur prendre leur travail, voient dans la configuration de la zone un nouveau mauvais coup contre eux. Ainsi, le pasteur Martin voit dans l'« empowerment zone » un « rideau de fumée qui permet à une municipalité hostile aux Noirs de distribuer ses faveurs et de diviser pour régner ». Les gens refusent que nous subventionnions des entreprises qui les haïssent depuis des générations, reconnaît Jose Cerda, directeur du bureau du développement à la mairie de Chicago. Mais quoi d'étonnant à ce que des habitants laissés à l'abandon depuis trente ans soient sceptiques ?

A l'entendre on entendrait que Penjeu est double : faire revenir dans la ville les emplois et les classes moyennes qui l'ont désertée par centaines de milliers, mais aussi domestiquer la poudrière sociale du South Side. Le tout, à l'américaine, c'est-à-dire à coups de dollars et de discours volontaristes du type « changer le quartier, oui c'est possible avec vous » ou « vous êtes une partie de la solution ». Mais qui, dans le ghetto vertical de Robert Taylor Homes, est en situation de croire à pareilles utopies ?

Ph. B.

Sophie Body-Gendrot, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris

« La crise dans nos banlieues est loin de celle que connaissent les ghettos aux Etats-Unis »

« Que peut nous enseigner l'expérience américaine en matière de lutte contre l'exclusion urbaine ?

— Première leçon : l'Etat ne doit pas se désengager. C'est une chance pour la France d'avoir une politique de la ville décidée et assumée au plus haut niveau de l'Etat. Ce n'est pas le cas aux Etats-Unis, où ce type d'intervention se pratique en catimini pour ne pas être immédiatement torpillé. On imagine mal le président Clinton promettre aux Français, comme Bill Clinton l'a fait, de les « débarrasser de l'Etat ». Mais l'autre enseignement, c'est que, aux Etats-Unis, les initiatives partent des quartiers et remontent. Il n'est pas question de penser le bien-être des habitants sans eux, comme en France, où les élites voient toujours des désordres dans les initiatives de la société civile.

— Si les discours sont différents, la réalité sociale des ghettos urbains est-elle si éloignée ?

— Oui. En France, la lutte contre l'exclusion a été hissée au rang de priorité d'Etat. Aux Etats-Unis, les Blancs ont très peu d'occasion d'identifier leur vie avec celle d'un

Noir ou d'un Mexicain, surtout s'ils appartiennent à ce que les conservateurs ont diabolisé sous le nom d'« underclass ».

— Les trois quarts des Américains de race blanche n'ont pas la moindre expérience ni de la vie dans une ville, ni de la pauvreté, ni des immigrants. La moitié d'entre eux habitent dans les banlieues et un quart dans les zones rurales. Seul un quart des Blancs vit désormais dans les centres-villes. A l'inverse, les Noirs vivent en majorité dans des villes, où leurs conditions de vie s'aggravent. Actuellement, 48 % d'entre eux habitent dans des zones urbaines de grande densité, tout comme 15 % des « Latins ». On n'en est pas là en France ! Les quartiers en difficulté ne sont pas coupés du reste du monde. Les familles d'origine européenne n'ont pas fui les quartiers ouvriers. Les cités sont reliées au reste de la ville par les transports en commun. Dans les quartiers américains équivalents, six familles pauvres sur dix ne possèdent pas de voiture et sont totalement captives.

— Les Américains ont mis en place six « empowerment

zones », au moment où la France expérimente des « zones franches ». Les démarches sont-elles convergentes ?

— Les politiques se rejoignent mais à partir de réalités opposées. Les Américains adoptent enfin une démarche globale en ajoutant un volet social à leurs « zones d'entreprises ». Comme en Grande-Bretagne, celles-ci ont connu l'échec en attirant les chasseurs de primes sans créer d'emplois pour les habitants non qualifiés. Chez nous, on accroche un volet économique à la politique de la ville, jusqu'à présent dominée par le social. Autre différence, les Américains ont pour principe que chaque dollar apporté par l'Etat fédéral doit générer huit autres dollars privés.

— Le cocktail associatif politique sociale et incitations fiscales pour les entreprises est-il à la taille de ces enjeux ?

— Non, la partie est loin d'être gagnée. Les autorités font l'immense pari que les petites entreprises et commerces existants resteront si on les soutient. Mais qui peut assurer qu'elles ne démenteront pas après avoir profité des primes ? Il n'est pas prévu de leur

faire rembourser les avantages en cas de départ ! Quant aux grandes entreprises, on ne voit pas pourquoi elles choisiraient de s'implanter dans des lieux réputés obsoletés et dangereux alors qu'on leur fait des ponts d'or partout.

« Les politiques se rejoignent mais à partir de réalités opposées »

— La préférence donnée aux initiatives de « terrain » sur celles des pouvoirs publics ne sert-elle pas d'alibi à l'abandon des quartiers ?

— Certains quartiers américains gangrenés par la misère et la drogue s'en sortent grâce à des groupes associatifs dynamiques qui parviennent à convaincre des banques, des fondations, à réinjecter des financements qui font bouillir de neige. Elles donnent alors une

formidable leçon de démocratie participative conçue et mise en œuvre par des habitants professionnels et légitimes. Mais ces réussites concernent moins de 20 % des quartiers en crise.

— Ce type de dynamique est-il transposable en France ?

— Les Français sont trop étonnés pour impliquer une telle diversité de partenaires privés, et l'Etat n'est pas prêt à accorder des exonérations fiscales à de grandes entreprises pour qu'elles prennent leur part des difficultés sociales. Aux Etats-Unis, elles le font par le biais de fondations qui encadrent les actions de terrain et vérifient, au nom des entreprises, que leur argent est utilisé à bon escient. On n'attend pas de Coca-Cola qu'il soit présent dans un quartier dangereux mais qu'il donne des fonds, qu'il prête ses juristes, ses comptables et ses employés les mieux formés aux associations de quartier. En France, l'Etat subventionne des associations d'amateurs sans les évaluer et les fondations ad hoc restent à créer.

— Ne versez-vous pas dans l'angélisme en prétendant que nos banlieues sont loin des ghettos américains alors que la violence gagne du terrain ?

— On aurait tort d'appeler « Chicago » nos cités quand on sait que 80 % des Noirs de Chicago vivent dans des quartiers monoraciaux à 95 %. Rien à voir avec nos cités où trente-cinq nationalités se côtoient. Nous n'avons pas de quartiers où 100 % des familles sont au RMI, où 1,3 million d'armes sont en circulation. Certes, nous avons des bandes, mais pas de gangs structurés ne vivant que du trafic de drogue, d'armes et d'alcool, et faisant des centaines de morts. La crise familiale est loin, chez nous, de celle que connaissent les Etats-Unis, où 63 % des enfants noirs vivent dans des familles monoparentales, où un enfant sur cinq vit dans la pauvreté, où cent mille enfants se réveillent chaque jour sans abri et où un enfant de moins de cinq ans est assassiné toutes les treize heures. On peut choisir de se faire peur en se disant que tout cela nous guette, mais nos histoires sont très différentes.

Propos recueillis par Philippe Bernard

M. Bayrou et l'UNEF-ID constatent leurs désaccords

Le RPR maintient sa pression sur le ministre

« SI JE COMPRE BIEN, c'est la cinquième fois que vous m'expliquez que vous serez dans la rue à l'autoroute. On ne va pas continuer à se faire peur. » Un instant, François Bayrou a hésité entre l'agacement et la dérision. Pour la première rencontre d'un ministre de l'Éducation nationale, qui plus est de droite, avec le bureau national de l'UNEF-ID, le premier des syndicats étudiants, classé à gauche, il était dit que tout affrontement serait évité.

Au Palais de la Mutualité à Paris, lundi 20 mai, cet « événement sans précédent » a été contenu dans les limites d'un « débat utile, positif » entre « partenaires qui se respectent », selon le constat dressé par François Bayrou lui-même à l'issue des deux heures de discussion : « Je ne crois pas que nous serons d'accord sur tout lorsque je présenterai ma réforme en juin. Mais au moins nous aurons tout fait pour sortir de cette impasse qu'on ne peut régler les problèmes de l'université. »

Alors que le bilan de la participation des étudiants aux états généraux de l'université s'avère très décevant, le ministre de l'Éducation nationale a tenté de relancer la mécanique de la concertation en répondant à l'invitation des principales organisations syndicales. Après l'UNEF-ID, il rencontrera l'Union nationale interuniversitaire (UNI), proche du RPR, mercredi 22 mai, puis la Fédération des associations générales d'étudiants (FAGE), le mardi 28.

RESPECT DU CALENDRIER

Devant ses interlocuteurs, François Bayrou se contente de vanter les mérites de sa méthode : « Rien ne sera fait dans le secret (...). Je ne conduirai aucune réforme sans les acteurs », assène-t-il inlassablement. Il l'a répété : son calendrier sera respecté. Après avoir entendu toutes les parties, étudié les rapports des universités, il proposera, à la mi-juin, un texte de réécriture des principes et des missions de l'université.

L'exercice a ses limites. Il a laissé sur leur faim les responsables de l'UNEF-ID, qui attendaient des réponses précises à leur contribution au questionnaire des états généraux. Ce n'est pas faute d'avoir provoqué le ministre en agitant le spectre de nouvelles manifestations : François Bayrou est resté évasif sur ses intentions.

Longuement au cours de la rencontre de la Mutualité, l'UNEF-ID a détaillé ses propositions sur les premiers cycles : amélioration des

procédures d'orientation au lycée, exécution renforcée et mise en place d'un premier semestre « pluridisciplinaire » de découverte avant toute spécialisation. Intéressé, le ministre a embrayé sur le tutorat et les conditions d'accueil.

LA QUESTION DES MOYENS

A propos du statut social, le syndicat étudiant a présenté à M. Bayrou son projet d'allocation d'études individualisée qui consacrerait l'autonomie des étudiants vis-à-vis de leur famille. Le ministre s'est montré attentif à l'égard d'une proposition désormais reprise par le RPR. Sans manquer de renvoyer la balle dans le camp de ses contradicteurs : « Est-il possible d'imaginer que les étudiants qui ont la chance de poursuivre des études bénéficient d'une allocation et les autres pas ? Comment faire pour que ceux-là ne ressentent pas cette mesure comme une injustice ? »

Le débat est devenu plus polémique quant au financement de la réforme. « Après les manifestations de décembre, les étudiants ont pu avoir le sentiment d'avoir été floués. Si des moyens supplémentaires ne sont pas accordés pour aider l'université à remplir ses missions, alors la mobilisation sera de retour », a prévenu Poonia Amrithah, le secrétaire général de l'UNEF-ID. Cette question est, sans conteste, la plus difficile que doit affronter le ministre de l'Éducation nationale, sommé de procéder, lui aussi, à des restrictions budgétaires. « Ce n'est pas parce que nous n'aurons pas tous les moyens dont nous rêvons qu'il ne faut pas faire de réforme », s'est-il contenté de répliquer en confirmant toutefois que les engagements du plan d'urgence de décembre seront entièrement respectés.

La partie qui devait se jouer lors du débat d'orientation prévu mardi 21 mai dans l'après-midi à l'Assemblée nationale est tout aussi délicate. Sur les bases d'un texte proposé par Bruno Bourg-Broc et Jean-Michel Dubernard (Le Monde du 16 mai), les députés RPR n'avaient pas l'intention de ménager François Bayrou en préconisant une vaste réforme de structures, de la pédagogie et du système d'aide sociale.

Entre cette insistance et les menaces proférées par le principal syndicat d'étudiants, la marge de manœuvre du ministre de l'Éducation nationale s'avère décidément très étroite.

Michel Delberghe

De nouveaux éléments accusent la cellule de l'Elysée dans l'affaire des écoutes

Un ancien conseiller de Pierre Mauroy à Matignon charge les hommes de Christian Prouteau

Le juge Jean-Paul Valat dispose de nouveaux éléments concernant les écoutes pratiquées par l'ancienne cellule antiterroriste de l'Elysée. Le général

Gervais, qui fut conseiller de M. Mauroy à Matignon de 1982 à 1984, a expliqué que « les choses se sont franchement gâtées avec la cellule ». De

plus, le témoignage d'une ancienne secrétaire de la cellule contredit la thèse d'une manipulation ultérieure des compte-rendus d'écoutes.

« notices biographiques » de journalistes.

« Je n'ai jamais vu d'ordinateurs à la cellule, a-t-elle déclaré au juge d'instruction. J'avais seulement entendu dire qu'il était envisagé d'informatiser la cellule. » La présence de l'initiale de son nom sur certains des documents visés — alors que les anciens membres de la cellule ont tous affirmé sur procès-verbal ne pas connaître son identité — et l'orthographe peu commune de son prénom semblent avoir, aux yeux du magistrat, valeur de signature, ce qui

ministre Pierre Mauroy, de 1982 à 1984. Cet officier était chargé de surveiller la production du groupe interministériel de contrôle (GIC), le centre des écoutes administratives, placé sous la tutelle de Matignon. Dans son témoignage, évoqué par L'Express dans son édition du 16 mai, le général Gervais indique que l'interdiction « que soient écoutes des journalistes, des magistrats, des avocats et des hommes politiques » avaient été édictées par Michel Delebarre, alors directeur du cabinet de M. Mauroy, mais que cette règle avait été

M. Delebarre. « A la troisième tromperie du même ordre, poursuit le général, j'ai rendu compte directement à M. Delebarre. Nous étions à ce moment en avril-mai 1984. On pressentait la fin du gouvernement Mauroy. M. Delebarre m'a expliqué que Matignon ne pouvait pas se mettre mal avec l'Elysée, et il m'a dit qu'on allait supprimer la structure que je dirigeais depuis près d'un an. » L'officier avait alors été muté, le 1^{er} juin 1984, à la tête d'un groupement de gendarmes, laissant la cellule à ses tâches confidentielles.

M. Gervais a en outre affirmé au juge Valat que Jean-Edem Hallier avait bien été écouté par la cellule avant sa mutation, contredisant formellement sur ce point les propos de Michel Delebarre. Interrogé par le juge le 7 décembre 1995, celui-ci avait contesté avoir eu connaissance de la mise en place d'écoutes sur l'écrivain. Le successeur de M. Delebarre à la tête du cabinet du premier ministre, Louis Schweitzer, avait reconnu pour sa part avoir autorisé une écoute sur Jean-Edem Hallier — ce qui lui a valu d'être mis en examen —, précisant que cette écoute « avait été autorisée avant [sa] prise de fonction » (Le Monde du 15 mars). Devant le juge, M. Delebarre avait simplement répondu : « M. Schweitzer a une remarquable mémoire, mais je n'ai pas autorisé une écoute de Jean-Edem Hallier. »

Le général Gervais a enfin évoqué le cas d'un policier chargé de la sécurité de Paul Dujoud, ancien secrétaire d'Etat de MM. Pompidou et Cressat d'Estang, dont l'écoute « posait des problèmes parce qu'elle révélait souvent des faits et gestes de la vie privée de M. Dujoud ».

On a pu constater que les deux hommes avaient informé

Les initiales de Marie-Pier Sajous apparaissent 83 fois sous la forme « MP » ou « mp », 18 fois sous la forme « MPier » ou « Mpier » et 3 fois sous la forme « MPS »

constitue une « présomption forte »

supplémentaire contre les hommes de l'ancienne cellule antiterroriste. L'hypothèse d'une « manipulation » ultérieure des compte-rendus d'écoutes, fréquemment avancée depuis le début de l'enquête par les protagonistes de l'affaire, et soutenue avec constance par le président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS), Paul Bouchet, est en outre fragilisée par ce recoupement. Qui aurait pu rajouter sur des documents un nom que tout le monde jure avoir oublié ?

L'enquête du juge Valat s'est par ailleurs enrichie, le 2 mai, d'un témoignage éloquent : celui du général Claude Gervais, qui fut chargé des questions liées au renseignement au cabinet du premier ministre

violée par la cellule de l'Elysée. « Les choses se sont franchement gâtées avec la cellule (...) en matière d'écoutes téléphoniques, a-t-il indiqué. Ils se sont mis à franchir la ligne jaune. »

Le général raconte ainsi comment il découvrit que les demandes émanant de la cellule ne comportaient pas le nom de « la personne réellement écoutée » ni sa véritable fonction. Ayant constaté que les hommes de l'Elysée interceptaient les conversations de l'avocat Antoine Comte, défenseur des fameux « Irlandais de Vincennes », M. Gervais affirme avoir alerté le magistrat Louis Joinet, alors conseiller à l'Elysée. Ce dernier, se souvenant-il, lui aurait dit qu'« il n'était pas dangereux », et les deux hommes auraient informé

Les règlements de comptes se multiplient dans le milieu grenoblois

GRENOBLE

de notre correspondant. A Grenoble, gendarmes, policiers et magistrats tentent à nouveau de démanteler les fils d'un milieu insaisissable où les règlements de comptes se multiplient. Après un vaste coup de filet opéré samedi 18 et dimanche 19 mai, ayant permis l'interpellation de quinze personnes, un homme, Daniel Bouzra, trente-trois ans, a été mis en examen pour « détention et port d'arme prohibée » et écroué à la prison de Valence. Cette opération est intervenue au lendemain de la mort d'un patron de pizzeria, Norman Cruz, tué de plusieurs

balles dans la tête par deux hommes qui lui avaient tendu un guet-apens.

Depuis le mois de décembre, six hommes et une femme ont été abattus. Un autre a miraculeusement échappé aux tirs d'une équipe de tueurs opérant en plein jour et au milieu des passants. Les enquêteurs ont pris l'habitude d'enregistrer les coups mortels que s'échangent les bandes rivales du milieu. Mais ils n'ont jamais pu identifier formellement leurs auteurs et encore moins les conduire devant la cour d'assises de l'Isère. Les comptes sont pourtant éloquentes. Depuis l'assassinat, en

1990, de Jean-Antoine Bavière, l'un des caïds, issu du quartier populaire de l'Abbaye, et « patron » pendant les années 80, dix clan des « Italos-Grenoblois », douze meurtres ont été commis. Plusieurs ont frappé ses amis « les Italiens », mais aussi ses ennemis « les Grains ». Leur lutte fut implacable pour le contrôle de la ville laissée libre par la pègre après l'affaire des proxénètes pourchassés par le juge Paul Wechsbrach, à la fin des années 70. Si l'on remonte au début de la décennie 80, la liste des victimes compte vingt et une personnes décédées ou disparues.

Les policiers s'interrogent également sur la multiplication et l'importance des vols commis, ces derniers mois, dans les entreprises informatiques de la région grenobloise. Des technologies parfois très sophistiquées sont utilisées pour activer certaines machines à sous et dissimuler aux regards indiscrets les jeux d'argent qui s'y déroulent. Des informaticiens auraient également apporté leur concours pour le décryptage puis l'utilisation de cartes de crédit dérobées qui fient l'objet d'un trafic de grande ampleur orchestré par des membres du milieu.

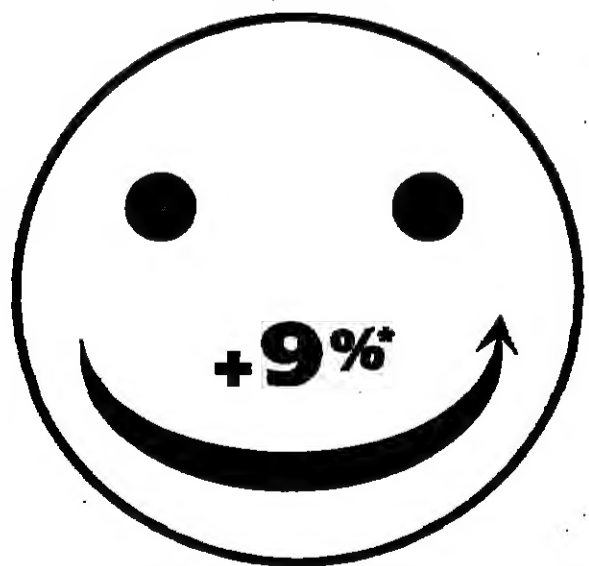
Cette étrange alliance entre truands et chercheurs serait ainsi à l'origine de nouveaux marchés lucratifs. « Le milieu a très vite compris que les braquages rapportent gros... en années de prison. Alors que la délinquance financière, qui est beaucoup moins sévèrement punie, peut devenir extrêmement lucrative », note un magistrat, qui précise : « Si les banques et les supermarchés ne sont plus les cibles privilégiées des braqueurs, cela ne veut pas dire que le milieu s'est volatilisé. Il est aujourd'hui beaucoup mieux dissimulé et organisé qu'autrefois. Et ses membres gèrent des activités nouvelles. »

lière de machines à sous. « Ces jeux, d'apparence anodine, ont beaucoup prospéré dans la ville depuis dix ans. Leur contrôle est probablement à l'origine de la recomposition actuellement en cours du milieu grenoblois », estime le représentant du parquet.

Les policiers s'interrogent également sur la multiplication et l'importance des vols commis, ces derniers mois, dans les entreprises informatiques de la région grenobloise. Des technologies parfois très sophistiquées sont utilisées pour activer certaines machines à sous et dissimuler aux regards indiscrets les jeux d'argent qui s'y déroulent. Des informaticiens auraient également apporté leur concours pour le décryptage puis l'utilisation de cartes de crédit dérobées qui fient l'objet d'un trafic de grande ampleur orchestré par des membres du milieu.

Cette étrange alliance entre truands et chercheurs serait ainsi à l'origine de nouveaux marchés lucratifs. « Le milieu a très vite compris que les braquages rapportent gros... en années de prison. Alors que la délinquance financière, qui est beaucoup moins sévèrement punie, peut devenir extrêmement lucrative », note un magistrat, qui précise : « Si les banques et les supermarchés ne sont plus les cibles privilégiées des braqueurs, cela ne veut pas dire que le milieu s'est volatilisé. Il est aujourd'hui beaucoup mieux dissimulé et organisé qu'autrefois. Et ses membres gèrent des activités nouvelles. »

Claude Francillon



Quelle est la seule radio généraliste commerciale qui garde le sourire ?

SUD RADIO

Sud Radio, 1^{re} radio privée commerciale du Grand Sud-Ouest en part de volume d'écoute**

*Audience cumulée : + 9 % (JM96/ND95)
**PVE : + 6,5 % univers des radios privées commerciales (JM96/ND95)
1/4 heure moyen : + 19,4 % (JM96/ND95)
DEA de 133 mn soit + 11 mn (JM96/ND95)
Source Médiamétrie Jan/Mars 96.

Aquitaine, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées. Cible ensemble L à V 5 h24 h.

Les Métiers de la Culture et de l'Audiovisuel
Formation d'Assistant en 2 ans
Recrutement BAC + 2
ISMC - 6, rue de Braque
75003 PARIS - Tél. : 44.54.52.82 ou 44.54.52.93 - Télécopie : 44.54.52.81
ISMC - Etablissement d'Enseignement Supérieur Technique privé

هكذا في الدليل

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 22 MAI 1996 / 11

Les prévenus se renvoient la responsabilité dans le drame du supermarché Casino de Nice

Chacun affirme qu'il ignorait les conséquences de la destruction d'un linteau de béton

Sept prévenus comparaissent depuis lundi 20 mai devant le tribunal correctionnel de Nice pour répondre de l'effondrement du toit-terrasse du su-

permarket Casino de la Promenade des Anglais qui, en janvier 1994, avait fait trois morts et cent dix-sept blessés. Le drame, consécutif à la des-

truction d'un linteau ajouté à l'édifice en 1963, paraît être la conséquence d'une série de négligences et d'un manque de coordination.

NICE

de notre correspondant

Le conducteur du brise-roche hydraulique n'est pas parmi les prévenus, mais c'est lui qui se souvient le mieux de ce qu'il faisait le 26 janvier 1994 dans les réserves du magasin Casino, sur la Promenade des Anglais à Nice.

« J'avais déjà démonté un linteau en béton armé deux jours avant. J'attaquais un deuxième linteau placé de l'autre côté du pilier. Quand l'accident est arrivé, j'avais démonté la moitié de ce linteau. J'ai tout vu descendre. » En quelques secondes, le toit-terrasse de 1 500 tonnes s'est effondré sur les clients, faisant trois morts et cent dix-sept blessés.

Aux commandes de son engin, Antoine Cenciarelli n'est que le dernier exécutant au bout d'une longue chaîne de décisions. Lui, il tape où on lui dit de taper. Mais qui, sur le chantier, a décidé de démolir le linteau en béton armé, dont tous les experts affirment que sa destruction, en forçant le pilier porteur, a été l'élément déclencheur de l'ef-

fondrement ? Négligences et mauvaise communication rendent la réponse complexe.

Les sept prévenus - deux directeurs du bureau d'études de Casino, Concept technique, le responsable régional de maintenance du groupe, coordinateur des travaux, le directeur général, et deux conducteurs de travaux de l'entreprise Léon Grosse à qui le chantier avait été confié, le dirigeant de l'entreprise Roux, sous-traitante pour la partie démolition - se rejettent la responsabilité. Un expert, Raymond Molinari, ingénieur des Ponts et Chaussées, met en cause le dysfonctionnement de la chaîne qui relie tous les intervenants. « Il y a une absence de contact de la base au sommet. Il n'était pas prévu dans le projet de démolir des ouvrages en béton armé. Face à un tel élément qui résiste, la base aurait dû alerter toute la hiérarchie et tout le monde aurait dû se demander pourquoi ce linteau battant se trouvait là ! »

Dans le cahier des charges remis par Concept technique à l'entreprise Léon Grosse, l'agrandissement de 180 mètres carrés de la surface de vente du magasin nécessitait d'abord la démolition de cloisons diverses et d'une chambre froide, aspect des travaux sous-trai-

tés à l'entreprise Roux. Quand Patrick Roux découvre un premier linteau en béton armé, il le signale à Roger Giordano, coordinateur des travaux. « Cela fait partie des cloisons », répond ce dernier. Mais personne ne se demande si cet élément participe au soutien de la structure du bâtiment. La vigilance de tous les intervenants sur le chantier n'est guère alertée, car le linteau ne figure sur aucun plan remis par la direction de Casino : il a été ajouté et ancré au pilier porteur P 35 en 1963, quelque temps après la construction du bâtiment. Le premier linteau démonté révèle un ancrage sur le pilier qualifié de « sauvage » par un conducteur des travaux de Léon Grosse. Le ferrailage important laisse prévoir que l'accrochage du deuxième linteau atteindrait, en cas de démolition, la résistance du pilier porteur.

MODIFICATION D'AVANT 1963

« De l'extérieur, on ne pouvait pas savoir comment était fait l'ancrage. Il fallait procéder à la démolition et prendre les mesures qui s'imposaient », estime Jean-Pierre Mascarelli, expert, ingénieur des Arts et Manufactures. Qui avait la décision ? M. Montrail écarte les entreprises du bâtiment : « L'entre-

neur ne conçoit pas, il apporte ses bras pour agir. » Casino, concepteur des travaux, est décisionnaire en tant que maître d'ouvrage, mais l'information semble tourner en circuit fermé entre les entreprises et le coordinateur du groupe sur place. M. Giordano est un électricien de base, qui a gagné ses galons au sein de la société Casino. Il n'a pas la compétence pour prendre des décisions importantes sur le gros œuvre. Il est plus soucieux de la coordination entre les entreprises et les commerciaux, coincé entre les impératifs des travaux et ceux de la vente.

La société Léon Grosse remonte plus loin dans la responsabilité de Casino : « Contre toute la démolition du béton armé, on a accroché au pilier porteur des ferrailles trop lourdes », s'insurge Jean-Claude Crepe, directeur général de Léon Grosse. On lui a enlevé deux fois, pour ancrer deux linteaux, 20 cm sur 20 cm de béton, ce qui l'a fragilisé. « S'il y a eu négligences, les premières remonteraient donc à 1963, quand, peu de temps après la construction, le linteau a été accroché dans le pilier porteur devenant ainsi un élément de structure. Les responsables de Casino l'ignoraient aussi. » Après concertation avec les commerciaux, le magasin est resté ouvert, car les travaux ne touchaient pas la structure », explique René Chavronnier, directeur adjoint de Concept technique.

Tout le monde, du haut en bas de la hiérarchie, ignorait une imprudence de conception commise il y a trente-trois ans, quand les normes de construction étaient moins draconiennes qu'aujourd'hui.

Jean-Pierre Laborde

La défense d'Alain Carignon demande l'audition de Jérôme Monod, PDG de la Lyonnaise des eaux

LYON

de notre envoyé spécial

« Je suis président du conseil général de l'Eure et je touche une indemnité de 23 000 francs net par mois. » Comme chaque prévenu, Alain Carignon a dû se plier à la formalité de l'interrogatoire préliminaire en déclarant sa profession et le montant de ses revenus devant les juges de la 7^e chambre de la cour d'appel de Lyon. Et quand le président Dominique Dufin lui a demandé s'il avait d'autres revenus, Alain Carignon a répondu, catégorique : « Je suis président du conseil général à temps plein. »

Le ton était donné. Condamné en novembre 1995 à cinq ans de prison, dont trois ferme, 400 000 francs d'amende et cinq ans d'interdiction, l'ancien maire de Grenoble entendait montrer qu'il restait un homme politique décidé à se battre contre un jugement qui le déclare, notamment, coupable de corruption. En substance, l'accusation reproche à Alain Carignon d'avoir échangé la concession de la gestion de l'eau de Grenoble à une société regroupant les intérêts de la Lyonnaise des eaux et du groupe Martin contre

une série d'avantages financiers évalués à 21 millions de francs. Pendant l'audience, qui pourrait se prolonger sur deux semaines, la cour d'appel de Lyon examinera à nouveau chacun des faits que le tribunal a sanctionnés.

Si l'usage veut que l'on consacre les premières heures d'un procès à des escarmouches juridiques, la défense de tous les prévenus avait choisi de lancer une offensive appuyée par un feu nourri. La cour fut rapidement submergée par une pluie de conclusions tendant à faire constater des nullités ou même à faire renvoyer le procès. Mais le tir manquait de précision. Présentée avec une énergie mesurée, la demande d'audition de Jérôme Monod, PDG de la Lyonnaise des eaux, n'est pas sans intérêt. Bien qu'il fût déjà entendu par le tribunal, le jugement reconnaît implicitement que ses déclarations à l'audience n'ont pas permis d'éclaircir ni le rôle précis de l'entreprise, ni celui de Jean-Jacques Prompsy, directeur commercial de la Lyonnaise des eaux, qui bénéficia donc du suris sur une condamnation à quatre ans de prison.

M. Alex Ursulet, qui vient de se

joindre à la défense d'Alain Carignon, aimerait que l'on entende ceux qui auraient également profité de la générosité du groupe Martin en bénéficiant, comme son client, de vols gratuits sur une compagnie d'aviation privée. Parmi d'autres motifs, l'avocat a demandé que François Léotard, président de l'UDF, et François Guillaume, ancien ministre de l'Agriculture, soient cités comme témoins.

POINTS FAIBLES DU DOSSIER

Le débat s'enlisait quand M. François Gibault, conseil de Jean-Louis Dutaret, à l'époque bras droit de M. Carignon, a ouvert le feu avec une redoutable efficacité. Il demandait l'annulation de deux rapports d'expertise réalisés par Michel Bruyas qui établissent une surévaluation à la Lyonnaise des eaux de prestations de la société de lobbying Whip, dirigée par Jean-Louis Dutaret, condamné pour recel d'abus de biens sociaux. Or, s'appuyant sur les notes d'audience, l'avocat soulignait que l'expert avait reconnu qu'il n'était pas un spécialiste de lobbying. En outre, cet expert avait admis qu'il n'avait pas pris connaissance de certaines pièces indispensables. Enfin, M. Gibault l'accuse de ne pas avoir respecté le secret de l'instruction et il a annoncé qu'il avait déposé une plainte contre l'expert. En conséquence, il a demandé aux juges de surseoir à statuer sur le cas de M. Dutaret. L'argument a touché l'avocat général Bernard Rabatel, qui n'a pas pu cacher un agacement certain. Le magistrat s'est lancé dans une réplique embarrassée, reprochant même à la défense de vouloir « bloquer la justice ».

Sans surprise, les avocats ont entendu la cour décider de l'imparable « jonction au fond » de tous les incidents soulevés. En effet, sauf cas très exceptionnel, la loi impose que les juges statuent sur les nullités dans l'arrêt concernant le jugement de l'ensemble de l'affaire. Mais, à propos des témoins, le président a oublié de dire que ce n'était qu'un suris à statuer, ce qui a permis à M. Ursulet d'agiter le spectre d'un pourvoi en cassation.

Le procès sur le fond peut désormais s'engager. Au-delà de l'agitation procédurale, l'audience a déjà permis à la défense de désigner les points faibles du dossier. Mais, jusqu'à la fin des débats, la cour peut encore décider d'entendre des témoins, dont Jérôme Monod, PDG d'une puissante entreprise qui est à l'épicentre de cette affaire.

Maurice Peyrot

Réexamen partiel de la situation des « Africains de Saint-Ambroise »

PLUS DE 200 AFRICAINS, parmi les quelque 270 personnes en situation irrégulière actuellement en grève de la faim dans un entrepôt de la SNCF, rue Pajol, dans le 18^e arrondissement de Paris, vont bénéficier d'un réexamen de leur situation. Après avoir rencontré, lundi 20 mai, le directeur de la police générale à la préfecture de police de Paris, le collège des médiateurs s'est déclaré « satisfait » du dispositif mis en place par l'administration.

Les personnes convoquées, qui avaient entamé leur action en occupant, le 18 mars, l'église Saint-Ambroise, seront en effet entendues individuellement entre le 28 mai et le 10 juin. Enfin, vers le milieu du mois de juin, la préfecture annoncera le nom de ceux qui pourront faire l'objet d'une régularisation. Le collège des médiateurs, qui avait multiplié les interventions en faveur des sans-papiers, considère que « Maignon a jusqu'à présent tenu ses engagements ». Mais il assure qu'il surveillera « avec vigilance » les réponses de la préfecture de police.

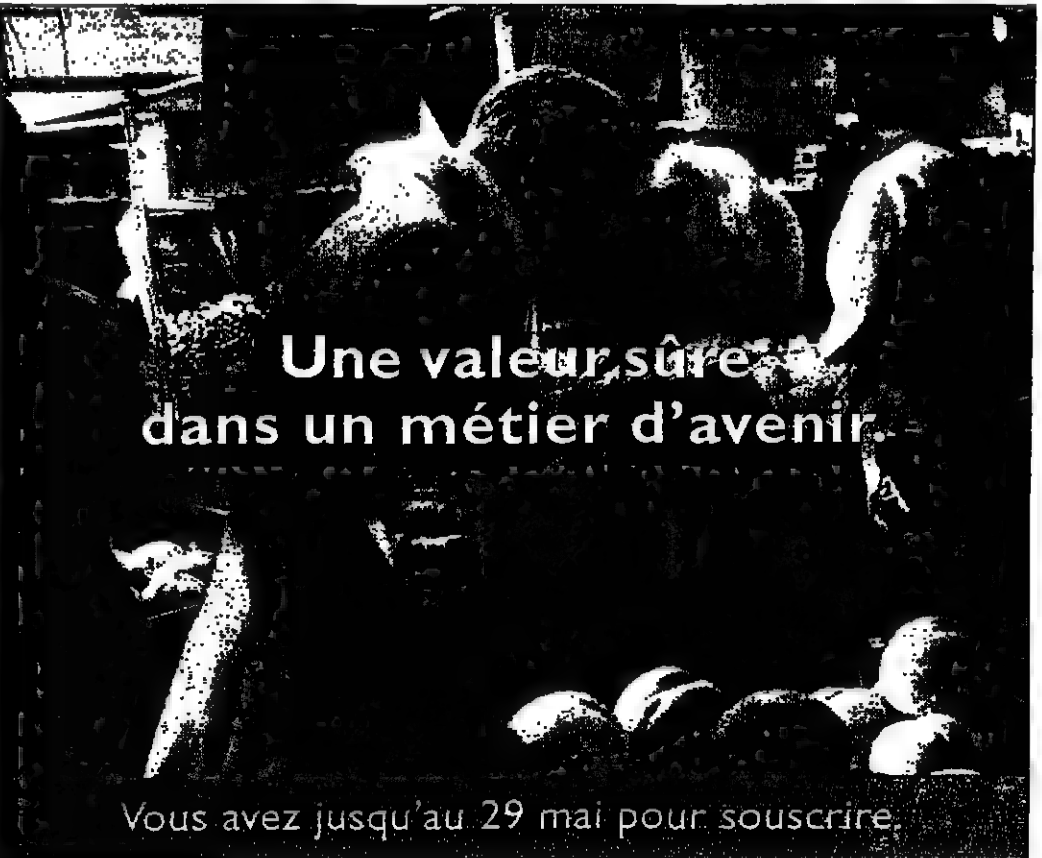
DÉPÊCHES

■ RENOUVEAU CHARISMATIQUE : Jean-Jacques Gomez, premier vice-président du tribunal de Paris, a rejeté, lundi 20 mai en référé, la demande de la communauté charismatique du Chemin Neuf, qui réclamait l'insertion d'une mise au point dans le livre intitulé *Les Naufragés de l'Esprit. Des sectes dans l'Eglise catholique*, sorti le 15 mai aux éditions du Seuil (*Le Monde* du 14 mai). Ce livre présente cette communauté, reconnue par l'Eglise et par l'Etat (avec le statut de congrégation), comme une secte. Le magistrat a expliqué que si la qualification de « secte » par les auteurs (Thierry Baffroy, Antoine Delestre et Jean-Paul Sauzet) cause un trouble, le débat relève du juge du fond, et non du juge des référés.

■ ABANDON : la concorde d'un immeuble du 6^e arrondissement de Paris a trouvé, dimanche 19 mai, un nouveau-né abandonné, une fillette enroulée dans du papier dont se servent certains médecins pour protéger leurs banquettes. Un professeur agrégé de médecine qui habite le quartier a été placé en garde à vue, ainsi que sa fille qui est apparue rapidement comme la jeune accouchée. L'enquête ne retient rien contre le père, la jeune femme ayant dissimulé sa grossesse à son entourage et accouché seule, selon la police. L'enfant devrait faire l'objet d'une déclaration « d'accouchement sous X ». Sa mère devrait faire l'objet de poursuites.

■ FAIT-DIVERS : une information judiciaire sur l'assassinat d'un couple franco-britannique a été ouverte, lundi 20 mai, par le parquet de Mulhouse après la découverte, samedi, de leurs corps, trouvés dans leur voiture immergée, dans le Grand canal d'Alsace, près de Niffer (Haut-Rhin). Alain et Angela Hay, tous deux âgés de 46 ans, avaient disparu le 2 avril, quelques jours après avoir retiré près d'un demi-million de francs de leur compte bancaire du Havre. Les enquêteurs n'ont trouvé aucune trace de cette somme. Selon le juge d'instruction mulhousien Germain Senegelin, ils ont été assassinés par balles.

■ CONCOURS : une erreur d'énoncé a été commise dans l'épreuve de mathématiques du concours d'entrée à HEC passée par 2 000 candidats, samedi 18 mai. Dans la première partie du sujet, l'inversion de données dans le polynôme d'extrapolation de Lagrange a, semble-t-il, provoqué des perturbations dans le bon déroulement de la suite de l'épreuve. Après examen de l'ensemble des copies, la direction des concours d'HEC devait annoncer, mercredi 22 mai, les dispositions pour tenir compte de cette erreur, mais n'envisageait pas de recommencer l'examen.



Vous avez jusqu'au 29 mai pour souscrire.

Privatisation

I28 F
c'est le prix de l'action AGF.
(coupon détaché)



SYNCR VOUS

Un document de référence enregistré et une note d'opération visée par la Commission des Opérations de Bourse sont disponibles
05.02.9000
sans frais auprès des intermédiaires financiers et des AGF
3614 AGF
0377 le réseau



paco
paco rabanne

7 RUE DU CHERCHE-MIDI PARIS 6^e TEL. 1/40 49 08 53

Cela faisait des mois que la population irakienne vivait dans l'espoir de voir s'atténuer ses épreuves, dues à cinq années d'embargo venant après la guerre du Golfe et huit ans de guerre avec l'Iran



A Bagdad, une si longue attente

DES semaines durant, une atmosphère étrange a régné en Irak : la vie y était suspendue, une espérance fragile paralysant le pays et ses habitants. Les affaires étaient au point mort. Dans la banlieue de Bagdad, les voitures d'occasion ne trouvaient plus preneur. Vendre un appartement ou un réfrigérateur tenait du prodige. Les malades hésitaient à se faire soigner. « D'une vingtaine par jour, le nombre des interventions est tombé à dix. On n'a plus que les urgences », explique la directrice d'une clinique privée de la capitale.

Cet attentisme avait des allures de pari : les Irakiens étaient convaincus que l'embargo imposé en août 1990 par l'ONU à leur pays, coupable d'avoir envahi le Koweït, allait être allégé, que les négociations « pétrole contre nourriture » entre Bagdad et l'ONU allaient aboutir. « Bientôt, on n'aura plus de problèmes. La vie va redevenir facile et bon marché », paraît-il, y a quelques semaines, une jeune chiffe de Bassorah, la grande ville du Sud, accroupie derrière un sac de riz qu'elle cherchait à vendre. Dès cette époque, un acompte était pris sur les lendenains qui chantaient. Devenus, sous l'embargo, des produits de luxe pour la majorité des bourses irakiennes, les fruits, les légumes, la viande, vendus sur les marchés voyaient leur prix dégringoler de 70 % à 80 % en début d'année. L'or suivait le mouvement. Et la monnaie irakienne, le dinar, étalon de la confiance du pays, reprenait des couleurs face au dollar, la devise reine. Début avril, un dollar valait 650 dinars, contre près de 3 000 aux premiers jours de janvier.

Rien ne paraissait devoir entamer la douce euphorie entretenue par le pouvoir, qui, au début du printemps, faisait tourner la tête aux Irakiens. Lorsque, il y a quelques semaines, un journal jordanien a annoncé que l'ONU s'apprêtait à distribuer à chaque Irakien 24 bouteilles de soda, 10 kilos de farine, 7 kilos de riz, 5 kilos de sucre dans la foulée de la levée de l'embargo... tout le monde, ou presque, a pris l'information pour argent comptant. Que ne croit-on pas dans ce pays dominé par la

peur du régime - même si un semblant de critique est désormais toléré ? Certains intellectuels jurent leurs grands dieux que Saddam Hussein est un agent de la CIA. « Il refuse de détruire les armes pour que l'embargo puisse être maintenu », expliquent-ils. D'autres, tout aussi catégoriques, prétendent que lorsque le gendre du président, le général Hussein Kamel, s'est enfui en Jordanie pendant l'été 1995, c'était « avec le feu vert de Saddam Hussein, qui voulait mettre son or à l'abri à l'étranger ». Sans doute, des hypothèses farfelues existent-elles aussi sur le retour de Hussein Kamel en Irak et son assassinat, que personne d'ailleurs ne semble regretter.

« Les Irakiens croient tout et n'importe quoi parce qu'ils sont harassés, fatigués psychologiquement et désorientés. Ils ne parlent que des conséquences de l'embargo, des difficultés persistantes de la vie quotidienne. Même si, dans leur grande majorité, ils détestent le régime, ils n'ont plus la force de s'opposer à lui. Leur énergie a disparu », explique sous couvert d'anonymat un habitant de Bagdad. Le fait est que cinq années d'embargo, venant après huit années de guerre irano-irakienne, ont désarticulé la société et mis le pays à genoux.

CERTES, tout le monde n'est pas logé à la même enseigne. Le régime sait choyer ses agriculteurs. Les commerçants ne sont pas à plaindre. Les garagistes et, plus généralement, les réparateurs en tout genre gagnent bien leur vie. Dans les quartiers chics de Bagdad, les boîtes de nuit n'ont pas fermé leurs portes. Des Mercedes aux vitres fumées sillonnent encore la capitale. Et la construction d'un palais (« une mosquée », selon le pouvoir) est en bonne voie dans la partie ouest de la ville.

L'Irak véritable est à chercher ailleurs. A Saddam-City par exemple, monstrueuse banlieue populaire à la périphérie de la capitale, où s'entassent plus d'un million d'habitants, en majorité chiffes, immenses glorieuses avec une impénétrable sur des mares d'eau couplée ou sur d'énormes décharges : « Ici, ce n'est pas El-Mansour », affirme-t-il. Il y a quelques années, l'eau potable coulait en abondance au robinet de tous les logements de Bassorah. Aujourd'hui, dans

tout spectacle, l'épaisse fumée noire de pneus qui achève de se consumer.

Quelque cinq cents kilomètres plus au sud, à Bassorah, surnommée naguère « la Venise irakienne », l'environnement n'est pas plus gai. Que l'on s'éloigne des berges du Chatt-El-Arab, où des dizaines de statues d'officiers disparus au combat dans les années 80 pointent un doigt accusateur vers l'autre rive - vers l'est et l'Iran voisin, d'où est venue l'agression, selon l'histoire officielle irakienne -, et alors ce sont les mêmes alignements de bâtiments gris. Eux portent, en plus, les traces de l'insurrection chiite, qui a mis le Sud à feu et à sang en mars 1991, au lendemain de la guerre du Golfe.

Quant aux conditions de vie, si elles sont difficiles pour l'ensemble de la population, elles sont précaires pour les « petits ». Exemple typique, celui de cette fillette de quatre ans admise à l'hôpital de Bassorah pour malnutrition. Elle est la plus jeune d'une famille de huit enfants. Toute la maisonnette vit de l'argent gagné par le seul père, aujourd'hui chauffeur de taxi. Pour survivre, tel autre chef de famille achète des objets de pacotille aux habitants de son quartier. Agés de neuf et onze ans, deux de ses garçons proposeront ces dérisoires trésors l'après-midi au « marché aux puces ». Les femmes, elles, se sont fait une spécialité de revendre dans la rue la farine, l'huile ou le sucre achetés à deux pas de là, mais après des heures de bousculade dans les « shopping centers » de l'État. Pourtant, la différence de prix est minime.

A Bassorah, le problème numéro un est celui de l'eau. La ville est presque au niveau de la mer, et les puits donnent une eau nettement salée, tandis que celle pompée dans le Tigre et l'Euphrate est polluée par les rejets effectués en amont. « Nous possédons des usines de purification de l'eau, mais le comité des sanctions de l'ONU nous interdit d'importer du chlore pour la traiter », accuse un responsable de la ville. « Aujourd'hui, nous arrivons encore à satisfaire la moitié des besoins, mais, dans six mois, si rien n'est fait, ce sera une catastrophe », affirme-t-il. Il y a quelques années, l'eau potable coulait en abondance au robinet de tous les logements de Bassorah. Aujourd'hui, dans

certaines quartiers, elle n'est plus distribuée. Il faut l'acheter dans la rue à des commerçants. C'est ce que fait Ahmed, vingt-sept ans, étudiant le jour et vendeur de soda le soir. Il vit avec sa mère et sa sœur. Leur consommation quotidienne ne dépasse pas dix litres. « L'eau coûte deux fois plus cher que l'essence », se plaint-il.

Les rapports des organisations internationales encore présentes en Irak disent les conséquences de cette dégradation des conditions d'existence. « A Bagdad, une société urbaine très avancée, la fréquence des enfants d'un poids insuffisant (29 %) s'est accrue jusqu'à un niveau comparable à celui du Ghana (28 %) et du Mali (31 %) », indique un rapport du Fonds des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) publié l'hiver dernier. « En 1991, ajoute-t-il, les estimations pour la malnutrition à Bagdad étaient comparables à celles du Koweït ». De son côté, le ministère irakien de la santé évalue à près de 110 000 par an le nombre des décès imputables à l'embargo. De l'avis d'experts, le chiffre est

et n'ont droit qu'à trois cahiers et six crayons pour toute l'année. Ce qui n'a pas changé, en revanche, c'est l'hymne national chanté chaque matin par les jeunes filles alignées dans la cour de récréation. Suit une rapide inspection hygiénique. « On renvoie chez eux les enfants qui ne sont pas propres. En cas de malnutrition, nous prévenons le ministère de la santé », ajoute la directrice.

Ni les souffrances endurées par les couches les plus fragiles de la population ni le spectacle d'une société qui, peu à peu, perd ses repères n'expliquent la décision de Bagdad de négocier des ventes limitées de pétrole. La criminalité se développe dans les villes. L'insécurité règne sur certaines routes, malgré une forte présence militaire. La prostitution prospère. La corruption se répand à tous les échelons. Ces maux sapent le pays. Ils ne menacent pas la stabilité politique immédiate. L'Irak se défait, mais lentement, à l'image du parc automobile local. Les pièces détachées manquent, l'essence est de médiocre qualité : cabine-caba, les voitures continuent pourtant à

convergence n'a pas plus loin. En fait, Abdelkarim Mehlamed ne s'animera que lorsque le vacarme de chasseurs occidentaux survolant la ville viendra lui rappeler les limites de la souveraineté irakienne. Quant à visiter l'usine... « Même les représentants de l'ONU ont besoin d'une autorisation signée par Bagdad pour y pénétrer », laisse-t-il tomber.

QUELQUES signes donnent une idée du délabrement des infrastructures économiques. La raffinerie de Bassorah fonctionne au tiers de sa capacité. Celle de Bagdad est une bombe en puissance tant la sécurité y est négligée, de l'avis d'experts étrangers. Dans un pays étendu comme l'Irak, qui a longtemps privilégié les transports ferroviaires, il ne restait plus qu'une quarantaine de locomotives en état de rouler, sur un parc de 204 machines à la veille de la guerre du Golfe. « Faute de pièces détachées, les trains de voyageurs sont des cercueils ambulants. Il y a quelques mois, l'un d'entre eux a percé un camion immobilisé sur la voie dans la région de Babylone. Il y a eu plusieurs dizaines de morts », révèle un homme d'affaires.

La mise en œuvre de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'ONU - dite « pétrole contre nourriture » - viendra-t-elle soulager le pays ? L'option publique irakienne en est persuadée. Sans doute pêche-t-elle par excès d'optimisme. Pour la seule année 1990, l'Irak a encaissé 26 milliards de dollars de recettes pétrolières. Que pourra faire le pays avec 1 milliard de dollars débloquent chaque trimestre par l'ONU ? C'est le coût de la première tranche des travaux d'assainissement de Bassorah. Un autre chiffre cité par la FAO est encore plus éclairant. Dans son rapport, l'organisme des Nations unies évalue à 2,7 milliards de dollars les besoins du pays « pour importer la nourriture de base (et) faire face aux besoins prévisionnels de la période 1995-1996 ». Conclusion d'un enseignant de Bagdad : « On ne s'en sortira pas. Comme les pays africains, on va vivre de l'aide des organisations internationales. Mais l'argent qui nous sera octroyé viendra de notre propre pays. »

Jean-Pierre Tugnot
Dessin : Selgik

« Comme les pays africains, on va vivre de l'aide des organisations internationales. Mais l'argent qui nous sera octroyé viendra de notre propre pays »

« plausible ». « On n'a pas le droit de traiter un peuple de cette façon », s'insurge l'archevêque (libanais) de Bagdad, Mgr Paul Dabbah.

L'école n'échappe pas aux vicissitudes du temps. Celle de Kurnah, une préfecture située au cœur d'une vaste zone de marais, non loin de la frontière iranienne, porte sur ses murs les traces de l'insurrection chiite de 1991. « Tout manque », résume la directrice de l'établissement, qui accueille chaque jour plusieurs centaines de filles. Le mobilier est sommaire, les classes surchargées et une denrée rare.

« Avant la guerre du Golfe, raconte une institutrice, l'État donnait tout : l'uniforme, le cartable, les chaussures, les livres, les cahiers, les crayons. Les enfants prenaient leur repas à la cantine. Maintenant, l'enseignement est toujours gratuit, mais les enfants doivent manger chez eux

rouler. La volte-face irakienne tient sans doute davantage à la faillite annoncée de son industrie. « Les entreprises fonctionnent encore, mais grâce à des miracles de bricolage. On en voit la fin, assure un homme d'affaires européen. Il y a un an, elles arrivaient à se procurer quelques devises pour investir et s'approvisionner en pièces détachées. Aujourd'hui, les budgets sont voisins de zéro. » Cependant, si prompt à ouvrir les portes des hôpitaux pédiatriques du pays, le pouvoir interdit l'accès de ses usines.

Celle de Nassiriya, à une centaine de kilomètres au nord de Bassorah, fabrique de l'aluminium. De conception française, elle a été bombardée pendant la guerre du Golfe. Combien de salariés emploie-t-elle aujourd'hui que la production a repris ? « Secret d'État », tranche son directeur général. La

L'ARC, les vaches et la recherche folles

par Jacques Benveniste

L'ARC est sortie de l'actualité. Reste la question centrale, qui n'a pas été posée : depuis fondamentale, financé ou non par l'ARC, a-t-il amélioré la survie ou le confort des cancéreux ? La Recherche, numéro de février : « Malgré l'énormité des moyens engagés depuis trente-cinq ans [...], la lutte contre le cancer est un échec. » Nombre de cas croissant. Pas de percée thérapeutique significative. Détérioration de la qualité de vie. Des progrès, empiriques, chez l'enfant et pour deux cancers rares de l'adulte.

La part allouée par l'ARC à la recherche peut passer « vertueusement », au nom de la science-bien-faite, de l'homme, de 25 % à 50 %. L'imposture demeure. Car, théories et méthodes de la recherche fondamentale restent inchangées, deux fois zéro sera-t-il différent de zéro ?

Problème différent, en apparence : le président de la République exige des chercheurs une réponse sur la transmission à l'homme de l'encéphalopathie bovine. On lui demande en retour un « P4 », laboratoire de haute sécurité sur les prions. On crée un comité d'experts. L'affaire que les scientifiques ne peuvent répondre et que dix P4 et cent comités n'y changeraient rien, ni tout le budget de la recherche ou même de l'Etat.

Etudier les prions, entre autres leur mode de reproduction, par la méthode structurale conduirait après des décennies à la même impasse que pour le cancer ou pour le sida. Répondre au président de la République implique de suivre pendant des années une cohorte de consommateurs en pratiquant régulièrement des biopsies cérébrales pour vérifier la présence physique de la protéine, son évolution et ses conséquences et, à la fin, établir le délai d'incubation en corrélant consommation et pathologie. Si dans l'intervalle le gène de la protéine haute-vie n'est pas zéro. Que proposer d'autre, en l'état des connaissances ?

Dame-la-Vie n'est pas hors le monde des Newton, Faraday, Hertz, de Broglie. C'est une mécanique, certes, mais ondulatoire

Car le secret le mieux gardé de cette fin de siècle, c'est que la recherche fondamentale en biologie n'a apporté aucune réponse aux grandes pathologies modernes. Nonobstant les grand-messes et hymnes au progrès, auxquels *Le Monde* - crève-cœur - participe aveuglément, aucune découverte fondamentale n'a influé sur le traitement des cancers, des affections cardio-vasculaires, infectieuses et parasitaires, rhumatismales, dégénératives, mentales.

La médecine a progressé mais par l'empirisme - antibiotiques - et la technologie - scanner, angioplastie... - pas par la science. L'amalgame entre progrès et science, justifié en physique, est en biologie le moyen le plus usité de génération « spontanée » d'émissions télévisées, couvertures de magazines et « pompes à phylanxes », et ce d'autant plus facilement que c'est de notre peau qu'il s'agit.

Un siècle après Pasteur, aucun vaccin n'existe contre les endémies parasitaires qui tuent par millions chaque année. La physiopathologie et la pharmacologie expérimentales ont disparu, stérilisant la recherche, parce que seules sont autorisées par les revues anglo-saxonnes, qui font la loi, la génétique et la biologie moléculaire, dont l'échec prévisible, prévu, est maintenant patent. Sont négligées les recherches sur les causes des maladies les plus invalidantes, coûteuses et fréquentes, donc peu « nobles », car tout ce qui est rare est cher... au cœur des savants.

Le coût et la toxicité des médicaments modernes les interdisent à ceux qui en ont le plus besoin et menacent même les finances des pays riches. Satisfactions quand même : les énormes profits du système de santé exploitant le « progrès » technique, et les gentils contributeurs ayant au moins contribué à ravitailler sans barguigner les chers (8 combien ?) professeurs incapables de remplir leur fonction, éradiquer les maladies et, dans l'attente, assurer aux malades une vie sans souffrance ni handicap. Selon l'adage, la maladie fait vivre plus de gens qu'elle n'en tue.

Cette biologie-zone sinistrée commence à venir à la conscience de quelques biologistes, mais la majorité continue à réciter en pleine irresponsabilité le triom-

phant credo scientifique et à renouveler, de décennie en décennie, les promesses de lendemains qui chanteront. Les manants et les politiques ne (se) doutent encore de rien. La crise devrait pourtant être manifeste, surtout pour les politiques des lors que, malgré les milliards (insuffisants) : « Des sous ! Des postes ! », vaccin et traitement anti-sida restent indéfiniment à venir, et que de Téléthon en Téléthon aucun malade n'a été seulement « amélioré » par une thérapie génique, et le sera jamais.

A la crise générale de la biologie s'ajoute la défaillance du modèle français de recherche (les grands organismes, l'Institut Pasteur, l'Ecole normale supérieure, le Collège de France). Combien de prix Nobel depuis vingt ans ? Handicap majeur pour notre économie et notre culture auquel aucun gouvernement n'a le courage de s'attaquer. Par exemple, on a vu le premier ministre de la France mendier les antiprotéases à l'étranger sans demander pourquoi aucun des grands médicaments modernes, sauf il y a quarante ans les pénicillines, n'est d'origine française.

Ces échecs ne résultent pas d'une incompétence spécifique des biologistes mais, plus profondément, de l'inadaptation du processus fondamental de recherche en biologie à l'étude de la vie, conséquence d'une erreur conceptuelle comparable à celle de Ptolémée. Depuis cent cinquante ans, la

biologie, héritière de la chimie, s'acharne à expliquer la vie, ensemble extraordinairement complexe de réactions biochimiques non linéaires, par la simple coalescence de molécules auto-tamponneuses, censée, selon la physique propre aux biologistes, créer énergie et transfert d'information.

Tels des mélomanes qui s'immergeraient plus à l'anatomie du larynx de Pavarotti qu'aux sons qui en proviennent, ils croient qu'ils maîtriseront la vie lorsqu'ils sa-

ront la structure de toutes ses molécules. Comprendrait-on la forêt en dessinant chaque feuille de chaque arbre, ou l'ordinateur en le sciant en tranches ? Le langage des molécules crée la vie mais, nous l'avons montré, pas par contact entre structures solides - censé, selon la physique propre aux biologistes, créer énergie et transfert d'information - mais par émission d'ondes (dihydrogènes se propageant à la vitesse de la lumière à travers (grâce à ?) l'eau périmoléculaire. Dame-la-Vie n'est pas hors

le monde des Newton, Faraday, Hertz, de Broglie. C'est une mécanique certes, mais ondulatoire. L'existence de signaux hertziens de basse fréquence spécifiques de chaque substance biologique ouvre aujourd'hui une autre voie à la biologie : leur détection et leur traitement numérique. Les possibilités d'analyse et d'intervention sont alors augmentées d'un facteur comparable à celui qui sépare un chanteur de concert de sa voix diffusée à des millions d'exemplaires. Notre laboratoire de bio-

logie numérique de Clamart est le seul dans le monde à maîtriser la capture et le replay de l'activité moléculaire sur ordinateur et sa transmission par ligne téléphonique. C'est une avancée cruciale pour l'analyse et le contrôle des processus biologiques, mais pas seulement eux.

Elle pèrime sur-le-champ toute recherche basée sur la structure des molécules et pourrait, pour une fraction des coûts actuels, entrer en action sans délai, la technologie développée pour le son nu-

mérique étant disponible. Les « savants », auteurs de la déroute de la biologie moléculaire structurale, craignant pour leur routine, leurs certitudes et leurs budgets, crient à l'hérésie et ont fermé notre unité Inserm. Mais la recherche continue et la biologie numérique supplantera sous peu la biologie structurale, comme le train la diligence, l'ampoule électrique les chandeliers et la fibre optique le poney express.

Demain, le diagnostic et le traitement seront entièrement électromagnétiques-numériques. Prises de sang, injections et comprimés appartiendront à la préhistoire de la médecine. Tous les hommes auront accès à la dernière terre interdite : leur propre corps. Cela se fera, se fait, bien sûr, à l'étranger, et, sauf si quelques audacieux confirment leurs intentions annoncées, la France n'en touchera pas les dividendes, ni en rayonnement ni en emploi.

En attendant, le peuple paye, les malades sont malades, les vaches s'affolent. Le président de la République s'impatiente. Tant qu'on élit les bonnes élites à l'Académie des sciences, donnez, bonnes gens, tout est en ordre. Nous rachèterons nos brevets aux Américains.

Jacques Benveniste est directeur de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

Nouvelle donne électorale en Israël

par Claude Klein

PERSONNE ne doute de la gravité de l'enjeu politique du scrutin du 29 mai en Israël. Pourtant, l'enjeu institutionnel de ces élections n'est pas moindre. Pour la première fois, les Israéliens vont élire directement leur premier ministre, en même temps que les 120 députés à la Knesset. Adoptée en 1992, l'application de cette réforme avait été repoussée à 1996. Ses adversaires ont longtemps espéré pouvoir la remettre en cause, mais l'assassinat d'Yitzhak Rabin et l'organisation d'élections anticipées ne l'auront pas permis.

Comment fonctionnera ce nouveau système et quelles peuvent en être les conséquences institutionnelles et politiques ? Les candidats peuvent être présentés par des partis politiques ayant au moins dix députés à la Chambre ou par 50 000 citoyens (pour une population totale de 5,6 millions d'habitants). Pour être déclaré élu, un candidat doit obtenir la majorité absolue. Les bulletins blancs ne sont pas pris en considération. Le cas échéant, un deuxième tour opposerait les deux candidats les mieux placés mais cette hypothèse est écartée pour le 29 mai, puisqu'il n'y a que deux candidats.

Grande originalité du système : le candidat élu (qui doit former son gouvernement dans les quarante-cinq jours) doit obtenir l'agrément de la Chambre pour la nomination de ses ministres ; par ailleurs, et en toute hypothèse, la Knesset peut toujours voter la censure à la majorité absolue (61 voix).

Le refus d'agrément des ministres s'assimile à la censure : s'il oblige le gouvernement à se retirer, il entraîne la dissolution. Il s'agit donc d'un système de dissolution automatique. De nouvelles élections doivent alors avoir lieu, tant pour le poste de premier ministre que pour la Knesset.

Le caractère hybride de ce type de régime est encore plus marqué que celui qui existe en France depuis 1962, puisque c'est le premier ministre qui est soumis au suffrage universel et non le président de la République. La fonction de ce dernier, proche de celle du président français sous la IV^e République, reste inchangée dans le nouveau système israélien.

Que se passerait-il au cas où le candidat qui l'emporterait ne disposerait pas à la Knesset d'un soutien lui permettant de former un gouvernement qui dispose d'une véritable majorité ? Question d'autant plus légitime que cette hypothèse est très loin d'être improbable. Si l'on se fie aux sondages à

quelques jours du scrutin, on observe que si Shimon Peres a un net avantage sur le candidat unique de la droite, aux élections pour la Knesset, en revanche, un léger avantage se dessine pour le bloc de la droite et des religieux. On ne saurait donc répondre de manière lapidaire à cette question qui avait préoccupé les observateurs politiques et les juristes français jusqu'à la première cohabitation de 1986.

L'une des grandes différences entre le système français et le système israélien est qu'en Israël les deux élections ont lieu le même jour. Il en résulte que, si l'on ne peut exclure des divergences entre les résultats des deux élections, celles-ci seront sans nul doute très réduites. Il n'y a pas de raison d'imputer, a priori, un grand degré d'incapacité à l'électorat israélien. On voit bien, en France, que l'effet dit de « dynamique présidentielle », qui amène un président de la République à dissoudre l'Assemblée lorsque, après son élection, il trouve une majorité hostile, a précisément pour but de faire coïncider au maximum les deux élections, comme pour forcer la cohérence des deux votes. On peut donc supposer que, même si le candidat élu n'a pas de majorité, il ne trouve pas face à lui une opposition écrasante.

Le but principal de la réforme est de réduire l'influence des petits partis

Il convient de tenir compte d'une deuxième différence fondamentale entre les deux systèmes politiques. Les élections à la Knesset continuent de se dérouler selon le système si particulier de la proportionnelle intégrale, c'est-à-dire à l'échelle nationale. Il en résulte que les partis qui parviennent à passer le seuil électoral minimal de 1,5 % (environ 40 000 voix sont requises pour le premier siège) sont fort nombreux (une dizaine). On peut certes réduire la vie politique à quatre pôles (gauche, droite, religieux, Arabes) mais chacun de ceux-ci est représenté au moins par deux, voire trois ou quatre partis.

Il est clair que le premier ministre élu n'aura pas trop de difficulté à former alliance avec quelques-uns des groupes considérés. En effet, dans le nouveau système, la marge de manœuvre et le champ

de marchandage des petits partis sont singulièrement réduits. Seul le premier ministre élu peut former le gouvernement. L'option consistant à former une coalition avec le candidat de l'autre bloc, qui existait autrefois, a disparu. La seule autre solution est celle de nouvelles élections. Il n'est pas certain que cette possibilité soit toujours attrayante pour les partis, notamment au lendemain d'une campagne électorale.

On doit aussi relever que, désormais, le premier ministre pourra provoquer une dissolution de la Knesset (avec l'accord du chef de l'Etat). Cette faculté n'existait pas jusqu'à la (les) élections anticipées devaient être décidées par la Knesset elle-même. Une telle dissolution provoque également de nouvelles élections pour le poste de premier ministre.

On pourrait poursuivre cette analyse et faire remarquer que dans l'hypothèse où de nouvelles élections se révéleraient nécessaires, l'un des enjeux de la campagne électorale serait précisément celui de la cohérence des votes. Les électeurs seraient particulièrement invités à mettre leurs deux votes en harmonie. La répétition des tours de scrutin, en mettant l'accent sur cette nécessaire cohérence, serait d'ailleurs de nature à contribuer à une lente évolution de la culture politique israélienne, d'une approche proportionnelle soulignant l'hétérogénéité sociale, vers une approche majoritaire, accentuant une certaine homogénéisation de la société.

Pour être complète, cette première réforme devra sans doute être suivie d'une réforme du mode de scrutin qui paraît encore lointain.

Mais la vie politique réserve bien des surprises et il est parfois difficile de prévoir tous les cas de figure. C'est ainsi que l'on ne peut exclure une cohabitation à l'israélienne, c'est-à-dire un gouvernement d'union nationale, dirigé par celui qui aura été élu premier ministre. Nul doute, en tout cas : les Cassandre qui, depuis quelques années, ne cessent de prévoir le pire après l'instauration de ce nouveau système ne peuvent pas être prises au sérieux. De même, le but principal recherché par les auteurs de la réforme aura été atteint : l'influence des petits partis ne saurait que diminuer.

Claude Klein est professeur de droit constitutionnel à l'Université de Jérusalem.

France, terre de négoce ou nation industrielle ?

par Jean-Claude Vasuth

UNE réforme de la taxe professionnelle est annoncée, et l'on ne peut que s'en réjouir : le système actuel, mal né, a mal grandi, et ses effets pervers, dénoncés depuis longtemps, donnent aujourd'hui toute leur mesure puisqu'il joue contre l'emploi et l'investissement industriel.

Créée dans la hâte - il fallait, en 1975, stopper les dérives de la patente, qui taxait à l'excès le commerce de détail et l'artisanat -, la taxe professionnelle a aujourd'hui l'activité industrielle au-delà du supportable. Dans l'industrie que je représente, celle des semi-conducteurs et des tubes électroniques, son poids est supérieur à 30 000 francs par emploi, et il atteint plus de 80 000 francs pour certains de nos établissements. Si rien n'est fait, c'est plus de 100 000 francs par emploi que l'ensemble de nos adhérents qui investissent dans les technologies du futur devraient payer d'ici deux ans !

Décider de réformer la taxe professionnelle est un acte courageux. Les montants concernés sont colossaux, 158 milliards de francs distribués, en 1994, aux collectivités territoriales, et les intérêts en jeu sont à l'échelle de cette somme. La fiscalité n'est jamais neutre. Bien comprise, elle peut et doit être un élément efficace de la politique industrielle d'un pays. Avant d'engager une réforme de la taxe professionnelle, il me paraît raisonnable de conduire une véritable réflexion sur la politique de taxation des entreprises. Je lis fréquemment qu'il faudrait asséoir la taxe professionnelle sur la valeur ajoutée.

Cette proposition est étrange car elle n'apporte pas de remède à la situation que nous vivons. Ce sont les entreprises industrielles qui sont pénalisées par le système actuel, car la taxe professionnelle est assise principalement sur les salaires et les investissements. La base demain sur la valeur ajoutée ne corrigerait pas fondamentalement ses défauts. Ce sont les activités industrielles qui produisent une part prépondérante de la valeur ajoutée et, dans l'industrie, la valeur ajoutée est faite de la somme des salaires et des amortissements, pour l'essentiel.

C'est une erreur, malheureusement largement répandue, de croire que la valeur ajoutée est un produit de l'exploitation ou un indicateur de richesse de l'entreprise ou de sa gestion. Pour les entre-

prises industrielles, le niveau de valeur ajoutée est une caractéristique de leur activité : certaines entreprises investissent peu et paient peu de salaires pour exercer leurs métiers, d'autres doivent investir à très haut niveau et employer du personnel qualifié, donc cher. Celles-là produisent donc beaucoup de valeur ajoutée.

Baser la taxe professionnelle sur la valeur ajoutée serait un non-sens économique

Dans l'industrie des semi-conducteurs, par exemple, la valeur ajoutée représente près de 70 % du chiffre d'affaires (CA). A cela rien d'étonnant : les frais de recherche et développement sont élevés, les équipements sont chers et nombreux, et enfin le personnel est hautement qualifié. Ce n'est pas pour autant que cette industrie dégage, à chiffre d'affaires égal, des profits plus élevés que la moyenne.

Baser la taxe professionnelle sur la valeur ajoutée serait un non-sens économique : elle ferait fuir les investisseurs industriels de France. Baser la taxe professionnelle sur la valeur ajoutée serait indiquer clairement que la France ne veut plus être un pays industriel mais une terre de négoce.

Le négoce est une activité économique utile. Mais la France n'est pas la Hollande, qui a fondé l'essentiel de son développement économique sur le commerce international et qui a su l'accompagner par une fiscalité adaptée. La France est plutôt un pays de tradition agricole et industrielle. La conduire par la fiscalité à devenir une nation dont l'économie serait basée sur le négoce, à mon sens, une opération à hauts risques dans laquelle je ne souhaite pas voir notre pays s'engager.

Jean-Claude Vasuth est directeur général adjoint de SGS-Thomson France et président du Syndicat des industries de tubes électroniques et des semi-conducteurs.

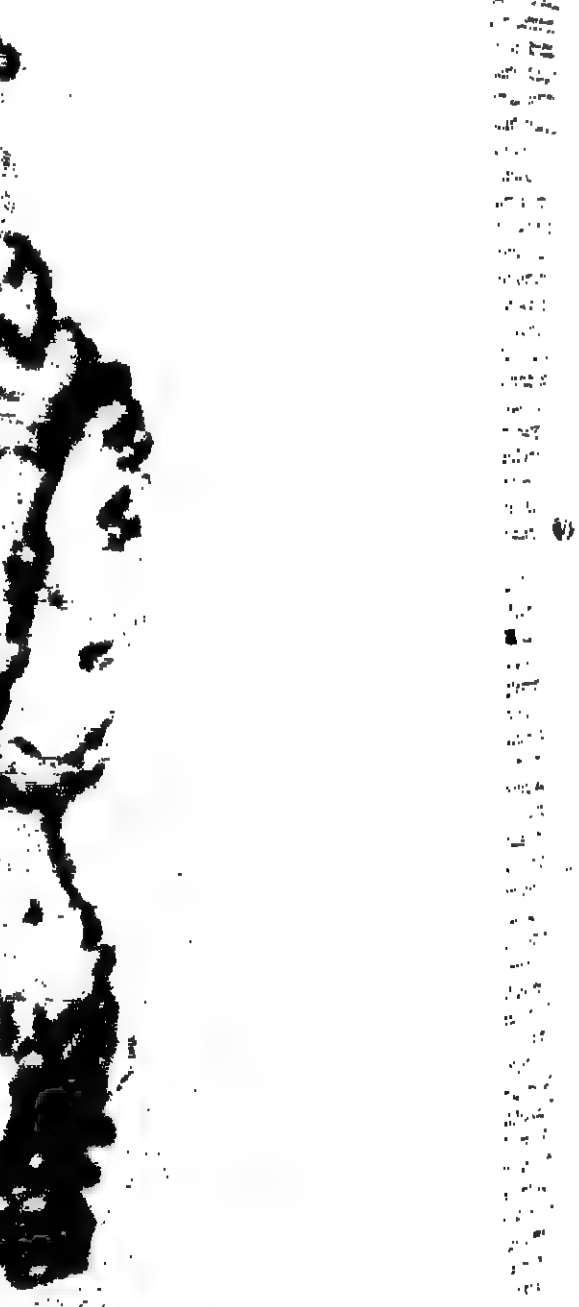


■ **« Pierre-Jacques Sigallard :** « La réforme de l'éducation nationale, en général, et celle de l'enseignement supérieur, en particulier, sont-elles bien perdes ? Objectivement non ! » Le président de la République et son premier ministre souhaitent faire œuvre volontariste. (—) Le ministre de l'éducation nationale, professeur de métré, centriste de tempérament et balladurien le temps d'une cohabitation, est persuadé au contraire de transformations à doses homéopathiques. (—) Le devenir de cette réforme est frappé d'un second handicap : la cacophonie et le bavardage majoritaire. (—) Truisme éculé rencontré par cette réforme : la pollution politique dont elle est victime. (—) Enfin, dernière difficulté, peut-être la plus grave : à l'heure des économies généralisées et des menaces de réduction d'effectifs dans la fonction publique, on voit mal comment le ministre pourrait obtenir des moyens supplémentaires pour financer une réforme coûteuse.

A une époque de frime où les plus hauts mérites tolèrent la contrefaçon, il y a de la grâce à observer que les derniers bastions indiscutables du Vrai sont aussi ceux du Beau. C'est Platon qui serait heureux.

Les gens
par Kachemou

Les gens
par Kachemou



Les gens
par Kachemou

Les gens
par Kachemou

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 22 MAI 1996

ASSURANCE La privatisation des AGF a été lancée mardi 21 mai au prix de 128 francs par titre. Elle est ouverte aux investisseurs particuliers jusqu'au 29 mai et aux salariés du

groupe jusqu'au 31 mai. **LE PRD** est inférieur aux prévisions des analystes (130 à 135 francs). La décote par rapport à la valeur de l'actif net réévalué, calculé par les AGF à 200 francs

au 31 décembre dernier, atteint 36 %. **LE MINISTÈRE** de l'économie a décidé, vu « l'intérêt manifesté par les investisseurs », d'étendre son offre et de remettre sur le marché les 10 % de

titres (soit 6 millions d'actions) qu'il avait envisagé de conserver. **LA PRIVATISATION** a été précédée d'une véritable tournée promotionnelle des dirigeants de la compagnie, qui sont

allés vanter ses mérites sur toutes les places financières de Londres à Singapour, de Francfort à Tokyo, d'Abou-Dhabi à Genève, sans oublier les États-Unis.

L'Etat a lancé la vente des AGF au prix de 128 francs par action

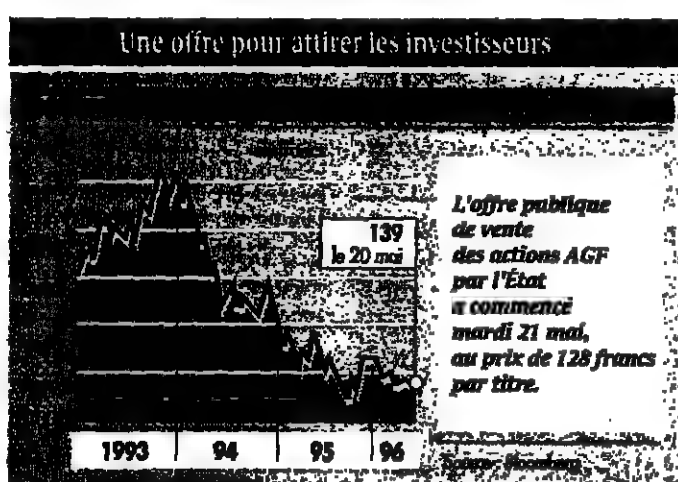
Compte tenu de « l'intérêt manifesté par les investisseurs tant en France qu'à l'étranger », le ministère de l'économie a décidé d'étendre son offre et de mettre sur le marché les 10 % de titres qu'il avait envisagé de conserver

LE CALENDRIER a été respecté. Quinze jours exactement après le lancement du pré-placement par Jean Arthuis, le ministre de l'économie a annoncé, lundi 20 mai, après la clôture de la Bourse, que les Assurances générales de France (AGF) seraient mises sur le marché au prix de 128 francs l'action. L'offre publique de vente (OPV) destinée aux particuliers a débuté mardi 21 mai. Le prix pour les investisseurs institutionnels sera fixé le 31 mai au soir et ne sera pas inférieur au prix pour les particuliers, a indiqué Percy. L'opération devrait rapporter à l'Etat plus de 8 milliards de francs. Par rapport au dernier cours de Bourse des AGF, qui s'est établi à 139 francs, la décote est de 11 francs, soit 7,91 %.

Première surprise : ce prix est inférieur à la fourchette atten-

due par les analystes boursiers, qui était de 130 à 135 francs. Le cours de l'OPV est d'autant plus avantageux que la décote par rapport à la valeur de l'actif net réévalué, calculé par les AGF à 200 francs au 31 décembre dernier, atteint 36 %.

« BONNE TENUE DU COURS » Deuxième surprise : le ministère a décidé, vu « l'intérêt manifesté par les investisseurs tant en France qu'à l'étranger pendant la période de pré-placement » et grâce à « la bonne tenue du cours » d'étendre son offre et de remettre sur le marché les 10 % de titres (soit 6 millions d'actions) qu'il avait envisagé de conserver. Le ministère de l'économie est ainsi revenu sur sa prudence initiale, les premiers résultats du pré-placement auprès des institutionnels



français et étrangers ayant largement dépassé le montant des titres mis à leur disposition. Au total, l'Etat va vendre

61,4 millions de titres, dont 17 millions seront offerts aux particuliers et 44,5 millions aux institutionnels. Il proposera par

ailleurs 6,8 millions de titres aux salariés. Après l'opération de privatisation, l'Etat ne détient plus que 5 % du capital de la compagnie d'assurances hors réserve d'actions gratuites.

Une action gratuite sera attribuée pour 10 actions achetées conservées au moins dix-huit mois dans la limite d'un achat initial de moins de 30 000 francs. Pour les salariés des AGF, 6,8 millions de titres seront proposés.

RIEN D'ALARMANANT Si le placement auprès des institutionnels, notamment étrangers, se révèle être un succès, le pré-placement auprès des particuliers, qui a débuté à la même date, connaît un indéniable retard à l'allomage. Pour les équipes des AGF, cette lenteur n'a rien d'alarmant. D'une

part, les particuliers ont semblé-t-il réchigné à se déplacer jusqu'à leur banque avant de contracter le prêt final. D'autre part, l'expérience des précédentes privatisations montre que les ordres affluent dans les derniers jours. Les points du mois de mai ont plutôt accentué cette tendance.

Il n'empêche. Les chargés de clientèle des banques ne montrent guère d'enthousiasme à démarcher des clients à qui, il y a deux ans, ils ont vendu 152 francs des titres UAP qui en valent aujourd'hui 105. « Quand un client a pris un bouillon, il n'a pas envie de recommencer », témoigne un gauchiste. Le public a jusqu'au 29 mai pour souscrire. Le personnel bénéficie de deux jours supplémentaires.

Ba. S.

Voyage au centre d'une privatisation

« GOOD MORNING ladies and gentlemen. It's a pleasure to welcome you today... » Pour la quinzième fois en trois jours, Antoine Jeancourt-Galland, président des AGF, se lance dans la présentation de sa compagnie d'assurances devant un parterre d'investisseurs anglosaxons.

Aujourd'hui 8 mai, c'est jour férié en France. Mais depuis deux mois que la privatisation des AGF est à l'ordre du jour, les équipes de la compagnie d'assurances ne savent plus de quel week-end ou un jour férié veut dire. Les investisseurs d'Edimbourg, eux, sont là. Pas tous. Pas les fameuses *scottish widows* auxquelles les AGF ont vendu 11 y a trois ans des actions à 328 francs, alors que le cours oscille aujourd'hui autour de 139 francs. Ce qui ne les empêchera peut-être pas de souscrire.

« Good morning... » Debout derrière un pupitre, il commente avec l'aisance de l'ancien banquier les transparents qui défilent : chiffre d'affaires, résultats, activités, restructuration, désinvestissements, objectifs, rentabilité... Assis sur l'estade, de part et d'autre de la place laissée vacante, Guillaume Hammezo, le directeur financier du groupe, et Vladimir Nicolaeff, son adjoint. Le discours est rodé.

Depuis quinze jours, une demi-douzaine de séances de répétition ont permis aux principaux responsables de la compagnie d'assurances de s'entraîner « à blanc » dans la perspective de la tournée qui vient de commencer. Le lundi 6 mai, l'état-major des AGF a entamé l'exercice incontournable de toute privatisation qui se respecte : le *road show*. En bon français, et de façon plus triviale, on appellerait ça une tournée promotionnelle. Pas assez chic pour les milieux d'affaires

où le pil du français est inénarrablement jéré.

La préparation de la privatisation des AGF, pour qui la suite de l'histoire, donne d'ailleurs lieu à un chapitre méliodieux : on fait défilé les slides, on avance le *draft* à l'imprimante, on corrige le *wording* du prospectus, on met le retour sur fonds propres sous forme de *targeting* et non pas de *commitment*, il y a pas de *capital increase*, entend-on dans les réunions internes - les *task force* -, qui depuis mi-avril font régulièrement le point sur l'avancement des travaux et des discussions avec le Trésor, la COB, la Commission de privatisation, les banques...

Pendant toute la période du pré-placement, où les investisseurs institutionnels comme les particuliers peuvent manifester leurs intentions d'achat, la fine fleur des AGF a donc - si l'on peut dire - pris son bâton de pèlerin dans une main et sa valise dans l'autre. De Londres à Singapour, de Francfort à Tokyo, d'Abou Dhabi à Genève, sans oublier les États-Unis dans tous les sens, la direction générale va rattacher les places financières de la planète pour vanter les mérites de la privatisation de leur maison. A « Jeancourt » le Moyen-Orient, la Grande-Bretagne, l'Ecosse et les États-Unis ; à Yves Mansion, directeur général, l'Allemagne, la Suisse, les Pays-Bas ; à Jean-Daniel Le Franc, vice-président de la compagnie, le Japon, l'Australie, Hongkong et Singapour ; à Jean-François Debrois, la France.

Les deux semaines qui commencent vont ressembler à un marathon. Aucune improvisation dans tout cela. Les banques conseilles, CCF, JP Morgan, Société générale et Crédit suisse First Boston ont depuis quelques semaines fait l'inventaire de tout ce qui compte comme fonds d'investissement dans le monde. Leur devise :

un maximum de contacts dans un minimum de temps. Pour cela, tous les cas de figure sont exploités : la réunion devant une centaine d'analystes qui seront des prescripteurs potentiels, le déjeuner avec une dizaine d'investisseurs, le petit déjeuner ou, plus intime, le thé à la-tête, c'est-à-dire l'équipe des AGF face à

« Les comptes ont été apurés, des objectifs clairs ont été donnés à chaque type d'activité, la valeur du titre en Bourse est inférieure de 30 % à l'actif net réévalué... »

un investisseur, comme ce fut le cas avec le représentant de Georges Soros à Londres.

L'ordonnement est impeccable : brève introduction du banquier conseil, exposé, et puis les questions. Les interlocuteurs sont des professionnels, précis, informés, techniques : « La crise de l'immobilier est-elle vraiment derrière vous ? L'Etat va-t-il se désengager ? Conservera-t-il un siège au conseil d'administration ? Allez-vous mettre en place un système de bonus pour que les cadres soient motivés pour assurer la meilleure rentabilité possible aux actionnaires ? Comment allez-vous attendre la rentabilité de 10 % que vous annoncez ? Et l'UAP dans tout ça ? »

« Les tête-à-tête sont les plus épuisants », confie Yves Mansion. « Ils sont nerveusement difficiles car les investisseurs sont souvent agressifs. L'enjeu est important, il faut que nous soyons à l'écoute des investisseurs. » Convaincus, ils le sont avec l'aide des banques conseilles et armés de leur propre conviction que la privatisation des AGF n'est pas un marché de dupes. Cela demande des ré-

glages. Les réponses sont affinées au fil des réunions. « Pas la peine de vous présenter comme un inspecteur des finances », conseille un banquier. Inutile, si on demande le CV de l'équipe, de rappeler que Guillaume Hammezo, également inspecteur des finances, était au cabinet de Pierre Bérégovoy (comme d'ail-

leurs). Les rendez-vous se succèdent. Presque pas le temps de défaire une valise. Encore moins de faire des courses. Le carnet de commandes se remplit. A la fin de la première semaine de la tournée, avant d'entamer les États-Unis et le Japon, le placement auprès des institutionnels est presque deux fois souscrit. A Boston, passage obligé où est installé le gigantesque fonds d'investissement Fidelity, puis Baltimore, Denver, San Diego et Los Angeles, la récolte est bonne. Dernier point avant le retour sur Paris : deux jours avant l'annonce du prix, l'offre est souscrite à près de 400 %.

Paris, où le défi est autrement plus grand. Le succès de l'offre publique de vente (OPV) qui s'adresse aux particuliers est loin d'être assuré. Car si les professionnels de l'investissement savent analyser un compte de résultats, connaissent les cycles industriels et l'évolution des valeurs financières comme celle du marché boursier français, il est plus difficile de faire oublier aux particuliers le souvenir de l'UAP. Alors, Jeancourt a répété inlassablement, avant de s'enlever jouer les caméléons de haut vol : « La privatisation des AGF est la première de l'après-crise, les comptes ont été apurés, des objectifs clairs ont été donnés à chaque type d'activité, la valeur du

titre en Bourse est inférieure de 30 % à l'actif net réévalué... »

Primordiale également, pour l'état-major des AGF, la participation des salariés. Jean-Pierre Béal, responsable de la communication interne, est le grand ordonnateur de cette partie du placement. Bacheliers et costumés de velours côtelé, il connaît par cœur la musique pour avoir participé à la précédente répétition. Le cœur du système : des équipes-relais sélectionnées parmi le personnel, qui ont commencé le 13 mai à diffuser l'information dans les huit grands centres régionaux de la compagnie.

Contrairement à 1993, aucune grand-messe n'a été programmée, mais près de quatre cents réunions d'une cinquantaine de personnes. Des plates-formes de souscription sont mises en place. Toute une batterie de moyens d'informations est mise sur pied : téléphone vert, journal télématique quotidien, journal téléphonique et journal interne de la privatisation diffusé en 15 000 exemplaires.

Depuis deux semaines, chacun aux AGF a mouillé sa chemise. Les équipes n'ont désormais quasiment plus pris sur l'opération. L'heure de l'attente est venue.

Barbette Stern

L'indice Dow Jones franchit le seuil des 5 700 points

WALL STREET se moque de l'opinion des analystes. Ils ont beau considérer depuis plusieurs semaines qu'il y a plus à perdre qu'à gagner avec les actions américaines, la grande Bourse new-yorkaise n'en finit plus de battre des records. Après huit séances consécutives de hausse, l'indice Dow Jones a franchi lundi 20 mai pour la première fois de son histoire le seuil des 5 700 points. L'indice a gagné en tout 61,32 points, soit 1,08 %, pour terminer à 5 748,82 points. Il affiche une progression supérieure à 12 % depuis le début de l'année et à 56 % depuis dix-huit mois !

La hausse a été notamment alimentée lundi par l'envolée des valeurs pétrolières après l'annonce des conditions de l'accord entre l'ONU et l'Irak sur la reprise des ventes de pétrole brut par ce pays (lire p. 2). Le retour à un certain optimisme sur le marché obligataire a

également dopé Wall Street. Les taux à 30 ans ont baissé d'environ 0,40 % aux États-Unis depuis deux semaines et les observateurs considèrent que la Réserve fédérale ne devrait pas remonter ses taux lors de la réunion de son comité de politique monétaire mardi 21 et mercredi 22 mai. Les craintes d'un dérapage inflationniste et d'une surchauffe de l'économie américaine se sont estompées après la publication de chiffres de hausse des prix en avril (+0,4 %) jugés satisfaisants.

La Bourse de New York fait pourtant preuve depuis trois mois d'une grande nervosité. Elle a subi quatre secousses violentes avec des baisses du Dow Jones allant de 77 points le 2 mai à 171 points le 7 mars, mais les investisseurs n'ont pas pris peur et continuent à apporter des capitaux considérables sur le marché. Près de 6,6 milliards de dollars ont encore

été investis la semaine dernière par des particuliers dans des fonds de placement en actions. Ce flux de capitaux a permis à Wall Street de se reprendre après chacun de ses accès de faiblesse et de démentir les sombres pronostics des experts.

Les ménages américains, encouragés par le plein-emploi (5,4 % de taux de chômage), continuent à la fois à consommer et à préparer leur retraite en plaçant leur épargne à Wall Street. Le paradoxe, c'est que la hausse des actions contribue par elle-même à alimenter la croissance économique et l'euphorie boursière. Même si ce sont des gains potentiels, l'actioannaire américain est de plus en plus riche. La valeur des actions américaines a augmenté de 2 300 milliards de dollars (11 900 milliards de francs) depuis un an et demi.

E. L.

AGM

TOTAL

1996

AVIS DE REUNION

Actionnaires de TOTAL,
vous êtes invités à participer à l'Assemblée Générale mixte

MARDI 4 JUIN 1996 à 10 HEURES
au CNIT La Défense (Amphithéâtre Gerthe)
2 place de la Défense PARIS La Défense (métro : La Grande Arche)

Tout actionnaire, quel que soit le nombre des actions qu'il possède, a le droit de participer à cette assemblée, ou de s'y faire représenter par un mandataire actionnaire, membre de cette assemblée, ou par son conjoint, ou de voter par correspondance.

Des formulaires de pouvoir, de vote par correspondance ainsi que des cartes d'admission, sont disponibles auprès de la Banque PARIBAS, Service des Assemblées, 34 rue des Mathurins 75008 Paris.

Les actionnaires au porteur devront joindre à leur demande une attestation justifiant de l'immobilisation de leurs actions, délivrée par l'intermédiaire financier comptable de leurs titres.

Une fois remplis, les formulaires devront parvenir à la Banque PARIBAS au plus tard le jeudi 30 mai 1996.

INFORMATION DES ACTIONNAIRES

3615 Citi (1.29 F/mn) - <http://www.webnet.fr/total>
Banque des communiqués ECOFIT

Tour TOTAL, 24, cours Michelet - 92069 Paris-La Défense - Tél. : (1) 41 35 32 29

Microsoft et Intel sont directement visés par cette offensive

bientôt rejoindre l'alliance. Dans l'immédiat, les microprocesseurs pour les ordinateurs de réseau seront fournis par Digital Equipment, Motorola et Cirrus. Faisant valoir la faible vitesse d'acheminement d'informations sur les réseaux, « qui limitera les performances graphiques par exemple » et qui se traduira aussi par « des coûts de connexion risquant d'être vite onéreux », Microsoft ne croit pas vraiment à un « NC ». « On est alors sur des niches de marché »

Un accord de partenariat lie la firme à Genset

consultants TMC Développement révélait que la moitié de cette activité est concentrée dans 1 % des entreprises pharmaceutiques.

Sur les quatre mille firmes recensées dans le monde, seules trente-neuf ont une véritable politique et la matière. Trois groupes français apparaissent dans ce classement Rhône-Poulenc-Rorer, au quatrième rang, Sanofi et Synthelabo respectivement vingt-quatrième et trentième. Le trio de tête est composé de deux suisses, Roche et Ciba, encadrant l'Américain American Home.

Les stratégies des firmes sont variables, passant de l'intégration au partenariat. C'est cette deuxième option qu'on choisit Synthelabo et Genset. Pour la firme de bio-

technologie, créée en 1987, cette collaboration avec un industriel devrait être suivie par deux autres partenariats industriels, dont un avec l'américain Johnson & Johnson. Ces associations devraient permettre à la jeune société, qui se prépare à entrer en Bourse, le 6 juin, simultanément en France, sur le nouveau marché, et aux États-Unis, sur le Nasdaq, d'être bénéficiaire en 1998.

Dominique Galliois

Philippe Le Coeur

Dominique Gallois

La compagnie anglaise a annoncé un bénéfice en hausse de près de 30 %

Marc Roche

PLUS DE QUATRE ANS après la bataille boursière qui opposa la société d'investissement Quadral à la filiale italienne Finmeccanica (filiale de la holding publique IRI) pour le contrôle de la Compagnie des signaux, les deux sociétés ont décidé de se redistribuer les rôles. Ansaldo, filiale de Finmeccanica, et la Compagnie des signaux regroupent leurs activités de signalisation ferroviaire pour constituer le second groupe mondial, derrière l'allemand Siemens. Le nouvel ensemble, coté au Nasdaq (marché américain des valeurs de croissance), sera détenu entre 33 % et 50 % par le groupe italien, la société française n'en conservant qu'environ 10 % et 20 %. Parallèlement, la société Armatel, maison mère de Quadral, actionnaire majoritaire (42 %) de la Compagnie des signaux, va reprendre la participation de 19 % que détenait Finmeccanica dans la Compagnie des signaux. La société française entend se recentrer sur les télécommunications et la défense, secteurs où elle n'exécute pas des acquisitions prochaines.

■ **MÉTAUX** : les cours du cuivre (contrats à trois mois) ont perdu lundi 20 mai 130 dollars pour atteindre 2 387 dollars, soit leur plus bas niveau depuis vingt et un mois. Le cuivre a entraîné dans sa chute tous les autres métaux.

Cette alliance s'inscrit dans un contexte de concurrence exacerbée sur les lignes intérieures françaises, totalement ouverte à la concurrence nationale depuis le 1^{er} janvier 1996. Un autre regroupement a déjà eu lieu sur la ligne Paris-Toulouse, lorsque l'Air a repris les liaisons d'Euralair il y a quelques mois. C'est également dans ce contexte qu'AOM a passé des accords de préacheminement avec American Airlines et la compagnie israélienne El Al, qui ne peuvent pas voler sur le marché intérieur français.

V. Ma.

■ **LES COURS DU PÉTROLE BRUT** se sont envolés lundi à New-York après l'annonce de l'accord Irak-ONU. Le baril de référence a gagné 1,84 dollar, à 22,48 dollars.

NEW YORK → DOW JONES	LONDRES ↘ FT 100	MILAN ↘ MIB 30	FRANCFORT ↗ DAX 30
----------------------------	------------------------	----------------------	--------------------------

Indice SBF 250 sur 3 mois 144,42

The graph illustrates the demographic trend of an aging population in the United States. The vertical axis represents the percentage of the population aged 65 and over, ranging from 0 to 20. The horizontal axis shows the years from 1950 to 2020. The line starts at approximately 8% in 1950, rises to about 10% by 1960, dips slightly to 9% in 1965, and then continues a steady upward climb, reaching approximately 20% by 2020.

Year	Percentage of Population 65 and Over
1950	8%
1960	10%
1965	9%
1970	11%
1980	14%
1990	16%
2000	18%
2010	19%
2020	20%

Indice second marche sur 3 mois

Year	Percent
1950	7.0
1960	8.5
1970	8.0
1980	12.5


Year	Number of people
1960	60
1965	70
1970	68
1975	75
1980	85

New York. Dow Jones sur 3 mois




5T100 aux 2 mois

Londres. FT100 sur 3 mois



Francfort. Dax 30 sur 3 mois



US/F ↑ 5,1995	US/Dm ↑ 1,5741	US/¥ ↑ 107,1000	Dm/F ↓ 2,3647	¥/F ↑ 7,8615
---------------------	----------------------	-----------------------	---------------------	--------------------

ment vigoureuse aux Etats-Unis pour empêcher leur baisse et l'inflation pas assez forte pour justifier leur hausse. Le produit intérieur brut a progressé de 2,8 % au premier trimestre, tandis que les prix à la consommation ont augmenté de 0,4 % au mois d'avril.

Le franc ne variait guère, mardi matin, face à la monnaie allemande. Il s'inscrivait à 3,3670 francs pour un mark. Le lire restait ferme, cotant à 1 013 liras pour un mark.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

	Achat 2005	Vente 2005	Achat 1995	Vente 1995
Jour le jour	2.200	2.200	2.200	2.200
1 mois	2.200	3,90	2.200	3,87
3 mois	2.200	3,84	2.200	3,99
6 mois	2.200	3,02	2.200	3,97
1 an	2.200	4,17	2.200	4,12
PILBOR FRANCES				
Pilbor Frances 1 mois	2.200	—	3.920	—
Pilbor Frances 3 mois	2.200	—	3.840	—
Pilbor Frances 6 mois	2.200	—	3.077	—
Pilbor Frances 1 an	2.200	—	4.185	—
Pilbor Frances 12 mois	2.200	—	4.120	—
PILBOR ECU				
Pilbor Ecu 3 mois	2.200	—	4.204	—
Pilbor Ecu 6 mois	2.200	—	4.206	—

FD-302 (Rev. 12-13-60)

Échéances 2005	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Jun 06	66696	123,38	123,62	123,38	123,40
Sept 06	1407	122,06	122,06	122,06	121,92
Déc 06	451	120,84	120,84	120,84	120,65
Mars 07	10	120,65	120,65	120,65	120,65
PIB 3 MOIS					
12/05	1000000	95,99	95,99	95,99	95,99

Dec. 96	3117	95.99	95.91	95.92
Mar. 97	1653	95.73	95.71	95.72

Mois	9117	9120	9123	9126	9129
Déc 95	9117	9120	9123	9126	9129
Mars 97	1623	1626	1629	1632	1635

ECU LONG TERME					
	1278	9152	9155	9158	9161
juin 96	1278	9152	9155	9158	9161
Sept 96	1278	9152	9155	9158	9161

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

échéance 2005	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Mai 96	13848	2113	2115	2111	2112
Juin 96	1071	2114	2116	2110	2099,50
Juillet 96	1	2112	2112	2112	2089
Sept 96	1204	2121,50	2121,50	2112,50	2102,50

cours 20/05 cours 17/03

INDICES	METALLS (New-York)	Source
---------	--------------------	--------

Plomb à 3 mois	873	846	SOFTS		\$/tonne
Etain compliant	6180	6215	Cacao (New-York)	1408	1408

Beans 1 3 mols	813	845	SOFIS	\$/tonne
Bean compliant	6180	6315	Casco (New-York)	1408 1408
Bean 1 3 mols	6190	6330	Cofe (Londres)	2020 2015
Zinc compliant	1024	1041	Sucre blanc (Paris)	
Zinc 1 3 mols	1052	1065	OLEAGINEUX, AGRUMES	cents/tonne
Nickel compliant	7630	8025	Coton (New-York)	— 0.84
Nickel 1 3 mols	7930	8185	Jus d'orange (New-York)	1.27 1.27

DISPARITIONS

Johnny « Guitar » Watson

Un guitariste chanteur marqué par le blues

LE GUITARISTE et chanteur noir américain de blues Johnny « Guitar » Watson est mort dans la nuit du vendredi 17 mai, des suites d'une crise cardiaque lors d'un concert dans un club japonais de Yokohama. Il était âgé de soixante et un ans.

Né le 3 février 1935 à Houston (Texas), il disait avoir choisi son surnom après avoir vu le film de Nicholas Ray, *Johnny Guitar*, et sera régulièrement, durant sa carrière, présenté avec quelques surnoms accolés à son nom comme « Space Guitarist » (le guitariste de l'espace), ou « Gangster of Love » (le Gangster de l'amour), d'après les titres de certains de ses enregistrements. C'est à Los Angeles, où sa famille s'installe en 1946, qu'il découvre le monde du blues à l'écoute de Clarence Gatemouth Brown, T-Bone Walker

ou Lowell Fulson. Il débute sa carrière au début des années 50 et se fait remarquer par un jeu tranché, aigu, une recherche sur les possibilités de transformation du son qui annoncent les avancées de Jimi Hendrix une dizaine d'années plus tard - ce dernier citera souvent Watson comme une influence prépondérante.

INSPIRATEUR DE MEMOIRE

Il sera l'un des premiers utilisateurs de la *talking box*, technique qui permet à la guitare d'imiter la voix. En 1954, Johnny « Guitar » Watson enregistre son premier album, *Space Guitar*, et décroche quelques succès dans les hit-parades : *Those Lonely Nights*, *Gangster of Love* (1958), *Cuttin' In* (1963).

Sa rencontre avec le chanteur Larry Williams au milieu des an-

nées 60 débouchera sur un duo fameux qui se prolongera jusqu'au début des années 70. Le blues et le rhythm'n'blues sont alors passés de mode et Johnny « Guitar » Watson se mettra au funk, influence avérée de Sly Stone ou George Clinton. C'est Frank Zappa qui le fera redécouvrir en l'invitant à chanter sur certains de ses albums - dont le célèbre *One Size Fits All* (1975) - et depuis le début des années 90 Watson avait repris du service dans le blues avec succès. Ses chansons étaient souvent marquées par des paroles « osées » et sexy, il avait sur scène un grand sens du spectacle et avait toujours gardé dans toutes les situations musicales cet enracinement dans le blues.

S. S.

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

- Soixante-dix ans : ça se fête aussi dans *Le Monde* :

BON ANNIVERSAIRE

Jean.

C'est formidable, la vie continue à avancer.

Votre Eve.

Décès

- Nous apprenons le décès de notre ancien collaborateur.

Claudine AKAR

le 17 mai 1996.

Ses obsèques auront lieu le mercredi 22 mai, à 11 h 30, au cimetière de Colombes, rue de la Corneille.

Claudine Akar avait été rédactrice adjointe de 1971 à 1994.

[La direction du *Monde* présente à sa famille ses sincères condoléances.]

- Fatima Baguer

Jean et Myriam Baguer, MDR, ont eu leurs enfants Elie, David et Raphaël, Sarah, Benjamin, Rachel, Delphine, Marjolaine Azerad, Joséphine-Alexis et leurs familles.

Les familles Betan, Fares et Banaoui, ont la douleur de faire part du décès de

- Joseph AZERAD

leur père, beau-père, grand-père, frère, oncle et parent.

survécu le 19 mai 1996, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu le 20 mai, au cimetière parisien de Bagneux.

- M. Roger Daigremont, son épouse, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Georgette DAIGREMONT

née NÈGRE,

survécue le 16 mai 1996, à son domicile, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'inhumation familiale, le 21 mai.

1, rue des Belges, 76150 Maromme.

- Londres, Paris.

Charles Elliott, son mari, Alexander et Sébastien, ses enfants, Marianne Cornavin, sa mère, François Cornavin, Copravère et Fierro, Bernard et Françoise, Rienne et Arlette, ses frères et sœurs, beau-frère et belle-sœur, Rita, Alicia, Olivia, Blaudine, Simon, Nathalie, Vincent, ses sœurs et neveux.

Régine CORNEVIN ELLIOTT

survécue le 13 mai 1996, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Après le service religieux à l'église protestante française de Londres, ses cendres seront déposées auprès de son père.

Robert CORNEVIN

(1919-1988),

et de son neveu,

Pierre CORNEVIN

(1906-1994),

à Sacy, Yonne, où l'on se réunira à l'église, le vendredi 24 mai, à 16 heures.

39, Ravenescourt Road, London W6 0UL, 10, rue Vandermesse, 75013 Paris.

- Pour

Jacques-Emmanuel FOUSNAQUE

mon ami, une phrase qu'il aimait :

« Je nous restons sans foyer, sans porte, "hassovis" et poussés sans trêve en avant ; et nos cerveaux sont insensés, nos cœurs éperdus et muets, et nous ne pouvons pas parler. »

Thomas Wolfe.

Avec tendresse,

Laurence Thibault.

nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

- Edwige, Myriam et David Escosca,

sa fille, sa petite-fille et son beau-fils, Yvina Fortes et Verda Klaras, ses sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} RAÏA GACON

née FORTES,

survécue le 18 mai 1996, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inhumation, le mardi 21 mai, au cimetière parisien de Pantin.

- Barbara et Rachel, ont la douleur de faire part du décès de

Arthur GARCIA

survécue à Rivière-Salée (Martinique), le 11 mai 1996.

Les obsèques ont lieu à Montargis, le 22 mai.

- M^{me} Françoise Lebourcier, sa fille, Et les siens, ont la douleur de faire part du décès de

M. Daniel LEBOUCHER

notaire honoraire,

survécue en son domicile, à Orléans, le 11 mai 1996, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inhumation, le 14 mai, à Cliché (Calvados).

Cet avis tient lieu de faire-part.

45, rue Carnot, 94150 Orléans.

- Paris. Morot-Sor-Lot (Seine-et-Marne).

M^{me} Francis Ménard, son épouse, Les familles Ménard, Biltgen, Jodis, Jean et Fanny, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, neveux, sœurs, cousins et cousines.

Ainsi que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Francis MÉNARD

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 23 mai 1996, à 15 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs, Paris-6.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse.

36, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris.

■ LÉOPOLD MOREL, ancien député et ancien sénateur d'Algérie, membre du Parti radical, est mort mardi 14 mai à Pyla-sur-Mer (Gironde), à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Né le 9 janvier 1912 à Nice (Alpes-Maritimes), Léopold Morel était ingénieur agronome et docteur en droit. Coeur de guerre 1939-1945, propriétaire de domaines agricoles en Algérie, il dirigea de 1945 à 1963 le quotidien *La Dépêche de Constantine*. Délégué à l'Assemblée algérienne de 1949 à 1956, conseiller

général de Collo (Algérie) de 1952 à 1962, Léopold Morel est élu député le 30 novembre 1958, puis sénateur le 31 mai 1959. Il détient ce mandat jusqu'en 1962.

■ WILLI DAUME, ancien vice-président du Comité international olympique (CIO) et maître d'œuvre des Jeux de Munich en 1972, est mort d'un cancer, lundi 20 mai à Munich, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Membre du CIO de 1956 à 1991, cet ancien basketteur allemand

avait brigué la présidence du CIO en 1980, mais il avait été battu par l'actuel président, Juan Antonio Samaranch. Il avait occupé la plupart des postes de la hiérarchie sportive et olympique allemande : président de la fédération de handball de 1949 à 1955 ; de la fédération sportive allemande de 1950 à 1970 et du Comité national olympique de 1961 à 1992. Il avait grandement contribué à ce qu'une seule équipe représente les deux Allemagnes aux Jeux olympiques, de 1956 à 1964.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* daté vendredi 17-samedi 18 mai 1996 sont publiés :

- Légion d'honneur : un décret portant promotions et nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur. Il s'agit d'un contingent concernant les Compagnons de la Libération (*Le Monde* du 21 mai).
- Associations : un arrêté portant nomination au Conseil national de la vie associative.
- Police : deux décrets, appli-

quant les dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, aux fichiers des personnes recherchées, et des véhicules volés.

● Lyon-Turin : un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne, relatif à la création d'une commission intergouvernementale pour la préparation de la réalisation d'une liaison ferroviaire entre Lyon et Turin.

● Agriculture : un décret portant modification de diverses dispositions du code rural relatives aux coopératives agricoles et à leurs unions.

Au *Journal officiel* du dimanche 19 mai 1996 est publiée :

● Autoroutes de l'information : une circulaire relative à la communication, à l'information et à la documentation des services de l'Etat sur les nouveaux réseaux de télécommunication.

Henri-Claude FENOCHET,

médaille militaire,

nous a quittés le 11 mai 1996.

Ses amis, anciens collègues de la Marine nationale et de la société Total pourront se joindre à sa famille, lors de la cérémonie religieuse du mercredi 22 mai, à 10 h 30, à l'hôpital Percy, à Clamart, ou à 12 h 30, au Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Paul PINÇON du SEL

est parti dans la paix ce dimanche 29 mai 1996.

La cérémonie religieuse aura lieu jeudi 23 mai, à 15 heures, en l'église de Moyville.

Famille Pinçon du Sel, 1, rue de Lamorlaye, 60190 Moyville.

- J. Clément, directeur général, L'équipe de direction.

Les personnels non médicaux du centre hospitalier universitaire de Saint-Etienne, ont la très grande tristesse de faire part du décès de

Alain RUBET,

professeur des universités, praticien hospitalier, service de radiologie de l'hôpital Bellevue, survécue le vendredi 17 mai 1996.

- J.-C. Bertrand, président de la commission médicale d'établissement, Et l'ensemble des administrateurs du centre hospitalier universitaire de Saint-Etienne, ont la très grande tristesse de faire part du décès de

Alain RUBET,

professeur des universités, praticien hospitalier, service de radiologie de l'hôpital Bellevue, survécue le vendredi 17 mai 1996.

- M. Thibault, président du conseil d'administration, Et l'ensemble des administrateurs du centre hospitalier universitaire de Saint-Etienne, ont la très grande tristesse de faire part du décès de

Alain RUBET,

professeur des universités, praticien hospitalier, service de radiologie de l'hôpital Bellevue, survécue le vendredi 17 mai 1996.

- Une messe sera célébrée à la mémoire de

La communauté hospitalière et universitaire du Centre hospitalier universitaire de Rouen.

Le président du conseil d'administration,

Le doyen de la faculté de médecine et de pharmacie,

Le directeur général,

Le président de la commission médicale d'établissement,

ont la tristesse de faire part du décès de

professeur Jean TAYOT,

professeur des universités,

survécue le 16 mai 1996.

Centre hospitalier universitaire de Rouen,

1, rue de Germont, 76031 Rouen Cedex.

Remerciements

- Cam.

Ne pouvant répondre personnellement à chacun des très nombreux témoignages de sympathie apportés à l'occasion du décès de

professeur Gérard LOYAU

M^{me} Gérard Loyal,

Ainsi que ses enfants et petits-enfants,

adressent leurs vifs remerciements à tous ceux qui les ont accompagnés dans leur peine, et particulièrement à M. le Maire et aux membres du conseil municipal du Hovre Verville, au service rhumatologie du CHU de Caen, à la faculté de médecine, à ses nombreux amis médecins et non médecins et à ses malades.

Avis de messe

- Une messe sera célébrée à la mémoire de

Jean CHATELAIN,

le vendredi 31 mai 1996, à 9 h 30, en l'église Saint-Roch, rue Saint-Honoré, Paris-1^{er}.

Anniversaires de décès

- Le 22 mai 1980, disparu.

Robert CATALAN.

Que tous ceux qui ont connu le résistant, l'ami ou simplement l'homme aient une pensée pour lui.

- Le 22 mai 1995.

Claude TIZYKSON

nous quitte.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Sa famille, Ses amis.

Robert KURÉ

Depuis sept ans, tu es toujours aussi proche de nous tous.

Ta femme, Tes enfants, Et tes cinq petites-filles.

Communications diverses

- Maison de l'hébreu : pour lire ou se faire lire, comprendre la Bible, la presse et parler hébreu en un temps record. Stages encadrés par le professeur Jacques Benardis, auteur du dictionnaire, 47-97-36-22 ou 45-67-39-43 (sauf samedi).

L'ALCT ASS. ANCIENS DU LYCEE CARNOTIENS

dont le président d'honneur est M. Philippe Séguin, organise, le jeudi 30 mai, un dîner-débat animé par l'un de ses membres, M. Claude Hagège, professeur au Collège de France, auteur de *L'Enfant aux deux langues* (Odile Jacob). Renseignements : ALCT, 18, avenue des Champs-Élysées, Paris-8^e. Tél. : 46-74-35-75. Fax : 46-31-85-25.

CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard 75002 Paris Cedex 06

Renseignements : 42-17-29-94 ou 29-96 ou 38-42

Télécopieur : 42-17-21-36

Tarif de la ligne N.T.

Toutes rubriques : 108 F

Abonnés et actionnaires : 88 F

Thèmes étudiants : 65 F

Les lignes en capitalisent sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Chaque week-end

TV-Radio-Multimédia.

Une fois par semaine, nous donnons la parole à la concurrence.

Le Monde EN POCHES

Le Monde LES JEUNES

38F

Disponible en librairies et en grandes surfaces

Le Monde ÉDITIONS

Jeux de mots

36 15 LEMONDE

ABONNEMENT VACANCES

Vous êtes abonné (e)

Faites suivre ou suspendre votre abonnement pendant vos vacances :

● Retenez ce bulletin au moins 12 jours à l'avance sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonné (en haut à gauche de la « une » de votre journal).

● Si vous êtes abonné par prélèvement automatique, votre compte sera prélevé au prorata des numéros servis dans le mois.

Votre numéro d'abonné : [] (IMPÉRATIF)

Commune de résidence habituelle : [] (IMPÉRATIF)

☐ Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant)* du : [] au : []

☐ Transfert sur le lieu de vacances (France métropolitaine uniquement)* du : [] au : []

Votre adresse de vacances :

Nom : [] Prénom : []

Adresse : []

Code postal : [] Ville : []

Vous n'êtes pas abonné (e)

Votre adresse de vacances :

du : [] au : []

Nom : [] Prénom : []

Adresse : []

Code postal : [] Ville : []

Votre adresse habituelle :

Adresse : []

Code postal : [] Ville : []

Votre règlement : ☐ Chèque joint ☐ Carte bancaire n° []

* Pour l'étranger, nous consulter.

LE MONDE - Service abonnements - 24, av. du Général-Lectre - 92446 Chantilly Cedex

ARCHÉOLOGIE Le Musée de la civilisation celtique vient d'ouvrir ses portes sur les pentes du mont Beuvray, plus d'un an après son inauguration par François Mitter-

rand. ● L'ANCIEN PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE avait voulu faire un grand site national de ce haut-lieu de l'histoire de la Gaule. Des moyens importants furent mis à la

disposition des archéologues, et l'oppidum gaulois est devenu un centre de recherche international. ● TROP CÔUTEUX pour certains, ce projet fait l'objet aujourd'hui d'un

examen attentif de la part de la direction du patrimoine. ● LES FOUILLES, qui avaient été interrompues après la seconde guerre mondiale, ont, cependant, permis de

mettre en lumière toute l'ampleur de la capitale des Eduens, peuple de commerçants et d'artisans gaulois établi entre la vallée de la Saône et celle de la Loire.

Le centre de recherche de Bibracte divise la communauté scientifique

Décreté « grand site national » par François Mitterrand, l'oppidum gaulois du mont Beuvray ouvre son musée, mais la direction du patrimoine conteste l'importance des moyens accordés dans une période de restriction des crédits

LE MONT BEUVRAY, modeste sommet (820 mètres) au sud du Morvan, est aujourd'hui presque entièrement boisé. C'est ici, aux confins des départements de la Nièvre et de Saône-et-Loire, que François Mitterrand avait acheté quelques arpents pour y placer sa tombe. Il opta finalement pour Jarnac, sa ville natale. L'ancien président de la République y a néanmoins laissé une trace de son passage. A l'angle de coteau se dresse le Musée de la civilisation celtique. Un bâtiment qu'il inaugura - vide - le 14 avril 1995. Il a mis plus d'un an à se remplir, mais, depuis le 4 mai, les visiteurs peuvent examiner ses collections.

Planté dans un décor sublime, à 4 kilomètres de tout village, le musée se développe sur 2 400 mètres carrés et deux niveaux. Au premier étage, une synthèse de la civilisation celtique, de 500 avant J.-C. jusqu'à son apogée, à la veille de la conquête romaine. Au rez-de-chaussée, une présentation des fouilles de l'oppidum gaulois du mont Beuvray.

Confiées en 1867 à Jean-Gabriel Bulliot, puis à Joseph Déchelette,

rence pour l'étude de l'Europe celtique. Et puis le mont Beuvray ne fait-il pas partie des lieux favoris du locataire de l'Élysée ?

Ce dernier voit dans ce chantier un moyen d'animer une région en passe de se désertifier. Dès 1984, le laboratoire d'archéologie de l'école normale supérieure est à pied d'œuvre. Deux ans plus tard, des spécialistes venus de onze pays européens travaillent sur le site. Des moyens importants sont mis à la disposition de ces chercheurs. L'addition s'élève à 215 millions de francs, réglée à 90 % par l'État, le reste étant supporté par les deux départements limitrophes.

LE BUDGET

Le programme scientifique - titré « Évolution politique et économique des cités du monde celtique » - se décline en trois axes : les circonstances de l'urbanisation de la Gaule, les structures de la société gauloise des II^e et I^{er} siècles avant notre ère, les modalités de la romanisation. Il inclut des recherches pluridisciplinaires sur l'occupation des sols, l'évolution des paysages, de l'agriculture et de

la culture. Le budget de fonctionnement du centre (21 permanents et 150 archéologues de passage entre mai et octobre) est effectivement lourd : 15 millions de francs par an (dont 7 sont affectées à la recherche), plus 5 millions d'investissement pour l'aménagement du site. Ces chiffres sont examinés avec méfiance par la direction du patrimoine, qui est particulièrement soucieuse de ses deniers. Surtout quand ces derniers ont été engagés par des prédécesseurs socialistes.

Jean-Loup Flouest, directeur de la recherche au mont Beuvray, attend la définition d'une « nouvelle cible ». Un nouveau conseil scientifique est en place depuis l'hiver. Il présentera les 23 et 24 mai un nouveau programme triennal au CNRA.

Christian Landeau, directeur général de la société d'économie mixte qui gère le mont Beuvray, reconnaît, pour sa part, que l'achèvement du programme muséographique a été difficile et qu'il faut maintenant changer de vitesse. Mais, estime-t-il, « nous avons là un outil magnifique dont il faut apprendre à se servir plutôt que de le laisser à peine construit ». Il attend 35 000 à 40 000 visiteurs cet été, mais ces rentrées (au mieux, 1 million de francs) ne pèseront pas lourd dans son budget. « C'est d'abord un centre de recherche, constate-t-il. Il ne faut donc pas le juger avec des critères strictement commerciaux. En revanche, il serait utile que la région Bourgogne participe à son financement. Ce qu'elle refuse de faire pour des raisons politiques liées à l'histoire de ce projet. »

Emmanuel de Roux

★ Musée de la civilisation celtique, 71990 Saint-Léger-sous-Beuvray. Tous les jours (sauf mardi) de 10 heures à 18 heures. Tél. : 85-86-52-35. Fax : 85-82-58-00. Visite guidée du site archéologique, tous les jours. Centre archéologique européen du mont Beuvray, 58370 Ecu-en-Gienne. Tél. : 85-78-09-00. Fax : 85-78-65-70.



Onze ans de gestation

- 1985, François Mitterrand proclame Bibracte « grand site national ».
- 1987, une base de recherche permanente est implantée à proximité du mont Beuvray, sur la commune de Glux-en-Gienne.
- 1989, il est décidé de créer un Centre archéologique européen organisé en trois pôles complémentaires : l'aire des fouilles archéologiques elle-même, une base de recherche scientifique et d'accueil à Glux-en-Gienne, un musée au pied du site, à l'intersection des deux départements.
- 1990, une société d'économie mixte, la SAEM nationale Mont-Beuvray, est créée. Un concours d'architecture est lancé.
- 1991, le projet de Pierre-Louis Faloci est retenu ; les travaux de construction démarrent un an plus tard.
- 1994, le Centre de recherche, premier bâtiment achevé, est ouvert.
- 1996, le musée ouvre ses portes, un an après son inauguration.
- Reste à construire le second gîte d'accueil, dont le financement européen (30 millions de francs) est acquis, et à achever l'aménagement du site archéologique pour le public.

Une deuxième enceinte et de nouveaux quartiers

Pour Jean-Loup Flouest, directeur de la recherche au mont Beuvray, les reproches de nature scientifique faits au site tiennent de la mauvaise querelle. Sans doute doit-on forcer l'attente des fouilles et multiplier les chantiers, mais le bilan du centre n'est pas si mauvais. La surface de l'oppidum a été portée de 120 à 200 hectares grâce à la découverte d'une deuxième enceinte. Des quartiers spécialisés ont été repérés, plusieurs demeures ont été fouillées, une porte de la ville et une rue de 14 mètres de large dégagées, une nécropole d'enfant exhumée à l'emplacement du parking du musée.

« Si nos méthodes peuvent paraître lentes, c'est qu'elles sont différentes. Nous fouillons jusqu'au sol stérile. Là où Bulliot avait mis au jour une maison romaine, nous en avons trouvé cinq autres dessous, explique Jean-Loup Flouest. Bibracte est un site de référence archéologique qui sert à caler les autres sites celtiques en Europe, conclut-il, cet endroit fonctionne aussi comme un centre de formation universitaire. »

cos fouilles s'achèvent à la veille de la première guerre mondiale. Elles ont permis l'examen d'une vingtaine d'hectares, le repérage d'une vaste enceinte et la levée d'une topographie précise du terrain. Elles redémarreront avec une intensité et des moyens nouveaux au début du premier septennat de François Mitterrand.

Installé au ministère de la culture depuis deux ans, Jack Lang veut redonner du lustre à l'archéologie française, une science qui piétine faute de moyens. La sous-direction de l'archéologie lui propose un ambitieux programme concernant « les trente sites qui ont fait la France ». Ce programme doit mettre fin au saupoudrage des crédits. Bibracte est retenu. Son importance n'est plus à démontrer : depuis le XIX^e siècle, l'oppidum gaulois est un site de réfé-

Partisanat. Un comité scientifique est créé sous la direction de Christian Goudineau, professeur au Collège de France.

De nombreuses universités françaises et étrangères (Paris-I et IV, Tours, Besançon, Marseille, Madrid, Saragosse, Lausanne, Bâle, Bologne, Kiel, Bruxelles, Bologne, Budapest, Ljubljana) s'associent au projet. Douze chantiers fonctionnent simultanément. Plus de 160 étudiants européens s'initient chaque année à la pratique de l'archéologie.

Aujourd'hui, ce centre tout neuf, qui a longtemps bénéficié de conditions exceptionnelles, traverse une crise. Le comité scientifique a été dissout au printemps 1995. Le projet triennal de fouilles présenté au Centre national de la recherche archéologique (CNRA) en octobre 1995 a été refusé. Il n'y

Le premier ouvrage de référence sur un problème de santé publique majeur

- Pour tout comprendre sur :
- la tremblante du mouton,
 - la maladie de la vache folle et son éventuelle transmissibilité à l'homme,
 - la maladie de Creutzfeldt-Jakob et ses différentes formes,
 - le prion, dénominateur commun de ces affections,
 - les risques de transmission accidentelle de ces maladies et les précautions à prendre

Volume broché, 175 pages.
ISBN : 2 257 15541-6
PRIX : 130 FF

Médecine-Sciences
Flammarion

En vente chez votre librairie spécialisée ou par correspondance

BON DE COMMANDE à retourner aux Éditions Médecine-Sciences/Flammarion - 26, rue Racine - 75278 Paris Cedex 06

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Je souhaite recevoir : _____

plus 30 FF de frais de port.

Ci-joint un chèque d'un montant de : _____ FF à l'ordre de Flammarion.

La capitale des Eduens

C'est vers 200 avant J.-C. qu'une ville celtique s'est construite au sommet du mont Beuvray, sur un site occupé dès le néolithique. Bibracte est la capitale des Eduens. Installée entre la vallée de la Saône et celle de la Loire, ce peuple gaulois contrôle une partie du commerce méditerranéen remontant le silon rhodanien, ainsi que les voies est-ouest vers le plateau suisse.

À la veille de l'invasion romaine, l'oppidum gaulois couvre environ 200 hectares, dont 40 sont occupés de manière dense. Un rempart de 4 mètres de haut, percé de portes, entoure la cité dont la population est évaluée entre 5 000 et 10 000 habitants. La ville est riche des ressources du sous-sol du territoire éduen, et c'est un centre commercial important - surtout de vins venus d'Italie. Avant même la conquête, certaines constructions sont élevées sur un modèle romain.

Ce sont les Eduens qui invitent les Romains, en 58 avant J.-C., à intervenir en Gaule quand les Helvètes

décident de quitter leurs montagnes pour gagner la Saintonge. Jules César arrive à Bibracte en 58 avant J.-C. et, pendant les campagnes du général romain, les Eduens restent les fidèles alliés de Rome. Ils accueillent néanmoins Vercingétorix à Bibracte : en 52 avant J.-C., le jeune chef arverne est proclamé, dans cette ville, chef de la coalition gauloise. Après le siège d'Alésia, son vainqueur, César, y passe l'hiver 52-51. Il commence à y rédiger ses Commentaires.

La ville se développe jusqu'à l'an 30 de notre ère. A cette date, elle est abandonnée par ses habitants pour la ville nouvelle d'Augustodunum (Autun), construite à 25 kilomètres de là, au bord d'un affluent de la Loire. Le mont Beuvray n'en restera pas moins un site sacré où se succéderont des monuments religieux, païens puis chrétiens.

E. de R.

Lumière et ligne droite

LIGNES horizontales, mélange de matériaux à la fois bruts et raffinés, dosage précis de la lumière, le bâtiment de Pierre-François Faloci (quarante-six ans), dont c'est ici la première commande publique d'importance, est parfaitement maîtrisé. L'édifice en forme d'équerre, calé à l'angle de coteau, est conçu sur le modèle du carroyage archéologique - ces carres, délimités au sol par un fil, à l'intérieur desquels les chercheurs travaillent. Les matériaux utilisés déclinent la stratification des différents âges technologiques auxquels l'archéologue est confronté : socle de pierres taillées, murs aux parements de pierres polies, auvent métallique.

Là s'arrête la métaphore. Faloci, champion de la ligne droite, ignore ostensiblement la courbe. De l'extérieur, le musée de Bibracte est compact, homogène. Vu de l'intérieur, il est éclaté et lumineux. Le bâtiment est constitué d'une série d'embellissements. Chacun d'entre eux étant (légitimement) dissocié des autres. Ainsi la petite branche de l'équerre, réservée à l'accueil et à l'exposition temporaire est-elle décalée par rapport au corps principal du musée ; un espace séparé les façades vitrées des murs extérieurs posés devant elles ; les cloisons de bois sont toujours décollées du sol ; images et textes ne sont jamais superposés sur le même plan.

Pierre-Louis Faloci est également responsable de la muséographie. Par le biais d'un système de cloisons mobiles, les espaces

muséaux sont totalement malléables. Là encore, le maître d'œuvre joue de la dissociation : le matériel muséographique (pièces originales, moulages, reconstitutions, maquettes, images diverses) et les éléments d'information sont systématiquement « décollés » du bâtiment, qu'ils soient présentés dans des vitrines, accrochés sur les parois, logés dans des alvéoles ou présentés grâce à des écrans vidéo, des dioramas ou des bornes interactives.

Ce parti pris, parfaitement convaincant quand il s'agit de

l'édifice lui-même, donne l'impression d'assécher les collections. Celles-ci, il est vrai, ont besoin de s'étoffer. La grande plasticité du musée, la poursuite des fouilles et un indispensable rodage devraient le permettre. L'architecte est aussi l'auteur du centre de recherche et du centre d'accueil (gîtes et restaurant) situés sur la commune voisine, mais que l'on peut apercevoir du musée. Ils déclinent les mêmes principes avec le même vocabulaire.

E. de R.

La science en débat

Conférence autour de l'exposition
« Mesures & démesure »
Mercredi 29 mai 1996 à 17 h

Les faits sociaux sont-ils mesurables ?

Jean-Louis Besson, faculté des sciences économiques, Grenoble.
Odile Journet, université de Saint-Étienne.
Animation : Marie-Agnès Bernardis, cité des Sciences et de l'Industrie.

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Corontin-Cariou 75019 Paris
Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 72 99

Homard à la Roscoff

Des différentes et fines manières de faire passer ce noble animal de vie à trépas

ENTENDONS L'HISTOIRE encore une fois, elle est inusable. Dans un restaurant, avant sa préparation en cuisine, un homard est présenté à un client. Avec une seule pince. Le maître d'hôtel : pleine saison des amours, combats acharnés dans le vivier, pince en moins. Je comprends, fait l'amatuer, mais qu'à cela ne tienne, amenez-moi le vainqueur !

Animal trop cher pour prêter à la blague, ce crustacé des profondeurs vient en bonne place dans la liste des pressants fantasmes que le mangeur développe quand il souhaite dépasser cette sorte de « mur du son » mythique du goth. Cadeau tombé du ciel de la mer, sa prise reste mystérieuse et appartient à un court club de sorciers à bottes et à cirés qui se transmettent les astuces de la capture dans des murmures de vents rugissants et de déferlantes ravageuses. Il y a du danger à aller le distraire de sa plaidité et à l'extirper des eaux fraîches où il règne. C'est un délice à risques. Une tentation de plus.

Le caractère toujours pénible de sa mise à mort dit suffisamment pourtant qu'il n'a jamais été conçu pour succomber à l'ébullition. ment ou au couteau tranchant des assaisonnements. Pauvre de lui et pauvre de nous, mais c'est ainsi. Et puis, comme le soutiennent les Gourcours, traîtres émérites de dîners en ville et de soupers où l'on ne se refuse rien, « il n'y a de bon que ce qui est exquis ». Et le homard, lui, naturellement, sans se forcer, est exquis. Sa rareté n'y est pour rien, ni le dessin prototypé de ses contours. Il s'agit du don d'une nature offrande. D'une fête.

Le homard n'est pas un poisson. On pouvait-on le célébrer un peu sérieusement sans tomber dans la ridicule ? Roscoff n'était pas une mauvaise destination. Elle est ici chez elle, la royale créature, à la fois embusquée et débusquée par des hommes qui la connaissent bien. Les marées sont vives, les vagues pressantes, et les courants vieux. Un terrain de chasse sur lequel il faut savoir lutter et piéger sa proie sans faillir ; le voyageur



étant, lui, dans cette ancienne cité de corsaires, immédiatement transformé en prise de guerre.

Mais l'endroit fait bout du monde, fin de la terre ; il y a des brisants qui donnent la chair de poule, de l'écumine comme au cinéma, du vent qui balaye les soucs et fait monter à l'âme des pensées rafraîchies et légères. Ciel bleu, odeur de varech, mouettes dans la bande-son : on devrait pouvoir se laisser faire.

Ce n'est pourtant pas si simple. Membre de plaisanter, il fallait poser la question : le homard était-il breton pure race, local définitif, cadré grand large ? Avec davantage d'allant que d'aplomb, une jeune serveuse répondra que oui. Mais le patron, alerté en urgence, dira que non. Absolument pas. Parfaitement non. Du canadien, mon cher Monsieur, du canadien. Aujourd'hui - vent fort six -, le regain des cours ne nous permet pas de faire monter nos prix plus qu'il n'est raisonnable. Mais le vrai, le fier roscotien, où loge-t-il ? Presque à gauche, hôtel-restaurant Talabardon, tentez votre chance.

Vue panoramique remise à neuf depuis qu'en février une vilaine tempête partait à l'assaut de la ville, saccageant avec allégresse les maisons un peu trop en avancée sur le rivage. Le homard était-il ar-

rivé avec les flots ? Non, mais il y en avait un en stand-by dans les corridors du trépas qui attendait son client. On tombait à point. C'était un vrai, bleu noir, l'air pas commode. Un vieux bouffonleur fait aux pannes, pas vraiment ému de ce qui allait lui arriver. Là où la langouste part vers son destin toujours avec le sourire, lui ne se départ jamais de ce côté buté qui est la marque des grands solitaires à l'ennui précoce.

MARIAGE TROIS-MER Il valait le cérémonial et la recette la moins offensante au regard des services qu'il devait rendre. Il serait flambé et grillé, grillé et flambé ; comme un brève. Sauce d'accompagnement des plus légères composée d'un peu de crème et du corail de l'animal. Cuisson : douze minutes. Plus douze de régalade parfaite. Un souvenir à se répéter tous les vingt ans. Pas plus, mais pas moins.

Pour dire le vrai, cette vie bretonne avait commencé la veille au soir, dans le même quartier de Roscoff, à la table d'une maison parallèlement maintenue par le corps de tabac de l'hiver et dirigée par Jean-Yves Crenn sous l'enseigne du Temps de vivre. Ils sont une grosse et remuante poignée, ces chefs de Bretagne, à jeter leurs feux et à se faire remarquer par leur hardiesse dans les conglomats qu'ils trouvent pour harmoniser ce que leur région leur offre à profusion.

Sans repartir du homard, celui

qui est servi ici, par exemple, est astucieusement accompagné de pommes de terre grenaille récoltées en face, sur l'île de Batz, à portée de pêcheurs à pied par temps de grandes marées et potager fertile depuis longtemps. Jean-Yves Crenn s'est fait une spécialité dans ce rôle de « maréchal » de saveurs entre ce qui sort de l'eau et émerge des sillons. Sa carte en donne des échos très sonores.

Prenons ces choux farcis de tourteaux aux olignons roses de Roscoff. Epantés. Une cuisine pas bécoteuse et pourtant en recherche de pointe. Comme ce bar - cuisine aérienne - avec cette réduction de choucroute, l'hydromiel qui rendait lyriques les bardes celtes, ou ce bœuf de tomate et macédoine de légumes aux bigorneaux. Terre et mer dans la même partition. L'affaire est connue, mais elle prend dans l'endroit des allures qui font vrai. C'est assez réjouissant.

Jean-Pierre Quélin

* Hôtel-restaurant Talabardon, place de l'Eglise, 29680 Roscoff. Tél. : 02-91-24-95. Menu : 120 F. Homard, comme on dit, selon gros-seur.

* Le Temps de vivre, 17, place La-casse-Duhamel, 29680 Roscoff. Tél. : 02-91-27-28. Menu : à partir de 165 F. Carte : 350 F.

* A lire : Saveurs et terroirs de Bretagne, 100 recettes de terroir expliquées sans timidité par dix grands chefs, Hachette, 160 F.

TOQUES EN POINTE

Bistrots

LA DERNIÈRE VALSE

Un ancien de chez Lasserre entend réveiller un 15^e arrondissement quelque peu assoupi, dans un bistrot chic au décor soigné, aux murs revêtus de peintures marouflées, et avec un pianiste le soir. La cuisine est un régal de morceaux célèbres en forme de salade de foie de canard à la façon du grand Charles Barrer, de variétés sur la sole braisée au vin rouge de Raymond Oliver et de rognons de veau flambés « René Lasserre ». Attitude franche en une période où les imitateurs triomphent, on les copistes laborieux se contentent de répéter les poncifs à la mode ? Avec les œufs brouillés aux truffes, le turbot à la bière sauce mousseline, et la demi-langouste thermidor (95 F), Daniel Besnonneau honore ses amis, dans cet ancien quartier ouvrier, maintenant délicieusement embourgeoisé. Un saint-émilion Château d'Arcie 1990 conviendra pour un tel repas « A la manière de ». Menu à 130 F. A la carte, compter 180 F.

* Paris, 11, place du Commerce (75015). Tél. : 42-50-56-07. Fermé samedi nuit et dimanche.

AU RELAIS DES BUTTES

Le précieux Guide des restaurants avec terrasses et jardins (RGA Editions) qui vient de paraître ignore l'enclos du Relais des Buttes, en contrebas de la place des Fêtes, quartier martyr de la rénovation urbaine. Sans attendre les soirées d'été, il faut encourager les efforts de Marc Gautron, cuisinier chevronné installé depuis vingt ans dans cette maison de ville avec jardin.

Le croustillant de pied de porc et le fond d'artichaut grand duc - une recette oubliée - donnent le ton : maîtrise des produits, cuisine chaleureuse. Le patron est normand, c'est l'andouillette de Duval au cidre. Il aime la morue - la vraie, épaisse, cuite à la perfection -, alors il n'hésite pas à l'accompagner d'asperges au beurre blanc. Un éclectisme légitime toutefois par le saint-vérain de Marcel Robert. Choix intéressant d'excellents beaufortais et quelques (bons) champagnes de propriétaires. Accueil désarmant de modestie de Marie-Ange Gautron. Quelques tables au bar pour les habitués. Vue unique sur l'un des derniers quartiers pavillonnaires de Paris. Menu à 168 F. A la carte, compter 250 F.

* Paris, 86, rue Compans (75019). Tél. : 42-08-24-70. Fermé samedi midi et dimanche.

AUBERGE DE L'ÎLE

Autre du pont qui enjambe la Vienne, au centre d'une bourgade paisible, cette auberge paraît posée, tranquille, hors le temps qui imprime la douceur de vivre, depuis l'époque où cette région était la Côte d'Azur des Valois. Charmante, Geneviève Konecko fait les honneurs de la maison. Les asperges sont servies en feuilleté aux ris d'agneau. Bon. Le chef accepterait-il de les servir à la vinaigrette ? Il bougonne, et acquiesce. Dans une bonne maison, le chef a toujours raison, nous les avons apprécies sous la forme initiale. Le dos de saumon rôti au ragout de grenouilles et de morilles est emblématique de la table ligérienne. Il aurait mérité un vin plus tendre que le Château de la Grille, un chignon un peu robuste sur ce plat, mais très adapté au pied de cochon aux pommes de terre et aux champignons des bois, sauce diable. Avec le sainte-maure, fromage de la région, on apprécie un chevreau, un amboise, un azay-le-réaume, châteaux célèbres et vins parfois excellents. Cinq menus à 98, 135, 165, 220 et 280 F. A la carte, environ 250 F.

* L'île-Bouchard (37220). Tél. : 47-58-51-07. Fermé dimanche soir et lundi.

Brasseries

LE LOUIS-XIV

Huit mois après sa conquête par l'empire Flo, que reste-t-il du Louis-XIV, de ses banquettes de velours rouge de ses miroirs, de son décor de contreplaqué et de fer forgé, réminiscences de l'immédiat après-guerre, au temps où Mademoiselle Lulu était la reine du boulevard ? Fige, mais intact. La grande brasserie, lieu de toutes les convives, n'est certes plus l'endroit brillant où se jouait la farce-attrape du désert. Le petit salon, sur la droite, n'accueille plus les anciens ministres. La rotisserie est toujours là, et propose le meilleur d'une carte passablement restreinte. Le Louis-XIV, nous dit-on, va être rénové cet été. Formons le vœu qu'il soit seulement rafraîchi dans son décor et maintenu dans son service. Caron, quelques fruits de mer, des crevettes fraîches ! Les côtes d'agneau aux câpres et citron vert - curieux mais intéressant mariage -, la sole meunière et les inévitables crêpes suzette tiennent leur rang ; les clients aussi, résistés à l'infini par les miroirs indiscrets. Menu à 195 F. A la carte, compter 250 F.

* Paris, 8, boulevard Saint-Denis (75001). Tél. : 42-08-56-55. Tous les jours. Voiturier.

Gastronomie

LE JULES-VERNE

La cuisine d'Alain Reix, ancien second de Le Divellec à La Rochelle, ménage désormais l'accès de la table prestigieuse du Jules-Verne sinon à toutes les bourses, du moins à tous ceux qui se refusent à ne découvrir le prix d'un repas qu'au moment - parfois crucial - de l'addition. Le menu (290 F) n'est servi qu'au déjeuner ; le parking sous la Tour étant (provisoirement) supprimé, ceci explique-t-il cela ?

Qu'importe, car les goujonnettes de perche en friture, pommes grenaille, herbes fraîches et vinaigrette à la bière, l'agneau de Pauillac rôti, risotto aux olives et compote maraîchère et la carte au chocolat carabe, accompagnés d'un vin à moins de 200 F, justifient de (re)visiter à cette table, et ce monument. Désormais classiques, le petit pain soufflé aux gros tourteaux à la crème de crevettes grises, la grillade de turbot et jus de pommes vertes, et le soufflé chaud à la pistache font certes grimper l'addition. Mais la vue sur Paris, le décor vieillissant et réussi, la délicate attention de la brigade, le pianiste du bar en nocturne, font d'un repas à cette altitude un rare moment d'exception, car rien n'est convenu ou figé à cette table. L'esprit de Jules Verne respecté. A la carte, compter 600 F.

* Paris. Tour Eiffel. 2^e étage (75007). Tél. : 45-55-61-44. Ascenseur particulier.

Jean-Claude Ribaut

Volailles australas

Les éleveurs australasien de kangourou excellent. Selon une dépêche de l'Agence France-Presse du 4 avril, ceux-ci, profitant du désarroi que provoque chez les carnivores européens l'épidémie de la « vache folle », seraient en train de nouer des liens solides avec les chaînes de supermarché, afin d'y écouler sous peu la viande de leurs marsupiaux. Si le cheptel traditionnel français n'a pas à craindre que de tels exotismes deviennent monnaie courante dans nos assiettes, cela ne veut pas dire pour autant que tout animal méconnu ne finira pas un jour chez nous sous forme de steak. Témoin, l'exemple de l'antruche. Deux mois après que la direction générale de l'alimentation est autorisée, en 1993, l'abattage et la mise sur le marché de cet oiseau, on en trouvait déjà des rôtis préemballés dans les bacs des supermarchés.

Trois ans plus tard, l'animal a fait son nid. On en vend quelques centaines de tonnes chaque année, et, même si Alain Sauvaget,



directeur du principal élevage français, préfère « ne pas tirer sur le bouc pour pousser l'antruche », il reconnaît que la crise de l'un profite à l'autre.

« Depuis cette histoire, nous avons amélioré nos ventes de 10 % », chiffre même Bernard Baumgartner, le gérant de La Caille des Vosges, l'autre principal acteur de ce marché. Toutes les semaines, dans cette petite entreprise située près de Saint-Dié, deux tonnes de cuisses d'antruche déossées sont décongelées et mises en barquettes sous vide.

La viande, comme plus des trois quarts de celle que nous consommons en France, provient d'Israël. Elle est importée fraîche, par avion cargo, les animaux ayant été abattus trente-six heures au maximum auparavant.

France Antruche, l'élevage de Loire-Atlantique, qui s'est récemment fait remarquer en expédiant trois cents animaux dans le désert saoudien, se fait

fort, lui, d'offrir dans les trois ans un label de l'antruche française. « Nous en produisons alors bien plus que nous n'en importons », prédit Alain Sauvaget. Reste à savoir si les prix baisseront alors. La viande d'antruche se trouve actuellement, selon les morceaux, entre 170 et 240 francs le kilo en supermarché. Sa chair fondante, assez proche du bœuf dans son aspect, et son goût légèrement giboyeux justifient-ils de tels tarifs ?

Jean-Marie Guilbaud, restaurateur et patron de La Ferme du Letty, à Bénodet, en est persuadé. S'il ne cuisine pas encore la cervelle d'antruche, met favori de Néron, il est cependant l'inventeur d'un plat tout aussi extravagant : le fillet d'antruche à la moutarde de fraises.

Nul doute qu'il ne soit tenté d'expérimenter la prochaine curiosité qu'on essaie actuellement de faire autoriser à la vente en France : la queue de crocodile. Au dire de ceux qui l'ont déjà dégustée, cela a la texture du cabillaud et le goût du poulet. Mais n'est-ce pas un peu toc pour l'exotisme ?

Guillaume Crouzet

GASTRONOMIE

PARIS 5^e

L'INDE SUCCULENTE

MAHARAJAH

72, bd St-Germain 5^e

Menus 127 F - 169 F

43.54.26.07 / Ferm. Lundi

PARIS 2^e

LA BRASSERIE DES ANNEES 80

20, av. des Observateurs

75006 PARIS

Tél. 43.81.39.51 - T.L.S.

PARIS 2^e

TY COZ

48-78-42.95/34.81

35, rue St Georges, 9^e

POISSONS - CRUSTACÉS

FRUITS DE MER

Menu de la "MER" le soir 170 F

F/dlm. - Lundi soir - Climatisé

UN VENT DE RENOUVEAU VENU DE LA ROCHELLE...

Il arrive de La Rochelle pour jeter l'ancre à La Rochelle-Alma... tout naturellement. Grand le nez dans les embruns, Jean Bourdin, bien connu dans sa ville natale pour son art d'accommoder la pêche du jour est le nouveau capitaine du LA ROCHELLE de l'Alma. Difficile de résister à l'appel du large lancé par le superbe banc d'Écailleur revu et étoilé. Naviguant autant en salle qu'en cuisine, Jean Bourdin appose aussi sa touche au répertoire exclusivement marin et relance le traditionnel plat du jour à midi à 129 F. - Carte : environ 200 F.

- 5, place de l'Alma (8^e), 47.23.47.11.
- 12, place Saint-Augustin (8^e), 45.22.33.85.
- Place du Châtelet (1^{er}), 42.33.48.44. Voiturier.

Restaurants ouverts 7 jours sur 7.

Hôtel des 3 collèges

16, rue Cujas

(1) 43.54.57.30

Face à la Sorbonne

salon de thé

déjeuners

pots de chèvre

séminaires

PARIS 6^e

ALSACE A PARIS

T.L.S.

43.26.89.36

9, pl. St-André-des-Arts, 6^e - SALONS

CHOUKROUTES, GRILLADES,

FLAMMEKUECHE, POISSONS,

HUITRES ET COQUILLAGES

PARIS 14^e

LA PERLE DES ANTILLES

Restaurant de spécialités Antillaises

Ouvr. Tous les jours - 1 Toque en Guit à 100 F

vous propose ses menus gourmands à 100 et 180 F vin + apéritif compris

Cliquez dessus le week-end

28, av. Jean Moulin, Paris 14^e - Tél. 46.42.91.25

L'AS Villeurbanne compte sur Delaney Rudd pour conquérir le titre de champion de France

Face à Pau-Orthez, les Villeurbannais disputent leur première finale

Pau-Orthez devait recevoir l'équipe de Villeurbanne mardi 21 mai pour la première manche de la finale du championnat de France de basket-

ball, qui sera disputée au meilleur des cinq matches. Pau-Orthez vise son quatrième titre en dix ans. Villeurbanne, pour sa première participa-

tion à la finale depuis l'instauration des play-off en 1987, tentera de remporter son premier succès depuis 1981.

LYON

de notre bureau régional

« Les autres clubs n'ont pas pour nous le respect qu'ils méritent », vient de déclarer le bas-

ketballer américain Delaney Rudd, avant la série de cinq matches qui oppose son équipe, l'AS Villeurbanne, à celle de Pau,

du 21 mai au 1^{er} juin, pour le titre de champion de France. Du haut de ses trente-trois ans et de son 1,85 mètre, le meneur de jeu de la formation déjà victorieuse de la Coupe de France a ainsi multiplié, cette saison, propos et comportements qui le distinguent de ceux qui viennent, prennent l'argent, et s'en vont. « Il est le contraire d'un mercenaire », commente Greg Beugnot, son attente entraîneur et propagandiste. Le grand talent de Delaney, c'est de rendre les autres meilleurs. »

Du même, on retiendra aussi cette phrase de bons sens prononcée dans Le Progrès : « Beaucoup d'équipes auront besoin d'Antoine Rigaudou (le meneur de jeu de Pau

actuellement convoité par le Panathinaïkos d'Athènes) alors que certains peuvent se passer de moi. » Cela fut particulièrement exact à la mi-février, quand Rudd a dû s'éloigner trois semaines des planchers, souffrant d'une péristite, une inflammation de la face antérieure du tibia susceptible de dégénérer en fracture de fatigue. La saison de basket est bien longue. En comptant un minimum de trois rencontres pour la finale au meilleur des cinq contre Pau-Orthez, l'ASV aura disputé 63 matches depuis le 24 juillet 1995.

C'est autour de ce joueur, encore sous contrat pour un an, que Greg Beugnot a patiemment construit un nouveau cinq majeur, après le départ de bilan du club, survenu en février 1992. Au début, Rudd avait accepté une « pige » pour deux matches. Pour sa première apparition, il inscrit quarante points face à Jet-Lyon, le club voisin de l'ASV. Devant la Chorale de Roanne (Loire), le « pigiste » récidiva ou presque, surasant en tout cas pour se voir proposer un emploi permanent. « Sur la saison, il nous est devenu indispensable », constate Bernard Sangouard, le numéro deux de l'encadrement technique

du club villeurbannais. Quatre ans plus tard, Rudd comprend le français mieux qu'il ne le parle.

Il est installé à Lyon, dans un quartier bourgeois. Il se ménage assez peu de retours au pays, en Caroline du Nord, où il a pourtant créé une entreprise de restauration collective, qui détient des marchés publics avec l'armée américaine. Manière d'assurer bientôt l'ordinaire.

Au sortir de l'université de Wake Forest, à vingt-quatre ans, Rudd avait d'abord évolué pendant quatre ans dans l'équipe des Jazz d'Utah. Puis, il passa deux saisons au PAOK d'Athènes, avant de signer pendant quelques mois dans l'effectif des « pigistes » de la prestigieuse NBA. Débarquant en France, il a eu du mal, se rappelle Greg Beugnot, à adapter son style de jeu aux règles du championnat français, fort différentes sur la répartition du temps de jeu et les gestes défensifs tolérés.

La première année, le meneur de jeu et le coach ont même eu quelques différends. Pour avoir collectionné une soixantaine de sélections en équipe de France, mais en deux périodes distinctes, en raison d'une incompatibilité d'humeur

avec l'entraîneur national du moment, Greg Beugnot l'admet : « On ne peut pas plaire à tout le monde en même temps. » Désormais, il ne tarde plus d'élèves sur son numéro 4, un maillot que plus personne ne portait à l'ASV, depuis qu'Alain Gilles, statue du Commandeur du basket français, a mis un terme à sa carrière de joueur.

Rudd devra s'accommoder de la présence dans les rangs de l'équipe béarnaise du « pigiste » géant de nationalité roumaine, Constantin Popa, 2,20 mètres, tout en jambes mais un peu lent dans ses évolutions. Et il devra affronter Antoine Rigaudou, que Bernard Sangouard décrit comme la véritable « terreur » de l'équipe de Pau-Orthez. Laurent Hurry, encore sous contrat pour deux ans et seul « survivant » des temps difficiles de l'ASV, devra accepter de rester sans doute pas mal de temps sur le banc, alors qu'il vient d'accéder, comme ses coéquipiers Rémi Ripert et Christophe Lion, à l'équipe de France A² des sélections s'ajoutant à celles du nationalisme Roméo Smith, en équipe de France A, ou d'Alain Dighien, en équipe de France espoirs.

Gérard Buisson

Le « Barça » est ébranlé par le limogeage de Johan Cruyff

Bobby Robson sera le nouvel entraîneur

MADRID

de notre correspondant

Après huit saisons, Johan Cruyff, l'entraîneur du FC Barcelone, a été limogé sans autre forme de procès. Sa destitution lui a été notifiée, samedi 18 mai, par le vice-président du club, Joan Gaspart, comme « quelque chose de normal qu'il ne faut pas dramatiser ». « Les véritables Barcelonais doivent regarder vers l'avenir », a tenu à préciser sur un ton méprisant le dirigeant de l'équipe aux couleurs bleu et grenat. La décision était sans appel. L'explication entre les deux hommes fut donc particulièrement rude et, dimanche, le Néerlandais a jugé préférable de ne pas mettre les pieds au stade du Camp Nou pour assister à la victoire du « Barça » sur le Celta de Vigo et recevoir le soutien de ses supporters.

Ricardo au Paris-SG ?

Le Parisien a annoncé dans son édition du 21 mai que Ricardo succéderait à Luis Fernandez comme entraîneur du Paris-SG. Michel Denisot, président délégué du club, démentait pourtant, mardi matin, que quoi que ce soit ait été décidé dans l'immédiat. Le Brésilien, ancien défenseur du club parisien pendant quatre ans, évolue actuellement au Benfica de Lisbonne. A trente et un ans, le joueur arrêterait donc sa carrière et occuperait son premier poste de responsable technique, alors qu'il n'est pas titulaire du diplôme d'entraîneur. Lundi 20 mai, Ricardo affirmait n'avoir reçu aucune offre du Paris-SG.

« Il ne m'avait même pas laissé faire mes adieux, et c'est cela qui me fait le plus mal. C'est un manque de respect à mon égard et à l'égard des adhérents », s'est plaint Johan Cruyff.

L'hommage qui lui a été rendu par une bonne partie des 70 000 spectateurs lui aurait pourtant mis du baume au cœur. Les mouches ont été sortis, ainsi que des dizaines de pancartes pour le remercier de ce qu'il avait fait pour lui dire qu'on l'aimait, pour lui demander de rester, pour vilipender le président Josep Lluís Nunez et Joan Gaspart, ce dernier étant durement pris à partie à l'entrée du stade.

COUPS BAS

Ce fut une clameur de protestations et d'insultes contre l'équipe diligente. Pourtant, jamais un technicien n'avait apporté autant de titres à l'équipe du « Barça » : onze au total, dont quatre consécutifs de champion d'Espagne de 1990 à 1994, deux Coupes d'Europe et une Coupe d'Espagne. Après 430 matches, dont 250 victoires et 876 buts marqués, Johan Cruyff a été remercié, à quarante-neuf ans, en des termes peu amènes, voire insultants. Sans doute incité par les cris et les in-

vectives des supporters hostiles à ce limogeage, le président Nunez a asséné quelques coups bas, mettant en doute la capacité professionnelle de Johan Cruyff, l'accusant d'avoir « installé une officine de vente de produits dans le vestiaire, de toucher de l'argent des partis politiques et de la presse ». Le divorce a donné lieu à une série de reproches au cours desquels tous les différends du passé sont ressortis, notamment sur les départs et les recrutements. Un débailage de linge sale dans lequel Johan Cruyff a refusé d'entrer, se réservant le droit d'intervenir si « trop de mensonges sont déversés », et demandant néanmoins à son avocat de se saisir de l'affaire.

Son fils Jordi fut également une cible privilégiée de Josep Lluís Nunez, accusé notamment d'être sur le terrain grâce à son père. Johan Gaspart fut plus modéré, mais pas plus explicite sur les raisons de cette éviction précipitée. « Il fallait mettre un terme à cette situation qui était devenue insoutenable. Dans la vie tout a une limite », s'est borné à souligner le vice-président à propos du climat de tension entre Nunez et Cruyff, jurant que la décision n'avait rien à voir avec les derniers résultats, plutôt passables, du « Barça ».

Il est indéniable que l'échec en demi-finale de la Coupe d'Europe contre le Bayern de Munich, l'élimination de la Coupe d'Espagne, la mise hors course dans le championnat après le match nul contre l'équipe rivale de Barcelone, l'Espanol, mercredi 15 mai, privant ainsi de titre les bleu et grenat pour la deuxième année consécutive, n'ont pas arrangé les relations déjà tumultueuses entre Johan Cruyff et le président. Le contrat de l'ancien capitaine mythique des Pays-Bas, vainqueur de trois Coupes d'Europe des champions avec l'Ajax d'Amsterdam au début des années 70 et qui porta un temps le maillot du Barça, avait été renouvelé par tacite reconduction pour un an, le 25 avril.

Les choses se sont précipitées lorsque l'entraîneur a affirmé qu'il était prêt à démissionner l'argent du club pour des recrutements plutôt que de le laisser dans les baques. Les fuites sur les contacts pris avec l'entraîneur de Porto, Bobby Robson, achevèrent de pointer la situation. L'ancien sélectionneur anglais entra en fonctions dès cette semaine. Pour le moment, Johan Cruyff a décidé qu'il continuerait à vivre à Barcelone et qu'il n'avait pas l'intention de diriger une autre formation. Il s'est mis en réserve. « Si le « Barça » a besoin de moi, a-t-il annoncé, je serai toujours là. »

Michel Bole-Richard

■ ZINEDINE ZIDANE quitte les Girondins de Bordeaux. L'international français, âgé de vingt-trois ans, a annoncé, lundi 20 mai, que son club allait lui remettre sa lettre de sortie. Le joueur est actuellement en négociation avec la Juventus de Turin.

Le rugby néo-zélandais s'inquiète de la multiplication des blessures graves

Le jeu spectaculaire montré lors du tournoi Super 12 n'est pas sans danger

LA SAISON de rugby vient à peine de commencer dans l'hémisphère Sud, et déjà tout le monde se réjouit de la réussite de la nouvelle compétition professionnelle du Super 12, qui a opposé des équipes de provinces d'Afrique du Sud, d'Australie et de Nouvelle-Zélande.

En moins de deux mois, cette épreuve, dont la finale opposera, dimanche 26 mai à Auckland, la province australienne du Natal à Auckland, a suscité un engouement public sans précédent, créé un jeu spectaculaire à souhait et fait découvrir des joueurs hautement techniques, bien entraînés, qui se sont jetés à corps perdu dans la nouvelle aventure.

Pourtant, on vient de découvrir en Nouvelle-Zélande que ce succès comporte aussi son revers. Depuis le début de l'année, on constate une augmentation inquiétante du nombre de blessures graves – notamment aux vertèbres cervicales – survenues au cours des matches. Devant l'ampleur du phénomène, la Fédération néo-zélandaise (NZRU) a réuni une cellule de crise à Wellington pour trouver des solutions.

Déjà confrontés dans le passé à une recrudescence des blessures à la colonne vertébrale, les dirigeants néo-zélandais avaient réagi en instaurant une série de règles pour éviter les situations les plus dangereuses, notamment en mêlée. Au pays des moutons, on avait interdit les entrées en beller en obligeant les premières lignes à observer une séquence en trois temps – s'accroupir, marquer une pause, s'engager. Les incidents cervicaux avaient ainsi été pratiquement éliminés. Mais, depuis que le jeu évolue vers un rugby de plus en plus physique, depuis que ces premières mesures ne suffisent plus, ils sont revenus en force.

De 1976 à 1980, on n'avait relevé que dix-huit blessures à la colonne vertébrale. Ce nombre doublait dans les cinq années suivantes, pour atteindre quarante et un cas dans la période 1986-1990, puis quarante-six entre 1991 et 1995. Au cours de la seule année 1995, les médecins néo-zélandais ont enregistré dix-huit blessures spinales. En

1996, on en comptabilise déjà six, dont quatre risquent de déboucher sur des tétraplégies à vie. « Nous pensons arriver à maîtriser le nombre de blessures à la fin des années 80, mais nous nous trompons », reconnaît Richie Guy, le président de la NZRU.

La mêlée ordonnée demeure la principale responsable de ces chiffres. Au niveau provincial et international, les deux piliers et le talonneur ont la musculature adéquate, sont suffisamment entraînés et possèdent assez de technique pour éviter les risques de ces postes très spécifiques. Mais ce n'est pas le cas dans les petites équipes de série, sans parler des cadets, des juniors, voire des « folles ».

POSTURE MACHISTE « Nous sommes confrontés à un problème de mimétisme », dit Dave Moffet, directeur exécutif de la NZRU. Les jeunes piliers voient ce qui se passe à la télévision. Ils admirent ces frénétiques entrées en mêlée et ils pensent qu'ils peuvent faire pareil. Selon M. Moffet, les statistiques prouvent que la plupart des blessures cervicales surviennent au moment de l'impact, lorsque le menton du joueur est repoussé vers sa poitrine, tandis que son cou subit une rotation.

« Les règles pour protéger les joueurs et éviter ces accidents sont déjà en place. Il suffit simplement de

les appliquer avec plus d'assiduité », estime-t-il. La NZRU a d'ores et déjà lancé une campagne d'éducation pour les joueurs, et des stages de mise à jour pour entraîneurs et arbitres. Ces derniers apprendront comment gérer la mêlée en place et l'entrée en mêlée. On enseignera aux entraîneurs les différences morphologiques, les techniques et positions corporelles à adopter. « C'est quelque chose que nous prenons très au sérieux, une question de philosophie, insiste M. Moffet. Après tout, notre seul intérêt, c'est que tous le monde puisse pratiquer le rugby en sécurité. » En cas d'absence au stage, un arbitre ne sera pas appelé. L'entraîneur qui ne participe pas verra son équipe tout simplement rayée de la compétition.

Cette nouvelle sévérité marquera-t-elle la disparition définitive de la fameuse entrée en beller, cet instant qui fait la fierté de tout pilier digne de ce nom, où chacun essaie par la pure force de prendre le dessus sur son adversaire direct ? Sans doute, si l'on entend M. Moffet. « Il en va de l'avenir de nos jeunes joueurs, pas simplement d'une posture machiste. Et s'il y a des vieux piliers qui ne sont pas d'accord, je suggère qu'ils passent une demi-heure avec un de nos jeunes tétraplégiques. Ça leur changera peut-être les idées. »

Ian Borthwick

Avant qu'ils n'apprennent les maths et le français, on leur apprend à faire le clown.

Mai-Juin 96 : une question non plus de sport, mais d'autres surprises. Offre d'un séjour gratuit d'un enfant (à partir de 6 ans) payant pour les moins de 6 ans. Pas de frais de transport, d'assurance, d'initiation au tennis, et beaucoup d'autres surprises. Offre valable pour les enfants de 6 à 12 ans (à partir de 6 ans) et d'adultes (à partir de 18 ans).

Qu'attendez-vous pour aller au Club ?

Club Med

Photo Club Med / A. Vignati

Pour réserver : 14 (1) 42 96 10 00, Club Med voyages, Havas voyages et agences agréées, 36 15 Club Med (1,27 F/min).

هكذا من الدول

Soleil au Sud, perturbations au Nord

LES HAUTES PRESSIONS vont rester stationnaires sur la moitié sud du pays. Sur la moitié nord, les vents de secteur ouest amènent des perturbations.

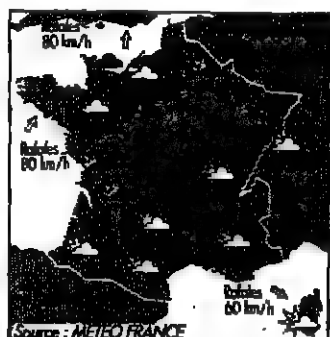
Mercrédie matin, des nuages bas résiduels persisteront en Alsace et en Lorraine. Il pleuvra faiblement, d'abord en Bretagne, puis en Normandie. Le vent de sud-ouest soufflera jusqu'à 80 km/h en Bretagne. Des pays de Loire au Centre, à l'Île-de-France à la Picar-

die et au Nord, le ciel se voilera. Les nuages élevés gagneront le Poitou-Charentes, le Limousin et la Champagne-Ardenne en fin de journée.

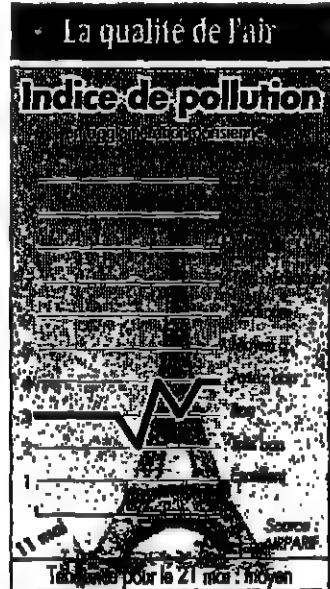
Dans le reste du pays, le soleil brillera après la dissipation de quelques brumes matinales. L'après-midi, la pluie touchera la Bretagne, la Normandie, les pays de Loire, l'Île-de-France et le Nord-Picardie. Le vent de sud-ouest continuera de souffler en Bretagne. Le vent de sud atteindra 70 km/h dans le Nord-Picardie. Le ciel se voilera dans les régions du Nord-Est. Sur la moitié sud, le soleil continuera de briller.

Les températures maximales seront comprises entre 5 et 8 degrés en général, localement 9 à 12 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi, il fera 14 à 17 degrés sur la moitié nord et 17 à 22 degrés sur la moitié sud.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 22 mai vers 12h00



La qualité de l'air

Indice de pollution

Prévisions pour le 21 mai : moyen

AGENDA

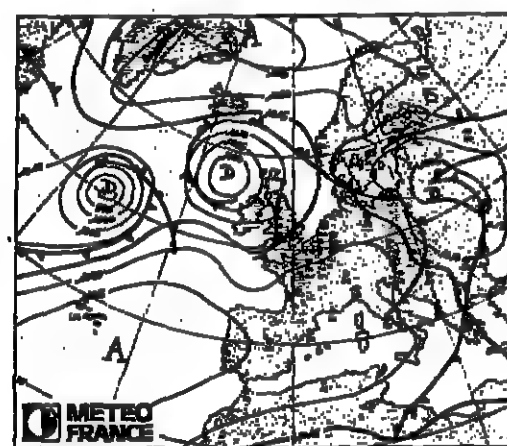
LE MONDE / MERCREDI 22 MAI 1996 / 23



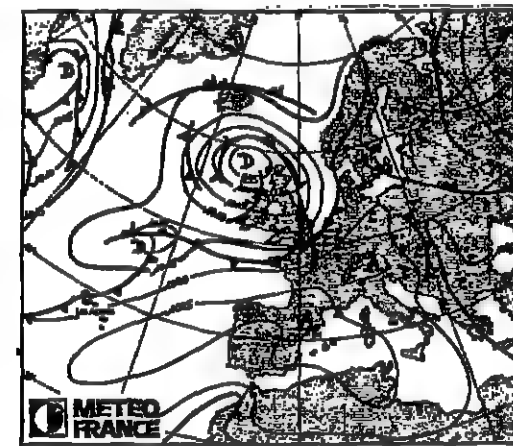
Prévisions pour le 22 mai vers 12h00



TEMPÉRATURES	20/5	18/5	CHICAGO	32/5	LISSBONNE	20/5	PRETORIA	19/5
GRENOBLE	10/8	14/8	COPENHAGUE	9/6	LONDRES	14/7	RABAT	20/2
LYON	17/7	17/7	DANAB	27/2	LOS ANGELES	22/24	RIO DE JANEIRO	27/2
PARIS	17/7	17/7	DIJON	17/7	MADRID	17/7	SAN FRANCISCO	17/1
STRASBOURG	17/7	17/7	DUBLIN	14/5	MEXICO	27/24	SANTO DOMINGO	27/2
TOULOUSE	17/7	17/7	GENEVE	17/7	MILAN	19/4	SEVILLE	24/3
ALGER	17/7	17/7	BARCELONE	22/2	MONTREAL	25/24	ST-PETERSBURG	15/4
AMSTERDAM	15/6	15/6	BERLIN	17/7	MOSCOW	14/5	SYDNEY	16/10
ATHENES	22/2	22/2	BOMBAY	32/27	NEW DELHI	37/25	TOKYO	22/18
BANGKOK	36/27	36/27	BRASILIA	25/18	NEW YORK	34/25	VARSOVIE	22/9
BANGKOK	36/27	36/27	BUENOS AIRES	22/1	OSAKA	23/6	VENISE	21/10
BANGKOK	36/27	36/27	CARACAS	31/25	PRAGUE	15/7	VIENNE	21/7



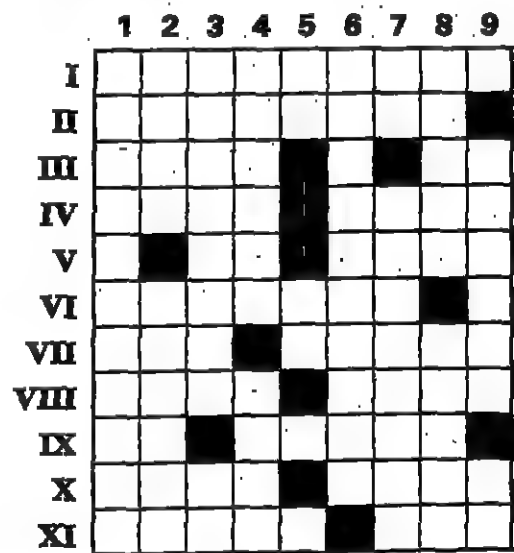
Situation le 21 mai, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 23 mai, à 0 heure, temps universel

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5826



HORizontalement
1. Des travailleurs qui sont souvent sur les dents.
2. Equipé comme un bideau.
3. Montagne. Pronom.
4. Indique la sortie. Nom donné à la petite souris.
5. Consolide un assemblage. Divisions chronolo-

giques. - VI. Dans le groupe des sarigues. - VII. Blanc, pour habiller l'innocent. Exemple de sagesse. - VIII. Ville du Japon. Ne laisse généralement pas de restes. - IX. Se met avec tout. Bien frappé. - X. Pas libre. Petit, chez le charcutier. - XI. Oufes. Démonstratif.

VERTICALEMENT
1. Un spécialiste qui connaît bien la basilique.
2. Bonnes, dans les Pyrénées. Sortes d'aiguilles.
3. Domains envies de fumer. Dans la Côte-d'Or.
4. Grimpent dans les forêts tropicales. Qui a beaucoup de chenilles. - 5. Symbolique. Note. - 6. Se déplacent sur des chenilles. - 7. Interjection. L'esprit gascon.
8. Peut se voir dans les prés. Inquiète toujours celui qui a des boutons. - 9. Très ennuyée. Conjonction.

SOLUTION DU N° 5825
HORizontalement
I. Paupières. - II. Arbitrage. - III. Scénario. - IV. Sa. L. Paupières. - V. Inusitées. - VI. Ont. Eauze. - VII. Né. R. A. VIII. Es. - IX. Escaliers. - X. Ephémères. - XI. Site. Lège.

VERTICALEMENT
1. Passionnés. - 2. Arcane. Spl. - 3. Ube. Utrecht. - 4. Pin. Isale. - 5. Italie. La. - 6. Errata. Bill. - 7. Ral-deur. Ede. - 8. Ego. Eze. Reg. - 9. Se. Osé. Esse.

Guy Brouty

PARIS EN VISITE

Jeudi 23 mai

■ **L'ÎLE SAINT-LOUIS** (50 F), 10 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris intra-muros).
■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée), 11 h 30, L'Enlèvement des Sabines, de Poussin, 12 h 30; l'art du retable en sculpture et en peinture, 14 h 30 (Musées nationaux).
■ **MUSÉE D'ORSAY** (36 F + prix d'entrée), visite par thème, la peinture d'histoire, 11 h 30; visite par thème, les impressionnistes, 14 h 30; exposition Manet, 19 h 30 (Musées nationaux).
■ **MUSÉE D'ART MODERNE**: exposition Soulages (25 F + prix d'entrée), 12 h 30, 11, avenue du Président-Wilson (Musées de la Ville de Paris).
■ **MUSÉE DU PETIT PALAIS** (25 F + prix d'entrée), un autre regard sur la sculpture, la ge-

nèse de l'œuvre, 12 h 30; exposition Dürer, 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).
■ **LES CATACOMBES** (37 F + prix d'entrée), 14 h 15, place Denfert-Rochereau à l'entrée des catacombes (Monuments historiques).
■ **LES SALONS DE L'HÔTEL DE VILLE** (carte d'identité, 55 F), 14 h 15, place de l'Hôtel-de-Ville devant le bureau de poste (Paris et son histoire).
■ **L'ÉGLISE SAINT-MERRE** et son quartier (37 F), 14 h 30, 76, rue de la Verrerie (Monuments historiques).
■ **HÔTELS DU PRÉ AUX CLERCS** (50 F), 14 h 30, sortie du métro Solferino (Paris pittoresque et insolite).
■ **LA MAISON DE VICTOR HUGO** (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 6, place des Vosges (Musées de la Ville de Paris).
■ **MUSÉE CERNUSCHI** (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 7, avenue Vélazquez (Musées de la Ville de Paris).
■ **LA PAGODE DU BOIS DE VINCENNES** (50 F + prix d'entrée), 14 h 40, porte Dorée de-

vant le café Les Cascades (Christine Merle).
■ **LE CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE** (40 F + prix d'entrée), 15 heures, devant l'entrée côté boulevard de Ménilmontant (Approche de l'art).
■ **L'ÎLE SAINT-LOUIS**: hôtels et église (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Régénération du passé).
■ **JARDINS DE NATION A DAUMESNIL** (50 F), 15 heures, angle de la place de la Nation et de la rue Fabre-d'Eglantine (Emilie de Langlade).
■ **MUSÉE CARNAVALET**: Paris et les Parisiens à travers les siècles (25 F + prix d'entrée), 15 heures, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).
■ **LA NOUVELLE PROMENADE** « plantée » du XII^e arrondissement et le viaduc des Arts (37 F), 15 heures, sortie du métro Bel-Air, côté numéros impairs (Monuments historiques).
■ **MUSÉE DU LOUVRE**: exposition Pisanello (50 F + prix d'entrée), 15 h 30, sous la pyramide devant l'accueil des groupes (Institut culturel de Paris).

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements			
24, avenue du G ^e Locher - 69646 Chassilly Cedex - Tél. : 16 (1) 42-17-32-30.			
Le monde	France	Autres pays	Autres pays
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Pays : _____

Signature et date obligatoires
Changement d'adresse :
● par écrit 10 jours avant votre départ.
● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)
Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.
● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.
33 (1) 42-17-32-30 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.
● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU MONDE

Le Monde 42-17-20-00
Télématique 3615 code LE MONDE
Compresseur : 36 63 81 22
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>
Documentation 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM : (1) 44-08-78-30
Index et microfiches : (1) 42-17-29-33
Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (23 Films)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, 12, rue M. Gurebourg, 94852 Ivry-Cedex.
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN : 0395-2037

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gurebourg, 94852 Ivry-Cedex.
PRINTED IN FRANCE
Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Moras
Membre du conseil de direction : Dominique Audo, Gilette Peyou
133, avenue des Champs-Élysées
75008 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **FRANCE**. A partir du 1^{er} juin, tous les vols de la compagnie aérienne AOM seront non fumeurs. L'interdiction de fumer s'appliquera aussi bien sur les vols réguliers en France que sur les vols vacances à l'étranger. - (AFR)
■ **AZERBAÏDJAN**. La Croix-Rouge a lancé une campagne contre la malaria en Azerbaïdjan, où l'épidémie pourrait toucher 30 000 personnes cet été. 2 300 cas ont déjà été recensés, pour la plupart dans le sud du pays. - (AP)
■ **GRANDE-BRETAGNE**. Les patrons de pubs britanniques vont pouvoir légalement servir des verres de bière trop remplis. Une loi, votée il y a soixante-quinze ans pour prévenir l'alcoolisme et qui prévoyait une amende de 500 livres (environ 4 000 F) pour ceux qui servaient des verres contenant plus qu'il ne faut, va en effet être abolie. En revanche, les lois interdisant de servir des verres insuffisamment remplis resteront en vigueur. - (AFP)
■ **PARIS**. L'opération dominicale « Pétons cyclistes », qui s'effectue

sur la voie express rive droite, du souterrain des Tuileries au souterrain Henri-IV, et sur la rive gauche, de l'axe qui Anetole-France à la sortie du quai Branly, s'est étendue, dimanche 19 mai, au long du bassin de La Villette et du canal de l'Ourcq. Les quais de la Loire et de la Marne seront donc réservés aux piétons et aux cyclistes, tous les dimanches, de 14 heures à 18 heures. - (AFR)
■ **LE HAVRE**. L'ancien paquebot France, rebaptisé Norway, doit effectuer le 10 septembre une escale au Havre à l'occasion d'une croisière qui

commencera le 3 septembre à la pointe de Manhattan, à New York, et s'achèvera à Southampton, en Grande-Bretagne, le 11. Il y a dix-sept ans que le paquebot n'avait pas franchi les digues du port français. - (AFR)
■ **INTERNET**. Les compagnies américaines Northwest Airlines et United Airlines s'affichent depuis quelques semaines sur le Web du réseau Internet. Northwest prévoit de mettre bientôt en place un service qui permettra de réserver son billet directement chez soi par ordinateur.

CD - CD ROM - VIDÉOS - LIVRES

50 000 CD et CD Rom
23 000 vidéos
300 000 livres
(Commande par Minitel et envoi à domicile)
3615 LEMONDE

CANNES 96 (de nos envoyés spéciaux). Le jury, présidé par Francis Ford Coppola, n'avait pas la tâche facile cette année pour bâtir un palmarès, pour choisir entre tant de films



témoignant de la vitalité du cinéma. ● LE BRITANNIQUE Mike Leigh est sorti vainqueur, avec la Palme d'or pour *Secrets and Lies* (Secrets et mensonges). Mais le Danois Lars von

Trier, autre favori, a reçu le Grand Prix. ● LE DÉBAT a cependant été vif autour du très controversé *Crash* de David Cronenberg, qui obtient le Prix spécial du jury.

Mike Leigh reçoit la Palme d'or pour « Secrets et mensonges »

Le palmarès du 49^e Festival de Cannes manifeste la volonté d'affirmer la pérennité du cinéma de l'ambition et du désir, à travers la confiance retrouvée de cinéastes déjà reconnus

ÉTAIT-CE réellement une chance, pour le jury présidé par le cinéaste américain Francis Coppola, d'avoir à juger une sélection aussi riche et variée que celle présentée cette année ? De devoir départager des films composant un panorama aussi flatteur de l'état du cinéma ? Pas sûr. On a pu en juger au fil d'une cérémonie qui, à défaut d'être intense, se révéla brève et enlevée. Beaucoup ont applaudi, bien peu ont sifflé, personne n'a crié au scandale. Preuve que le palmarès a fait l'unanimité ? Ce serait trop simple. Preuve, sans doute, que la technique du saupoudrage adoptée par les jurés a bien produit l'effet légitime escompté. Même s'il y avait là matière à quelques haussements de sourcils.

Il est ainsi amusant de remarquer que le *Crash*, de David Cronenberg, a été distingué « pour son audace et son innovation ». Audace, cette variation sur *Eros* et *Thanatos*, nouvelle à défaut d'être

neuve ? Uniquement si l'on considère que le choix fait par un cinéaste de s'intéresser à des pratiques sexuelles singulières lui assure automatiquement son brevet de grand audace. Quant à l'innovation, elle est davantage le fait des personnages (imaginés, toutefois, par l'écrivain J. G. Ballard) que du film, qui semble justement confirmer qu'il est resté dans le rang.

● L'OUVERTURE : KAURISMAKI

Grâce au Canadien Cronenberg, l'Amérique a donc trouvé au palmarès une place que bien peu lui promettaient. Elle en a même obtenu une seconde, aussi inattendue. Non que *Fargo*, le film des frères Coen, soit dénué de qualités, agréable divertissement éclairé par la composition malicieuse de l'actrice Frances McDormand. Mais voir décerner un Prix de la mise en scène à une réalisation qui doit da-

vantage au confort d'une production tirée à quatre épingles qu'à l'inspiration de cinéastes eux aussi rentrés dans le rang conduit à s'interroger une fois de plus sur cette grande inconnue, toujours évoquée, jamais montrée, qu'est la mise en scène.

Il eût été évident que l'indifférence plus pertinente de distinguer, entre autres possibilités, le magnifique travail de mise en scène pure accompli par Ak Kaurismäki pour *Au loin s'en vont les nuages*, dont l'absence au palmarès constitue « l'oubli » le plus regrettable. La même question peut aussi être posée à propos du scénario, dont Charlotte Rampling a soutenu qu'il devait être transcendant par la mise en scène, sans que sa déclaration doive forcément être prise pour le « coup de pied de l'âne » à l'adresse du récipiendaire. En effet, coscénariste avec Alain Le Henry de *Un héros très discret*, Jacques Audiard est aussi le réalisateur de ce

film qui aborde de manière confuse, pour ne pas écrire discutée, la question de l'antivie et de la transgression sociale.

Le Festival s'est aussi offert le « grand moment d'émotion » indispensable à toute cérémonie de ce genre. Moment attendu, puisque récompensant les deux acteurs du film de Jaco Van Dormael *Le Huitième Jour*, Pascal Duquenne et Daniel Auteuil. C'était là un choix possible, le film reposant pour l'essentiel sur la complicité entre les deux comédiens, et Daniel Auteuil a confirmé par ailleurs (*Les Voleurs*, d'André Téchiné) qu'il méritait d'être récompensé. Alors, tous les spectateurs présents dans la grande salle du Palais des Festivals se levèrent spontanément, comme ils y étaient invités par Jean-Claude Brialy.

REMERCIEMENTS

La compétition a sans doute été plus serrée pour le Prix d'interprétation féminine, auquel plusieurs actrices pouvaient légitimement prétendre. La performance la plus voyante a finalement valu à Brenda Blethyn de l'emporter, pour avoir parfaitement restitué l'accent populaire, les tics de langage, les *sweetheart*, les *darling* et le désarroi de Cynthia, dans le film de Mike Leigh, *Secrets et mensonges*. Lequel Mike Leigh a ensuite raillé la mise en obtenant une Palme d'or un peu attendue, à défaut d'être annoncée, et qui vint à Cluj 2000, la société de production fondée par Francis Bouygues et dirigée par Jean-François Fontupé, d'obtenir sa troisième récompense cannoise après en quatre éditions (après *La Leçon de piano*, de Jane Campion,

en 1993, et *Underground*, d'Emir Kusturica, en 1995). Entre-temps, Emily Watson, une autre actrice britannique dont la performance a marqué le Festival, était montée sur scène pour recevoir, au nom du Danois Lars von Trier, le Grand Prix décerné à *Breaking the Waves*.

floue pour appréhender la réalité des êtres. Le premier a beaucoup travaillé la durée des plans, misant surtout sur la vérité des dialogues et des acteurs. Le second a choisi d'imprimer à son film, construit sur un schéma de mélodrame exacerbé, un rythme démentiel, grâce no-

« *Crash* » n'est pas fait pour plaire à tout le monde »

En remettant sa distinction à David Cronenberg, Prix spécial du jury pour *Crash*, Francis Coppola a précisé que le film était récompensé « pour son audace et son innovation ». Des précautions oratoires qui n'ont « pas surpris » le cinéaste canadien. « C'est un film très spécial, a-t-il précisé. Il me semble compréhensible que certains membres du jury se soient abstenus. » « *Crash* n'est pas fait pour plaire à tout le monde », a-t-il ajouté. « Francis Coppola a embrassé tous les lauréats sauf moi. Je ne sais pas si c'est parce qu'il a fait partie de ceux qui n'ont pas aimé mon film... » Le romancier J. G. Ballard, auteur du roman (paru en 1973) dont est tiré le film, a renouvelé son soutien à *Crash*, qui n'a toujours pas trouvé de distributeur en Grande-Bretagne : « C'est une adaptation étonnante et brillante de mon livre. Il est logique et souhaitable que les gens soient choqués. Bien sûr qu'il y a une indéniable fascination sexuelle autour des accidents d'automobile. D'ailleurs, n'y a-t-il pas au moins un accident dans chaque film américain ? »

Le palmarès

● **Palme d'or** : *Secrets and Lies* (Secrets et mensonges), du Britannique Mike Leigh. *Secrets et mensonges* a aussi reçu le Prix de la critique internationale (Fipresci).
● **Grand Prix Cannes 1996** : *Breaking the Waves*, du Danois Lars von Trier.
● **Prix d'interprétation féminine** : la Britannique Brenda Blethyn dans *Secrets and Lies* (Secrets et mensonges), de Mike Leigh.
● **Prix d'interprétation masculine** : le Français Daniel

Auteuil et le Belge Pascal Duquenne dans *Le Huitième Jour*, du Belge Jaco van Dormael.
● **Prix de la mise en scène** : *Fargo*, de l'Américain Joel Coen.
● **Prix du meilleur scénario** : *Un héros très discret*, du Français Jacques Audiard.
● **Prix spécial du jury** : *Crash*, du Canadien David Cronenberg, « pour son audace et son innovation ».
● **Palme d'or du court métrage** : *Szel* (Le Vent), du Hongrois Marcell Iványi.
● **Prix du jury pour le court**

métrage : *Small Death*, de la Britannique Lynne Ramsay.
● **Prix de la Caméra d'or** (meilleur premier film) : *Love Serenade*, de l'Australienne Shirley Barrett (présenté dans la section Un certain regard).
● **Grand Prix technique de la commission supérieure technique de l'image et du son** : *Microcosmos*, des Français Claude Nuridsany et Marie Perennou.
● **Le Prix de la critique pour les autres sections** est revenu au film russe de Sergueï Bodrov *Le Prisonnier du Caucase*.

le film qui a sans doute le plus divisé spectateurs et festivaliers cette année. Donnée par beaucoup favorite dans la course au Prix d'interprétation, Emily Watson a lu sur une petite feuille de papier les remerciements que son metteur en scène adressait notamment à Francis Coppola et Gilles Jacob, soutiens de rappeler que sa carrière devait beaucoup au Festival de Cannes et à son délégué général. La présence de Mike Leigh et de Lars von Trier en tête du palmarès rend compte du désir manifesté par les cinéastes, et évident tout au long du Festival, de se servir du cinéma dans ce qu'il a de plus spé-

ciemment à une caméra portée qui vibre autour des comédiens et épouse les délices des personnages. Deux conceptions stylistiques a priori éloignées, mais que confond une même volonté de parti pris et un semblable goût du risque. Volonté et goût qui ont marqué ce 49^e Festival et ont permis d'affirmer la pérennité du cinéma de l'ambition et du désir, à travers la confiance retrouvée de cinéastes déjà reconnus, armés pour endiguer, ou au moins contraindre, les flots déversés par les robinets à images.

Pascal Mérygeau

Un réalisateur britannique styliste de la critique sociale

VOICI une Palme d'or qui confirme le bon accueil fait par Cannes à Mike Leigh il y a trois ans avec *Naked*. C'est l'une des principales figures de la veine d'observation sociale du cinéma britannique qui est ainsi récompensée.

Né à Salford, dans le Lancashire, en 1943, Mike Leigh a d'abord envisagé une carrière d'acteur avant de se tourner vers la mise en scène. S'il suit les cours de la London Film School, il débute au théâtre, auquel il consacrera toujours une part importante de son activité. Dès sa première pièce, *The Box Play* (1966), il met en place un système de jeu fondé sur l'improvisation à partir d'un long travail de préparation avec les acteurs, méthode qu'il conservera pour l'écran comme pour la scène. Il y démontre également son intérêt pour l'observation de la réalité quotidienne.

Toutes caractéristiques qu'on retrouve lorsqu'il tourne son premier film, *Bleak Moments* (1971), adapté d'une de ses pièces. Produit grâce au soutien d'Albert Finney, il est consacré aux instants vides des existences ordinaires. Mike Leigh se révèle ainsi comme un membre éminent du cinéma de critique sociale, courant qu'on retrouvera ensuite souvent à la télévision britannique, qui fut à une époque à la fois une pépinière et un refuge pour cette catégorie de cinéastes. Ne parvenant pas à trouver le financement d'un nouveau film, il y travaille durant plus de dix ans et devient l'un des réalisateurs les plus prisés de téléfilms consacrés à la vie de tous les jours.

C'est d'ailleurs pour la télévision qu'il tourne *Meantime* (1983) et *Four Days in July* (1984), qui sortiront ensuite en salles, avant de parvenir à réaliser son deuxième long métrage, *High Hopes*, en 1988. Cette charge virulente, parfois burlesque, contre la société thatcherienne et le conformisme montre combien le « cinéma d'observation » selon Mike Leigh passe par une stylisation beaucoup plus affirmée que chez les autres réalisateurs anglais de la même veine. On y reconnaît entre autres l'influence

du théâtre - qu'il continue de pratiquer -, de même que dans son film suivant, le splendide *Life Is Sweet*. Grâce au regard chaleureux que porte le metteur en scène sur ses personnages, ce portrait algèbre et parfois très noir d'une famille affrontant vaillamment le monde qui s'émiette trouve la juste distance entre naturalisme et fantasmagorie, humour et tendresse.

L'influence du théâtre qu'il continue de pratiquer

Naked (Prix de la mise en scène à Cannes en 1993, avec le Prix d'interprétation à son acteur principal, David Thewlis) pousse davantage du côté de la fable philosophique, en jetant dans les rues un clochard révolté et discuteur, dont les tribulations servent de violent révélateur aux dysfonctionnements de ce bas monde. Avec *Secrets et mensonges* (Le Monde daté 12-13 mai), il se rapproche davantage du réalisme sans y céder tout à fait. Il conte l'histoire d'une jeune fille noire de classe moyenne lancée à la recherche de sa véritable mère et qui rencontre une famille de prolétaires, décrite sans aucun romantisme.

Le récit suit une construction complexe et fait appel à des protagonistes et des changements de ton nombreux, pour composer un prisme où se reflète, entre rire et larmes, un monde qui cherche ses racines et son ciment collectif. Que pour la deuxième fois une réalisation de Mike Leigh offre un Prix d'interprétation à l'un de ses interprètes (Brenda Blethyn dans le rôle de la mère) témoigne - autre constante de son cinéma - de l'importance qu'il accorde aux comédiens et de la qualité du travail qu'il obtient d'eux.

Jean-Michel Frodon

SÉLECTION INSTANTANÉE



« J'ai mangé un bon poisson dans un restaurant de Cannes aujourd'hui. » C'est moins une boutade que le signe de la véritable modestie du cinéaste britannique Mike Leigh. Simplicité, discrétion... ce sont les qualités de sa personne comme celles de son travail de cinéaste, tout entier consacré à montrer la vie quotidienne des gens simples.

Des parents « pour pas rire »

SÉLECTION OFFICIELLE HORS COMPÉTITION FLIRTER AVEC LES EMBROUILLÉS. Film américain de David O. Russell. Avec Ben Stiller, Patricia Arquette, Téa Leoni (1 h 38.)

Il est des films qui dès les premières séquences apparaissent comme une menace : celle de devoir passer une heure et demie avec des personnages antipathiques et stupides, se présentant sous un jour caricatural et alignant des blagues dont le moindre défaut sera de n'être jamais drôles. Un peu comme on se retrouve par erreur dans une soirée où on n'aurait jamais dû mettre les pieds. Ainsi en va-t-il de ce vaudeville où, sous prétexte de retrouver ses véritables parents, un jeune homme de la côte Est entraîne femme, bébé et psychologue en bas noirs d'un bout à l'autre des États-Unis. Tentations d'adultère, quiproquos et rencontres de figures « typiques » (des parents juifs new-yorkais, une grande bourgeoise du Sud, des routiers voyous, un couple d'homosexuels et un autre d'anciens hippies) balisent ce parcours mené par un réalisateur qui confond vitesse et précipitation au fil de cette comédie où les gags ne sont même pas téléphonés, plutôt envoyés en recommandé avec accusé de réception.

Il est devenu d'usage, pour la soirée de clôture, de choisir un film « léger », et, cette année, la faible représentation des Américains en sélection officielle a pu justifier qu'on aille chercher aux États-Unis une comédie pour clore les débats. Qu'on n'ait rien trouvé de mieux que cette lamentable pochade laisse toutefois perplexe non sur l'état du cinéma américain, mais sur sa bonne volonté à envoyer des films à Cannes.

J.-M. F.

Mathilde Monnier, le pari de la danse face à la maladie

Le Centre chorégraphique Languedoc-Roussillon trouve une nouvelle identité à travers des missions artistiques tournées vers l'autisme, le sida et l'alcoolisme. Un spectacle traduit cette expérience entreprise il y a trois ans

C'est sur le terrain de la médecine, discipline enseignée depuis le Moyen Âge à la faculté de Montpellier, la plus ancienne de France, que Mathilde Monnier et son équipe du Centre chorégraphique Languedoc-Roussillon ont décidé de déployer leurs missions de sensibilisation artistique. La chorégraphe cherchait depuis longtemps à travailler avec des artistes, malgré la difficulté d'appréhender leur « univers ». Elle traduit cette expérience – entreprise il y a trois ans –, cette volonté de comprendre l'inconnu, dans *L'Atelier en pièces*, qui sera donné jusqu'au 25 mai à Montpellier, puis du 7 au 12 juin à la Maison de la culture de Bobigny, avant d'être présenté au Festival d'Avignon, du 12 au 16 juillet. Le sida et l'alcoolisme sont les deux autres maladies prises en compte par les membres du Centre chorégraphique, en liaison avec des médecins.

MONTPELLIER
de notre envoyé spécial
Mathilde Monnier avait exigé le silence. A la tête du Centre chorégraphique de Montpellier, il y a maintenant près de trois ans qu'elle intervient avec ses danseurs, auprès d'artistes adultes à l'hôpital de la Colombière. De son côté, Herman Diephuis, danseur de sa compagnie, met en place un travail avec des malades du sida. Geneviève Vincent, secrétaire générale, et à ce titre responsable des actions de sensibilisation, participe à un atelier d'écriture qui réunit médecins et anciens alcooliques au sein de l'association La Cordée.

Ces expériences montpelliéraines sont exemplaires de l'évolution que les centres chorégraphiques nationaux, nés dans les années 80, sont obligés aujourd'hui d'opérer pour trouver des identités nouvelles. Ne pouvant plus être le bastion réservé d'un artiste, ils doivent s'ouvrir, et surtout réfléchir à ce que peuvent être des actions de sensibilisation artistique dans une ville, dans une région.

Pour ancrer et mener ces actions, le Centre chorégraphique a fait le choix de la médecine, tissu social, intellectuel, spécifique à la ville depuis le Moyen Âge, depuis que la médecine montpelliéraine est née, à Lumel, de la rencontre du savoir des Juifs et des Arabes. Dès le début, la volonté du groupe des danseurs a croisé, sur le terrain, des hommes et des femmes très avancés dans leur réflexion et leur pratique envers le corps souffrant : Jacqueline Fabre, pneumologue, infectiologue, spécialiste des problèmes du sida, en milieu hospitalier. Pascal Possoz, gastro-entérologue, qui, lui, a quitté l'hôpital pour soutenir en amont les « malades d'alcool ». Brigitte Chailand, psychologue, infirmière-soignante, est l'une des dirigeantes des ateliers mis en place pour les artistes, au sein de l'association Les murs d'Aurèle, dépendant de l'hôpital de la Colombière.

Danse et médecine ont une même préoccupation : le corps. Si la médecine soigne le corps, la danse peut-elle prétendre avoir un rôle

dans ce processus thérapeutique ?

Lequel ?
« Depuis longtemps, je voulais travailler avec des artistes. J'attendais seulement d'avoir une base fixe car je savais qu'il s'agirait d'un engagement ou long cours. Deux mois après être arrivée à Montpellier, je participais aux ateliers de l'association Les murs d'Aurèle, autonome de l'institution psychiatrique, avec l'intuition que la danse pouvait regarder différemment ces corps qui n'ont pas accès au langage, qui sont dépourvus de repères face au temps, à l'espace. Ces corps particuliers posent des questions auxquelles la danse nous confronte en permanence. » Grande, presque maigre, le visage de Mathilde Monnier reflète une volonté qu'on imagine rarement prise en défaut.

La chorégraphe est une femme en quête. Il y a quatre ans, alors que plus rien de la danse contemporaine ne la satisfaisait, elle partait en Afrique chercher un corps qui serait autre chose que la justification dansée de dessins intellectuels. Elle croit à la vérité du mouvement. Elle travaille pendant plus d'un an pour Antigoné avec des danseurs du Burkina Faso. Deux d'entre eux, Salla Samon et Seydou Boro, sont associés librement à la compagnie. C'est un confrontant sa création aux autres qu'elle veut désormais exister. A l'instar du continent africain, c'est la planète des artistes, cette « forteresse vide », pour reprendre l'expression imagée de Bruno Bettleheim, qui trouvera sa résonance dans sa toute récente création *L'Atelier en pièces*. La chorégraphe n'est pas dans la compassion, mais dans la volonté de comprendre l'inconnu, dit-elle. On la sent passionnée par ces corps pour lesquels l'espace n'existe pas, qui se tiennent toujours dans les coins, adossés au mur. C'est en chorégraphe qu'elle les aborde, en femme habituée à toucher, à attraper un bras, une jambe, pour indiquer un geste.

« Ces corps qui n'ont pas accès au langage, qui sont dépourvus de repères face au temps, à l'espace »

« J'ai passé un an à essayer de les faire s'allonger. A ce qu'ils restent immobiles. A surmonter leur peur de courir. Les développements physiques qu'ils se sont construits sont étonnants. Notre matière créatrice est dans cette non-convention. Je les observe bouger, c'est mon métier, afin de trouver le mouvement juste pour aller

Le « ne », le « que », le « quoi »
« Par longs moments ces enfants ne regardent pas. Ils voient. Rien (ne) les regarde... Ce petit « ne »-là change tout... qu'on l'y mette ou qu'on l'enlève. Qu'on l'enlève et voilà écrit que rien n'est pas. L'absence de quelque chose, comme le silence n'est pas (que) l'absence du langage. Ce rien-là peut être ce pour quoi la Terre tourne et ce silence ce pour quoi nous parlons » pour nous donner une fin.

« Vivre avec des enfants mutiques, c'est respecter ce pour rien. C'est-à-dire assurer des points de repère réels dans le commun, tout en s'assurant aussi que ce qui fera signe est toujours ailleurs, c'est-à-dire dans les failles du réel perçu et dans l'imaginaire halluciné. »

Citations de Fernand Deligny, in *Les Cahiers de l'Infinissable* 1973-1974, éd. Recherches.

telheim, qui trouvera sa résonance dans sa toute récente création *L'Atelier en pièces*. La chorégraphe n'est pas dans la compassion, mais dans la volonté de comprendre l'inconnu, dit-elle. On la sent passionnée par ces corps pour lesquels l'espace n'existe pas, qui se tiennent toujours dans les coins, adossés au mur. C'est en chorégraphe qu'elle les aborde, en femme habituée à toucher, à attraper un bras, une jambe, pour indiquer un geste.

« Ces corps qui n'ont pas accès au langage, qui sont dépourvus de repères face au temps, à l'espace »

« J'ai passé un an à essayer de les faire s'allonger. A ce qu'ils restent immobiles. A surmonter leur peur de courir. Les développements physiques qu'ils se sont construits sont étonnants. Notre matière créatrice est dans cette non-convention. Je les observe bouger, c'est mon métier, afin de trouver le mouvement juste pour aller

Un débat inattendu, virulent, nous attendait dès notre arrivée à Montpellier : celui qui soudain opposait les intervenants du Centre chorégraphique aux tenants de ce qu'on a coutume d'appeler la danse-thérapie, dont la pratique est

essentiellement issue du discours analytique et ethnologique. France Schott-Billman, personnalité réputée de la danse-thérapie, psychanalyste, venait d'être l'invitée du Centre chorégraphique : « La danse-thérapie n'a pas de réelle connaissance préalable du corps, estime Mathilde Monnier. Elle est fondée sur une vulgarisation symbolique, sur l'idée qu'il y aurait des gestes primitifs, universels. Retrouver ce geste primitif, je ne sais pas ce que cela veut dire. C'est une méthode qui emprunte à l'Afrique, à la transe, au rythme originel. Par exemple, celui de la mère qui berce son enfant, celui du teneur qui herce son enfant, celui du teneur qui herce son enfant comme un objet. Est-ce que tout cela garde son sens, déraciné du contexte culturel ? » Pour la chorégraphe, la réponse est non. Le débat est lancé. Il peut être productif. Pour l'instant, il laisse Mathilde Monnier à vif.

« Cette danse-thérapie, pour laquelle il existe un diplôme, est aux antipodes de ce que propose Mathilde, explique Brigitte Chailand. Elle a instauré le « 1 pour 1 », soit un intervenant pour accompagner chaque artiste. On agit différemment avec l'un, avec l'autre. Cela n'a rien de « groupal », et c'est très dynamisant. Au départ, le but est de trouver un espace de rencontre avec des individus pour lesquels l'autre n'existe pas. S'il y a un bénéfice thérapeutique, il est en plus. Après, bien sûr, toute expérience doit être pensée, théorisée. Mathilde Monnier participe à cette élaboration. »

Autisme ? Mathilde Monnier, accompagnée dans cette expérience par ses danseurs, notamment Germana Civera, dit : « Je danse pour m'interroger sur cette alchimie, ce mystère de l'esprit et du corps que la danse exprime en un même élan. La danse peut dire sans expliquer, et comprendre sans passer par la théorie. Intuitivement, mes danseurs se sont sentis très proches des patients. » Reste à voir maintenant comment ce travail a trouvé sa place dans *L'Atelier en pièces*. Comment cette réalité psychiatrique a supporté de devenir fiction pour huit danseurs.

Un débat inattendu, virulent, nous attendait dès notre arrivée à Montpellier : celui qui soudain opposait les intervenants du Centre chorégraphique aux tenants de ce qu'on a coutume d'appeler la danse-thérapie, dont la pratique est

Dominique Prétard

Drôles de genres au Festival de la photographie de Reims

FESTIVAL DE REIMS, dix-sept expositions dans douze lieux de la ville. Tél. : 26-40-22-23. Jusqu'au 2 juin.

REIMS
de notre envoyé spécial
Portrait, nature morte, paysage, nu... Dès son invention, la photographie a été « découpée » en genres. C'était commode et inévitable, tant le procédé a connu, à la fin du XIX^e siècle, une exploitation commerciale spectaculaire, relayée par la floraison de studios de prises de vue. Il y avait une motivation plus subtile dans cette manie de tout classer : une volonté de rattacher cette invention miraculeuse au wagon des beaux-arts. Pour être noble, la photographie se devait d'explorer les mêmes champs que la peinture. Ce qui fut fait.

Le Mai de la photo de Reims, un des principaux festivals de photographie en France, reprend cette « Question de genres » dans sa onzième édition. Mais en brouillant les pistes : la vingtaine d'expositions, présentées un peu partout dans la ville, proviennent qu'il faut se méfier des apparences. Qu'un portrait peut révéler bien des choses au-delà de la simple identité, qu'une nature morte peut contenir un fait divers, qu'un paysage peut traduire une société. Cela est évident et ne date pas d'hier, dire-t-on. Toute photographie intéressante ne doit-elle pas signifier autre chose que ce qui est littéralement montré ?

Quelques exemples convaincants

Il n'empêche, les commissaires de cette édition, le photographe Hervé Rabot et le critique Jean-Marc Hultot, essaient de montrer, preuves à l'appui, que ce mélange des genres n'a jamais été aussi vivace. Leur propos, pédagogique et qu'une dose d'humour n'aurait pas dérangé, est porté par quelques exemples convaincants : ainsi, les portraits en couleur de saints vus « fin de siècle » (Sébastien est un Noir tréqué sur fond de mur tagué), par Ivan Balogh, dressent-ils un portrait de la vie moderne. Ainsi les paysages urbains deviennent des décors troublants quand Robin Collier enlève dans l'image toutes les publicités et enseignes commerciales. Ainsi Annelies Strba ne cesse de photographier ses frères, Linda et Sonia, petites putes grandes – au lit, dans les champs, à table, nues... – avant de les restituer dans une matière intemporelle mais dénuée de nostalgie. Citons encore les passants tranquilles, donc flous, par Jean-Jacques Benichou ; les footballeurs amateurs de Glasgow, qui posent de face, comme des stars, et qui sont transfigurés par le maillet prestigieux qu'ils ont sur le dos – celui du club de Milan AC ; les visages rendus ingrats d'élèves de Calais par Philippe Babin et qui traduisent les ambiguïtés de l'adolescence ; les portraits de femmes qui semblent déjà ailleurs quand Florence Lazar les fixe ; et enfin les portraits abstraits d'Astrid Klein, des fous en promenade saisis par une caméra de surveillance.

Il y a de bonnes idées dans ce programme, de bons photographes, des images intéressantes portées par des textes clairs. Et pourtant on reste sur sa faim ; non par manque d'idées, mais de moyens. Reims ne donne simplement pas assez à voir. Il y manque une grande exposition qui marque la manifestation, les expositions dites personnelles ne présentent pas assez d'images et la plupart des lieux sont inadaptés. Bref, Reims manque d'argent. Pour souffler un peu, il est envisagé de transformer ce festival attachant en biennale. Mais avec le risque de disparaître corps et biens. D'autant que, à la différence d'Ades, Cahors ou Perpignan, qui possèdent aussi une manifestation photographique, on ne sent pas la ville très motivée par son festival.

D. F.

Michel Guerrin

Adresses

- La Maison des expressions (association Les Murs d'Aurèle) : pavillon 5, 1^{er} étage, hôpital de la Colombière, Montpellier (34). L'atelier d'expression scénique où intervient Mathilde Monnier est ouvert au public sur demande. Tous les mercredis de 10 heures à 11 h 45. Tél. : 67-33-99-52. On y organise aussi des ateliers de théâtre et d'écriture. Les travaux d'écriture seront exposés à La Comédie du livre, pavillon Fabre, du 31 mai au 2 juin.
- La Cordée, Pascal Possoz, Geneviève Vincent, ateliers d'écriture qui réunissent médecins et anciens alcooliques. 25, rue d'Alger, Montpellier. Tél. : 67-58-90-83.
- Association française de psychothérapie par la danse (fondée en 1984) : 4, rue Lalande, 75014 Paris. Tél. : 43-20-01-40. Cet enseignement, habituel aux Etats-Unis, est arrivé en France dans les années 80, avec des personnalités comme France Schott-Billman, et Bénédicte Reboul-Salze.

« Le corps décharné, qui ne s'aime plus, retrouve le beau à travers le geste »

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial
Geneviève Vincent, secrétaire du Centre chorégraphique, anime avec Pascal Possoz un atelier d'écriture à La Péniche. Ce médecin est passé du côté associatif. Il a fondé cet atelier d'écriture poussé par un amour fou de la littérature. C'est en boudelairien qu'il parle de l'écriture, en heideggerien de l'Être. Pascal Possoz a été le médecin de Dominique Bagouet, mort du sida en décembre 1991 : « Il m'a initié à la danse. Avec lui, j'ai compris combien la médecine et la danse avaient des préoccupations communes autour du corps, de la peau. Sa mort a été celle d'un alchimiste. Son œuvre continue, se transforme. On trouve souvent dans la danse une prescience des questions contemporaines. Elle a toujours un temps d'avance. Le corps peut tout fait trouver des résolutions magiques. L'art n'est pas thérapeutique, je déteste ce mot qui n'a pas de contraire. L'art permet des états, d'entrer dans d'autres dimensions. Il permet au malade de renouer son existence, de se forger. Mais il faut la parole. La maladie apparaît quand le verbe n'arrive plus à faire chair. La médecine est notre guerre, celle de cette fin de siècle. Il faut créer des postes avancés. »

Jacqueline Fabre s'occupe des patients atteints du sida. Elle s'est souvent sentie très seule,

sait l'importance de la parole, de ces groupes Balint où les médecins se retrouvent entre eux. « Je suis un médecin hospitalier, je me suis aperçu que, face au sida, on ne remplissait plus notre contrat. On ne savait pas soigner. On ne comprenait pas nos échecs. On a dû se remettre en cause avec douleur. La tuberculose, le cancer, c'est du gâteau à côté du HIV. Une de mes patientes a suivi l'atelier du danseur Herman Diephuis. Le corps décharné, qui ne s'aime plus, retrouve le beau à travers le geste de la danse. Il est important que ce soit des danseurs professionnels parce qu'ils apportent l'amour de leur art. Le patient sort ainsi du médical. Qu'un médecin soit celui qui fasse de la danse, on s'en fout. Le Centre chorégraphique est très motivé. Quand je suis avec eux, je prends un bol d'air. Face à la mort, il ne faut pas tout intellectualiser, tout formuler », explique avec fougue celle que tout le monde ici respecte.

Le Néerlandais Herman Diephuis s'occupe de la danse au sein du groupe Ecriture mouvement atelier (EMA), lié au Centre chorégraphique. Il a dansé chez Chopinot, chez Decoufflé, et aujourd'hui chez Monnier. Voir tant de ses amis mourir, découvrir le manque de moyens, l'absence de psychologie, qui, en France, accompagne les maladies létales, comparé aux pays anglo-saxons, moins craintifs face à la mort, décide le danseur à agir. « Je ne suis ni pro-

fesseur de danse ni thérapeute. J'ai proposé qu'on improvise sur le thème de la journée, notamment sur le réveil, et sur l'attente. Les patients sont venus avec le premier objet qu'ils voyaient en s'éveillant. Un avec un immense tableau représentant un coucher de soleil chromé, un autre avec des préservatifs. Ils étaient assis en rang, l'objet sur les genoux. Ils se levaient pour danser. L'un a dansé une transe à la Fred Astaire en chantant du Piaf, l'autre a dansé, car le spectacle n'est pas le but. Certains veulent le secret. L'anonymat. Il faut pourtant conserver la mémoire de ces moments. Le groupe s'est arrêté peu après le premier mort. Je n'étais pas assez entouré par les professionnels. L'atelier s'est arrêté. J'avais besoin de réfléchir. Je recommencerai en décembre 1996. »

Toutes ces associations créatives qui travaillent avec des patients atteints de maladies handicapantes vont se regrouper au sein du projet Via Voltaire, au centre-ville, place Saint-Roch. Ce projet, aidé par Languedoc Mutualité, est à l'initiative de Pascal Possoz. Il est encore en préfiguration. Il comprendra un accueil psychologique et juridique. Les ateliers s'y tiendront. « Ainsi ceux qui font un travail magnifique comme Herman Diephuis ne seront plus isolés », se réjouit Jacqueline Fabre.

D. F.

Un atelier-spectacle en forme d'exercice de style

L'ATELIER EN PIÈCES, de Mathilde Monnier. David Moss (musique). Eric Wurtz (scénario). Christine Vargas (costumes). Annie Tolleret (scénographie). Valérie Urréa (vidéo). GYMNASSE OLYMPIQUE, Montpellier, jusqu'au 25 mai, 20 h 30. 80 F. Tél. : 67-60-19-99.

MONTPELLIER
de notre envoyé spécial
Il y a une telle charge affective en amont de cette création, un tel engagement de la part de la chorégraphe, de ses huit danseurs, qu'on voit sur leurs visages la res-

pensabilité qu'ils ont d'être là. Ils pensent à ceux qui ont inspiré cet *Atelier en pièces*. Sur les photographies des ateliers menés par Mathilde Monnier avec les artistes de la Colombière, il y a toujours du vide, des regards perdus, ou trop fixes.

La tension donne aux yeux des danseurs cette même fixité, ce même sérieux. Le seul qui s'amuse vraiment dans cet atelier-spectacle, conçu en forme d'exercice de style, c'est Benjamin Massé Lasagne. Il est atteint d'un autisme léger. Il parle. Il écrit les dialogues de cette histoire de Dracula qu'il récite. Il fait l'acteur. Il est

heureux. Nous aussi. Les danseurs ont des hauts et des bas, mais ils ont des bonheurs, des fulgurances, qui surviennent à chaque fois qu'ils sont loin des modèles supposés. Chaque danseur, à tour de rôle, connaît un moment de grandeur. Herman Diephuis, à vouloir être trop virtuose dans son numéro d'équilibriste avec verre, en devient touchant. Lui et Rita Quaglia se servent aussi de verres comme s'ils étaient des ventouses capables d'arracher d'hypothétiques sangues. A moins que ce ne soit la peau. Joël Luecht, couvert de boue, exprime l'ailleurs en faisant rouler une boule dans un sens,

puis dans l'autre. On n'a jamais vu ce danseur, excellent, rater son coup.

Cela dit, si on ignorait que cette création puise ses racines dans l'observation d'artistes, verrait-on de la folie dans ces corps qui tombent, se frappent au sol, se claquent mutuellement avec violence, se maculent de peinture. Oui, sans aucun doute. Mais on se sent moins touché, car cette chorégraphie personnelle telle une énigme, où il convient de repérer ce qui relève de l'autisme, ce qui n'appartient qu'aux danseurs. Le spectacle est contenu dans une structure blanche, entourée de

coussins, qui font office de chemin de garde.

C'est très design pour un hôpital. Et les costumes sont très chics. Blancs avec juste ce qu'il faut de couleurs primaires pour s'accorder avec les peintures dans lesquelles Herman Diephuis trempe ses genoux, puis sa tête. Qu'elle est inquiétante, cette Germana Civera, quand elle danse au ras des spectateurs, les jambes raides, craignant de tomber dans le vide du plateau. La danse autour de l'autisme, du mutisme, est encore à venir. Ce sera la prochaine.

D. F.

Cecilia Bartoli, mezzo-soprano

« Je veux chanter avec des musiciens qui réfléchissent à ce qu'ils font »

En quelques années de carrière, la mezzo-soprano italienne Cecilia Bartoli s'est imposée par son charme, son abattage en scène, mais surtout par des dons vocaux exceptionnels. On pensait qu'elle s'en tiendrait aux

grands rôles, mais sa découverte de la mélodie française et des interprètes « baroques » lui fait prendre des chemins musicaux inattendus. Elle chante à Paris, mardi 21 mai.



CECILIA BARTOLI

viens d'ailleurs de chanter l'*Orfeo* de Haydn avec Nikolaus Harnoncourt. C'est un chef qui a une culture musicale et du courage. Il fait vraiment ce qu'il veut, sans esquive. C'est très stimulant.

Est-ce une manière polie de dire qu'il impose sa vision des choses ?

Au contraire ! Il est très persuasif et parvient toujours à convaincre. Avec Harnoncourt, j'ai appris ce qu'est la liberté de la phrase et du récit. Grâce à lui, la représentation une fois finie, on réfléchit à ce qu'on a fait. Je peux vous dire que c'est rare. Une belle soirée, ce n'est pas suffisant. Il faut que le spectacle vous fasse évoluer, réfléchir. J'aime me poser des questions, sans renoncer au plaisir de chanter.

Allez-vous la sonorité des orchestres d'instruments anciens ?

J'adore ! Ils possèdent une richesse, un velours que n'ont pas les orchestres modernes. Ils ont moins de brillant, mais ils conviennent parfaitement à ma voix. Cela dit, dirigés par Harnoncourt ou Christopher Hogwood, avec lequel j'aime aussi travailler, ces orchestres ne sonnent pas du tout de la même façon. Harnoncourt est plus incisif, Hogwood plus réservé. Les sonorités s'en ressentent.

Roberto Alagna disait récemment (*Le Monde* du 21 avril) qu'il considérait qu'un ténor est un ténor, que les notes sont tou-

Diva d'un nouveau genre

Quand certaines refusent que le chœur de leur limousine leur adresse la parole de peur d'être leur gosier, Cecilia Bartoli donne une interview sur la terrasse quel-

que peu ventée de son hôtel. Simple, accueillante, volubile, la jeune italienne est assurément d'un autre genre : le travail, le temps, la réflexion, l'intelligence semblent à la base de sa vie et de son art. Voix brillante, aux couleurs claires ou moirées, technique redoutable, musicienne raffinée, on l'entendra, à la rentrée, dans un disque Decca de mélodies françaises, des romances de Pauline Viardot aux *Mélodies hébraïques*, de Maurice Ravel.

Jours les mêmes et que ce sont surtout les salles et les chefs qui accompagnent qui font la différence. Vous-même, vous chantez des rôles de soprano et de mezzo-soprano...

Pour moi, il y a surtout des questions de sensibilité, de personnalité. Observez les rôles de Suzanne dans *Les Noctes de Figaro* et de Zerline dans *Don Giovanni*, de Mozart : c'est absolument la même tessiture ! Il y a des traditions qui font qu'on distribue souvent Zerline à des voix plus légères. Mais elle chante souvent une tierce plus bas qu'Anna ou Elvira. Elle peut donc être chantée par un mezzo... Dans mon disque-récital consacré à Mozart, je ne voulais pas montrer la longueur de ma voix, mais les différences de caractère des personnages. A la scène, je chante Despinas, Zerline, Cherubino. J'aimerais aborder Suzanne. Pour Fioriligi, on verra... J'ai chanté plusieurs fois Donabella, mais je préfère en fait la personnalité de Despinas... C'est un luxe que de pouvoir chanter les deux !

Pour moi, la seule différence est surtout celle des époques : entre Sesto et Eboli ou Azucena, il n'y a rien en commun. Les salles ont bien sûr une importance prédominante. Mais les voix tristes est que le public y est parfois obligé de regarder le jeu avec des jumelles ! On ne peut pas jouer dans le détail et le raffinement, comme *Così l'exige*, par exemple. Je n'ai rien contre la Bastille, j'y ai chanté Suzanne, mais je vais surtout me produire au Théâtre du Châtelet, où il y a davantage de projets de musique baroque...

Le baroque est décidément important pour vous, qui pourriez demeurer dans un répertoire plus traditionnel...

Je viens de rencontrer William Christie, à New York. Je suis allée l'entendre à la Brooklyn Academy of Music, où il dirigeait l'*Orlando d'Henkel*. J'ai été impressionnée par son travail avec l'orchestre et les chanteurs. Nous allons faire ensemble un opéra de Paisiello à Zurich, dans deux ans. J'espère que nous aurons d'autres projets. J'ai convaincu l'intendant du Met de trouver un endroit pour faire des opéras baroques. Ce sera au Lincoln Center, dans une salle plus modeste. Il faut se battre pour faire revivre Haendel et Vivaldi, dans de grandes maisons, mais dans des conditions modestes. Après dix ans de carrière - j'ai fait ma première Rosine à l'âge de dix-neuf ans ! -, je peux choisir ce que je veux faire. C'est dans cette direction que je veux aller, chanter avec des musiciens qui cherchent et réfléchissent à ce qu'ils font.

Propos recueillis par Renaud Machart

★ Cecilia Bartoli enregistre pour Decca.

Kenny Barron, seigneur du piano et styliste du be-bop

Un disque avec le percussionniste Mino Cinelu et une série de concerts au club La Villa, à Paris : deux occasions de découvrir le plus grand des pianistes de jazz

KENNY BARRON À LA VILLA, 29, rue Jacob, Paris 6^e. M^e Sahut-Germain-des-Prés. 21 heures et 23 heures, les 22, 23, 24, 25, 27 et 28 mai à 22 heures. Tél. : 43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

Kenny Barron est d'une vraie douceur. Son sourire d'enfant, ses silences philosophes, sa vertu, en font un éclaircieur dans un monde en voie de glaciation. Il est avec Ahmad Jamal, le plus grand des pianistes en exercice. On ne sait pas bien ce qu'il est, une époque, commande l'abondance des pianistes.

C'est actuellement le cas. Commodité ? Bavardage ? Errance académique ? Retour brutal à l'harmonie ? Mais dans la civilisation, guerre à venir, vaudrait-il un simple rappel au calme ? Jamais ! Il n'y eut une telle concentration de pianistes, jamais tant de monde profite à gigoter du médius, sans faire oublier, ne fût-ce qu'une seconde, Duke Ellington, Erroll Garner, Lennie Tristano, Cecil Taylor, ou simplement Count Basie. On ne parle même pas de Bud Powell, Thelonious Monk et Bill Evans.

Il y a dans le dernier disque de Kenny Barron (formidable duo avec Mino Cinelu) une pièce qui s'intitule *Shibu*. Un peu moins de six minutes : cinq minutes quarante-sept secondes préparées par toute une vie et celle des autres. Une jaculation sereine. Le jazz aurait pu n'exister que pour cela.

C'est ce qui arrive en musique, pas souvent, mais cela arrive. C'est pour cela que les musiciens ne s'arrêtent pas de jouer. Quand cela arrive, avec ce détaché de chaque note, la mélodie conduite à volonté, le temps parfaitement maîtrisé, sans précipitation ni langueur, on le sait. On se sent bien parce qu'on sait.

On prend un dictionnaire, on lit : « Kenny Barron commence à l'âge de douze ans l'étude du piano avec la sœur de Ray Bryant et obtient, en 1957, son premier engagement, dans l'orchestre de Mel Melvin, dont fait partie son frère Bill » (Xavier Prévost, *Dictionnaire du jazz*, Laffont). On se dit qu'on n'a pas assez d'une vie pour dérouler une phrase comme celle-là. 1955, la date à laquelle Kenny Barron commence, est l'année où disparaît Charlie Parker. Ray Bryant reste un des monstres discrets de l'instrument (Tommy Flanagan, Hank Jones...). On imagine Philadelphie, les quartiers noirs, cette Amérique du mépris.

En 1960, Kenny Barron rallie Philly (diminutif de Philadelphie) Joe Jones, le plus aimé des batteurs, puis Yusuf Lateef, dont le patronyme avait donné lieu, dans *Jazz Magazine*, qui en inventa la mode, à l'un de ces titres dont l'as-

ture s'est trop répandue : « Super Lateef ». On ne saura pas pour quel Kenny est très recherché des trompettistes - Ted Curson, Lee Morgan, Freddie Hubbard, Jimmy Owens, et surtout, Dizzy Gillespie, chez qui il remplace Lalo Schiffrin. Qu'est-ce qu'un trompettiste trouve en lui ? Quel secours ? Quels appuis ? Quels recours ? De proche en proche, il devient l'instrumentiste le plus recherché, se supporte très bien dans cette ombre d'accompagnement, reste au second plan, même si Stan Getz en fait son alter ego dans un disque en duo, à la veille de sa mort : *Collaboration* (1991).

LE SAUT DANS L'INCONNU

Des disques, Kenny Barron en a enregistré une centaine. Sa carrière commence aujourd'hui. Il a bientôt cinquante-trois ans. Il excelle dans le phrasé be-bop dont il est un des authentiques stylistes. Le saut dans l'inconnu ne lui fait pas peur. Sphere, qu'il a fondé en 1981 avec le saxophoniste ténor de Thelonious Monk, Charlie Rouse, lui a donné ces ailes-là.

En duo avec le percussionniste Mino Cinelu, il a des traits, des fulgurances, des audaces où ne vont pas les pianistes de vingt ans, ses cadets, la zone est trop sensible. Il s'y engouffre sans la moindre hypocrisie, juste en passant, en faisant sonner chaque note à sa juste va-

leur sous la mitraille (que l'on se reporte à *Simple Thoughts* ou *Conversation*). Il sait autant entrer à fond dans un standard que laisser courir la musique à la vitesse de la pensée.

Et parfois, comme dans *Swamp Sally*, il retourne à l'innocence. Sally vivait à l'écart de la ville, dans les marécages, en Caroline du Sud. C'était le temps d'avant. Kenny raconte que sa sœur lui a dit que sa mère lui avait confié que l'arrière-grand-père eut une histoire avec Sally. La grand-mère était mulâtre, le grand-père était noir. *Swamp Sally* raconte un peu de cette histoire.

Un seigneur est en club, à Paris, cette semaine. Il s'appelle Kenny Barron. A la batterie, barbe de neige et manières de prince, on peut voir Ben Riley, un des permanents de Monk. A la contrebasse, Ray Drummond, solide, énorme et rassurant. On pourrait évaluer les musiciens aux déplacements qu'ils méritent. En club à Paris, Kenny Barron est un pianiste de mille kilomètres. On ne le voit pas enlever.

Francis Marmande

★ Nouvel enregistrement *Shibu*, Kenny Barron (piano, basse) et Mino Cinelu (percussions, guitare). 1 CD Mercury 532 268-2 (disponible début juin).

DANS LES THÉÂTRES

LA CONDITION DES SOIES

D'Anne Zadek. Mise en scène : Christophe Perrotin. Avec Christine Brotons. Théâtre de Gennevilliers, 41, avenue des Grésillons, Gennevilliers. M^e Gabriel-Pérl. Tél. : 41-32-26-26. Du mardi au samedi à 20 h 30 ; dimanche à 16 heures (relâche les 25 et 26). 140 F, jusqu'au 2 juin.

Chaud, jaune, ronde, une lumière du soir glisse sur la silhouette d'une femme assise dans un fauteuil, dans une position d'abandon. A l'autre bout du plateau, la même lumière adoucit le bois d'une haute armoire. Un air de violoncelle remplit l'espace. Un grand vide règne entre l'armoire et le fauteuil, de larges pans d'obscurité habitent le plateau. « Quand », dit la femme, « Quand exactement ? Quel instant précis ? A quel moment avez-vous allumé ? J'étais couchée. » Nul interlocuteur ne lui répond : la nuit, la musique et la solitude seront ses seuls compagnons.

Ainsi, une femme sans nom va parler. On ne saura pas qui elle est ni quelle histoire l'habite. On entendra seulement les mots qui bruisent dans sa tête - des mots qui folâtraient, comme la pensée peut le faire dans la joie ou, parfois, dans la tristesse. Il faudra se laisser bercer, oublier le temps, rayer tout désir sinon celui de l'instant de la conscience. Des phrases glisseront dans le noir, des images naîtront, à l'écoute de cette femme jouée par une comédienne (Christine Brotons) en robe blanche, sans maquillage, que Christophe Perrotin dirige comme l'instrument d'une partition recherchée.

Certains spectateurs s'ennuyent, d'autres alimenteront, selon leur humeur d'un soir. Cela est normal : *La Condition des soies*, d'Anne Zadek (publiée aux éditions de Minuit), n'ambitionne pas de convaincre, mais de séduire, par un mouvement tout intérieur, un chant de la conscience.

Brigitte Salino

LES JUMEAUX VÉNITIENS

De Carlo Goldoni. Mise en scène : Gildas Bourdet. Avec Muriel Brener, Kristov Carpi, Pierre Cassignard, Marianne Epin, Daniel Langlet, Hélène Médigue, Jean-Jacques Moreau, Laurent Natrelia, Bruno Ricci, Guillaume de Tonquedec, Romain Weingarten. Théâtre national de la Criée, 30, quai de Rive-Neuve, Marseille (13). Tél. : 91-54-74-54. Mardi, vendredi et samedi à 20 h 30 ; mercredi à 19 heures, dimanche à 17 heures. 150 F, jusqu'au 15 juin.

Il y avait les crépits des montagnes ! Sans eux, Carlo Goldoni n'aurait pu dénoncer les tarifications des plaines - ce à quoi il s'adonne avec un plaisir fou dans *Les Jumeaux vénitiens*. Cette comédie, écrite en 1747, lui a été inspirée par Cesare Darbes, un comédien qu'il aimait beaucoup pour la vivacité de ses expressions. « Tantôt c'était l'homme du monde le plus riant, le plus brillant, le plus vif ; tantôt il prenait l'air, les traits, les propos d'un niais, d'un balourd, et ces changements se faisaient en lui tout naturellement et sans y penser. »

Ainsi, Carlo Goldoni pensa opposer dans la même pièce deux frères, qui seraient interprétés par le même comédien, en jouant sur leurs différences. Il inventa donc des jumeaux, séparés à la naissance, dont l'un, Zanetto, a grandi vers Bergame, et l'autre, Tonino, fut élevé à Venise. Véronne leur sert de point de rencontre : les jumeaux viennent y chercher ou y retrouver une fiancée. Leur ressemblance déchaîne une calvaire de quiproquos dont le dénouement ne sera pas heureux : la joie, chez Goldoni, n'est que le masque de la tristesse.

Portraitiste cinglant, Carlo Goldoni ruet au jour avec *Les Jumeaux vénitiens* une société blâchée, où l'apparence tient lieu de loi. La mise en scène de Gildas Bourdet reste dans le domaine strict de la comédie. Alors qu'elle se veut entraînante et insolente, ce n'est qu'un divertissement plat. Mais elle offre l'occasion à un jeune comédien, Pierre Cassignard (sorti du Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris en 1991), d'exploiter un talent énergique et sensible, qu'on espère voir se développer sur d'autres scènes.

B. S.

Les enfants d'Elgar mettent de l'ambiance aux Rencontres musicales d'Evian

RENCONTRES MUSICALES D'ÉVIAN. Prochains concerts : Rossini, Mac Millan, Tchaïkovski, par le Guildhall Symphony Orchestra, Mstislav Rostropovitch (direction), le 22 mai. Kokkonen, Bach, Mozart, par le Festival Strings de Lucerne, Rudolf Baumgartner (direction), le 23. Purcell, Orff, par la Choral Arts Society de Washington, Norman Scribner (direction), le 24. Haydn, Tippett, Britten, Boccherini, par Julian Bream (guitare), Emperor Quartet, le 25. Tippett, Schumann, Dvorak, par le Guildhall Symphony Orchestra, Choral Arts Society, Raymond Leppard (direction), le 26. Evian, La Grange au lac, à 19 h 30. Tél. : 50-75-04-10.

LYON

de notre bureau régional

Même le temps s'est mis à l'heure britannique. Mais la pluie qui a trempé les pelouses d'Evian, dimanche 19 mai, n'a pas éteint l'enthousiasme des jeunes musiciens de la Guildhall School de Londres. Lan-

cés un peu impétueusement par leur chef Christopher Seaman dans une *Ouverture Carnaval* de Dvorak difficilement maîtrisée, ils ont donné une interprétation pleine de vitalité de la *Première Symphonie* d'Elgar.

Comme tant d'ouvrages du compositeur de Worcester, cette œuvre, qui connut en son temps (1907) une incroyable audience internationale, est soignée et grandiose. Dans cette vaste fresque qui débute par rythmer les fastes d'un Buckingham d'avant les frusques de Lady Di, les mélodies qui se déploient avec ampleur, la marche qui requièrent de la part du chef le respect des équilibres sonores, la cohésion de l'ensemble orchestral, la maîtrise des masses. Bref, il faut y croire ou passer à autre chose. Le Guildhall Symphony Orchestra a donné à la noblesse et à la pompe toute sa place, mais sa jeunesse était agréablement cette musique victorienne.

La symphonie d'Elgar figure d'ailleurs en bonne place dans les programmes que donne régulièrement l'école lors des concerts de midi or-

ganisés dans le Centre de Barbican ; cet orchestre de jeunes y voisine avec l'Orchestre symphonique de Londres (autre invité d'Evian) et la Royal Shakespeare Company. Créée en 1880 par la City de Londres, la Guildhall School of Music and Drama rassemble sept cents étudiants. Les deux tiers se consacrent à la musique, venant principalement des îles Britanniques, mais aussi d'une quarantaine de pays étrangers. Cette école municipale regroupe en son sein tous les enseignements musicaux, jusqu'à la musicothérapie. Elle donne aussi trois productions lyriques chaque année.

C'est d'ailleurs en dirigeant l'une d'elles, *Les Fanciennes au couvent*, de Prokofiev, que Mstislav Rostropovitch, président des Rencontres musicales, a eu l'idée d'inviter la Guildhall School à Evian. Il a bien fait, car l'interprétation de ces jeunes artistes dans l'univers compassé du Festival a fait souffler, comme sur la musique d'Elgar, un vent de fraîcheur. On s'aperçoit qu'un public plus ouvert, plus neuf, puisse en profiter. Mais cela est une autre histoire.

L'intérêt d'une telle invitation tient aussi, pour ces futurs profes-

sionnels, dans le niveau des échanges qu'elle leur procure. Le dialogue qui se noua avec le pianiste irlandais Barry Douglas, dans le *Concerto en ut majeur KV 503* de Mozart, restera pour eux un grand moment. Il le fut aussi pour l'auditoire, tant cet artiste d'exception met de concentration dans son jeu. Toutes les notes, tous les traits sont chargés d'intentions, sans que cela nuise, en aucun moment, à la justesse du phrasé ni à la clarté de l'interprétation.

Barry Douglas jouait la veille, avec la même évidence et la même simplicité, le *Quintette* de Mozart et le *Septuor* de Poulenc, avec le London Winds, un nouveau quintette à vent créé en 1993. Il participait aussi à la « première » française d'une œuvre pour piano et vents du compositeur anglais John McCabe, qui utilise les instruments dans toute l'étendue de leurs sonorités et de leurs nuances avec une certaine puissance expressive. Dans les *Bagatelles* de Ligeti, les souffleurs londoniens ont montré une extrême virtuosité et beaucoup de chic.

Pierre Moulinier

SPECTACLES

Réservez vos places de concerts, spectacles, théâtres, expositions... sur Minitel

3615 LEMONDE

Les éditeurs de journaux s'inquiètent du déclin de la diffusion dans les pays industrialisés

WASHINGTON
de notre envoyé spécial

C'est par une double litane qu'a commencé le congrès de la Fédération internationale des éditeurs de journaux (FIEJ) : celle des atteintes à la liberté de la presse et celle du déclin de la diffusion. Lors de l'ouverture du 49^e congrès des éditeurs à Washington (Etats-Unis), lundi 20 mai, le président Prescott Law a rappelé que plus de 50 journalistes ont été tués pour leur métier, dont la moitié en Algérie, et que 180 reporters étaient emprisonnés. Parmi les pays les plus répressifs figurent la Turquie (51 journalistes incarcérés), l'Éthiopie (31) et la Chine (20). Prescott Law a demandé au gouvernement de ce pays de libérer le journaliste Gao Yu. « Plume d'or » de la liberté de la presse en 1995, toujours emprisonné. La distinction a été décernée cette année au journaliste cubain Yadamiro Restano Diaz, directeur de l'agence de presse indépendante de Cuba, qui vit en exil aux États-Unis après avoir été emprisonné.

Le directeur général de la FIEJ, Timothy Balding, a pour sa part insisté sur le déclin de la diffusion. Les acheteurs réguliers de quotidiens sont moins nombreux, notamment dans les pays industrialisés. En un an, les ventes ont diminué de 1,3 % aux États-Unis et de 0,68 % dans l'Union européenne. La diffusion des journaux a baissé, dans ces deux parties du monde, de 7 % en dix ans, tandis qu'environ 8 millions de lecteurs de quotidiens disparaissent.

Pourtant, en Europe, si la Grande-Bretagne a perdu 2 millions

de lecteurs en cinq ans, l'Allemagne et l'Espagne en ont gagné un million. Le premier pays pour les quotidiens - le Japon - reste stable (72 millions d'exemplaires). Avec près de 24 millions d'exemplaires par jour, l'Inde est le cinquième pays, derrière l'Allemagne (25,4 millions), la Russie (30 millions), les États-Unis (58 millions) et le Japon.

En matière de ressources publicitaires la presse continue à perdre des parts de marchés face à la télévision et à la radio. Mais ses revenus publicitaires ont augmenté, indiquant la sortie de la récession dans de nombreux pays. Ils ont progressé en 1995 de 5 % dans le premier marché publicitaire, les États-Unis, avec 36 milliards de dollars (environ 180 milliards de francs), contre 34 en 1994.

Alain Salles

■ **AU QUOTIDIEN LIBÉRATION**, 175 salariés dont 158 journalistes, ont signé une pétition qui rejette le plan de la direction prévoyant la nomination d'un directeur délégué de la rédaction sous l'autorité du directeur général, Pierre-Jean Bozo (Le Monde du 17 mai). Se fondant sur le pacte d'indépendance conclu lors de l'augmentation de la participation du groupe Charpentier-Pathey, le texte demande la nomination d'un directeur de la rédaction qui « ne soit pas sous l'autorité hiérarchique du directeur général, mais dépende directement du PDG », Serge July, et qui « dispose d'une parfaite liberté dans la gestion de la rédaction ».

Les syndicats de France 2 critiquent la direction

Après le rejet par le tribunal de commerce de la demande de la chaîne d'examiner les comptes de la société de Jean-Luc Delarue, les responsables syndicaux haussent le ton

la société Réservoir Prod. Pour Me François Stéfani, avocat de Jean-Luc Delarue, ce jugement est un « rejet des méthodes de la présidence de France Télévision, qui consistent à déplacer la lumière d'un vrai problème (les contrats signés par le service public) à un faux problème, la manière dont Jean-Luc Delarue remplit son contrat ».

L'avocat de l'animateur-producteur a ajouté que Jean-Luc Delarue a choisi « de travailler sur le service public et souhaite continuer de le faire dans les meilleures conditions ». L'animateur resterait d'ailleurs ouvert « à toutes les discussions pour travailler sereinement ».

Ce message d'apaisement ne semble guère avoir été entendu par la présidence de France Télévision qui, dans un communiqué diffusé lundi 20 mai, a annoncé son intention de « poursuivre son action pour la renégociation des contrats avec Réservoir Prod., en explorant toutes les solutions juridiques possibles ». Le communiqué « souligne » en outre que « l'action engagée a permis d'accroître la transparence ». Jean-Luc Delarue avait apporté, lors de sa conférence de presse, « un certain nombre de réponses aux questions posées depuis longtemps par la chaîne ; il a indiqué également son intention de déposer ses comptes au greffe du tribunal de commerce ».

Réunie lundi 20 mai, en fin d'après-midi, l'intersyndicale des personnels de France 2 (qui re-

groupe les adhérents de la CFDT, de la CGC, de la CGT et du Syndicat national des journalistes [SNJ] autonome) a pris acte du jugement rendu par le tribunal de commerce de Paris et a conclu que « la direction s'est comportée en irresponsable dans cette affaire ». Au terme de la réunion, les syndicats ont été informés qu'un comité d'entreprise extraordinaire aurait lieu mardi 28 mai. Les responsables syndicaux ont décidé de réunir une assemblée générale du personnel le lendemain.

■ **CONNAÎTRE LES CONTRAITS**

Les organisations syndicales de la chaîne publique semblent de plus en plus mobilisées sur cette affaire des contrats signés avec des animateurs-producteurs. Des adhérents reprochent à Jean-Pierre Elkabbach de les avoir négligés pendant des années, ce qui explique les rancœurs accumulées. Des salariés de l'entreprise remarquent aussi que le président est resté discret. Certains regrettent qu'il n'ait pas souhaité répondre à leurs questions la semaine dernière, pendant la rencontre au cours de laquelle le président de France Télévision était venu s'expliquer (Le Monde du 15 mai).

La Société des journalistes de France 2 a estimé après le jugement du tribunal de commerce, qu'il « confirme l'incompétence de la présidence de France Télévision (...) ».

De son côté, Philippe Douste-

Blazy, ministre de la culture chargé de la communication, qui donnait la semaine dernière au Festival de Cannes le sentiment de vouloir calmer le jeu, a déclaré lundi 20 mai à RTL qu'il allait « obliger par décret » le président de France Télévision à faire connaître « le contenu des contrats de manière exacte » aux conseils d'administration des chaînes publiques ainsi qu'au contrôleur d'Etat.

« Pour moi, le fait de ne pas savoir le contenu des contrats de manière exacte, parfaite, au niveau du conseil d'administration et au niveau du contrôleur d'Etat, n'est pas normal. Juridiquement, actuellement, Jean-Pierre Elkabbach n'était pas obligé de le faire », a-t-il reconnu. « Je dis qu'aujourd'hui, par décret, je vais l'obliger », a-t-il affirmé.

En réalité, le ministre ne devrait pas prendre de décret mais modifier en conséquence les dispositions du cahier des charges des chaînes publiques, lesquels doivent ensuite être approuvés par décret. Enfin, le ministre a indiqué qu'il attendait de la Cour des comptes et de l'audit de l'inspection des finances qu'ils fassent « à la lumière complète sur tous les aspects des contrats ». « Il est inadmissible de ne pas savoir combien coûte une émission quand on sait combien on donne aux animateurs-producteurs pour les faire », a-t-il ajouté.

Véronique Cauchapet et Yves Mamou

TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.
13.00 Journal, Météo.
13.35 Femmes. Magazine.
13.40 Les Feux de l'amour.
Série.
14.30 Dallas.
De mai en juin. Feuilleton.
15.25 Hawaii police d'Etat.
Le retour de la Polynésie.
Série.
16.30 Une famille en ot. Jeu.
17.05 Rick Hunter.
Inspecteur choc.
La famille.
Série.
18.00 Sydney Police.
Sauvetage en sous-m.
Série.
19.05 L'Or à l'appel.
Jeu.
19.30 et 20.45 Météo.
20.00 Journal, Tiroc.

20.50

CHÉRIE,
J'AI AGRANDI
LE BÉBÉ
Film de Randall Kessler
(1992, N, 92 min.) 044002
En testant une machine à
agrandir la mère, un
inventeur sauve son bambin
aux rayons.

22.25

LE DROIT
DE SAVOIR
Magazine présenté par Charles
Véronique. Les secrets, reportages :
les secrets ségrégation, les secrets de
pouvoir, les secrets apocalyptiques
(85 min.) 089018
23.50 Les Rendez-vous
de l'entreprise.
Pierre Bilger, président de
CEC Alstom.
Emission consacrée à
Boltanski (75 min.) 0421384
1.05 Journal, Météo.
1.30 Reportage (réf.). 1.45 et 2.10,
2.30, 3.50, 4.25 TF 1 mét. 2.20 et 4.00
journaux. 3.05 Histoire des inven-
tions. Inventer l'écume. 4.30 Mé-
trologie. 4.50 Musique. 5.10 Histoires
naturelles.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Envoiespécial.
(France 2 du 14/5/96)
21.30 Perfecto.
21.55 Météo
des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.30 Bas les masques.
(France 2 du 15/5/96)
23.50 Vira.
0.30 Soki 3 (France 3).

Planète

20.35 Gustave Caillebotte.
Ou les Avenues du regard.
21.35 A l'est, du sang
sur la neige.
(17/0) Le soleil se couche.
22.30 Souriez,
vous êtes exploités.
23.00 Premiers mètres.

France 2

12.15 et 4.20 Pyramide. Jeu.
12.55 et 13.40 Météo.
12.59 Journal.
13.45 Derrick.
13.50 Dialogue avec un mystérieux.
Série.
14.50 Le Renard.
Ombres du passé. Série.
15.50 et 5.20 La Chance
aux chamois.
Série 70 - succès 60.
17.00 Des chiffres et des
lettres. Jeu.
17.25 C'est cool. Alice au pays
des 7 ans. Série.
18.00 et 3.35 Les Bons Génies.
Jeu.
18.40 Qui est qui ? Jeu.
19.15 Bonne nuit, les petits. La
devoir de calcul.
19.25 et 2.00 Studio Gabriel.
Invité : Pierre Berthomieu.
19.59 Journal, Météo.

20.55

LA COURSE
A L'ÉCHALOTE
Film français de Claude Zidi avec
Pierre Richard, Jane Birkin
(1975, 110 min.) 0300150
Quiproquos, gags burlesques et
rythme échevelé. Du Zidi
première manière et Pierre
Richard speed.

22.45

ÇA SE DISCUTE
Magazine présenté par Jean-Luc
Delarue. Émission interactive : les médias
sont-ils devenus inévitables ?
(85 min.) 060076
0.10 Journal, Bourso, Météo.
0.35 Le Cercle
de minuit.
Magazine.
Emission consacrée à
Boltanski (75 min.) 0421384
2.30 Taratata (réf.). 3.30 L'oubli
des temps. 4.05 24 heures d'Info. 5.50
Émission animée.

Paris Première

20.00 20 h Paris Première.
21.00 Jean-Edem's Club.
21.55 Premières loges.
22.25 Le Dernier Tango
à Paris III
Film de Bernardo Bertolucci
(1972, N, 125 min.) 0276761

France

Supervision
20.30 La Pêche Américaine
Film de John Hughes
(1991, 90 min.) 02061228
22.00 Cylindre.

France 3

12.35 Journal, Keno.
13.10 Arnold et Willy. Série.
13.40 Beau Fixe.
Invité : Régine Deforges.
14.30 Le Réseau des robots.
14.48 Le Magasin du Sénat.
14.58 Questions
au gouvernement.
En direct de l'Assemblée
nationale.
16.05 Le passé à la télé.
16.45 Les Minikéums.
17.50 C'est pas sorcier : l'œil.
18.20 Questions
pour un champion. Jeu.
18.30 Un livre, un jeu.
Antoine de Fermanet
de Brues Chaudin.
18.35 Le 19-20
de l'information.
19.08, Journal régional.
20.05 Fi si la chante. Jeu.
20.55 Tout le sport.

20.50

FA SI LA
CHANTER
Diversité présentée par Pascal
Brunet. Invités : Charles Trenet,
Jean-Jacques Debout, Pascal Obispo,
Claude François, Hervé
Viar, Jacques Leslé, Ermine de
Cernant-Troisvilles, Adeline,
Sandrine Dumas.
(115 min.) 311518
22.45 Journal, Météo.

23.20

COULEUR PAYS
Programme des fêtes régionales.
régionales.
(90 min.) 043008
Pour l'ensemble des régions, le
magazine d'infos trace un
portrait d'Henriette
Letourneux, qui a consacré
cinquante-quatre ans de sa vie
à la passerelle et à la
nommée meilleur ouvrier de
France en 1977.
0.30 Sapi-Céles (réf.). 1.30 Sébastien
(réf.). Magazine. 1.35 Les Inconnus
présentent : Les films Gervin. 5.15, 2.35
Musique. 3.05, 3.30, 3.55, 4.25, 4.50
Météo. 5.10, 5.30, 5.50, 6.10, 6.30, 6.50,
7.10, 7.30, 7.50, 8.10, 8.30, 8.50, 9.10,
9.30, 9.50, 10.10, 10.30, 10.50, 11.10,
11.30, 11.50, 12.10, 12.30, 12.50, 13.10,
13.30, 13.50, 14.10, 14.30, 14.50, 15.10,
15.30, 15.50, 16.10, 16.30, 16.50, 17.10,
17.30, 17.50, 18.10, 18.30, 18.50, 19.10,
19.30, 19.50, 20.10, 20.30, 20.50, 21.10,
21.30, 21.50, 22.10, 22.30, 22.50, 23.10,
23.30, 23.50, 0.10, 0.30, 0.50, 1.10, 1.30,
1.50, 2.10, 2.30, 2.50, 3.10, 3.30, 3.50,
4.10, 4.30, 4.50, 5.10, 5.30, 5.50, 6.10,
6.30, 6.50, 7.10, 7.30, 7.50, 8.10, 8.30,
8.50, 9.10, 9.30, 9.50, 10.10, 10.30,
10.50, 11.10, 11.30, 11.50, 12.10, 12.30,
12.50, 13.10, 13.30, 13.50, 14.10, 14.30,
14.50, 15.10, 15.30, 15.50, 16.10, 16.30,
16.50, 17.10, 17.30, 17.50, 18.10, 18.30,
18.50, 19.10, 19.30, 19.50, 20.10, 20.30,
20.50, 21.10, 21.30, 21.50, 22.10, 22.30,
22.50, 23.10, 23.30, 23.50, 0.10, 0.30,
0.50, 1.10, 1.30, 1.50, 2.10, 2.30, 2.50,
3.10, 3.30, 3.50, 4.10, 4.30, 4.50, 5.10,
5.30, 5.50, 6.10, 6.30, 6.50, 7.10, 7.30,
7.50, 8.10, 8.30, 8.50, 9.10, 9.30, 9.50,
10.10, 10.30, 10.50, 11.10, 11.30, 11.50,
12.10, 12.30, 12.50, 13.10, 13.30, 13.50,
14.10, 14.30, 14.50, 15.10, 15.30, 15.50,
16.10, 16.30, 16.50, 17.10, 17.30, 17.50,
18.10, 18.30, 18.50, 19.10, 19.30, 19.50,
20.10, 20.30, 20.50, 21.10, 21.30, 21.50,
22.10, 22.30, 22.50, 23.10, 23.30, 23.50,
0.10, 0.30, 0.50, 1.10, 1.30, 1.50, 2.10,
2.30, 2.50, 3.10, 3.30, 3.50, 4.10, 4.30,
4.50, 5.10, 5.30, 5.50, 6.10, 6.30, 6.50,
7.10, 7.30, 7.50, 8.10, 8.30, 8.50, 9.10,
9.30, 9.50, 10.10, 10.30, 10.50, 11.10,
11.30, 11.50, 12.10, 12.30, 12.50, 13.10,
13.30, 13.50, 14.10, 14.30, 14.50, 15.10,
15.30, 15.50, 16.10, 16.30, 16.50, 17.10,
17.30, 17.50, 18.10, 18.30, 18.50, 19.10,
19.30, 19.50, 20.10, 20.30, 20.50, 21.10,
21.30, 21.50, 22.10, 22.30, 22.50, 23.10,
23.30, 23.50, 0.10, 0.30, 0.50, 1.10, 1.30,
1.50, 2.10, 2.30, 2.50, 3.10, 3.30, 3.50,
4.10, 4.30, 4.50, 5.10, 5.30, 5.50, 6.10,
6.30, 6.50, 7.10, 7.30, 7.50, 8.10, 8.30,
8.50, 9.10, 9.30, 9.50, 10.10, 10.30, 10.50,
11.10, 11.30, 11.50, 12.10, 12.30, 12.50,
13.10, 13.30, 13.50, 14.10, 14.30, 14.50,
15.10, 15.30, 15.50, 16.10, 16.30, 16.50,
17.10, 17.30, 17.50, 18.10, 18.30, 18.50,
19.10, 19.30, 19.50, 20.10, 20.30, 20.50,
21.10, 21.30, 21.50, 22.10, 22.30, 22.50,
23.10, 23.30, 23.50, 0.10, 0.30, 0.50, 1.10,
1.30, 1.50, 2.10, 2.30, 2.50, 3.10, 3.30,
3.50, 4.10, 4.30, 4.50, 5.10, 5.30, 5.50,
6.10, 6.30, 6.50, 7.10, 7.30, 7.50, 8.10,
8.30, 8.50, 9.10, 9.30, 9.50, 10.10, 10.30,
10.50, 11.10, 11.30, 11.50, 12.10, 12.30,
12.50, 13.10, 13.30, 13.50, 14.10, 14.30,
14.50, 15.10, 15.30, 15.50, 16.10, 16.30,
16.50, 17.10, 17.30, 17.50, 18.10, 18.30,
18.50, 19.10, 19.30, 19.50, 20.10, 20.30,
20.50, 21.10, 21.30, 21.50, 22.10, 22.30,
22.50, 23.10, 23.30, 23.50, 0.10, 0.30,
0.50, 1.10, 1.30, 1.50, 2.10, 2.30, 2.50,
3.10, 3.30, 3.50, 4.10, 4.30, 4.50, 5.10,
5.30, 5.50, 6.10, 6.30, 6.50, 7.10, 7.30,
7.50, 8.10, 8.30, 8.50, 9.10, 9.30, 9.50,
10.10, 10.30, 10.50, 11.10, 11.30, 11.50,
12.10, 12.30, 12.50, 13.10, 13.30, 13.50,
14.10, 14.30, 14.50, 15.10, 15.30, 15.50,
16.10, 16.30, 16.50, 17.10, 17.30, 17.50,
18.10, 18.30, 18.50, 19.10, 19.30, 19.50,
20.10, 20.30, 20.50, 21.10, 21.30, 21.50,
22.10, 22.30, 22.50, 23.10, 23.30, 23.50,
0.10, 0.30, 0.50, 1.10, 1.30, 1.50, 2.10,
2.30, 2.50, 3.10, 3.30, 3.50, 4.10, 4.30,
4.50, 5.10, 5.30, 5.50, 6.10, 6.30, 6.50,
7.10, 7.30, 7.50, 8.10, 8.30, 8.50, 9.10,
9.30, 9.50, 10.10, 10.30, 10.50, 11.10,
11.30, 11.50, 12.10, 12.30, 12.50, 13.10,
13.30, 13.50, 14.10, 14.30, 14.50, 15.10,
15.30, 15.50, 16.10, 16.30, 16.50, 17.10,
17.30, 17.50, 18.10, 18.30, 18.50, 19.10,
19.30, 19.50, 20.10, 20.30, 20.50, 21.10,
21.30, 21.50, 22.10, 22.30, 22.50, 23.10,
23.30, 23.50, 0.10, 0.30, 0.50, 1.10, 1.30,
1.50, 2.10, 2.30, 2.50, 3.10, 3.30, 3.50,
4.10, 4.30, 4.50, 5.10, 5.30, 5.50, 6.10,
6.30, 6.50, 7.10, 7.30, 7.50, 8.10, 8.30,
8.50, 9.10, 9.30, 9.50, 10.10, 10.30, 10.50,
11.10, 11.30, 11.50, 12.10, 12.30, 12.50,
13.10, 13.30, 13.50, 14.10, 14.30, 14.50,
15.10, 15.30, 15.50, 16.10, 16.30, 16.50,
17.10, 17.30, 17.50, 18.10, 18.30, 18.50,
19.10, 19.30, 19.50, 20.10, 20.30, 20.50,
21.10, 21.30, 21.50, 22.10, 22.30, 22.50,
23.10, 23.30, 23.50, 0.10, 0.30, 0.50, 1.10,
1.30, 1.50, 2.10, 2.30, 2.50, 3.10, 3.30,
3.50, 4.10, 4.30, 4.50, 5.10, 5.30, 5.50,
6.10, 6.30, 6.50, 7.10, 7.30, 7.50, 8.10,
8.30, 8.50, 9.10, 9.30, 9.50, 10.10, 10.30,
10.50, 11.10, 11.30, 11.50, 12.10, 12.30,
12.50, 13.10, 13.30, 13.50, 14.10, 14.30,
14.50, 15.10, 15.30, 15.50, 16.10, 16.30,
16.50, 17.10, 17.30, 17.50, 18.10, 18.30,
18.50, 19.10, 19.30, 19.50, 20.10, 20.30,
20.50, 21.10, 21.30, 21.50, 22.10, 22.30,
22.50, 23.10, 23.30, 23.50, 0.10, 0.30,
0.50, 1.10, 1.30, 1.50, 2.10, 2.30, 2.50,
3.10, 3.30, 3.50, 4.10, 4.30, 4.50, 5.10,
5.30, 5.50, 6.10, 6.30, 6.50, 7.10, 7.30,
7.50, 8.10, 8.30, 8.50, 9.10, 9.30, 9.50,
10.10, 10.30, 10.50, 11.10, 11.30, 11.50,
12.10, 12.30, 12.50, 13.10, 13.30, 13.50,
14.10, 14.30, 14.50, 15.10, 15.30, 15.50,
16.10, 16.30, 16.50, 17.10, 17.30, 17.50,
18.10, 18.30, 18.50, 19.10, 19.30, 19.50,
20.10, 20.30, 20.50, 21.10, 21.30, 21.50,
22.10, 22.30, 22.50, 23.10, 23.30, 23.50,
0.10, 0.30, 0.50, 1.10, 1.30, 1.50, 2.10,
2.30, 2.50, 3.10, 3.30, 3.50, 4.10, 4.30,
4.50, 5.10, 5.30, 5.50, 6.10, 6.30, 6.50,
7.10, 7.30, 7.50, 8.10, 8.30, 8.50, 9.10,
9.30, 9.50, 10.10, 10.30, 10.50, 11.10,
11.30, 11.50, 12.10, 12.30, 12.50, 13.10,
13.30, 13.50, 14.10, 14.30, 14.50, 15.10,
15.30, 15.50, 16.10, 16.30, 16.50, 17.10,
17.30, 17.50, 18.10, 18.30, 18.50, 19.10,
19.30, 19.50, 20.10, 20.30, 20.50, 21.10,
21.30, 21.50, 22.10, 22.30, 22.50, 23.10,
23.30, 23.50, 0.10, 0.30, 0.50, 1.10, 1.30,
1.50, 2.10, 2.30, 2.50, 3.10, 3.30, 3.50,
4.10, 4.30, 4.50, 5.10, 5.30, 5.50, 6.10,
6.30, 6.50, 7.10, 7.30, 7.50, 8.10, 8.30,
8.50, 9.10, 9.30, 9.50, 10.10, 10.30, 10.50,
11.10, 11.30, 11.50, 12.10, 12.30, 12.50,
13.10, 13.30, 13.50, 14.10, 14.30, 14.50,
15.10, 15.30, 15.50, 16.10, 16.30, 16.50,
17.10, 17.30, 17.50, 18.10, 18.30, 18.50,
19.10, 19.30, 19.50, 20.10, 20.30, 20.50,
21.10, 21.30, 21.50, 22.10, 22.30, 22.50,
23.10, 23.30, 23.50, 0.10, 0.30, 0.50, 1.10,
1.30, 1.50, 2.10, 2.30, 2.50, 3.10, 3.30,
3.50, 4.10, 4.30, 4.50, 5.10, 5.30, 5.50,
6.10, 6.30, 6.50, 7.10, 7.30, 7.50, 8.10,
8.30, 8.50, 9.10, 9.30, 9.50, 10.10, 10.30,
10.50, 11.10, 11.30, 11.50, 12.10, 12.30,
12.50, 13.10, 13.30, 13.50, 14.10, 14.30,
14.50, 15.10, 15.30, 15.50, 16.10, 16.30,
16.50, 17.10, 17.3

[illegible]

Maquis

par Pierre Georges

C'EST TOUT UN ART d'indisposer ses juges. Et Alain Carignon s'y entend. Voilà un homme condamné en première instance et qui fait, fort normalement, appel. Le droit, après tout, n'est pas fait pour les juges, mais pour les justiciables.

C'est la règle du jeu. L'appel est un recours. On peut espérer qu'une seconde instance infirme, atténue, voire annule la sanction pénale prononcée par la première. On peut aussi craindre qu'elle ne la confirme ou l'amplifie. Des évidences, en somme. Faire appel, c'est demander à être jugé au motif qu'on estime avoir été mal jugé. On s'en voudrait d'enfoncer ainsi des portes et des codes ouverts, n'était le comportement du justiciable Carignon lui-même.

Qu'a fait l'ancien ministre de la communication devant la Cour d'appel de Lyon, lundi ? Tout ce qu'il faut pour retarder un procès qu'il a lui-même sollicité. Ses défenseurs ont usé et abusé des artifices de procédure, de tous les moyens de droit pour tenter de différer l'échéance au maximum.

Le droit les y autorisait. Et on peut même supposer qu'en soutenant certains arguments, les défenseurs d'Alain Carignon espéraient voir la seconde instance les intégrer comme éléments nouveaux. Mais encore convient-il de ne pas faire de la procédure comme l'on prend le maquis. Indéfiniment. En donnant notamment l'impression de prendre une Cour d'appel pour ce qu'elle n'est pas, une simple Chambre de retardement des échéances. Et en faisant savoir, d'ores et déjà, qu'on traitait en cassation au cas où.

On a vu des magistrats pour moins que cela ! Et l'avocat général, tout à son affaire, en saluait presque, chant les bons auteurs :

« C'est à croire que Dostoïevski se trompait quand il disait que l'attente du châtiment est plus insupportable que le châtiment lui-même. »

C'est à croire, surtout, qu'Alain Carignon et ses amis se trompent, dans l'illusion que l'on peut, par des artifices de droit ou des manifestations de salle des pas perdus, inverser le cours du droit. Voulu à son initiative, ou bien malgré lui, la manifestation des pro-Carignon au palais de justice de Lyon, avec pancartes et pom-pom électeurs, a été profondément déçue. On a vu ailleurs, à Valenciennes notamment, que ces initiatives « spontanées » à l'attention essentielle des médias avaient surtout le don d'exaspérer les magistrats.

Tout à son désarroi, ou à son inquiétude, Alain Carignon a commis ou laissé commettre là une faute de goût assez ordinairement partagée par les politiques dans leurs démêlés judiciaires : instaurer une sorte de ménage à trois, via la télévision, entre la justice, l'opinion présumée publique et l'homme public. Faire en sorte que parallèlement aux magistrats côté Cour, une manière de chaque populaire officie côté jardin pour scander les mérites extrêmes et l'innocence avérée du prévenu.

Cette fidélité du dernier carré des partisans a certes le côté touchant du soutien amical dans l'épreuve. Mais elle a aussi cet aspect boomerang de la bonne grosse et vieille folie. Défilant dans le palais de justice de Lyon avec des panneaux du type « Procès Carignon, procès politique » n'était pas d'une suprême habileté. Les magistrats d'une Cour d'appel, eux, s'insistent surtout à considérer qu'ils disent simplement le droit. Même commun.

Le nombre de décès dus à la drogue en France est en diminution

La consommation d'ecstasy progresse, celle de crack reste modérée

SELON LE RAPPORT de l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (OCTRI), établi à partir des données des services des douanes, de la gendarmerie et de la police et rendu public mardi 21 mai, quatre-cent-soixante-cinq personnes sont mortes en 1995 (-17,5 % par rapport à 1994) à la suite de surdoses de drogues ou d'accidents immédiatement liés aux conditions d'administration de stupéfiants. L'héroïne reste la première cause de cette mortalité, avec 388 décès, mais un nombre accru de morts sont désormais liées à une consommation abusive et cumulée d'héroïne, d'alcool et de médicaments. Ainsi 68 usagers de drogues sont-ils directement morts après avoir massivement absorbé des médicaments tels que, notamment, le Rofenuron et le Temgesic. Cette tendance nouvelle semble correspondre au développement de toxicomanies de la misère, observées notamment par les organisations humanitaires qui, dans les grandes villes, accueillent les sans-abri et les gens en perdition.

Des profils de toxicomanes sont esquissés par le rapport de l'OCTRI, sur la base des interpellations pour usage et usage-revente de stupéfiants - qui ne donnent évidemment qu'un reflet partiel de la réalité. Le nombre des arrestations a continué de progresser en 1995 pour les principaux types de produits consommés : le cannabis (41 711 interpellations, + 27,6 %), l'héroïne (17 356 cas, + 1,2 %), la cocaïne et le crack (13 744 cas, + 7,5 %), l'ecstasy (11 222 cas, + 68,7 %).

La population des consommateurs de cannabis semble jeune (77,8 % des interpellés ont moins de vingt-six ans) et présente une relative insertion dans la vie active (18 % exercent une activité salariée, 19 % sont étudiants ou militaires du contingent). Le consommateur type d'héroïne apparaît plus âgé (57,5 % ont plus de vingt-cinq ans) et n'exerce aucune activité professionnelle (80 % des cas). S'agissant de la cocaïne, la rareté des interpellations - 847 cas, un chiffre sans commune mesure avec les volumes saisis - pourrait correspondre à des personnes bien insérées et attirant peu l'attention des services répressifs. Toutes drogues confondues, Paris et la petite couronne gardent la première place pour le nombre d'interpellations, suivis de près par la région Nord.

Préité par les services américains à la fin des années 80, le défillement du crack sur la France n'a pas en lieu. L'usage de ce dérivé de la cocaïne a certes connu une assez forte expansion à Paris et dans la petite couronne, mais les chiffres restent modestes (577 interpellations de personnes souvent en situation de grande précarité, pour un total de 5,6 kilos de crack saisis). La consommation d'ecstasy semble, elle, en forte expansion (1 122 interpellations opérées généralement à l'occasion de soirées « rave » dans une population ressemblant à celle des usagers de cannabis, notamment par sa jeunesse (76 % de moins de vingt-six ans).

constatée est due à une diminution des affaires de « livraisons contrôlées » qui, naguère, avaient permis aux douaniers de réaliser quelques spectaculaires découvertes de chargements dépassant une tonne. En 1995, un peu plus de sept mille trafiquants nationaux et internationaux, dont une majorité de revendeurs locaux, ont été interpellés en France (3 395 pour héroïne, 2 986 pour cannabis).

RECUL DES SAISIES

Du côté du trafic, l'année 1995 s'est caractérisée par un recul sensible des saisies par rapport à 1994, qualifiée « d'année record » par l'OCTRI. Plus de quarante-deux tonnes de cannabis ont été saisies (-27 %), ainsi que 865 kilos de cocaïne (-82 %), 499 kilos d'héroïne (-24,5 %), 104 kilos d'amphétamines (-30 %) et quelque 273 000 doses d'ecstasy (+ 7 %). Le rapport de l'OCTRI n'explique pas si la baisse

« Charlie-Hebdo » a été condamné à deux reprises pour diffamation et injure

LA DIRECTION de l'hébdomadaire satirique Charlie-Hebdo n'apprécie pas les diverses condamnations judiciaires prises à son encontre. Elle estime que les deux dernières décisions de justice dont le journal a fait l'objet, au mois de mai, devant la 17^e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris, montrent « qu'aujourd'hui, en France, le droit à la satire est mort ».

La première condamnation pour diffamation a été prononcée, jeudi 9 mai, à la suite d'une plainte du maire (Front national) de Toulon, Jean-Marie Le Chevallier. Ce dernier mettait en cause trois dessins publiés par l'hébdomadaire dans son édition du 13 septembre 1995. Ces caricatures étaient consacrées à la ville de Toulon et, notamment, à la mort mystérieuse de Jean-Claude Poulet-Dachary, premier adjoint du maire, dans la nuit du 28 au 29 août 1995.

« DIFFAMINATION MANIFESTE »

Le tribunal a relaxé le journal pour deux d'entre eux : le premier, un dessin de Cabu, faisait état d'une ville « dirigée par un déserteur » ; le second concernait un dessin relatif au nettoyage de la ville. En revanche, le tribunal a condamné le journal dirigé par Gédéon pour diffamation publique en se fondant sur l'expression « mythe de soudards » insérée dans une légende accompagnant une série de dessins mettant en scène les lieux que fréquentait, à Toulon, Jean-Claude Poulet-Dachary. Pour le tribunal, l'expression « mythe de soudards » se réfère « à un individu grossier et indiscipliné, à un homme de guerre brutal » de telle sorte qu'elle comporte « une diffamation manifeste ».

La seconde condamnation a été prononcée le 14 mai pour « injure » à l'égard de Jean-Marie Lejeune, membre du Mouvement pour la France (MPF) de Philippe de Villiers. Charlie-Hebdo a été condamné à payer 74 000 francs au total pour ces deux condamnations qui doivent faire l'objet d'une publication judiciaire dans la presse.

Les responsables de l'hébdomadaire satirique se défendent d'avoir, dans les dessins ou articles incriminés, fait usage de figures de style ordinaires, machistes ou racistes. En revanche, la direction estime qu'« on peut voir dans ces deux condamnations le désir délibéré de couler un journal satirique ».

« S'attaquer à la métaphore, c'est s'attaquer au droit d'écrire », assure un responsable pour qui la liberté d'expression s'arrêtera désormais où les comiques télévisuels le décideront.

DEPECHE

■ LIBAN : le général Michel Aoun, ancien premier ministre libanais en exil en France depuis cinq ans, a affirmé, mardi 21 mai, que les forces de l'ordre avaient investi, à l'aube, sa propriété de la région parisienne, pour l'empêcher de se rendre à Strasbourg, où il souhaitait participer à une réunion de parlementaires européens. « Ils ont bloqué l'accès de la propriété en investissant son pourtour, effectué un cercle de barrage à 5 km autour de Haute-Maison », localité de Seine-et-Marne où réside le général. « Les trois portes d'entrée de la maison ont également été bloquées », a-t-il précisé dans un entretien téléphonique. Sa présence en France est accompagnée d'une interdiction de s'exprimer en public. (AFP)

■ ENVIRONNEMENT : la Seine a été polluée sur 12 kilomètres, dans le département de l'Essonne, à la suite de l'écoulement d'hydrocarbures d'une barge endommagée, dans la nuit du lundi 20 au mardi 21 mai. Une brèche dans la barge a entraîné le déversement dans la Seine d'hydrocarbures, principalement du gazole. Quelque cinquante sapeurs-pompiers de l'Essonne ont mis en place, durant toute la nuit, deux barrages flottants, à l'écluse d'Evry et au pont de Juvisy. Le Centre opérationnel départemental incendies et secours (CO-DIS) de l'Essonne a indiqué que la circulation fluviale devait être interrompue une partie de la journée de mardi, pour permettre le pompage de la nappe.

Le bourgmestre de Wolfsburg ne veut pas snober la population de Marignane

BONN

de notre correspondant

Faut-il couper les ponts avec les lepnistes ? Telle est la question que se posent les maires de communes d'outre-Rhin jumelées avec des villes passées au Front national lors des élections de mars 1995. En Allemagne, trois cités sont concernées : Mannheim, partenaire de Toulon, Rastatt, jumelée à Orange, et Wolfsburg, liée à Marignane. Elus et citoyens locaux s'interrogent. Une partie d'entre eux estime qu'il est inopportun de poursuivre des relations avec les descendants des « fascistes ». C'est le cas notamment de Rastatt, et dans une moindre mesure de Mannheim, communes du Bade-Wurtemberg toutes deux dirigées par des maires sociaux-démocrates.

A Wolfsburg, en Basse-Saxe, il en va autrement. Le bourgmestre, Werner Schlimme, soixante et onze ans, chrétien-démocrate, a décidé de respecter contre vents et marées l'esprit du traité de l'Elysée, signé en 1963 par de Gaulle et Adenauer. Peu lui importe la couleur politique de ses partenaires français pourvu que le contact soit maintenu entre les

populations. M. Schlimme s'est rendu à Marignane, du 9 au 13 mai, à la tête d'une délégation officielle.

Le bourgmestre de Wolfsburg n'a rien d'un admirateur de Jean-Marie Le Pen. Mais il estime comme beaucoup de ses compatriotes que c'est en répondant aux préoccupations des électeurs de l'extrême droite que l'Allemagne chrétienne-démocrate a réussi à contenir, depuis le début des années 80, le phénomène républicain, parti fondé par l'ancien Waffen SS Franz Schönhuber, qui ne représente aujourd'hui que 1,9 % des électeurs à l'échelle nationale.

A son retour de voyage, M. Schlimme a déclaré : « Le maire, Daniel Simonpieri, m'a laissé une impression sympathique. » La « préférence nationale », les mesures discriminatoires à l'égard des immigrés ? « Bien entendu, je n'ai aucune compréhension pour les extrémistes. Mais j'ai pu constater sur place que lorsque des mesures d'économie étaient adoptées, comme en ce qui concerne les crèches et les cantines, elles touchaient tout le monde et pas seulement les étrangers. Dans le fond, nous faisons à peu

près la même chose à Wolfsburg. » Avant de se rendre en France, le bourgmestre de Wolfsburg confiait : « Qualifier ces gens-là de nazis, croyez-moi, c'est très abusif. Moi, les nazis, je suis ce que c'est. Adolescent, j'ai été enrôlé dans la Hitlerjugend, alors vous savez... »

C'est parce qu'il a choisi de respecter le choix démocratique de la population de Marignane que le bourgmestre de Wolfsburg minimise volontairement la portée du changement : « A Marignane, l'évolution est moins importante qu'à Toulon et à Orange. » Il n'empêche que cette indulgence laisse perplexe : si M. Simonpieri était citoyen allemand, pourrait-il être membre de la CDU ? On sait que le parti de Helmut Kohl a réussi à éliminer durablement l'extrême droite de la vie politique allemande. Mais il n'en a pas moins choisi, pour y parvenir, d'accueillir en son sein quelques personnalités de la droite « musclée ». Sur une question comme celle de l'immigration, la culture politique allemande a toujours été plus à droite que celle de la France.

Lucas Delattre

Le Sinn Fein fait un geste avant les élections en Irlande du Nord

Gerry Adams se déclare prêt à accepter les principes de désarmement de la commission Mitchell

LONDRES

de notre correspondant

Le chef du Sinn Fein, la branche politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), a déclaré, lundi 20 mai, que son mouvement était prêt à accepter les principes de désarmement proposés en janvier par la commission de conciliation présidée par l'ex-sénateur américain Mitchell.

Gerry Adams a déclaré, dans le cadre de la campagne pour les élections générales du 30 mai, destinées à choisir les négociateurs de la paix : « J'adhère aux principes de la commission Mitchell à condition que tout le monde fasse de même et dans le contexte de pourparlers entre toutes les parties » à la crise nord-irlandaise. Mais ce désarmement ne devra pas être limité à l'IRA, « il concerne toutes les forces armées », y compris les loyalistes protestants et les forces de l'ordre britanniques.

avant ou après les élections. Dans ce contexte, M. Adams pourrait essayer de prendre quelque distance - du moins formellement - avec l'organisation terroriste.

Ces déclarations interviennent quelques jours après la publication, dans un journal de Dublin, d'un article du premier ministre britannique tendant la main au Sinn Fein. John Major avait souligné que « le Sinn Fein participe aux négociations, car il peut y apporter une contribution importante ». Pour contourner l'obstacle du désarmement - que rejette l'IRA et qu'exigent les unionistes protestants -, M. Major avait reconnu que cette question ne devait pas entraver les négociations. Il faut qu'elle soit résolue au début des négociations (et non plus en préalable) et qu'un accord soit conclu pour « aller de l'avant sans bloquer les pourparlers ». M. Adams, d'ordinaire peu complaisant à l'égard du premier ministre, avait salué ses propos.

Le gouvernement britannique a,

Patrice de Beer

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le mardi 21 mai, à 10 h 15 (Paris)

PERMETTUE DES PLACES ASIATIQUES	OUVERTURE DES PLACES EUROPEENNES
Tokyo Nikkei 21979 +0,28 +11,19	Cours au 20/05
Hong Kong Index 10987,60 +1,58 +9,89	Paris CAC 40 2120,99 -0,76 +13,28
	Londres FT 100 3783,40 -0,16 +2,95
	Zurich 1918,30 -0,16 +13,62
	Milan TEI 30 2152,19 +0,58 +13,28
	Frankfurt Dax 30 1736,30 +0,63 +11,32
	Bruelles 1736,30 +0,63 +11,32
	Suisse SMI 30 1736,30 +0,63 +11,32
	Madrid Ibez 35 1736,30 +0,63 +11,32
	Amsterdam CSE 1736,30 +0,63 +11,32

Tirage du Monde daté mardi 21 mai 1996 : 472 240 exemplaires

RAFAL

Faire à la gare St-Lazare

Habille les hommes

GRANDS FORTS

15, place du Havre
Paris 84 - Tél. 40.87.24.00

CAP 3000 - MCE
16, av. J. Médecin
LYON - Rouy
84, rue E. Herriot

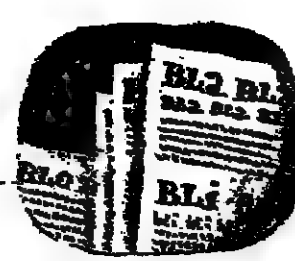
هكذا من العمل

EUROPE SOCIALE
Patrons et syndicats
formés par le CERI
aux règlements
communautaires
page IV



PROCHAIN DOSSIER
La performance globale

Le Monde des INITIATIVES



ANNONCES CLASSÉES
de la page V à la page X

DANS
INITIATIVES
MÉTIER
DU 4 JUIN
Les emplois
culturels
internationaux

MERCREDI 22 MAI 1996

EMPLOI



Certains salariés n'ont
jamais rédigés de CV :
ils sont depuis
quarante ans dans
la même entreprise

Quand le monde du travail rime avec nostalgie

PLUS nous avançons dans ce
que nous persistons à appeler la
crise, et qu'il faudra bien se ré-
soudre à nommer différemment (la
mutation ?), plus, également, nous
sommes amenés à rompre avec des
habitudes ou des références qui ap-
partiennent désormais au passé.

Raison de plus pour faire, alors
qu'il en est encore temps, un détour
nostalgique dans ces pratiques ou
ces signes, extraordinairement datés,
symboles d'une époque en
passé d'être révolue, et qui seront
bientôt oubliés. Pour les généra-
tions actuelles qui tentent de ren-
trer dans la vie active, et plus encore
pour les générations futures, il y a
là, en voie de disparition, bien des
coutumes qui ne vont pas tarder à
être jugées invraisemblables, in-
congrues et, pis, simples vestiges
abandonnés d'un univers - d'un

modèle - qui a perdu sa raison
d'exister.

Par exemple, comment expliquer
à un jeune d'aujourd'hui qu'il y a
trente ans, on pouvait quitter les
banes de l'école en juin, et
commencer sa carrière - un mot
juste, pour le coup - dès le 1^{er} juillet
avec un contrat à durée indétermi-
née qui semblait ouvrir les portes de
l'entreprise pour l'éternité ? A
l'époque, il se trouvait même de
frais émoussés du système scolaire
pour considérer que le passage à la
vie professionnelle était décidément
trop précipité. Ils voulaient souffler
et prendre du bon temps avant de
s'engager dans le long tunnel du
travail. Ce qui est devenu « la ga-
lère », contrainte et forcée, relevait
alors d'un choix, pouvait s'appeler
« la route », qui se concevait
comme une transition initiatique ou

une rupture en douceur avec une
adolescence heureuse, avant d'atta-
quer les choses sérieuses.

La quasi-certitude de trouver un
emploi faisait regarder les anciens
avec un brin de commisération.
Leur attachement au travail et à sa
rigueur prêtait parfois à sourire. On
se moquait gentiment d'eux, et de
leur fidélité à une « maison »,
quand ils recevaient la médaille du
travail pour leur dévouement et ces
« bons et loyaux services » que
n'hésitaient pas à saluer les
employeurs dans des discours qui
fleurissaient bon leur paternalisme.
Ces cérémonies, qui n'existent plus
guère, semblaient anachroniques.
On ne savait pas qu'on allait
presque les regretter, pour ce
qu'elles représentaient de stabilité
et de sécurité pour le lendemain.

Maintenant, celui qui a accompli
toute sa carrière dans une seule en-
treprise devient un oiseau rare,
presque suspect. Pourquoi n'a-t-il
pas sacrifié à l'exigence de la mobi-
lité qui, preuve d'une certaine ambi-
tion personnelle, s'est transformée,
au mieux, en signe d'adaptation
professionnelle ? Dans le mode de
fonctionnement actuel, il était
pourtant d'excellent augure, gage
de sérieux et d'obstination, de
commencer modestement au bas
de l'échelle puis de gravir tous les
échelons. La promotion interne pre-
nait alors tout son sens.

Il faut reconnaître que le type
même d'entreprise autorisait ces
rapports au long cours. Ces der-
nières décennies ont mis à mal les
entreprises familiales où se suc-
cédaient des lignées de patrons et,
parfois de salariés, notamment dans
les PME de province. Or, dans ces

endroits, on cultivait une certaine
continuité, avec ses bons et mau-
vais côtés.

Il y avait des rites, des conven-
tions, mais aussi tout un ensemble
de règles ou de comportements qui,

salariés, bougons ou attendris, dé-
tenteurs de la mémoire ou inter-
prètes scrupuleux de la tradition
maison, qui rappelaient à l'ordre
l'héritier ou entretenaient des rela-
tions filiales avec le patron qu'ils
avaient connu tout petit ou dont ils
se rappelaient les débuts peu glo-
rieux.

Cela créait des liens, modifiait les
relations. Ainsi, également, et en ces
temps où les syndicats étaient da-
vantage présents, il arrivait parfois
que les deux membres d'un couple,
dans une même entité, puissent
pratiquer une activité militante,
supportée plus qu'admise. Là aussi,
cela faisait partie du code implicite,
et pas seulement dans les grandes
sociétés : dans nombre de basses
ouvrières, se perpétuaient des his-
toires locales qui faisaient l'orgueil
du mouvement ouvrier.

Peu à peu, tout cela disparaît,
tombe en désuétude. Des salariés,
qui n'avaient jamais eu à écrire de
CV leur vie durant découvrent qu'il
leur faut impérativement sacrifier à
la règle, alors qu'ils avaient pu jus-
qu'à présent changer d'emploi sur
leur seule réputation. Les mêmes
apprennent aussi que leur en-
treprise ne suffit plus, comme par le
passé, à mettre le pied à l'étrier à
leur progéniture, dans leur en-
treprise ou dans celle où travaillent des
amis, si leur fils ou leur fille n'a pas
tout à fait le profil requis. Le repê-
chage n'existe plus, pas plus que le
droit à l'erreur. Une page se tourne
douce et c'est au moment où un
monde s'évanouit que l'on prend
conscience des moyens qu'il offrait.
Même s'il n'était pas toujours rose.

Alain Lebeaux

▼ Toute une vie dans la même
entreprise : une expérience
qui devient rare
par Marie-Béatrice Baudet

▼ Le piston des parents
ne suffit plus
par Philippe Baverel

▼ Trois décennies de vie active
sans rédiger un CV
par Christine Fabre

▼ L'intendant en chef
a connu le patron tout petit
par Olivier Ploix

▼ Travailler et militer
en couple plus de vingt ans
dans un même hypermarché
par Nathalie Méléas

▼ Les vertus de l'ambiance
familiale
par Loetitia Van Eckhout

Lire pages II, III et IV

pour ne pas être toujours écrits ou
formalisés, constituaient une au-
thentique culture d'entreprise. Le
tout pouvait aussi être pesant, bien
sûr, mais finissait par créer des ré-
seaux complexes, aux ramifications
nombreuses, faites de curiosités ou
de situations paradoxales.

Ainsi, il pouvait y avoir de vieux

Diplômés x, Mines, Centrale, Télécom,
ENA, HEC, ESSEC et/ou MBA ...,
pour devenir

Consultant

d'un leader mondial du conseil en stratégie
et en management, rendez-vous en rubrique
Conseil/Audit.

ATKEARNEY

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

The Link Between Continents Since 1980

114 Sansome Street ■ San Francisco, CA 94104 U.S.A.

Université à San Francisco

DBA Doctorate of Business Administration
in International Management

■ Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco
+ Thèse.
■ Admission : MBA ou équivalent avec expérience
professionnelle.

MBA Master of Business Administration
in International Management

■ Programme américain intensif de 12 mois à San
Francisco, campus urbain, recrutement multinational.
■ Admission : Diplôme d'enseignement supérieur avec
expérience professionnelle ou stages validés.

BBA Bachelor of Business Administration
in International Management

■ Programme undergradué de 18 mois à San Francisco.
Assistance Financière, sélection : BAC + 2.

European Information Center :
148, rue de Grenelle 75007 Paris
Tél. : (1) 45-51-52-52 - Fax : (1) 45-51-09-08

San Francisco Admissions Office :
Tél. : U.S.A. (415) 397-2000 - Fax : (415) 397-2052

E-Mail : IUA @ IUA.EDU

IUA
SAN FRANCISCO

Toute une vie dans la même entreprise : une expérience qui devient rare

Ancien agent commercial dans une imprimerie de labeur, Denis Roslin, aujourd'hui à la retraite, se remémore les bons moments

C'EST un anarchiste qui refusait, par principe, d'arriver à l'heure au travail, mais détestait être en retard. Un personnage. Larges bretelles, barbe blanche, la voix et le visage massifs d'un Pierre Brasseur. Chez Laboureur, l'imprimerie où il a passé quarante-sept des cinquante-trois années de sa vie professionnelle, on se souvient de lui et de son salut tonitruant aux copains de l'atelier : « Bonjour, mes seigneurs ! » C'est ça : un enfant du paradis, celui de l'âge d'or de l'imprimerie.

Aujourd'hui à la retraite dans sa maison de Limell-Brévannes, dans la banlieue est de Paris, Denis Roslin peste en pensant que « les jeunes ne trouvent pas de boulot », lui qui a connu le chômage de si loin : « Deux fois huit jours, et j'ai eu tellement honte... » Il n'a pas d'inquiétude pour son avenir. Celui-ci sera financièrement confortable et consacré à sa famille, à la peinture et à la sculpture, ses trois grandes passions. Depuis deux ans maintenant qu'il a quitté Laboureur — « mes racines » —, le travail de deuil commence à effacer la peine. L'espace ses visites aux ateliers. « D'ailleurs, lance-t-il, ce n'est plus du tout pareil. Les machines sont là, de plus en plus performantes, à remplacer les hommes ».

Et même si l'imprimerie est un métier « où on n'a pas le temps de parler car il faut faire vite, bien, pas cher, sans se tromper », l'ambiance a changé. Les styles de travail n'ont plus rien à voir avec ce qu'ils étaient. Il y a la question technique, bien sûr, mais le « père Denis », après sept ans d'atelier et quarante

ans de commercial comme VRP multibancs chez trois « noms » de l'imprimerie — Laboureur, Berger-Levrault et Mendiboure —, a toujours su de quoi il parlait.

SCOUTS DE FRANGE

Il n'a jamais décroché. « C'est moi qui ai fait rentrer chez Laboureur la première machine quatre couleurs. J'en avais marre d'expliquer aux clients que chez nous ce boulot-là n'était pas encore possible. »

Mots et chiffres d'antan

Il dit : « ne pas avoir de mémoire » : Denis Roslin a donc pour lui la manie de tout garder. Sa première carte de militant de la Fédération du Livre CGT établie en décembre 1944 avec son numéro d'adhésion — 841 — qu'il avait conservé pendant des années et des années. Les chiffres qu'il annonce avec précision apparaissent aujourd'hui livrés : 48 heures de travail par semaine — et souvent dix de plus —, un salaire de 2,40 francs de l'heure en 1944. Les mots aussi.

Le format A3, le A4 ? Il préfère évoquer le papier en parlant du « commerce », du « Jésus » et du « double Jésus ». Vocabulaire inimaginable qui n'est pas partagé maintenant avec ceux qui ont pris la relève. « Comment engager vraiment le dialogue ? Ils arrivent pour travailler immédiatement sur descripteur. On parle un autre langage. »

Bien sûr, il a commencé au plomb — « la vraie impression », s'empresse-t-il d'ajouter. Chez Laboureur, en 1940. Il avait quatorze ans, était soutien de famille et, en dépit de son désir féroce de faire les Beaux-Arts, lui qui n'avait jamais assez de ses cahiers de dessin pour donner libre cours à son talent, il est entré en apprentissage « pour rapporter à manger à la maison ». Il commença comme receveur, un poste réservé aux plus jeunes. Charge à eux de vérifier que les feuilles imprimées qui tombaient une à une étaient bien encrées. Ap-

préti, « arpète » comme on dit dans le milieu, il balaisait l'atelier, nettoiera les rouleaux. Sensible aux belles couleurs, il se débrouilla mieux que les autres pour faire les teintes. Il est remarqué, passe vite conducteur de machine. « Il faut dire que c'était la guerre. Les hommes valides étaient partis. Pour nous, les petits jeunes, il était possible de progresser rapidement. »

Son histoire, c'est effectivement celle d'une époque où les patrons

mellés du métro Opéra jusqu'à la station Europe, les huitième et neuvième arrondissements, ou son contact avec la clientèle à ramener jusqu'à 30 % du chiffre d'affaires maison. Du bon boulot, payé comme il le souhaitait, uniquement à la commission : « Je suis un indépendant au service des autres », crâne-t-il.

Seulement, ses clients ont vieilli avec lui. Il n'était pas rare qu'il garde un même interlocuteur pendant vingt années de suite, les « trente glorieuses » couvraient en effet pour les carrières longues : « J'ai toujours expliqué aux clients que je les représentais en interne. J'étais leur œil à l'imprimerie. Lorsque je m'engageais sur une date et sur une qualité de travail, je tenais ma promesse. » Mais dès les premiers sifflets de la crise pétrolière de 1973, les directions se sont mises à évoluer, et le système professionnel de Denis a basculé dans un univers où d'autres règles prédominaient. « Un directeur changeait et hop !, il débarkait avec ses outils en virant les anciens. »

Denis, lui, est parti à la retraite à soixante-trois ans, en mars 1993, toujours respecté mais peu à peu marginalisé dans son rôle de commercial par les jeunes loups d'à peine trente ans avec fax, télex et récemment téléphone dans la voiture, et un attrait particulier pour les grandes tours de la Défense, là où se cachent les beaux contrats. Denis circulait encore dans sa vieille automobile et s'arrêtait dans une cabine pour demander à son assistant les messages...

Marie-Béatrice Baudet

Le piston des parents ne suffit plus

Face à la raréfaction des postes, seul le niveau de compétences entre en jeu

GÉRARD a cinquante ans, dont trente années d'ancienneté chez Peugeot. Entré comme ouvrier à la chaîne à l'usine de Sochaux (Doubs) avec pour tout bagage un CAP d'ajusteur, l'homme a gravi un à un les échelons jusqu'à devenir agent de maîtrise. Père de trois enfants, il reconnaît sans honte avoir donné un « coup de pouce » pour aider ses deux cadets à entrer chez Peugeot : « C'est vrai, confie-t-il, dans le cadre de mes relations professionnelles, je suis amené à rencontrer souvent le chef du personnel. Alors je lui ai simplement demandé s'il pouvait faire quelque chose pour mon fils, puis pour ma fille. » S'interrogeant sur le sens de sa démarche, Gérard ajoute : « Au début, j'étais réticent. J'avais l'impression de faire l'autochère. Ensuite, je me suis dit que si ça pouvait aider mes enfants... ou ceux des autres. Il m'est déjà arrivé de recommander les fils de mes ouvriers. »

Cette pratique est d'autant plus répandue que Peugeot est le seul gros employeur du pays de Montbéliard. Mais la recommandation du paternel, aussi bien notée soit-elle, n'est plus, loin s'en faut, le sésame de l'usine. « En fait, la première condition pour aider ses enfants, c'est d'abord qu'ils aient un diplôme », explique Gérard, qui se souvient de la première réaction du chef du personnel de l'usine. Sollicité, celui-ci l'interrogea aussitôt sur le « niveau d'instruction » de ses enfants. Illustration de la vieille maxime de La Fontaine, « Aide-toi, le ciel t'aidera », le chemin du travail passe donc plus que jamais par l'école. « L'époque des années 60, où pour entrer chez Peugeot il suffisait d'avoir deux bras et de vouloir travailler, est bel et bien révolue », constate le quinquagénaire.

Symptôme manifeste de la dégradation du marché de l'emploi au fil des vingt dernières années, le diplôme et la recommandation des parents ne suffisent plus à décrocher d'emblée le contrat à durée indéterminée tant convoité. Ainsi Patrice, fils de Gérard, BEP d'électromécanique en poche, a-t-il dû passer par une période d'interim d'un an, tout comme sa sœur, Agnès, titulaire d'un BEP de communication administrative et secrétariat. « Au début, je ne pensais pas entrer chez Peugeot, se souvient-elle. Et puis, comme je ne trouvais pas d'emploi stable dans le secrétariat, j'ai eu une discussion avec mon père pour trouver une solution de secours. »

Aujourd'hui, la jeune femme dit : « Ne pas avoir à se plaindre de son poste de mécanicienne sur machines à coudre, où elle confectionne les sièges de la 406. Ration de la crise et des réductions d'effectifs dra-

conneues opérées dans l'industrie automobile au cours des quinze dernières années (le site de Peugeot-Sochaux, qui comptait 38 544 salariés en 1979, n'en recense plus que 19 788 aujourd'hui), les habitants du pays de Montbéliard ne vont plus travailler « à la Peugeot », selon leur expression familière, de père en fils, comme c'était le cas pendant les « trente glorieuses ». Seul inconvénient : dans une région aussi marquée par la mono-industrie, les débouchés professionnels hors de la firme sont plus que limités. Résultat : « Les salariés nous demandent d'embaucher en priorité les enfants du personnel. Mais ça ne peut pas être un critère de sélection, objecte-t-on à la direction parisienne de Peugeot. Cela dit, lorsque deux candidats de profil équivalent postulent à un même poste, la balance penchera en faveur de celui dont l'un des parents travaille dans la maison. »

PAS DE SAUF-CONDUIT

Même constat nuancé à la direction de Renault : « Il n'y a pas d'automatisme en la matière. Fils du personnel ou pas, de toutes façons, nous n'embauchons que si les postulants ont le niveau de diplôme requis. » Frappée au coin du bon sens, la même exigence d'un « niveau minimum sanctionné par un diplôme » prévaut également dans le secteur tertiaire, dans le commerce par exemple. « Si David n'a aucun diplôme dans les mains, il ne trouvera pas de travail », résume Jean-Marie, magasinier dans un grand magasin de quincaillerie-bricolage à Montbéliard depuis vingt-trois ans.

Après un parcours scolaire difficile, son fils, dix-sept ans, se retrouve actuellement en troisième d'insertion, en alternance avec des périodes de stage professionnel. « Mon père connaît le patron de la quincaillerie où je suis stagiaire puisque c'est l'un de ses clients, avoue David. Si j'étais allé me présenter tout seul, il n'est pas sûr que j'aurais été retenu. » Ayant pris goût au contact avec la clientèle, le jeune homme ambitionne désormais de préparer, l'an prochain, un BEP de vente. Histoire de décrocher l'indispensable peau d'âne qui lui permettra enfin de faire fructifier les relations paternelles.

Quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle considérée, la mobilisation du tissu relationnel des parents ne suffit donc plus à assurer l'avenir des enfants lorsque ceux-ci ne peuvent justifier d'un curriculum vitae à la hauteur de leurs prétentions. Il n'empêche, « le premier réflexe des jeunes à la recherche d'un emploi est d'exploiter le réseau de relations de l'entourage », c'est-à-dire pas seulement des parents mais aussi des oncles et tantes, des frères et sœurs. C'est logique : lorsque l'ascenseur social est en panne, on cherche des gens capables de vous faire la courte échelle. Et ce n'est que lorsqu'ils ont épuisé ce réseau qu'ils vont solliciter l'ANPE, les centres d'information ou les missions locales », constate Bruno Maresca, directeur de recherches au Credoc, auteur du rapport Jeunes en attente d'intégration professionnelle (Credoc, avril 1995).

Revers de la médaille : ces pratiques contribuent évidemment à renforcer les inégalités puisqu'elles accentuent, souligne Bruno Maresca, « le handicap de ceux qui ne peuvent pas compter sur leurs parents », ou qui refusent purement et simplement de faire jouer cette dynamique. « C'est le cas notamment des diplômés de niveau bac+2 d'origine modeste, qui ne veulent pas mobiliser leur famille pour la recherche du premier emploi parce qu'ils sont en quête d'ascension sociale », explique le chercheur. Dans ce cas, c'est le cercle des amis rencontrés au cours des études qui sera d'abord mis à contribution.

Olivier Piot

Philippe Bayerel

Trois décennies de vie active sans rédiger un CV

SIGNE particulier de Jean-Bruno Rosta, quarante-neuf ans : sans diplôme ni CV, il n'a jamais connu de période de chômage en trente-quatre ans de vie active. Un destin qui semble devoir tenir à sa débrouillardise, à son sens du contact, aux compétences acquises au fil des ans. Mais aussi au contexte économique du début des années 60 et au climat qu'il génère alors chez les jeunes : une certaine confiance en l'avenir qui autorise l'insouciance.

Retour en 1962. À l'âge de quinze ans, Jean-Bruno, passionné de dessin, rate de justesse le concours d'une école de dessin publicitaire. Il répond quand même à l'annonce d'un cabinet d'architectes parisiens qui cherche un dessinateur débutant. Accompagné de ses parents, Jean-Bruno se présente devant ses futurs employeurs avec quelques croquis. « Ils ont pensé que je serai capable d'y arriver et m'ont tout de suite embauché. J'ai appris mon métier sur le tas, tout en suivant des cours du soir de dessin », précise-t-il.

Cette première expérience dure trois ans, dans trois agences d'architecture différentes. La pause ? Non pas un licenciement économique, mais juste un petit coup de folie qui pousse Jean-Bruno à quitter son emploi pour se consacrer à une autre de ses passions : la musique, le rock plus exactement. « C'était la grande époque des Rolling Stones. Nous, c'était Les Dragons, dont j'étais le batteur », Jean-Bruno et son groupe s'éclatent pendant deux ans, au terme desquels

un constat s'impose : il est difficile de gagner sa vie en tant que musicien. « Avec du recul, je crois que nous ne nous sommes pas donné du fond. Peut-être aurions-nous été plus consciencieux si nous avions démarré dans la période actuelle », s'interroge-t-il.

Il revient à ses premières amours : le dessin. Mais entre-temps le marché a changé. À la fin des années 60, les architectes enregistrent une baisse de leurs activités et débouchent. Regrette-t-il son coup de tête ? En tout cas, Jean-Bruno Rosta affiche une indifférence profonde à l'égard du plan de carrière. Ses nombreux centres d'intérêt lui permettent de nouer des contacts et parfois de trouver du travail. Comme en 1968, dans ce magasin de photos dont il est le client régulier. Embauché comme photographe essentiellement pour les événements familiaux — mariages, baptêmes, etc. —, il réalise surtout des développements, en noir et blanc à l'époque. Une autre fois, c'est la nécessité qui l'empêche lorsqu'il devient maitre-monteur au Bon Marché, mais « pour très peu de temps », s'empresse-t-il d'ajouter.

Marié en 1967, il se consacre à l'éducation de ses deux filles durant les années 70, tandis que sa femme occupe un emploi stable. À la suite de quoi il reprend un travail à temps plein comme maquettiste dans un réseau d'associations. « Un voisin de mon immeuble connaissait le président du Secours catholique, André Aumonié, qui était aussi le président de la Fondation européenne pour

l'économie et de l'Université européenne des affaires. Par la suite, le réseau d'associations s'est agrandi. Mes journées étaient bien remplies », explique-t-il.

Il élabore la maquette des revues d'association sur une table lumineuse avec ses ciseaux, sa colle à maquette, puis réalise l'imprimerie et la reliure des documents. Parfois, on fait même appel à ses compétences de dessinateur pour faire une illustration. En cas d'urgence, il sort sa moto et fait office de coursier pour tenir les délais. Bref, un travail de A à Z, même si à partir du milieu des années 80 l'imprimerie est externalisée. « De même, l'apparition du fax a diminué le travail des courriers », observe-t-il au passage. Rattrapé par la crise, Jean-Bruno passe rapidement au travers. Licencié économique fin 1994, il rebondit immédiatement dans une revue de management avec laquelle il avait déjà des contacts. Il y exerce sensiblement les mêmes fonctions que dans la structure précédente, mais à mi-temps cette fois.

C'est à se demander si son parcours n'est pas né essentiellement de sa personne, la conjonction de l'atmosphère que de très loin l'ouragan, cet homme-orchestre estime qu'il serait mal armé sur le marché du travail s'il se retrouvait sans emploi. « Ceux qui sont très potins dans un domaine ont déjà du mal. Alors, pour moi qui n'ai pas de spécialisation particulière... » À moins de faire valoir ses multiples compétences ?

Clarisse Fabre

L'intendante en chef a connu le patron tout petit

ELLE approche de la soixantaine. Calme et robuste, le visage hâlé, souriante, elle évoque avec pudeur et modestie ses premières années de travail. C'était en 1954. Annie, qui préfère garder l'anonymat, avait alors dix-sept ans. « Mon père était menuisier, se rappelle-t-elle, et lorsque M. et Mme R, patrons de l'hôtel de V. sont venus à la maison lui demander s'il

acceptait que je vienne travailler pour eux, il était fier, mon père. Imaginez : l'hôtel, c'était le joyau du village ! » Quarante ans plus tard, Annie officie toujours dans cet établissement de la haute Ardèche. C'est dire si elle a vu « passer des assistes et des draps ! » : « Je connais mieux le moindre recoin de cet endroit que ma propre maison », reconnaît-elle, amusée.

Et pour cause. Entrée comme femme de ménage, elle a fini, au fil des années, par occuper quasiment tous les postes de l'hôtel : serveuse l'été, aide-cuisinière « pendant les périodes de chauffe », il lui est même arrivé de tenir la réception à certaines occasions. Un vrai parcours initiatique qui s'est achevé, voilà dix ans, par sa nomination au poste d'intendante en chef. Sur les douze salariés que compte aujourd'hui l'établissement, elle dirige cinq personnes : trois serveuses et deux femmes de ménage. Et il ne viendrait à l'idée de personne, ici, de prendre la moindre initiative sans « demander conseil à Annie ».

Il faut dire qu'elle est bien la seule à connaître l'hôtel depuis aussi longtemps. Si elle connaît le patron actuel ? « Pensez-vous ! M. A. a aujourd'hui trente-deux ans, souligne-t-elle.

Il a repris l'affaire en 1991, lorsque ses parents — ceux qui m'avaient embauchée — sont partis à la retraite. Ce M. A., je l'ai connu tout petit : il est né, j'avais pas trente ans et j'étais déjà fille de trois enfants. »

IRREMPLAÇABLE

Revenons dans les années 60. « Quand M. R. a accouché du petit, elle est tombée malade. Il a donc fallu que je m'en occupe. C'était dur, car j'étais moi-même mon dernier depuis cinq mois déjà », se rappelle Annie. Voilà donc le M. A. nourri et « torché » par Annie. Voilà donc Annie nourrice et gouvernante de sonvrit. « Je l'avais toujours dans mes potes. Il m'accompagnait dans les chambres, au séchage des draps. J'en profitais pour lui faire réciter ses leçons. C'était un vrai petit gamin, le monsieur A. ». Et M. A. se

souvenait-il de cette époque ? « Bien sûr, précise-t-il, quand je faisais une bêtise, j'étais mort de trouille qu'Annie le dise à mes parents. Mais elle savait garder les secrets. » En 1986, il épouse M. C., originaire d'un village plus au nord, dans la Loire. Lorsqu'en 1991, le couple reprend l'affaire, la jeune mariée n'a jamais effectué ce genre de travail. « C'est Annie qui s'est occupée de tout lui apprendre, raconte l'hôtelier. Même moi, je n'aurais pas pu. Il y a des choses que je ne connaissais pas. »

Saluée, nourrice et gouvernante du patron, tuteur et professeur de la patronne : on le comprend, Annie joint aujourd'hui de relations privilégiées avec ses employeurs. « C'est resté un grand gamin, l'icône à l'adresse de M. A. Il y a encore parfois des paires de chaussons qui se perdent... » Oublie-t-elle ? « Vous pensez ! J'oserai plus. Mais il m'arrive de froncer les sourcils et je vois bien qu'il comprend tout de suite ce que j'en pense... »

Olivier Piot

Philippe Bayerel

STRATEGIES
DU
MANAGEMENT

Henri Lagimodière et Yvon Miquelle
120 pages, 100 francs (hors taxes)

Qu'est-ce qu'un métier ?

Docteur Antonin du Lys de
Maurice Lemaire (P.U.F.)

120 pages, 100 francs (hors taxes)

01 47 34 20 30 - 01 45 60 50 30

Etudiants Bac + 1 à Bac + 5 !

Retrouvez en direct sur Minitel
3615 LEMONDE
des milliers d'offres de stages en entreprise

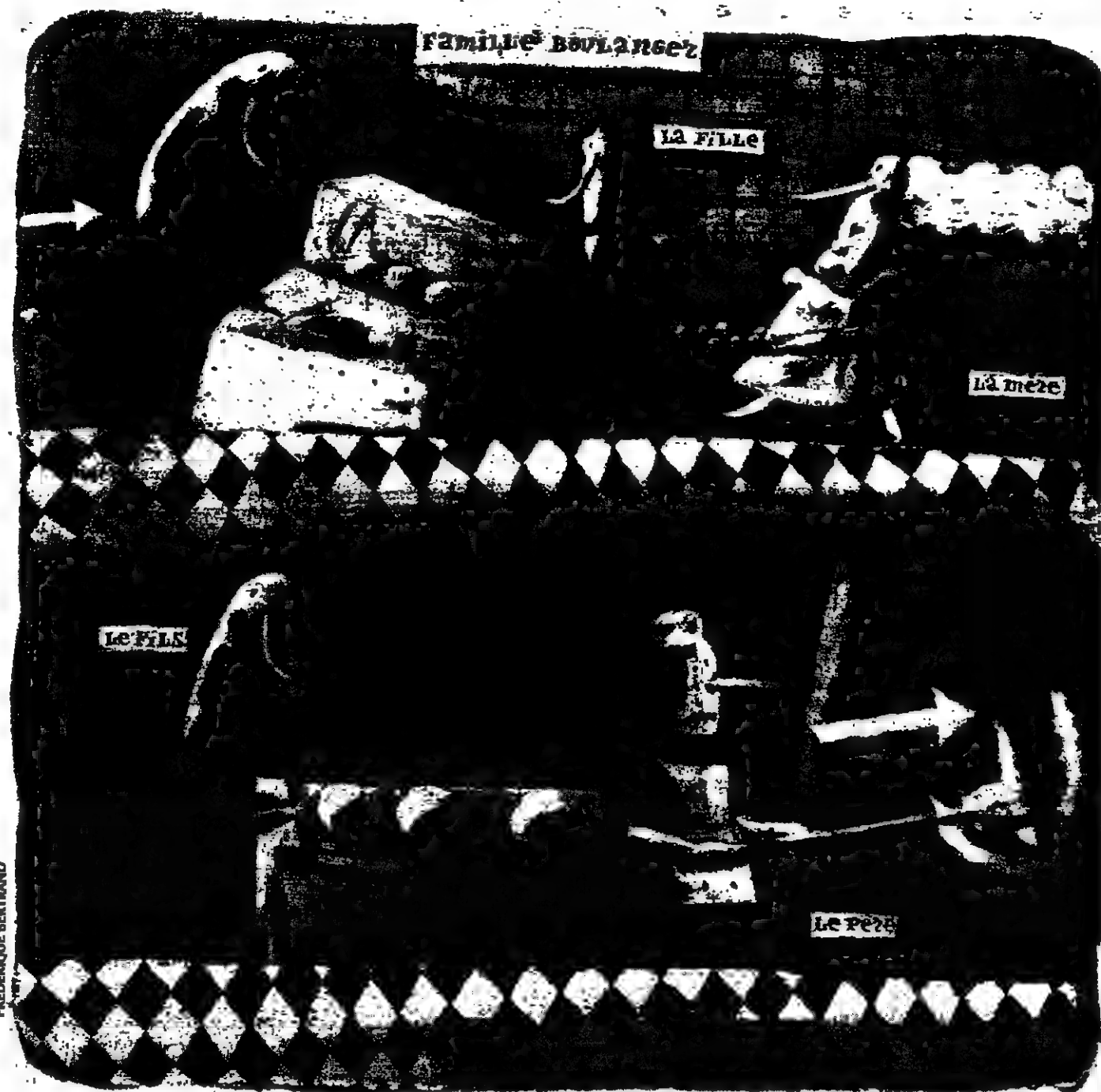
VIAGETUD

MINET

هكذا من الأهل

Le piston des parents
ne suffit plus

G



Travailler et militer en couple plus de vingt ans dans un même hypermarché

Conscients d'être devenus des sortes d'oiseaux rares, Béatrice et Yannick ne regrettent rien d'un long passé syndical qui, s'il n'a pas amélioré leur carrière, a enrichi leur vie

LUI, cinquante-neuf ans, parle avec aisance, glissant ici ou là un trait d'humour ou un bon mot, sans jamais hausser le ton. Elle, quarante-trois ans, s'enflamme plus facilement. Dès que le sujet lui tient à cœur, qu'elle évoque, par exemple, la situation des employés à temps partiel dans l'entreprise, le discours se durcit et l'on devine qu'elle ne s'en laisse guère conter. Drôle de couple : combattants obstinés de toutes les injustices, Béatrice et Yannick ont aussi la particularité d'être employés dans la même entreprise. Depuis près d'un quart de siècle, ils vivent, travaillent et militent ensemble. « Heureusement que nous étions dans la même organisation, sans cela je ne sais pas comment nous aurions fait... », plaisante Yannick, mi-figue mi-raisin. Une espèce en voie de disparition ?

« Plutôt une espèce rare », corrige Béatrice. « Mais il est vrai que le problème de la relève pose question. Des acharnés comme nous, il n'y en a plus beaucoup, réchabrit Yannick. A mon avis, il faudra sander une ou deux générations pour retrouver de vrais militants. Aujourd'hui, les gens privilégient leur famille, leur carrière et les jeunes sont de plus en plus confrontés à des situations de précarité... Il est peut-être aussi plus difficile pour eux de se retrouver dans le syndicalisme actuel. C'est vrai que, de notre temps, c'était plus simple : il y avait les bons d'un côté et les mauvais de l'autre. » Bretons de souche, ils « pointent » tous les deux à l'hypermarché. Béatrice est entrée comme caissière en 1972 et elle a rejoint la CFDT un an plus tard. Yannick, lui, est arrivé en 1974 dans le service entretien. Un an après

avoir intégré la société, il s'est lui aussi présenté aux élections du personnel sous l'étiquette CFDT. Pourquoi la CFDT ? Le hasard et les rencontres semblent avoir décidé pour eux, mais finalement ils s'y sont plutôt sentis bien.

CURRUL DES TÂCHES

Très vite, tous deux se sont pris au jeu. Aujourd'hui Béatrice est à la fois déléguée syndicale, déléguée du personnel, membre du comité d'entreprise, du comité central et du comité de groupe. Yannick, lui, cumule les fonctions de délégué du personnel, de secrétaire du CE, de représentant syndical au comité central d'entreprise, de conseiller prud'homme et d'administrateur d'une caisse de retraite. Il a également été délégué syndical central de 1981 à 1992.

Leur carrière a manifestement souffert de cet engagement intensif. Après dix-huit années de caisse et à la suite d'une maladie professionnelle liée aux gestes répétitifs et aux charges portées - « un article toutes les trois secondes, soit quinze tonnes à la semaine », assure la déléguée CFDT - Béatrice a finalement été reclassée à l'accueil : « Avec vingt-quatre années d'ancienneté, je gagne 5 400 francs par mois », Yannick, lui, a travaillé pendant des années au service entretien et il est actuellement en préretraite progressive.

Au bout du compte, ils ne regretent rien. Au contraire. D'ailleurs, ils n'ont jamais songé à lâcher prise. « Je pense que si j'avais été le seul à avoir des responsabilités syndicales et si Béatrice n'avait eu que son boulot, elle aurait pu se sentir très frustrée. Mais là nous avons tout partagé et il n'a jamais été question que l'un des deux renonce à quoi que ce soit ».

Pas toujours facile, en effet, d'assumer de front l'éducation d'un enfant, des activités syndicales empiétant largement sur le temps libre et impliquant d'incessants voyages sur la capitale : « Avec mes mandats nationaux, il m'arrivait d'aller deux fois par semaine à Paris, et comme à l'époque le TGV n'existait pas, il fallait partir la veille, raconte Yannick. Le tout à conjuguer avec des horaires professionnels variables. De fait, la famille a été abondamment sollicitée

durant les toutes premières années du gâin. Il a été pas mal trépidant de réunion en réunion. » Aujourd'hui encore les échappées parisiennes restent de rigueur.

Côté professionnel, à défaut d'avoir collectionné les promotions, ils ont savouré leurs victoires sur le terrain : l'obtention de la prévoyance, la mise en place de la mutuelle, l'intéressement des salariés aux résultats de l'entreprise, les réductions des délais de carence maladie, les pauses complémentaires, les heures supplémentaires accordées en priorité aux « temps partiel ». « C'est sûr qu'en vingt ans l'entreprise a énormément changé, confie Béatrice, mais les lois Auroux nous ont quand même beaucoup facilité la tâche, car auparavant la négociation était quasi inexistante. »

Et puis, c'est sans doute ce qu'ils considèrent comme le plus important, la réflexion syndicale - qui suppose la recherche d'idées, l'acquisition de connaissances, la lecture de la presse - les a empêchés de sombrer dans la routine. Avec le recul, ils mesurent le chemin parcouru : « Passer vingt ou trente ans à la caisse ou dans un service d'entretien, ça n'a rien de très enrichissant. On en a vite fait le tour. Si on n'a aucune soupape de sécurité, aucune fenêtre sur l'extérieur, l'esprit se rabougrit », observe Yannick, qui, son seul certificat d'études en poche, n'en revient toujours pas de ce qu'il est aujourd'hui capable de lire et de comprendre. Enfin, il y a le réseau des militants CFDT, ses collègues issus d'établissements éparpillés sur l'ensemble de l'Hexagone, avec qui de vrais liens d'amitié ont fini par se nouer.

Ainsi, au fil du temps, les frontières de leur univers d'apparence étriqué car limité à des horizons similaires, n'ont cessé de s'élargir. « Le militantisme a davantage enrichi notre vie qu'il ne l'a compliquée », assure Béatrice. « Et peut-être que si nous n'avions pas milité, nous ne serions pas restés ensemble », ajoute Yannick dans un sourire à demi mangé par sa volumineuse moustache blanche. L'ensemble semble en tout cas avoir séduit leur rejeton : à quinze ans, il est aujourd'hui délégué de classe.

Nathalie Mlekuz

LE MONDE / MERCREDI 22 MAI 1996 / 111

COHESION SOCIALE. HORIZON 2015...

Séminaire national de prospective sociale
Rennes 11 et 12 juin 1996

CIRESE

Renseignements, inscription : (16) 98-83-24-59

MBA
ESCP

Compatible avec une activité professionnelle à temps plein, ce diplôme de standard international s'adresse à de jeunes cadres et dirigeants ayant 5 à 10 ans d'expérience. Il comprend 550 heures d'enseignement réparties sur 18 mois : 1 cours par semaine, 1 atelier par mois et 5 séminaires d'une semaine en France et à l'étranger. Sélection en cours.
Hélène Penain - Tél. : 49 23 23 70
E-mail : gougou@escp.eu.fr
Groupe Ecole Supérieure de Commerce de Paris
MBA - 79 avenue de la République 75011 Paris
Site Web: HTTP://www.escp.eu.fr

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

MBA

- Un programme bilingue intensif sur 9 mois, allié à la tradition culturelle de Sciences Po.
- Un corps professoral de renommée internationale.
- Un diplôme réputé et reconnu dans le monde entier.

Réunion d'information le jeudi 30 mai 1996 à 18h30 dans nos locaux
Contact : Secrétariat du Pr. Jean-Jacques Rose

174 Bd Saint-Germain 75006 PARIS - Tél. : 45 44 87 43 - Fax : 45 44 38 92

LÉONARD DE VINCI
PÔLE UNIVERSITAIRE

Un emploi dans un domaine porteur...
Être un professionnel
dans une fonction clé de l'entreprise

CONTRÔLEUR DE GESTION "Rejoignez la nouvelle promotion 3^e cycle"

- Une équipe professorale riche d'une culture entrepreneuriale internationale, composée d'universitaires français et étrangers et de professionnels d'entreprises aux compétences reconnues.
- Formation sur douze mois conciliant enseignement de haut niveau, recherche appliquée et insertion professionnelle.
- Admission après examen du cursus universitaire et/ou professionnel.
- Clôture des inscriptions : le 14 juin 1996

Pour toute information et retrait de dossier d'inscription appelez le 41 16 73 17 ou Fax 41 16 73 35
DER - Contrôle de Gestion
Faculté Léonard de Vinci
Établissement d'Enseignement Supérieur Technique Privé
92916 Paris La Défense Cedex

"Un an à Londres, Paris, Bruxelles,
pour une formation européenne"

FORMATION DE POST-GRADUÉS MANAGEMENT DES AFFAIRES EUROPÉENNES

- 3^eème cycle en total partenariat avec la South Bank University, Londres.
- Pour jeunes diplômés désireux de réaliser une carrière européenne, ou pour cadres dont les fonctions nécessitent une parfaite connaissance de la dynamique européenne et des techniques de lobbying.
- Durée : 1 an, à plein temps pour jeunes diplômés, programme court pour cadres en activité.
- Deux diplômes à l'issue de la formation : - Master of Arts in European Public Policy South Bank University, Londres. - Formation de Post-Gradués de la Faculté Léonard de Vinci, Paris.

LÉONARD DE VINCI
PÔLE UNIVERSITAIRE

Établissement d'Enseignement Supérieur Technique Privé
92916 Paris La Défense - Cedex
Tél. : 41 16 72 51 - Fax : 41 16 73 34

PRÉPAREZ
UN VRAI MÉTIER

3^{ÈMES}
CYCLES
SPÉCIALISÉS

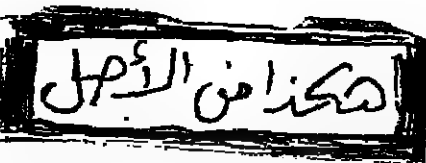
GROUPE
eslsca

- Finance et Négociation Internationale - Trading
- Ingénierie Financière
- Management des Entreprises
- Gestion du Patrimoine
- Stratégie et Contrôle de Gestion
- Organisation et Management par Projets
- Droit et Management des Affaires Européennes
- Marketing et Ingénierie Commerciale

INFORMATIONS

ESLSCA - 1 Rue Bougainville - 75007 PARIS - Tél. : (1) 44 51 32 38

n tout petit



IV / LE MONDE / MERCREDI 22 MAI 1996

Les vertus de l'ambiance familiale

Presque centenaire, la société Parfums Berdoues a su passer les générations tout en préservant son indépendance

ELLE tire sa notoriété de son parfum *Violette de Toulouse*, lancé en 1928, dont elle reste le fabricant exclusif. Mais dans son catalogue l'entreprise Parfums Berdoues ne compte pas moins de 290 références. « Ce sont là les fruits du savoir-faire de trois générations », avance fièrement Pierre Berdoues, qui dirige depuis 1978 l'entreprise familiale créée à Toulouse, en 1902, par son grand-père. Sa fierté est d'autant plus grande qu'il y a un an, il a bien failli tout perdre. A soixante-cinq ans, il n'avait pas hésité à faire les emprunts nécessaires auprès des banques pour pouvoir racheter les parts de ses cousins, lorsqu'un grand de la distribution a voulu jeter son dévolu sur l'entreprise. Et d'expliquer : « L'abandonner eût été l'échec de ma vie. Je me serais senti failli vis-à-vis de mes ancêtres si je n'avais pas tout tenté pour la sauver. On n'a pas le droit de dilapider un tel héritage. »

Aujourd'hui, Pierre Berdoues est rassuré. Il sait que d'ici à 2002, date à laquelle les emprunts seront rem-

boursés, il pourra transmettre le flambeau à sa fille Sophie et prendre, en toute confiance, sa retraite. Comme son père, Sophie n'a jamais imaginé faire sa carrière ailleurs que dans l'entreprise familiale. En 1990, ses études de pharmacie terminées, elle y est aussitôt entrée pour y développer la fonction marketing. S'il n'avait pas fait en sorte d'assurer la relève, Pierre Berdoues se serait senti coupable face à ses 75 salariés. Car, pour lui, cette affaire familiale « n'est pas un capital ; c'est un outil de travail, un bien social ». « Une entreprise, c'est une communauté. Certains ici ont plus de vingt ans de maison », explique-t-il. Une situation qui peut aussi se révéler un frein à l'évolution de la société. « Il est vrai qu'une personne qui n'a jamais connu qu'une seule et même entreprise se remet difficilement en cause », reconnaît Pierre Berdoues, conscient de la nécessité, pour sa PME, d'être aujourd'hui plus ouverte. Non que celle-ci soit restée jusqu'aujourd'hui repliée sur elle-même. Elle a su se tenir à la pointe de la technologie, au prix d'importants

efforts en recherche et développement. Ingénieur chimiste, Pierre Berdoues se targue d'avoir conçu des outils entièrement informatiques et automatisés pour la fabrication des cosmétiques. Il a pu gagner la confiance de grands laboratoires pour lesquels la société fabrique, conditionne et contrôle des produits en sous-traitance.

PATERNALISME DE BON ALCOI

Toutefois, dans les ateliers, chacun s'applique à sa tâche sans se poser trop de questions. La menace qui a pesé l'année dernière sur les parfums Berdoues ne semble pas avoir troublé les salariés. Attachés à leur entreprise, ils n'imaginent pas qu'un événement puisse venir troubler le cours de son histoire. La crainte du chômage n'effleure ici l'esprit de personne. Et même si « Monsieur Pierrot », comme ils l'appellent, est plus « colérique », au dire des anciens, que son père Henri, il est considéré comme un bon patron : « Sa porte nous est toujours ouverte. Il lui arrive même de se mettre à la chaîne s'il y a besoin. »

Ce paternalisme reste, assure Loïc Trounev, directeur commercial France, « de bon aloi ». « Cette entreprise est familiale au sens con- ventionnel, fédérative du terme, et non patrimoniale, a précisé celui-ci. Et si la famille reste très présente, ses membres n'ont pas la prétention de tout savoir », ajoute-t-il. Il estime que l'entreprise ne manque pas de ressource pour prendre le tournant qui s'impose.

Car, sur un marché où l'on trouve de très grosses multinationales, cette PME familiale a su, jusqu'ici, tirer son épingle du jeu sans jamais avoir recours à la publicité. Mais aujourd'hui elle ne peut plus compter sur la seule qualité de ses produits. Il lui faut appuyer son développement sur une stratégie marketing et commerciale. « Pour mon père, seuls les produits, la fabrication comptent. Cependant, la pérennité de notre entreprise passe aussi désormais par la recherche d'une meilleure adéquation de nos produits au marché », explique Sophie Berdoues.

Laetitia Van Eeckhout

Combat anti-exclusion

L'INSERTION EN QUESTIONS ?

Coordonné par Catherine Passal et Joël Jamet - Culture et Liberté - Éditions L'Harmattan (256 p., 140 F.)

L'INSERTION, le terme à un bel avenir devant lui. Les déclarations publiques n'en sont pas avares. Mais qu'y a-t-il derrière l'étiquette ? Bien des interrogations agitées par des contributions rassemblées par l'association Culture et Liberté dans ce recueil. On n'est plus en présence d'un « sas », mais presque d'une condition sociale lovée à l'intérieur du grand écart entre l'emploi et la demande des chômeurs. Elle est le signe que la « société ne peut plus produire pour un grand nombre de ses membres que des modes partiels d'inscription dans des rapports sociaux ou des formes relationnelles toujours fragiles, précaires et transitoires qui seraient toujours à reconstruire dans un processus sans fin ». Constat d'un échec global malgré l'empilage de mesures. Et sentiment de patiner : « La société évolue, le monde change et, pourtant, la planète « insertion » semble continuer à vivre dans un monde à part. » Presque en attente. Pourtant, le livre très ouvert sur l'activation de la société civile et sur les ressources de l'économie solidaire ne se contente pas de réflexions amères, mais pointe de nombreux exemples d'action positive : montage de services de proximité, apprentissage de la lecture dans les quartiers, réseaux d'échanges de savoir, mobilisation de l'épargne pour créer des entreprises employant des personnes marginalisées. L'une des voies les plus porteuses de réalisation concrète est également celle de l'engagement des partenaires sociaux dans la lutte pour intégrer les « exclus », en facilitant notamment leur entrée dans l'entreprise, par un diagnostic des postes qu'ils peuvent occuper, des compétences que ceux-ci réclament. Des actes sont posés en ce sens. Mais il y a encore beaucoup à faire. Comme le note Jean Vanoye, secrétaire régional CFDT Rhône-Alpes, « le partenariat s'inscrit encore trop souvent dans les solutions des Trentes Glorieuses » et « les logiques normales - et respectables - de la défense des intérêts des adhérents syndicaux peuvent participer, s'il n'y a pas de correctifs, à des processus d'exclusion ». Sur ce terrain, une révolution des esprits et des pratiques sera difficile. Mais elle apparaît indispensable.

Daniel Urbain

Patrons et syndicats à l'école de l'Europe

Le Centre européen des relations industrielles leur permet d'acquérir une connaissance des règlements communautaires

SI, il y a quatre siècles, Henri IV jugeait que Paris valait bien une messe, ils sont quelques-uns à penser aujourd'hui que l'Europe sociale vaut bien une formation. Le Centre européen des relations industrielles (CERI), créé en octobre 1995 et dont le siège est à Florence (via S. Domenico, 70, 50133 Firenze), s'est donné une telle ambition. Son originalité est d'avoir été constitué grâce aux initiatives conjointes de ce qu'il est convenu d'appeler les partenaires sociaux, l'Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe (Unice), le Centre européen des entreprises à participation publique (CEEP) et la Confédération européenne des syndicats (CES). Fruit du dialogue social européen, lancé par Jacques Delors en 1985, et dont les résultats sont restés longtemps limités, le CERI s'est ainsi donné l'ambition de « diffuser une culture européenne des relations industrielles, tout en valorisant les expériences de l'espace économique et social européen ».

Ainsi que la foi des différents partenaires dans le dialogue social européen est à géométrie variable - la CES parlant surtout de négociations et de conventions quand l'Unice recherche principalement des concertations -, le pari pour la formation est largement partagé. Soutenu par la Commission européenne, qui en a financé la création dans son programme d'action sociale, dirigé par un conseil d'administration que préside l'italien Enzo Avanzi, un responsable du CEEP, le CERI s'est mis en tête de former à cette culture européenne naissante des relations sociales des « leaders » patronaux et syndicaux et des chefs d'entreprise qui, pendant une durée variable, se trouvent ainsi plongés dans le même bain, à la même école.

Avec la collaboration scientifique de l'Institut universitaire européen de Florence, et afin de dis-

penser une « grammaire commune des relations industrielles », le CERI offre, outre une conférence internationale annuelle de prestige, qui devrait être organisée à la fin de l'année, trois modules de formation.

D'une durée de neuf semaines, les cycles longs doivent permettre aux participants d'« intégrer dans leurs connaissances les diversités nationales et européennes auxquelles ils sont confrontés dans leur pays, leurs organisations, leurs entreprises ». Un premier cycle long qui a dû être ramené à six semaines aura lieu en juin. Réduits à une seule semaine, les cycles courts portent sur des « aspects spécifiques de la politique sociale européenne » et sont donc destinés, en priorité, à ceux qui représentent les salariés ou les employeurs dans les comités consultatifs européens. Le premier, sur la sécurité sociale des travailleurs migrants de l'Union européenne, a été organisé en novembre 1995.

DIMENSION INTERNATIONALE

Concentrés sur deux ou trois jours, les séminaires thématiques visent à mettre en scène les différents scénarios de développement du dialogue social à partir de l'impact provoqué par une décision européenne. Le premier, qui a eu lieu du 21 au 23 mars, a ainsi traité de la « globalisation des marchés et de l'évolution des relations industrielles en Europe », à une semaine de l'ouverture à Turin de la conférence intergouvernementale, relevant à cette occasion des approches encore bien différentes de l'Europe sociale.

Le CERI, qui au bout de six mois n'en est encore qu'à ses premiers pas, dans la phase d'expérimentation, devrait ainsi former ceux qui, à terme, dans la foulée du premier accord social européen sur le congé parental, négocieront peut-être de véritables conventions collectives euro-

péennes ou se feront mieux entendre sur l'élaboration de directives sociales. Pris en charge par le CERI, les stagiaires - jeunes cadres « à haute potentialité » ou moyens, ayant une expérience « directe » dans une organisation patronale ou syndicale ou dans une entreprise, maîtrisant une des langues prévues pour la formation (anglais ou français) - acquièrent les rudiments essentiels à une bonne connaissance des réglementations communautaires et à l'établissement de comparaisons, et de convergences, entre les différents modèles sociaux nationaux. Ils peuvent aussi espérer se doter d'atomes leur permettant de pratiquer un « lobbying » bien ciblé auprès de Bruxelles... c'est-à-dire « exercer un rôle d'impulsion et d'orientation dans le processus d'élaboration et de décision communautaire ».

Bien décidé à trouver sa stabilité puis à développer ses activités, le CERI, qui utilise le concours de professeurs venant d'universités de la plupart des pays de l'Union européenne et d'experts, parmi lesquels on compte plus d'acteurs sociaux que d'« eurocrates », s'est aussi donné le but de « promouvoir la recherche », en créant une chaîne des relations industrielles à vocation européenne. Le projet est sur la table, même si ses contours restent encore à préciser. La réussite de cette phase d'expérimentation est d'autant plus importante pour le CERI qu'il doit encore convaincre le Parlement européen, un peu frôlé de n'avoir pas été mis dans le coup dès le départ, de lui concéder, dans le budget 1997 de l'Union, une ligne de crédits. Pour 1996, les actions de formation du CERI, que les partenaires sociaux européens jugent cruciales pour leur propre autonomie, sont intégralement subventionnées par la Commission.

Michel Noblecourt

Entreprise-fiction

RESSOURCES ILLIMITÉES

Cahier 5 du GRES. Vetter Editions, Thomastel, 67390 Botschwiller. Tél. : (06-1) 88-70-17-01. (142 pages, 186 francs.)

LE Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (CJD) se lance dans la fiction économique, pour rappeler à ses membres et à tous les patrons qu'ils doivent s'immerger sur leur rôle dans le développement de leur entreprise et sur la contribution de celle-ci à l'amélioration de la vie sociale.

A la manière de Boris Vian, le groupe de recherche économique et sociale du CJD a donc entrepris de raconter, en l'an 2050, la riche histoire de l'entreprise Croyance limitée, qui produisait et commercialisait du vent depuis 1947. Le petit-fils du fondateur se jette en arrière, dans ses certitudes. Dans une société où les pirates urbains faisaient des ravages, où le travail était interdit aux femmes et aux plus de quarante-cinq ans, Croyance était la catastrophe, car plus personne ne contrôlait les exigences de la productivité : elle stoppait à l'extrême un fantasme trop d'être avec des vents de 200 km/h déclenché par son usine de Biélorussie. En passant par Vézelay et le Mont-Saint-Michel, le patron prit conscience, vers l'an 2007, que l'homme devait être au centre de l'entreprise et que celle-ci ne pouvait pas seulement vivre de comptes. Après la mise en œuvre d'un plan « Lumière » responsabilisateur et libérateur, Croyance limitée devint Ressources illimitées. Ils furent heureux et ils eurent beaucoup de cohérence.

Alain Faujas

■ JOURNÉE CADRES-ENTREPRISES

A l'occasion de son 30^e anniversaire, l'Association pour l'emploi des cadres (APEC) organise le 30 mai une Journée nationale de rencontres cadres-entreprises à Paris et dans quinze régions de France. Cette journée s'articulera autour du thème : « Témoigner, agir, anticiper ». Elle a pour objectif de favoriser les échanges et le dialogue entre les acteurs de terrain, des personnalités et des experts du monde socio-économique. Jacques Barrot clôturera la journée. Contact : Martine Konorski, Hill & Knowlton Adts, tél. : (06-1) 44-05-28-22. APEC : Aude Magnan, tél. : (06-1) 40-52-22-67.

FORMATION
PROF
SSIONNELLE

Journalisme
multimédia
des métiers
information
Trois mois de
formation intensive

DIPLOME D'UNIVERSITE DEVELOPPEMENT EUROPEEN ET INTERNATIONAL DE L'ENTREPRISE

Une formation supérieure à temps plein permettant de maîtriser les aspects commerciaux, financiers, administratifs et économiques de l'activité internationale des entreprises. Ce stage est réalisé avec le concours financier du Conseil Régional d'Ile-de-France.

Public concerné : Bac + 2 et 3 ans d'expérience professionnelle, anglais et autre langue européenne conseillée.
- Salariés en plan ou en congé individuel de formation ;
- Demandeurs d'emploi : rémunération du Conseil Régional d'Ile-de-France possible

Période de formation : 21 octobre 1996 - 16 mai 1997.

Inscription immédiate aux tests de sélection qui auront lieu la deuxième quinzaine de juin.

Téléphone : 44.05.44.76

DEP - Place du Maréchal de Lattre de Tassigny
75775 Paris Cedex 16

UNIVERSITE PARIS
DAUPHINE
Département d'Education Permanente



UNIVERSITE DE PARIS-DAUPHINE
FONCTION FORMATION
MANAGEMENT D'UN NOUVEAU METIER

DIPLOME UNIVERSITAIRE DE FORMATEUR D'ADULTES (DUF)

Un objectif : former ou perfectionner des professionnels capables de maîtriser l'ensemble des enjeux et des outils de la formation au service d'un projet d'entreprise, au niveau français et européen.

Deux modalités :

Le DUEA à temps plein

* mention « Responsable de Formation et Consultant » (7 mois)

Conditions : Diplôme de 2^e cycle + expérience professionnelle d'au moins 3 ans

* mention « Expert Européen en Formation » (7 mois)

Conditions : Diplôme de 2^e cycle + expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans le champ de la formation d'adultes + 2 langues européennes, dont l'anglais.

Le DUEA à temps partiel dans le cadre de l'une ou l'autre mention
Conditions : Diplôme de 2^e cycle + 3 années d'expérience professionnelle + occuper une fonction dans le champ de la formation d'adultes + 2 langues européennes pour la mention 2.

Ces cycles sont réalisés avec le concours financier du Conseil Régional d'Ile-de-France (sous réserve de conventionnement). Dans ce cadre, des rémunérations, pour des stagiaires demandeurs d'emploi, pourront être prises en charge.

Renseignements et retraités des dossiers :

DÉPARTEMENT D'ÉDUCATION PERMANENTE
Université de Paris-Dauphine, place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny
75775 PARIS CEDEX 16 - Tél. : (01) 44-05-42-46

Date limite de dépôt des dossiers : 30 juillet 1996.

هكذا في العمل

1 des parents plus

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 22 MAI 1996 / V

ORGANISATION ET GESTION DES ENTREPRISES

UN CADRE
CHARGE DU SUIVI
BUDGETAIRE

Stratégie sociale, Conduite des restructurations, Reconversion des hommes et Actions innovantes pour l'emploi

M.O.A.



Avec 150 consultants passionnés par leur métier, des implantations régionales et internationales, MOA est le n°1 européen de la conduite sociale des restructurations. Depuis 12 ans, avec un souci permanent d'exigence, de résultats tangibles et de qualité, nous accompagnons les hommes et les organisations dans les grands changements, avec la conviction que l'humainisme est source d'efficacité. Aujourd'hui MOA souhaite rencontrer les professionnels de haut niveau qui auront poursuivi ce développement et initié de nouvelles approches.

Chef de Projet

Cette responsabilité s'adresse à un consultant expérimenté dans la conduite de projet. Intélocuteur privilégié des dirigeants de votre client, vous animez une équipe de consultants (juristes, spécialistes de l'emploi et de la communication sociale, conseils en création d'entreprise...), en liaison avec les hiérarchies opérationnelles, les partenaires sociaux et les représentants de l'administration.

A 35 ans, de formation supérieure, vous avez une pratique du management opérationnel de structure acquise en entreprise ou en cabinet. Vous savez que le succès tient en la capacité à mobiliser les hommes et à adapter en permanence les organisations. **Réf. M/1200/E**

Consultant Mobilité Interne et Externe

Dans le cadre de missions d'accompagnement social de restructuration menées sur le terrain, vous concevez et animez des dispositifs individuels ou collectifs favorisant la mobilité interne et externe du personnel : orientation professionnelle, bilan et pilotage de carrière, formation aux techniques de recherche d'emploi, aide à la reconversion. Vous participez à l'élaboration de nouveaux outils.

A 35 ans, de formation supérieure, vous avez une expérience de la fonction R.H. ou du conseil et vous souhaitez vous confronter à des objectifs opérationnels. **Réf. M/1200/L**

Conseiller en Création d'entreprise

Au sein de notre équipe de spécialistes qui a accompagné en 1995 plus de 1000 créateurs et repreneurs d'entreprises, vous avez pour principale mission de les conseiller et d'animer des formations à leur intention. Vous les assistez dans la validation des projets, le démarrage et le suivi de leurs nouvelles activités.

Expert en ce domaine, vous participez à l'élaboration de nouveaux outils et au développement. Vous devez également élaborer des outils et transmettre votre savoir-faire. A 35 ans, de formation supérieure en gestion, vous avez acquis, au sein d'un cabinet, d'un centre de gestion, d'une CCL... une pratique opérationnelle de l'aide à la création d'entreprise et à l'essaimage. **Réf. M/1200/M**

Pour tous ces postes, vous intervenez sur le terrain pour des missions de longue durée et votre pratique courante d'une langue européenne est un atout important.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, CV, photo en précisant la référence choisie à l'attention de la Direction des Ressources Humaines, MOA, 54 rue des Bourdonnais, 75001 PARIS.

MARKETING - COMMUNICATION

CONSULTANT CONSULTANT communication interne

Au sein de l'équipe spécialisée d'une agence parisienne, filiale d'un grand groupe de communication, vous intervenez au plus haut niveau sur les différents aspects de la communication interne et sociale, de l'étude de l'existant chez le client jusqu'à la mise en œuvre en passant par l'élaboration des recommandations. A 30 ans environ, après de solides études en communication, sciences sociales, sciences politiques, ressources humaines..., vous justifiez d'une expérience du journalisme acquise dans le domaine social, économique ou de la communication. Vos facultés d'analyse et de synthèse vous font percevoir la complexité d'une problématique et proposer des systèmes de communication efficaces. Vous savez argumenter, rédiger rapidement avec facilité et clarté et entretenir une relation de qualité avec une clientèle de grandes entreprises.

La connaissance de l'édition et de ses supports est nécessaire.

Responsabilisé, vous devez vous intégrer à un projet fondé sur la réactivité, la qualité et le plaisir du travail en équipe.

Merci d'adresser votre dossier sous référence 27070 à Media System, 6 impasse des Deux Cousins 75849 Paris Cedex 17, qui vous assure toute discrétion.

SAP
Premier éditeur mondial de progiciels de gestion intégrée avec un effectif de 7000 personnes et un chiffre d'affaires de 9,5 milliards de FF en 1995, SAP poursuit sa forte croissance. Ses progiciels R/2 et R/3 couvrent l'ensemble des fonctions de l'entreprise. SAP FRANCE est un pôle majeur du Groupe en Europe. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons un

RESPONSABLE MARKETING SECTORIEL

Vous êtes un consultant averti en systèmes d'informations de gestion.

Vous avez acquis, au cours d'une expérience de 5 à 8 ans, de bonnes connaissances fonctionnelles (logistique, finances...), de préférence liées à une approche Marketing, dans l'intégration de progiciels de gestion qui vous permettent de bien appréhender :

- les réponses aux besoins des entreprises et les mutations des Systèmes d'information par le biais de solutions intégrées,
- l'évolution du marché des Editeurs applicatifs dans les secteurs industriels et grande distribution.

Nous vous proposons d'enrichir la fonction Marketing et de participer :

- à la définition de notre plan Marketing, en relation avec vos homologues d'autres filiales européennes, la maison mère, les équipes internes (vente et services) et les partenaires,
- à la définition et à la mise en œuvre des cibles et des actions de promotion dans votre secteur.

Ce poste s'adresse à des candidats issus d'une Ecole de Commerce ou d'Ingénieur.

Au-delà de votre savoir-faire autour de l'offre des progiciels applicatifs, vos qualités personnelles d'abstraction, de synthèse et de créativité vous permettront d'évoluer favorablement dans la fonction Marketing.

Merci d'écrire (sous réf. MKG/LM) à Véronique BLANC-ROSSLER NETEXPERT - 6, rue de la Trémoille - 75008 Paris, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

netexpert

مكتبة النظم

GESTION - FINANCE

Ingénierie financière de projets internationaux

Dans un environnement international en profonde mutation, Gaz de France a la volonté d'être un acteur de premier plan du secteur énergétique. Cette ambition passe par des opérations de développement, sous forme de prise de participation. Notre Service des Filiales et des Participations conseille et appuie nos directeurs opérationnels dans le montage financier des projets industriels concernés.

Vous assistez le responsable de son Département « Acquisitions et Financements » et traitez personnellement certaines affaires. Vous participez ainsi aux différentes phases des projets (étude préalable, évaluation, négociation, finalisation) en veillant à la maîtrise des risques financiers et à la mise en place des financements nécessaires.

Agé(e) de 40 ans environ, votre expérience dans ce domaine, en milieu bancaire ou industriel, contribuera à conforter notre expertise dans un secteur en développement.

Adaptabilité, sens des relations interpersonnelles, persuasion, jugement, sens de l'organisation, analyse des problèmes et maîtrise de deux langues étrangères (dont l'anglais) seront vos atouts pour notre réussite commune.

Pour ce poste à Paris 17^e, merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. M/2205 à Françoise Quetier, Département Recrutement d'EDF et GDF, 16, rue de Monceau 75383 Paris Cedex 08.

HEC
ESSEC
ESCP

Formation
équivalente
de la
Communauté
européenne



Notre groupe industriel de dimension internationale (4 milliards de francs de CA, 5 800 personnes), appuie son dynamisme sur un potentiel technique et humain de premier plan et recherche

Chargé d'affaires

Au sein de la Direction des Affaires Economiques et Financières du groupe, vous participez à la négociation d'affaires en matière de développement externe (analyse financière, élaboration de documents de négociation, présentation des dossiers à la Direction Générale, etc.). Vous réalisez également des audits financiers, économiques et commerciaux. A 30 ans environ, de formation supérieure (HEC, ESSEC, Sciences Po...), si possible complétée par une formation juridique, vous justifiez d'une expérience réussie d'analyse financière et/ou d'audit. Ce poste évolutif nécessite une parfaite maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence 27960, à Media System, 6 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Responsable Paie Groupe

Groupe multinational leader du secteur High Tech

Exceptionnelle opportunité pour un professionnel reconnu de la gestion de la paie dans un univers complexe (international, effectifs nombreux et secteurs d'activités variés) de contribuer au développement d'un groupe leader.

350 KF

LA SOCIÉTÉ

- ◆ Multinationale, leader mondial dans son secteur.
- ◆ Plusieurs milliards de CA.
- ◆ Profitable et en développement.

LE POSTE

- ◆ Sous la responsabilité directe du directeur financier groupe, à la tête d'une équipe de 15 personnes, vous :
- assurez l'organisation et la supervision du traitement de la paie de l'ensemble de nos personnels et filiales en France,
- contribuez au développement, au niveau européen, des différents systèmes et outils concernant la paie et ses dérivés.

Paris + déplacements

- assurez l'interface entre les clients internes (DRH, directeur financier...) et notre sous-traitant externe réalisant le traitement informatique, avec un fort souci de respect des délais et de l'exactitude des données reçues et traitées.

PROFIL RECHERCHÉ

- ◆ Etudes supérieures + 7/10 ans d'expérience minimum.
- ◆ Professionnel reconnu de la coordination de paies complexes.
- ◆ Rompu à la gestion de projet informatique.
- ◆ Anglais courant obligatoire.
- ◆ En plus de vos compétences techniques, vous savez communiquer sur les problématiques de la paie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet et rémunération actuelle sous réf. LM/60507 à N.B.S. 44 rue du Collège, 75008 PARIS.



Paris - London - Aberdeen - Birmingham
Bristol - City Edinburgh - Glasgow - Leeds
Manchester - Slough - Madrid



LE PREMIER ASSUREUR FRANÇAIS DE LA CONSTRUCTION
CA consolidé : 4,4 milliards - effectif : 1500 personnes
Nous recherchons un

SPÉCIALISTE COMPTABILITÉ FINANCIÈRE

Basé à Paris

Sous la responsabilité du Directeur des Investissements, votre mission revêt une double dimension. Vous êtes dans un premier temps le maître d'œuvre de la refonte du système d'information et de gestion des services financiers. En liaison avec les utilisateurs et la Direction Informatique, vous analysez les systèmes existants, étudiez les attentes des utilisateurs et participez au choix et à l'implantation des nouvelles applications informatiques. A l'issue de cette mission, vous prenez la responsabilité du back office des services financiers, animez l'équipe - 8 personnes - et étudiez les évolutions comptables et fiscales propres à ces services.

A 35 ans, de formation supérieure financière (Bac + 5 Gestion/Finances), vous disposez d'une solide expérience de la comptabilité des Assurances acquise en compagnie ou en Cabinet d'Audit-Conseil et avez une forte culture informatique.

Au-delà de la rigueur du financier, vous êtes un homme de communication et vous vous sentez apte à prendre à terme la responsabilité d'une équipe. Nous vous proposons une mission évolutive et passionnante, au sein d'une structure à dimension humaine.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 95 av. Victor Hugo, 92563 Ruell Malmaison Cedex, sous la référence 51.3844/LM, portée sur lettre et enveloppe.

Deux Jeunes Financiers Passionnés d'informatique

Groupe multinational leader du secteur High Tech

250 KF

LA SOCIÉTÉ

- ◆ Multinationale, leader mondial dans son secteur.
- ◆ Plusieurs milliards de CA.
- ◆ Profitable et en développement.

LE POSTE

- ◆ Au sein de la direction financière groupe, sous la responsabilité du responsable de département, vous :
- assurez la définition et la mise en œuvre des systèmes d'information utilisés par les directions financières du siège, des filiales business et pays, contribuez, aux côtés de la direction informatique, au développement de toutes solutions nouvelles, suite aux besoins exprimés par les responsables financiers du groupe, avec un souci de rapidité et

Paris + très nombreux déplacements
en Europe et dans le monde

- de qualité du traitement des informations,
- assurez, en vous rendant sur place (Europe, Asie, Amérique Latine...), l'implémentation des outils et la formation des utilisateurs concernant les différents standards groupe liés au domaine financier.

PROFIL RECHERCHÉ

- ◆ Bac + 4/5 avec une première expérience réussie en finance et comptabilité au sein d'un cabinet, d'une SSII ou d'un grand groupe international.
- ◆ Parfaite maîtrise de l'anglais, langue de travail au sein du groupe.
- ◆ Capacité à transmettre votre savoir-faire et à vous insérer au sein d'équipes multiculturelles.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet et rémunération actuelle sous réf. LM/60506 à N.B.S. 44 rue du Collège, 75008 PARIS.



Paris - London - Aberdeen - Birmingham
Bristol - City Edinburgh - Glasgow - Leeds
Manchester - Slough - Madrid

Directeur Administratif et Financier

Laboratoire d'Analyse et de Contrôle agro-alimentaire
S.A. de France recherche son Directeur Administratif et Financier.

- Rattaché au P.-D.G., vous avez en charge, pour trois laboratoires, une mission opérationnelle de gestion, de réalisation et de contrôle en : comptabilité générale et analytique, contrôle de gestion, gestion financière et fiscale, gestion sociale, organisation, méthodes et outils.
- Vous animez une équipe de 6 personnes.
- A 35 ans, avec un diplôme de grande école de gestion

complété par un DESCF, vos connaissances du secteur agro-alimentaire et votre expérience réussie en PME vous confèrent la maîtrise des techniques et des responsabilités. Votre personnalité, vos qualités relationnelles vous permettent d'évoluer dans un milieu scientifique en rapport avec la clientèle grande comptes. La pratique de l'anglais est souhaitée.

Merci d'adresser lettre, CV, photo sous référence MIA/116 à KPMG Fiduciaire, 747 rue des Apothicaires, 34196 Montpellier Cedex 5.

KPMG Fiduciaire de France



recrute
ENSEIGNANT-CHERCHEUR contractuel
en GESTION

- Vous avez :**
- une formation de grande école de commerce ou d'ingénieur,
 - un doctorat (ou Ph. D.) en gestion,
 - une expérience significative en entreprise.

Nous vous proposons : de rejoindre notre Département : "TECHNOLOGIE ET SCIENCES DE L'HOMME"

- pour participer aux enseignements de gestion en formation d'ingénieur, en DESS "Gestion de la technologie et de l'innovation" (GTI) et en doctorat,
- pour y développer des recherches, notamment en gestion de projets, où les besoins des entreprises sont en forte croissance.

Envoyez CV et lettre de motivation
UTC - Division du personnel - BP 649 - 60206 COMPIEGNE CEDEX.

هكنا من العمل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 22 MAI 1996 / VII

LES DIRIGEANTS

Partout en France, notre développement crée des opportunités.



Filiale des Brasseries
Kronenbourg,
3 MdF de CA,
2 000 personnes,
un réseau
de distributeurs intégrés,
acteurs clés du marché
de la consommation hors
domicile (35 % du CA
des Brasseries
Kronenbourg).

Directeurs de filiale Directeurs de site

Pour conduire ce développement, nous recherchons des dirigeants de filiale et des dirigeants de site dont le chiffre d'affaires varie de 60 à 200 millions de francs.

D'emblée ou dans un avenir proche, ils assumeront la responsabilité globale d'un patron de PME : développement commercial, organisation logistique, gestion financière, animation des hommes.

Pour cela, ils posséderont :

- une expérience significative de l'animation d'équipes dans des postes à dominante commerciale,
- une formation supérieure favorisant une adaptation rapide au volet financier de la fonction,
- l'indépendance d'un entrepreneur éclairé par un sens stratégique lui permettant de tirer profit des atouts d'un grand Groupe.

Notre exigence nous orientera vers des candidats ambitieux pour leur entreprise comme pour leur carrière. Nous saurons répondre à leurs aspirations.

Responsables administratifs et financiers

Bras droit du directeur de filiale, ils pilotent la comptabilité et le contrôle de gestion, animent le système d'information en optimisant les outils et les procédures, transmettent à leur équipe leurs exigences de fiabilité et d'efficacité.

Une formation supérieure et une expérience de 3 à 5 ans, si possible en PME, garantissent la solidité de leurs compétences.

Rigueur, organisation et ouverture leur permettent d'asseoir leur crédibilité et de participer étroitement à la vie et au développement de l'entreprise.

■ Pour tous ces postes, une grande mobilité géographique est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence YC/MD/2, en précisant le poste choisi, à Brasseries Kronenbourg, DRHS, BP 13, 67037 Strasbourg Cedex.

UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE DANONE

Notre Société (Siège à Paris, effectif : 1.000 personnes) poursuit sa croissance dans un secteur économique en expansion : L'ASSURANCE DE PERSONNES. En perspective du départ à la retraite de son Directeur Commercial, elle recherche son

FUTUR DIRECTEUR COMMERCIAL

MEMBRE DU COMITÉ DE DIRECTION

■ A 40-45 ans, de formation supérieure Grande École de gestion ou d'ingénieurs (HEC, ESSEC, SUP de CO, X, CENTRALE...) ou universitaire (IEP, DESSE...), vous avez l'expérience de l'élaboration d'une politique commerciale appliquée à la VENTE de SERVICES dans un univers très concurrentiel. Vous savez faire preuve de créativité et d'anticipation pour adapter vos moyens de communication et vos techniques de commercialisation aux réalités d'un marché évolutif.

Bien entendu, vous possédez le dynamisme et le charisme d'un dirigeant commercial, capable de communiquer et de convaincre : vous serez responsable d'une importante structure commerciale de salariés exclusifs s'adressant à une clientèle de particuliers sur toute la France.

Vous exprimerez votre vision de l'intérêt général de l'entreprise au sein de notre Comité de Direction.

Votre sens de la diplomatie vous permettra d'intégrer avec succès notre Société à taille humaine et à forte culture.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, prétentions, sous référence AS/LM à notre Conseil MIGADE 27, rue Garnier - 92200 Neuilly-sur-Seine.

MIGADE
un département de Monnet

Electronique, Electrotechnique Directeur Général Adjoint

■ Cette entreprise, cotée en Bourse, occupe aujourd'hui le 3ème rang mondial sur son marché. Une production intégrée, une équipe internationale compétente (5 filiales et 66 % du CA à l'export), permettent à cette PME (650 salariés) d'avoir d'excellentes perspectives de croissance sur des marchés particulièrement porteurs.

■ Paris

■ Rattaché au Directeur Général, vous vous impliquerez dans un premier temps essentiellement au niveau du Développement Commercial.

■ Votre principal rôle sera de vous intégrer à l'équipe dirigeante, constituée de 10 Managers responsables et autonomes. Homme de terrain garant de la performance, mais également homme de long terme (stratégie, capable de défi et de remise en cause), vous avez exercé des responsabilités de manager dans une PMI ou dans une division autonome, si possible dans des activités de type projets.

■ Ingénieur Généraliste, Electronique ou Automatismes, votre ouverture internationale, vos qualités managériales, votre sens des relations humaines vous permettront d'être l'homme capable de fédérer et d'animer une équipe de haut niveau dans une entreprise où simplicité et charisme sont les atouts de la réussite.

■ La position de l'Entreprise, ses projets, la qualité de l'équipe en place, la rémunération offerte, le niveau de responsabilité et les réelles perspectives d'évolution vers une Direction Générale sont de nature à motiver un candidat de valeur.

■ Le poste est basé à Paris, avec de fréquents déplacements. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier complet avec photo et rémunération actuelle, sous la référence LMG/283A, à PEREIRE CONSEIL 62/64, boulevard Périère - 75017 Paris.

PEREIRE CONSEIL
RESSOURCES HUMAINES

**CONSTRUCTEUR
D'EQUIPEMENTS
INDUSTRIELS**
leader européen sur son marché
(800 MF dont 80% à l'export)
recherche pour sa filiale de
BIENS D'EQUIPEMENT EN
MANUTENTIONS AUTOMATIQUES

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

Ingénieur, doté d'une forte personnalité, vous justifiez à environ 40 ans d'une bonne expérience dans un poste similaire. Vous serez avant tout le moteur de l'entreprise dans le domaine de la vente et de la recherche des marchés. Vous serez également le responsable de la gestion et de la production. Pour ce poste, basé en province, l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre CV, photo, lettre de motivation manuscrite et salaire actuel en précisant la référence DGA à PARANNOCES, 13 rue Charles Lecocq, 75737 PARIS Cedex 15.

Groupe HOSPITALISATION PRIVEE recherche dans le cadre de son développement 2 futurs DIRECTEURS DE CLINIQUE

A 30 ans environ, issu d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC...), vous avez exercé des responsabilités opérationnelles depuis 4/5 ans et animé des équipes sur le terrain dans une entreprise de services.

Vous souhaitez, après une formation complémentaire approfondie, prendre la responsabilité d'un établissement de soins en bénéficiant d'une large autonomie de gestion et participer au développement d'un groupe performant dans ce secteur d'activité.

Rémunération : après formation 450 KF + intéressement au résultat

Joindre Nathalie CANAS au 48 25 00 77

Notre Groupe présent dans différents secteurs d'activités, recherche pour l'une de ses filiales composée de 50 personnes, basée en Guadeloupe, un

DIRECTEUR D'UN SITE INDUSTRIEL

— GUADELOUPE —

En véritable responsable de centre de profit vous prenez en charge l'ensemble de la fonction : politique commerciale, animation et motivation du personnel, production, gestion financière et administrative, communication... Par vos actions vous dynamisez la croissance et veillez à la bonne marche de l'entreprise.

A 35-40 ans environ, de formation supérieure (école de commerce ou d'ingénieur), vous avez acquis une solide expérience du développement de filiale, division ou département autonome dans le domaine de la production et souhaitez aujourd'hui vous investir dans la gestion complète d'une entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) qui sera étudié en toute confidentialité, sous réf. DG/521, à notre Conseil :

GUINTRAND
CONSULTANTS

63 bis, rue Jouffroy d'Abbans - 75017 Paris.

LE MONDE DES CADRES

AVEC VOUS, L'EXIGENCE DE L'EXCELLENCE COMME VALEUR DE FONDAMENT.

MORENO INTERNATIONAL (30 ans) se définit ainsi : des hommes de ressources humaines industrielles, une expertise «des outils psychométriques» reconnue, validant l'adéquation Homme/Fonction/Environnement, une préhension «systémique et stratégique» du recrutement, une démarche de «pédagogie active et de coaching» auprès de nos clients. Nous recherchons, s'inscrivant dans ces valeurs un :

CONSULTANT SENIOR H/F

Poste basé à Reims (51)

A la fois professionnel compétent (usage des outils) et développeur commercial, auprès des clients, vous agissez en tant que Conseil de Direction en Ressources Humaines et Recrutement de Cadres moyens et supérieurs, selon nos méthodes et notre démarche dans : Recrutement/Intégration/Suivi - Audit Humain - Conseil en Gestion de Carrière - Outplacement - Formation. 32 ans minimum, diplômé impérativement en Sciences Humaines (Psycho, du travail ou équivalent), bilingue anglais, vous justifiez d'une expérience de 5 ans minimum dans le recrutement avec outils psychométriques (pas de graphologie) et ce à tout niveau de cadre, et d'un vécu en matière de gestion et développement des ressources et du potentiel humains de l'entreprise, acquis soit en Cabinet de Recrutement, soit en Société de Conseil, ou en entreprise. La poste est à pourvoir au Siège de Reims, et implique la résidence dudit consultant, même s'il est appelé à se déplacer sur le territoire national. De grandes ouvertures s'offrent pour l'avenir pour un Consultant dont la fonction de Conseil n'est pas un passage, mais une passion...

Veuillez nous adresser CV, photo et lettre manuscrite motivée, réf. 6060/LM, à MORENO INTERNATIONAL, 17 rue Courmesaux - 51100 REIMS.

MORENO INTERNATIONAL
REIMS - PARIS

Chargé de Mission Développement

Société d'Aménagement Régional basée à Clermont-Ferrand, nous contribuons au développement économique et à l'aménagement du MASSIF CENTRAL. Aujourd'hui, dans le cadre de notre développement, nous recherchons un

De formation supérieure (Bac + 6), votre expérience professionnelle confirmée (8 à 10 ans) vous a rompu à l'approche marketing, aux études stratégiques et au développement économique des zones rurales. Une parfaite connaissance des collectivités territoriales et des PME/PMI est demandée. En relation directe avec notre Directeur Général, vous animez le programme R&D de la société : dans des domaines aussi variés que le tourisme d'espaces, le secteur des PMU, le développement local, l'environnement, vous recherchez des idées de développement pour le MASSIF CENTRAL et vous élaborez l'activité future de SOMIVAL en concertant des prestations de service adaptées à ces évolutions. Très autonome, votre créativité, vos qualités de manager et votre sens de l'opérationnel vous conduiront à animer une équipe, que vous constituerez pour chaque projet R&D, et à tisser des partenariats externes.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et présentations) à l'attention de Monsieur REGNIER SOMIVAL BP 28 - 63001 CLERMONT-FERRAND Cedex 1.

SOMIVAL ...de l'idée à l'action.

GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE
leader sur son marché
(CA 15 Milliards de Francs. 15 000 personnes)

recherche son

COORDINATEUR FORMATION GROUPE

Sous la responsabilité du Directeur Formation et Communication, il devra :

- piloter la formation des cadres du groupe,
- gérer l'intégralité du plan de formation du siège,
- répondre aux besoins en formation des différentes filiales dans le monde,
- apporter son expertise aux équipes de formation des sites de production dans le cadre de la conduite des réorganisations industrielles et des changements technologiques.

De formation Bac +5, le candidat a une expérience réussie d'une dizaine d'années en Cabinet Conseil et/ou en entreprise dans le domaine de l'ingénierie de formation. Il maîtrise la mise en œuvre des systèmes de formation tant au niveau stratégique (élaboration) qu'au niveau opérationnel (réalisation et administration). Capacités d'organisation et d'animation, diplomatie et excellent relationnel, sens du travail en équipe sont des atouts pour ce poste. Anglais courant nécessaire.

Envoyer lettre de motivation, C.V. et photo, sous référence 9012 à :

LE MONDE PUBLICITÉ - 133, avenue des Champs-Élysées
75409 PARIS Cedex 08

L'AVENIR DE CETTE P.M.E. PASSE PAR LE DEVELOPPEMENT ET L'ELARGISSEMENT DE SON OFFRE

Quelques intervenants dans le monde parmi lesquels Italiens et Asiatiques font preuve de créativité. Face à une telle réputation mondiale est fondée sur la qualité de nos produits initialement destinés à des passionnés s'approvisionnant chez des distributeurs spécialisés et intéressés aujourd'hui un public beaucoup plus large. Fiabilité, réputation de grande qualité n'excluent pas la création de nouveaux produits adaptés, pratiques et innovants. Rejoignez une équipe de direction jeune et très motivée en attendant votre expérience de Chef de Projets.

FUTUR DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT

Vous êtes ingénieur de formation, vous avez l'esprit marketing et les résultats de votre action sont là : aujourd'hui le produit sur lequel vous avez travaillé, destiné au grand public, est commercialisé et les parts de marché augmentent... Une expérience acquise dans l'électronique serait un atout pour réussir dans ce poste basé à ANNECY.

Si vous vous êtes reconnu, écrivez s/n/ré. C/1389M à notre Conseil Pierre BUCCA - CONCORDANCES - 77 rue François Marmel - BP 32 - 69811 TASSIN LA DEMI LUNE cedex qui s'engage, si votre candidature est retenue, à vous adresser un dossier dans les trois semaines. Tél (16) 78 34 90 27 - Fax (16) 78 34 21 37

CONCORDANCES

Entre les Hommes et les Entreprises

VILLE DE GAP (Hautes-Alpes)
36 000 h. (Surclassée 40 à 80 000 h.) (680 Agents) recrute par voie statutaire

UN ATTACHE TERRITORIAL chargé de la gestion du service des ressources humaines

Ayant déjà une expérience de quelques années dans la fonction publique territoriale, possédant de parfaites connaissances du statut.

Ce cadre aura pour missions :

- l'encadrement et l'animation d'une équipe de 8 Agents
- le suivi des effectifs et la gestion prévisionnelle des emplois
- l'ensemble des procédures de recrutement
- l'analyse et l'application de la réglementation statutaire
- la gestion financière des dépenses de personnel
- l'établissement et le suivi de tableaux de bord
- la préparation, le secrétariat et le suivi des instances paritaires (CAP, CTR, CHS).

Profil : • Sera développé des relations humaines, de l'écoute du Personnel et de la négociation. • Grande disponibilité • Forte de proposition et de conseil en faveur du développement des ressources humaines.

Les candidatures avec CV devront être adressées avant le 30 juin 1996 à Monsieur le Maire - Service du Personnel - 3, rue Colonel Roux - BP 92 - 05007 GAP Cedex

LA CAISSE AUTONOME NATIONALE de la SÉCURITÉ SOCIALE dans les MINES

recrute par concours pour ses services de Paris en septembre 1996.

1 CHEF DE SERVICE

rémunération mensuelle brute : 10 350F (plus primes)

- licence ou équivalent
- moins de 28 ans au 1er janvier 1996

La caisse autonome nationale n'adressera plus de dossiers d'inscription au-delà du 12 juillet 1996

CLÔTURE DES INSCRIPTIONS : VENDREDI 19 JUILLET 1996

pour tous renseignements, s'adresser à la CANSSEM

Service du personnel - 77 avenue de Ségur - 75714 PARIS CEDEX 15 - (1) 45 66 35 92

CARRIÈRES INTERNATIONALES

REXEL

(GROUPE PINAULT-PRINTemps-REDOUTE), LEADER MONDIAL DE LA DISTRIBUTION DE MATÉRIEL ÉLECTRIQUE BASSE TENSION, IMPLANTÉ DANS LE MONDE, RENFORCE LE POTENTIEL DE SA DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION. APIN D'APPORTER À SES DIFFÉRENTS SITES RÉGIONAUX ET INTERNATIONAUX LA MEILLEURE QUALITÉ DE SERVICE ET DE MOYENS POUR ACCOMPAGNER LA CROISSANCE DU GROUPE, UN SCHEMA DIRECTEUR A ÉTÉ LANCÉ DEPUIS 3 ANS (INSTALLATION DANS CHAQUE SITE D'UNE ARCHITECTURE CLIENT (SERVEUR). AUJOURD'HUI, LA D.S.I. SOUHAITE INTÉGRER, EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE, DE NOUVEAUX :

Consultants organisateurs et formateurs

Vous définirez le processus d'installation, préparerez et suivrez la mise en place, des nouveaux systèmes d'information, dans les entités opérationnelles : procédure, méthode, préparation du terrain, paramétrage des logiciels, développement et mise en place des différents programmes de formation...

Vous justifiez d'une première expérience de mise en place ou d'assistance d'un projet d'envergure, dans un contexte de décentralisation, de préférence dans le négoce ou le service en Entreprises.

Pour l'Allemagne, vous interviendrez pour la traduction et l'adaptation, à la culture allemande, des supports de formation et d'organisation et par conséquent, vous possédez une bilinguisme évidente.

Pour ces postes basés à Paris (réf. LM/453) ou à Francfort (réf. LM/452), merci d'adresser votre candidature (en français) à notre Conseil, Carole MOULIN ORYADE - 16, avenue Hoche 75008 PARIS.

oryade

Membre de Syntec Conseil en Ressources Humaines

SOCIÉTÉ DE CONSEILS JURIDIQUES SITUÉE À ABIDJAN (CÔTE D'IVOIRE)

Recherche

L'ADJOINT DE SON DIRECTEUR GÉNÉRAL

afin de l'assister notamment dans l'établissement de consultations, la rédaction d'articles, et la participation à des réunions avec clients.

Le candidat doit s'appuyer sur une bonne formation universitaire juridique généraliste française (Bac + 5) et sur une pratique de conseil en droit des affaires de 5 ans minimum dans les domaines de compétences suivants : droit des sociétés, droit fiscal, contrats.

Agé de 35 ans minimum, ayant une bonne pratique de l'anglais et de la micro-informatique, le candidat doit avoir démontré ses capacités d'autonomie et de rigueur dans son travail, son aptitude d'intégration dans une équipe et d'adaptation aux conditions d'un marché local et régional.

Des connaissances et une pratique en droit du travail, commerce international et réglementation douanière, fusion-acquisition, privatisation seront des plus.

Prière d'envoyer CV + lettre de motivation + photo + prétentions à : ORREX (réf. ABI) - Tour Amboise - 204 Rond Point du Pont de Sévres - 92100 BOULOGNE - FRANCE - qui transmettra.

Notre client est une SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE CONSEIL en productivité, présente sur les cinq continents. Leader sur son marché, collaborant avec les entreprises les plus prestigieuses et les plus exigeantes d'Europe, d'Amérique et d'Asie. La qualité de ses collaborateurs et l'efficacité de son approche commerciale ont fait son succès et sa réputation dans le monde.

recherche

RÉGIONAL VICE-PRÉSIDENT POTENTIEL DE RÉMUNÉRATION EXTRÊMEMENT ÉLEVÉ

Afin d'accompagner sa croissance notre client recherche la collaboration d'un RÉGIONAL VICE-PRÉSIDENT, commercial expérimenté, capable de négocier au plus haut niveau des entreprises, et de développer un volume d'affaires important.

● Vous êtes âgé d'au moins 35 ans, et avez exercé des responsabilités importantes dans les domaines de la vente et/ou de direction générale.

● Vous avez de la créativité et l'autorité, qui vous rendent crédible auprès des dirigeants d'entreprises.

Une expérience de consultant est un atout, mais n'est pas indispensable, car vous êtes avant tout un vendeur.

Si vous avez le sentiment que notre offre correspond à votre profil, vous pouvez nous envoyer, avec toute garantie de confidentialité, votre CV, EN ANGLAIS, à : Litchfield Ass., Kruisweg 825A, 2132 NG Hoofddorp, Pays-Bas. Fax : (31) 23-5626737.

مكتبة الأهل

des parents plus

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 22 MAI 1996 / IX

JURISTES - RESSOURCES HUMAINES

RESPONSABLE JURIDIQUE : DEVELOPPER LA FONCTION DANS UN BEAU GROUPE DU SUD.

Spécialisé dans les grands travaux, ce groupe du BTP (CA 1,7 Milliard) s'est diversifié dans l'environnement et les services au secteur privé ou public. Reconnu en France et à l'étranger, pour son innovation technique et la réactivité de son organisation, une expansion constante l'amène à développer le poste de responsable juridique groupe.

Auprès des directions opérationnelles des différentes filiales, vous vous impliquerez dans les projets et négociations pour apporter une assistance contractuelle active et préventive. En liaison avec les professionnels externes, vous piloterez les affaires contentieuses. Avec une petite équipe, vous gèrerez les risques et des sinistres. Vous garantirez aussi le respect des obligations des sociétés en matière de déclarations légales.

Agé de 35 à 40 ans. Bac + 5 type (DJCE, DESS marchés publics, équipements, etc.). Vous avez fait vos preuves dans des entreprises faisant appel aux marchés publics (BTP, Ingénierie, Services) et aux chantiers internationaux en mettant en œuvre pragmatisme, disponibilité, pédagogie. Désormais, vous voulez participer pleinement au métier d'une entreprise responsabilisante, à taille humaine, et aux activités variées. Vivre dans une métropole du littoral méditerranéen vous attire. Bonne pratique de l'anglais indispensable.

Merci d'écrire à Denis Bellocq, SIRCA, 20 avenue de l'Opéra, 75001 Paris, sous référence 941.814M.

SIRCA
ANTICIPER LA RÉUSSITE

EDITIONS FRANCIS LEFEBVRE

Nous sommes une Société d'Édition Professionnelle de premier plan, spécialisée en Droit de l'entreprise : fiscal, social, affaires. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons deux juristes confirmés :

Rédacteur Droit Social

Vous justifiez de 6 à 10 ans d'expérience dans ce domaine, en tant que rédacteur ou praticien, acquise auprès d'un Éditeur, d'une Organisation Professionnelle, d'un Cabinet ou bien d'une Entreprise. Réf. ME/656/L

Rédacteur Droit Fiscal

Vous justifiez de 6 à 12 ans d'expérience en tant que rédacteur ou praticien, acquise auprès d'un Éditeur, d'un Cabinet ou au sein de l'Administration fiscale. Réf. ME/657/L

Pour ces deux postes, outre votre formation juridique supérieure spécialisée (minimum DEA, DESS), vous devrez conjuguer compétences très précises de généraliste, qualités de synthèse, sens de l'initiative, goût prononcé pour la rédaction, rigueur et esprit d'équipe.

Vous participerez au développement d'une rédaction pluridisciplinaire dont l'activité éditoriale se diversifie (ouvrages, revues spécialisées).

Au sein d'une équipe d'une dizaine de personnes, vous assurerez, dans votre domaine - droit social ou droit fiscal - une mission de participation directe à la rédaction des publications, de rewriting et de coordination des collaborations extérieures.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite et prétentions), sous la référence choisie, à notre Conseil : UN des TROIS Ressources Humaines 101, rue Saint Lazare - 75009 PARIS.

Conseil en dynamique Humaine

Société de financements immobiliers (1200 personnes), crée pour sa Direction Juridique le poste d'

ADJOINT DU DIRECTEUR JURIDIQUE

Vous seconderez le Directeur Juridique, et assurez le rôle de conseil auprès des différentes Directions.

Vous collaborerez à l'élaboration de la doctrine juridique interne, et réaliserez des études de synthèse, des notes d'information et validerez les supports juridiques.

Agé d'au moins 35 ans, votre formation 3ème cycle, DEA de Droit Privé, Doctorat et vos 10 années d'expérience de juriste d'entreprise (finance - assurance notamment) du barreau ou du notariat, vous ont permis d'acquérir de solides compétences en droit des obligations et une excellente maîtrise de la rédaction.

Enfin, votre aisance relationnelle et vos talents de pédagogue vous identifieront comme l'interlocuteur privilégié à tous niveaux de la hiérarchie.

Poste basé en Région Parisienne.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre de motivation, CV + photo) à :

Mme MARC-HENRY
Cabinet TRIODE, 223 bd Pénère 75017 Paris

DRH ADJOINT

Nous sommes un important groupe du secteur touristique implanté sur l'ensemble du territoire français et nous recherchons, pour assister notre DRH Région Normandie (1.000 personnes), un

De formation à dominante juridique, à 30/35 ans environ, vous avez acquis maintenant une solide expérience (5-6 ans) de tous les domaines de la fonction, idéalement dans des secteurs d'activité où la qualité de service est primordiale. Vous êtes disponible et sensible comme nous au développement du rôle de conseil auprès des responsables opérationnels qui animent des équipes souvent conséquentes, aux métiers très diversifiés.

Si votre projet professionnel vous conduit à envisager des responsabilités encore plus larges, notre Groupe vous permettra d'accéder à court terme vers une Direction des Ressources Humaines. La rémunération prévue est de l'ordre de 240KE/AN ou plus selon l'expérience.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil, merci de nous adresser votre dossier de candidature en précisant votre salaire actuel à Solange Monteil, Syntex Conseil, 5 avenue du Maréchal Juin, 92100 Boulogne. Les candidats retenus seront reçus avant le 15 juin.

Une très importante entreprise publique recherche pour Paris

1 JURISTE SENIOR SPÉCIALISÉ EN DROIT DES AFFAIRES

1 JURISTE JUNIOR MAÎTRISANT LE DROIT EUROPÉEN DE LA CONCURRENCE

Ils auront pour mission :

- d'apporter un conseil et un service de qualité aux clients internes que sont les dirigeants et structures du Groupe sur des dossiers à enjeu,
- de contribuer à l'élaboration et au suivi de politiques,
- d'assurer le suivi de l'actualité juridique de leurs domaines de compétences.

Votre compétence, vos capacités d'écoute et d'analyse, appuyées d'une faculté éprouvée à trouver des réponses performantes, votre rigueur de raisonnement et d'exposition de conclusions, votre goût du travail en équipe seront plus particulièrement déterminants.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (CV, photo et prétentions) à notre conseil :

DMME (Développement et Management des Hommes et des Entreprises), Département Recrutement.

29, RUE DE MIKOMESNIL - 75008 PARIS

Important groupe immobilier recherche un

Responsable du service juridique des baux

Paris

Vous serez chargé de la rédaction des conventions locatives et des contentieux liés à la gestion des baux commerciaux (recouvrement et renouvellement). Par ailleurs, vous assisterez la Direction Commerciale lors des négociations importantes avec les futurs locataires commerçants (enseignes nationales ou internationales).

Agé de 33/40 ans, de formation juridique supérieure (DEA, DESS, DJCE, etc.), vous êtes un juriste expérimenté dont la compétence en matière de baux commerciaux est assurée et reconnue.

Disponible et réactif, doté d'un bon sens commercial, vous êtes un manager aimant travailler en équipe. Vous êtes sensible aux problèmes d'organisation tenant à l'activité de gestion de la société et à l'importance de l'outil informatique.

Merci d'adresser votre manuscrit + CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Christophe Duchastellier, Michael Page Tax & Legal, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou taper votre CV sur le 36.17 MPAGE (téléphone 01 47 33 33 33).

MP

Michael Page Tax & Legal
La spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

Groupe international, leader sur le marché des Télécommunications, recherche pour sa Direction des Ressources Humaines :

LA DEFENSE

INTERNATIONAL MOBILITY SPECIALIST

Dans un environnement multinational de haute technologie, et dans un contexte de forte croissance, vous participerez directement à l'expansion et au déploiement de nos équipes internationales.

Au sein d'une équipe motivée, responsable de la coordination des Ressources Humaines Internationales, vous aurez pour mission essentielle de :

- contribuer aux projets d'extension et de relocalisation de nos activités vers de nouveaux sites,
- développer et promouvoir les politiques et procédures relatives aux transferts internationaux,
- exercer votre expertise, appliquée à l'expatriation, en matière de fiscalité, rémunération, et protection sociale,
- négocier et établir les termes des contrats de détachement, en relation directe avec les expatriés concernés et les responsables opérationnels.

Agé(e) de 30/35 ans, vous possédez une formation supérieure, une expérience dans une fonction comparable d'au moins cinq ans en entreprise, et une pratique courante de l'anglais écrit et parlé.

Vous avez un sens aigu de la négociation et de la communication, et vous savez faire preuve d'autonomie et de rigueur.

Des déplacements à l'étranger de courte durée sont à prévoir.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 411, à Communiqué, 50/54 rue de Sully, 92513 Boulogne-Billancourt Cedex, qui transmettra.

LA SOCIÉTÉ : Cabinet d'Avocats d'Affaires, membre d'un réseau international d'audit et de conseil recherche un :

Manager

Afrique Centrale

LE POSTE :

A la tête d'un Cabinet de Conseils Juridiques et Fiscaux, situé dans un des principaux pays d'Afrique Centrale et membre d'un réseau international, il encadrera une équipe de juristes-fiscalistes intervenant pour une clientèle d'entreprises multinationales et locales. Il conseillera ces entreprises sur le plan fiscal et juridique et les assistera notamment auprès des Administrations locales. Il développera et fidélisera la clientèle existante et assurera le développement du Cabinet, en synergie avec le Cabinet d'Audit et le Réseau.

LE CANDIDAT :

A 32/34 ans, de formation supérieure en droit et fiscalité (Maîtrise/3e cycle), vous avez une expérience opérationnelle de 6/8 ans environ du conseil dans le domaine fiscal et juridique. Ouvert, doté de solides aptitudes relationnelles et ayant la volonté d'entreprendre, vous savez vous faire reconnaître avec souplesse et fermeté auprès de vos collaborateurs et vous faire apprécier de vos clients. Un goût pour la gestion, ainsi qu'un très bon niveau d'anglais sont indispensables.

Merci de contacter Catherine PAILLUSSEAU au 47 23 37 00 ou de lui adresser un dossier complet de candidature sous référence 3118/CP à NORMAN PARSONS, Division Juridique et Fiscale, 39 avenue Pierre 1er de Serbie, 75008 PARIS.

NP

Norman Parsons
GROUPE ROBERT HALF

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPÉCIALISÉ AVEC PLUS DE 150 BUREAUX SUR 4 CONTINENTS

JURISTES - RESSOURCES HUMAINES CONSEIL ET AUDIT

Reconnu comme l'un des leaders mondiaux du conseil en stratégie et en management, A.T. KEARNEY - 2 500 Consultants, 56 bureaux dans le monde - s'engage auprès des dirigeants pour développer leurs entreprises et améliorer leur compétitivité. Pour accompagner notre forte croissance, nous recherchons des hommes et des femmes à fort potentiel qui sauront démontrer leurs capacités d'analyse, de synthèse, de leadership et de créativité.

Consultants

Diplômés d'une grande école : X, Mines, Centrale, Télécom, ENA, HEC, ESSEC et/ou MBA ...

Managers [réf. MA]

Vous avez une solide expérience du conseil et démontré vos qualités de leadership. Vous dirigerez et encadrerez des équipes pluridisciplinaires auprès de directions générales en France et à l'étranger.

Vous êtes parfaitement bilingue anglais et maîtrisez si possible une autre langue européenne. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. choisie à Alix Guiraud, A.T. KEARNEY, 48 rue Jacques Duind, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Consultants [réf. CS]

Vous bénéficiez d'une première expérience réussie d'environ deux ans en entreprise ou dans le conseil. Impliqué dans des missions diverses, vous développerez vos compétences dans tous les domaines clés de l'entreprise : stratégie, fusion et acquisition, restructuration, organisation, systèmes d'information.

ATKEARNEY

Équipementier automobile leader dans ses activités, recherche dans le cadre de son renforcement, plusieurs

Responsables Ressources Humaines

pour ses sites basés en Province

Rattaché hiérarchiquement au Directeur du site et fonctionnellement aux RH de la Division, vous aurez à déployer la fonction classique du Responsable du Personnel et à :

- Participer aux changements d'organisation en les accompagnant de plans de formation innovants,
- Animer les plans de progrès,
- Mettre en œuvre des méthodes modernes de Gestion des RH (évaluation des performances, gestion des carrières, politique de rémunération).

Agé de 30/35 ans, de formation supérieure (IEP, Droit, DESS ou ESC), vous justifiez d'une première expérience réussie de 5 ans dans la fonction Ressources Humaines, idéalement sur un site industriel. La maîtrise de l'Anglais est indispensable. La caracière totalement international du groupe vous permettra d'évoluer en France ou à l'étranger selon vos attentes et vos performances.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV en précisant sur l'enveloppe la réf. VDM1649 à CANDISSIMO, BP 80, 92105 Boulogne Cedex qui transmettra.

Directeur des Relations Humaines

420 KF +

Cette importante société régionale (plus de 1 000 collaborateurs), filiale d'un Groupe national, à forte image et en constante expansion, recherche son Directeur des Relations Humaines.

Collaborateur direct du Président, il participe au Directoire et propose la politique de développement des Ressources Humaines dans un contexte de croissance interne et externe, puis il la met en œuvre.

Intervenant sur les différents aspects de la fonction, il joue un rôle moteur auprès des services opérationnels : politique salariale, gestion prévisionnelle des emplois et compétences, relations avec les partenaires sociaux, information et communication de l'entreprise.

A environ 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, vous possédez une expérience réussie de la fonction acquise idéalement dans une entreprise de plus de 500 personnes.

Bien sûr, vous êtes mobile et le groupe vous offrira de réelles évolutions professionnelles.

Pour ce poste situé dans une ville agréable du Centre de la France, merci d'adresser votre lettre de candidature + CV + photo sous référence N 1061 à

EUROMESSAGES - 78 bd de la République, 92514 BOULOGNE cedex qui vous assure discrétion (si nécessaire, merci d'indiquer sous double enveloppe le nom du ou des Groupes avec lesquels vous ne souhaitez pas rentrer en contact). Les entretiens auront lieu soit à Paris, soit dans l'entreprise.

AUDITEUR SENIOR



les mutuelles du mans
assurances

Les Mutuelles du Mans Assurances (5 000 personnes, 25 milliards de francs de CA) recherchent pour leur Direction de l'AUDIT basée au siège du Mans un Auditeur senior.

Notre Direction de l'Audit intervient sur l'ensemble des structures du Groupe (en France et à l'étranger). Vous réaliserez des missions d'audit interne d'une grande diversité (efficacité, régularité, évaluation...) dans un esprit de partenariat et de progrès.

Agé d'environ 35 ans et de formation supérieure type ESSEC, IEP Eco.F., vous avez démontré, au cours d'une expérience minimum de 5 années en audit interne, vos compétences organisationnelles et financières ainsi que votre ouverture d'esprit et vos qualités relationnelles. La connaissance du secteur assurance peut constituer un plus, de même si, outre l'anglais, vous maîtrisez l'espagnol ou l'italien.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (CV, lettre de motivation, photo et prétentions au dernier salaire) sous réf. LM/AU aux Mutuelles du Mans Assurances - Service recrutement conseil 19/21, rue Chanzy - 72030 LE MANS CEDEX.



Bouygues Telecom

Détermination, talent et technologie font éclore un monde inédit : celui de la téléphonie mobile. Avec l'ouverture du réseau DCS 1800, Bouygues Telecom se donne les moyens d'une ambition sans faille sur un marché aux formidables potentialités. Les personnalités de nos collaborateurs, hommes et femmes animés par un même esprit d'équipe, favorisent le développement de notre entreprise, secteur majeur sur l'ensemble du territoire français. Nous recherchons à Vélizy (78) :

CHEF DE SERVICE JURIDIQUE CONTRATS

Auprès du Directeur Juridique, vous proposez et mettez en œuvre la politique contractuelle de l'entreprise :

- vous prenez en charge des aspects contractuels de la société (contrats clé en main, contrats informatiques, prestations de services...)
- vous assurez un support à l'ensemble de la Direction Juridique dans le domaine du Droit des Obligations.

Dans ce cadre, vous animez une équipe de juristes et assurez également la coordination des juristes en région.

Titulaire d'un doctorat (ou DEA), vous maîtrisez l'ensemble du domaine du droit des obligations et possédez une expérience de 7 ans minimum. (réf. JGU/JC/LM)

RESPONSABLE JURIDIQUE CONTENTIEUX

Auprès du Directeur Juridique, vous prenez en charge la gestion des litiges, en collaboration avec les avocats de la Société. Vous assurez également la supervision des contentieux en région.

Titulaire d'un DEA ou d'un DESS (DESS contentieux) et du CAPA, vous possédez une expérience de 5 ans, acquise si possible en cabinet d'avocats. (réf. JGU/JC/LM)

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence choisie à BOUYGUES TELECOM - Département Recrutement - 51 avenue de l'Europe 78944 VELIZY CEDEX.

ET SI NOUS GRANDISSONS ENSEMBLE ?

Groupe international de conseil recherche dans le cadre de son expansion un :

Juriste Confirmé en Droit Social

- Vous serez amené à intervenir en droit social auprès de dirigeants de sociétés industrielles et de services dans le cadre de restructuration et de plans sociaux (conseil juridique, négociation avec les partenaires sociaux et les représentants de l'administration, communication interne et externe...).

De formation juridique supérieure (DEA, DESS, DUE...) avec une spécialisation en droit social, vous justifiez d'une expérience réussie d'au moins 5 ans dans ce domaine, acquise au sein d'une entreprise, d'une société de conseil ou d'un cabinet d'avocats.

Votre expérience opérationnelle, votre capacité relationnelle et votre disponibilité vous permettront de réussir dans ce groupe dynamique. La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle en précisant la référence M/1200/N à notre conseil :

MASARE
CONSEIL DE RESTRUCTURATION
42 bis rue Sully, 92100 BOULOGNE

Jean-Louis TERRIER

depuis plus de 10 ans dans le métier en recrutement de cadres et dirigeants, évaluation et conseil d'associé à Denis BOUSSON et rejoint le cabinet RHOC Ressources Humaines. Organisation et Conseil, présent à Lyon et à Paris

Il participe activement au développement de l'activité et au lancement de nouveaux produits. Il remercie toutes les personnes qui lui ont fait confiance jusqu'à ce jour et souhaite poursuivre avec eux son long chemin de découverte des Ressources Humaines.

RHOC
19 place Tolozan - 69001 LYON
Tél 78 29 39 16

91 rue du Faubourg Saint Honoré - 75008 PARIS
Tél 44 71 35 00

RHOC
RECHERCHE HUMAINES
ORGANISATION ET CONSEIL